

L'Allemagne
ses syndicats
et l'Europe

À la semaine dernière, 86,8 % des salariés allemands avaient voté la grève. Selon toute probabilité, ils ne la feront pas. L'accord signé, lundi 3 février, entre les syndicats et le patronat écarte le spectre d'un conflit dans la sidérurgie et, probablement, celui d'une vague de grèves dans d'autres secteurs, d'une ampleur semblable à celle de 1984. À l'époque, les syndicats avaient obtenu la réduction du temps de travail vers les 35 heures par semaine. Le conflit avait coûté, sur un trimestre, un demi-point de croissance à l'Allemagne.

Une fois de plus, les syndicats allemands ont impressionné par le degré élevé de mobilisation de leurs adhérents, et, parallèlement, leur capacité à rechercher le compromis.

Face au patronat et au gouvernement qui avaient mis en garde contre les dérapages salariaux, la fédération IG Metall a réussi un coup de maître. Certes, l'augmentation prévue par l'accord (6,35 % au total) est largement inférieure aux 10 % réclamés au départ. Mais la marge au-dessus du taux d'inflation (qui devrait être légèrement supérieure à 4 % cette année) reste confortable.

POUR l'année 1992, donc, les perspectives d'évolution des rémunérations commencent à s'éclaircir. Après la sidérurgie, la métallurgie dans son ensemble, la banque, les assurances, et d'autres grands secteurs, forts du succès obtenu par l'IG Metall, négocieront des augmentations d'un montant vraisemblablement similaire. Les perspectives sont plus incertaines pour les fonctionnaires, qui devront affronter directement l'État.

L'importance des augmentations salariales interdira sans nul doute tout assouplissement de la politique monétaire allemande. Mais les marchés financiers, qui préfèrent les certitudes, même défavorables, aux hypothèses, n'ont pas manifesté de mécontentement après le compromis qui vient d'intervenir. Le maintien d'une politique monétaire allemande très stricte n'est pas pour réjouir les grands pays industrialisés, qui tentent de relancer la croissance mondiale. Mais leurs ministères des Finances se sont faits depuis longtemps à l'idée que l'Allemagne ne les épaulerait pas dans la balise des taux.

C'EST à plus long terme que le « compromis » allemand peut être inquiétant. D'une part, les craintes d'une récession économique provoquée par des taux d'intérêt très élevés se font plus fortes. D'autre part, contraintes d'offrir des salaires plus élevés, les employeurs d'outre-Rhin risquent de réduire leurs effectifs plus rapidement que prévu. Ce qui pourrait provoquer de vives tensions dans le pays alors que le taux de chômage dans l'ancienne RDA restera élevé pendant plusieurs années.

Comment réagiront les syndicats face à ces évolutions ? Dans le passé, les principales fédérations ont accepté de courber le dos dans les périodes économiques difficiles, mais il faut espérer que le consensus social pourra résister si l'économie allemande est confrontée à de nouvelles et plus fortes turbulences.

Lire page 22 l'article d'HENRI DE BRESSON

M0147 - 0205 0 - 6.00 F



Le président russe en visite d'État à Paris

M. Eltsine attend de la France
un soutien à ses réformes

M. Boris Eltsine était attendu, mercredi après-midi 5 février, à Paris, pour une visite d'État - la première - de trois jours. Durant le séjour du président russe, qui attend de la France un soutien aux réformes qu'il a engagées, plusieurs accords de coopération ainsi qu'un traité d'amitié seront signés entre les deux pays.

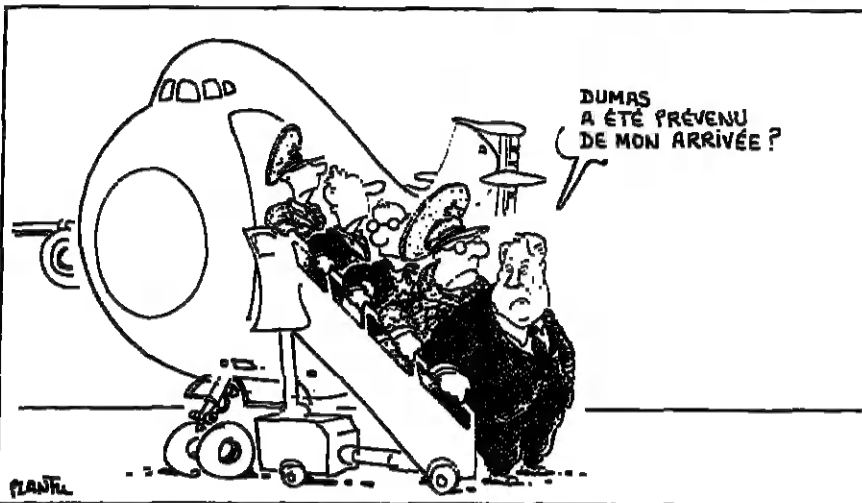
MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Dans le chaos qui semble emporter toujours plus les États indépendants ex-soviétiques, le jeune économiste en chef de la Russie, M. Egor Gaidar, a paru à contre-courant, lundi 3 février à Moscou. Le ministre des Finances a dressé un bilan presque optimiste du premier mois de sa réforme : « Si des bouleversements politiques imprévus n'interviennent pas, le rythme de l'inflation en février-mars baissera fortement (...). Il est maintenant clair que la brusque multiplication des prix de janvier ne se transformera pas en hyper-inflation permanente. » Si cette déclaration n'est pas une simple expression de la méthode Coué, le premier résultat en question peut paraître miraculeux.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite et nos informations page 4

Moscou annonce la signature
d'un contrat pétrolier avec Elf

Dans un entretien au Monde, M. Vladimir Lopoukhine le ministre russe de l'énergie, lance un appel à l'aide aux Occidentaux et annonce que M. Eltsine devrait signer un accord pétrolier avec Elf.

Lire page 23 l'entretien réalisé par ERIK IZRAELEWICZ

Le « temps utile »
et le temps perdu

Ni l'Hôtel Matignon ni le ministère de l'Intérieur n'ont compris d'emblée la portée politique de la venue de M. Habache à Paris. Aussi, les « sanctionnés » ont le sentiment de porter un chapeau trop grand.

Lire page 8

l'article d'EDWY PLENEL

Tandis que MM. Dumas et Marchand écartent toute idée de démission

M. Mitterrand tente de contenir
les effets de l'affaire Habache

Après les remous provoqués par l'affaire Habache, M. Mitterrand a choisi de maintenir intégralement en place le gouvernement de M^{me} Cresson. « C'est clair : on se calme ! », a commenté, mardi matin 4 février, M. Fabius, premier secrétaire du PS, à l'adresse de ceux des socialistes qui espéraient un changement de l'équipe gouvernementale.

par Thierry Bréhier

Pour le pouvoir, l'heure n'est plus à la retraite, mais la contre-attaque paraît hors de portée. Dans la situation pour le moins difficile où il s'est mis, il ne peut que se contenter de faire le gros dos, espérant que l'orage se calmera, et attendant que, une fois la foudre des scrutins de mars tombée, il soit - peut-être - possible de reprendre l'offensive.

Cette stratégie a été mise au point par M. François Mitterrand et M^{me} Edith Cresson le week-end dernier. Le premier ministre ayant rencontré alors, au moins une fois, le président de la République. Ce dernier s'est également entretenu au téléphone avec M. Delors pour envisager avec lui l'hypothèse d'un changement de gouvernement.

Lire la suite page 9

et nos informations pages 8 et 9

Putsch déjoué au Venezuela

Une tentative de coup d'État militaire a été déjouée dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 février au Venezuela. Le président Carlos Andres Perez, de retour de Davos (Suisse) où il avait participé à un colloque, est apparu en pleine nuit sur les écrans de télévision pour annoncer à la fois la tentative elle-même et son échec. M. Carlos Andres Perez a déclaré qu'il « contrôlait la situation » et invité les auteurs de ce putsch manqué à réintégrer leurs casernes.

L'ampleur de la tentative elle-même paraît faible. Il ne s'agissait essentiellement que d'un bataillon de parachutistes, appelé le bataillon Jose

Leonardo Chirinos, habituellement stationné à Maracay, la principale garnison militaire du pays. Ces quelques centaines d'hommes ont fait mouvement vers la capitale et tenté de s'emparer de la résidence privée du président, située près de l'aéroport La Carlota.

Il y aurait eu de nombreux coups de feu, mais aucun bilan ne faisait état de victimes. Tous les putschistes se seraient rendus. M. Bush a exprimé par téléphone sa « solidarité » à M. Carlos Andres Perez.

Lire nos informations page 28

La mort de Jean Hamburger

Grand médecin et humaniste

il fut le chef incontesté de l'école française de néphrologie

Nous apprenons la décès du professeur Jean Hamburger, président de l'Académie des sciences et membre de l'Académie française, survenu à Paris, le samedi 1^{er} février, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Spécialiste de néphrologie, il avait écrit de nombreux ouvrages scientifiques et de réflexion sur la médecine et l'éthique. Ses obsèques ont eu lieu, mardi 4 février, dans la plus stricte intimité.

par le D^r Escoffier-Lambiotte

Le nom de Jean Hamburger est indissolublement lié à l'histoire humaine, scientifique et médicale, que fut le salut, par la greffe rénale ou par le rein artificiel, de dizaines de milliers de malades jusqu'à nos jours.

Lorsqu'il créa, en 1955, le centre de l'hôpital Necker qu'il a animé depuis près d'un quart de siècle, les maladies des reins n'attiraient guère que l'attention désolée des médecins, et le terme

de « néphrologie » (science du rein normal ou malade) était à peine connu. Convaincu que la médecine se trouvait, après-guerre, à un tournant de son histoire, qu'elle devait s'appuyer sur les sciences et donc sur la recherche, il créa, dès l'origine, une unité originale, entièrement centrée sur l'étude du rein.

Lire la suite et les articles de JEAN-FRANÇOIS BACH et de BERTRAND POIROT-DELPECH page 14

EDMOND-LUC HENRY

DE
L'HÉMOPHILIE
en général
ET DU
CRIME
en particulier

Au delà du scandale de la transfusion sanguine, un témoignage bouleversant qui nous concerne tous.

192 pages - LE PRÉ AUX CLERCS - 98 F.

M. Bush veut apaiser
la tension nippo-américaine

M. George Bush veut éviter que les relations nippo-américaines ne prennent un tour trop polémique. Le président américain ne prend pas trop au sérieux les critiques formulées, y compris par le premier ministre japonais, contre les Américains. Mais l'aggravation des sentiments anti-nippons aux États-Unis a déjà eu pour conséquence l'annulation du contrat japonais pour le métro de Los Angeles.

Lire page 5

l'article d'ALAIN FRACHON

Coopération régionale
des pays de la Mer noire

Neuf pays proches de la mer Noire, dont plusieurs anciennes républiques de l'URSS, ont décidé, lundi 3 février, à Istanbul, sous l'égide de la Turquie, de jeter les bases d'une coopération économique régionale. C'est un premier pas pour Ankara, qui souhaite mettre à profit l'éclatement de l'Union soviétique pour jouer son rôle de puissance régionale.

Lire page 3

l'article de NICOLE POPE

Mantegna

maître de la couleur

La Royal Academy de Londres présente une grande exposition consacrée à l'artiste du seizième siècle qui met en relief ses talents de coloriste. Une métamorphose.

page 16

l'article de PHILIPPE DAGEN

FOUR

La Croix-Rouge

Fondée en 1864, la Croix-Rouge française appartient à un exceptionnel réseau mondial d'action humanitaire spécialisée dans les secours d'urgence et l'aide aux victimes, en temps de paix comme en temps de guerre.

page 10

SCIENCES MÉDECINE

■ Prévoir pour prévenir : quatre-vingt spécialistes de Météo-France surveillent le temps pour assurer le bon déroulement des Jeux olympiques ■ Hépatites virales : vacciner coûte que coûte ■ La délocalisation de la recherche.

pages 19 à 21

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

DÉBATS

Politique

Paradoxes du nationalisme français

par Paul Thibaud

« Il est plus facile que l'on croit de se haïr » (G. Bernanos). En tête de son dernier livre (1), Louis Dumont cite, sans le nommer, un historien contemporain : « Nous n'avons pas à nous haïr de ce que nous sommes, mais de ce que nous ne sommes pas. » Cette formule à l'avantage d'être à la fois banale (donc révélatrice) et absurde. Un Français de naissance ne peut s'imaginer non français avec d'autres parents, une autre enfance, une autre culture d'origine... Qu'il le fasse relève d'une illusion, mais cette illusion est commune : le Français se voit comme un individu pur, préexistant au fait d'avoir été « par hasard » précipité dans un séjour particulier.

Cette représentation de soi semble dévaloriser radicalement l'appartenance nationale. Pourtant le détachement affiché par celui qui se pense membre direct de l'humanité dissimule, à ses propres yeux d'abord, une affirmation implicite mais essentielle à son propos : ma culture (sous-entendu française) me permet d'accéder directement à un point de vue universel. L'individualisme candide présuppose l'universalité de sa propre culture. En somme, le Français n'est jamais aussi nationaliste que lorsqu'il affecte de négliger son appartenance nationale et de coïncider avec l'universel.

Cette analyse de Louis Dumont n'est pas pure abstraction. De fait, le nationalisme français est à son aise quand il peut confondre sa cause avec celle de l'humanité, que ce soit en l'an II, en 1848 (Péguy : « Je pars soldat de la République pour la dernière des guerres et le désarmement général ») ou en novembre 19 (Clemenceau : « La France, soldat du droit »). Le messianisme humanitaire fait partie du nationalisme français (au moins dans sa version dominante). Bernard Kouchner en est encore l'illustration.

Mais notre suffisance tourne au

désarroi quand la France ne peut plus prétendre à un rôle conforme à cette image. Quand le gouvernement, ou même la majorité des Français, fait des choix indignes, les autres ont la ressource de protester, de faire dissidence, au nom de la vraie France, celle de Hugo, celle des dreyfusards... Mais ce n'est plus le cas si, comme à présent, la France est évidemment trop faible et trop peu créatrice pour son ambition. Alors l'assimilation de la France à l'universel se met à fonctionner dans l'autre sens : que la France disparaisse puisqu'elle n'est plus l'institutrice des nations. Une cause plus grande qu'elle réclame qu'elle s'efface.

L'ambition de faire l'Europe

On a une bonne illustration de cette tentation avec une formule que nos politiques se répètent et répètent avec une sorte de fascination : « La grande ambition de la France, c'est désormais de faire l'Europe. » Si cette phrase, où l'Europe est une figure ou un équivalent de l'humanité, est devenue mot de passe, c'est parce qu'elle est, un peu comme la précédente, ambiguë jusqu'à l'absurdité. On peut l'entendre comme le *nunc dimittis* national : l'unique ambition de la France est désormais hors de France, la grande ambition devient l'ambition de ne plus exister, de transmettre le relais. Mais cet aveu assez théâtral enveloppe une compensation qui, encore une fois, réside dans l'implicite du propos : on parle comme si la France était seule à faire l'Europe. Nul doute qu'un Allemand n'entende notre profession de foi sacrificielle comme révélant l'insupportable prétention de faire une Europe française.

La seconde proclamation est cependant différente de celle de l'historien anonyme : dans le premier cas, c'est en déployant notre particularité, par notre manière de considérer les choses, que nous nous mettons au

niveau de l'humanité ; dans le second cas, c'est en disparaissant comme agent historique (on dit toujours la grande ambition, non pas une grande ambition).

L'ambiguïté qui subsiste montre pourtant qu'un sentiment de fin de partie reste lié chez nous à une prétention tenace, qu'il est même nourri par elle. La formule en question décrit ce qui se passe en fait : pour la France en tant que corps social et politique, aucun projet, sinon d'adaptation, comme si, en Europe même, nous ne devions pas avoir un projet propre, sous peine d'être rayé de l'Histoire ; mais en même temps chez nos dirigeants, une vanité pointilleuse, formaliste, comme pour signifier que c'est nous, en fonction de notre mythologie, qui décidons de passer la main. La réversibilité du nationalisme français, travaillé par un universalisme qui, selon les périodes, l'exalte ou le déprime, peut seule expliquer que notre orgueilleuse administration « européenne » ait été brusquement saisie d'un zèle quasi servile d'adaptation à l'Europe.

Ce qui semble en tout cas faire défaut, soit qu'on prétende à bien plus, soit qu'on n'en soit plus capable, c'est le simple amour de soi, l'estime critique mais confiante accordée à la particularité dont on participe et que l'on réinterprète pour la transmettre. Les Français ont trop identifié leur culture politique depuis 1789 à l'illusion révolutionnaire de l'homme nouveau et de la transparence, celle que la catastrophe soviétique a totalement déconstruite. Maintenant ils croient que dans les deux derniers siècles ce qu'ils ont réussi est banal et ce qu'ils ont eu d'original un échec. Certaines réussites originales seraient pourtant à rappeler, qui sont des contributions importantes, et encore prometteuses, au travail inachevé et toujours précaire d'invention de la démocratie moderne : une interférence particulièrement profonde entre le catholicisme

et la démocratie, une socialité plus liée au civisme qu'aucune autre, l'art de tolérer une part de tradition à l'intérieur de la modernisation.

Que l'heure ne soit pas à l'autocritique sereine et positive, on le voit au succès d'une troisième expression-clé : « La fin de l'exception française ». On sait qu'elle a été employée par François Furet pour marquer la fin du système d'idées et de conflits politiques issu des déchirements révolutionnaires, mais son usage déborde énormément cette signification particulière : elle a pris l'allure d'un mot d'ordre : banalisons-nous ! Adoptions le style international ! Elle est devenue la devise du nationalisme pénitent. Pris à la lettre, coupé du contexte comme généralement, circulant comme un goupillon devant un cercueil, cette formule a été aussi (François Furet le note lui-même) quelque chose d'impensable : quelle personne, quel organisme même, n'est pas une exception, tant qu'il vit ? Encore une manière d'annoncer sa propre mort ? A moins qu'on ne retrouve là aussi, sur un mode dépressif, le désir de coller à l'universel, de dépasser sa contingence.

Le fonctionnement autodestructeur du nationalisme républicain qui a dominé deux siècles de notre histoire explique largement la remontée d'un fantasme qu'on croyait perdu dans le passé, l'autre nationalisme, fermé, hargneux, nostalgique, identitaire au sens du républicain. Nationalisme délaissé, dit à juste titre Alain Touraine, mais qui est le nationalisme non délaissé quand le messianisme désempoie et se retourne contre la nation, alors que les politiques civilisées portent leur patriotisme comme un fardeau et un remède, un sentiment dont ils ne savent rien tirer.

Le désir d'être exemplaire

L'essence de notre contradiction n'est pas, comme on dit trop facilement, entre l'ambition et les moyens de l'ambition. Les Français rêvent moins de domination que d'être reconnus. C'est pourquoi on se trompe leur effort à imaginer, comme François Mitterrand après Maastricht, la très improbable « grande puissance » européenne. La puissance n'a jamais été leur objectif premier, et ils se disent, dans l'état où ils se voient, que si grande puissance il y a, ce ne sera nullement la leur. Au contraire, la banalisation, qui est le prix de l'Europe intégrée, blesse leur vrai désir, celui d'être exemplaires.

L'exemplarité en effet pourrait être une forme restreinte, partielle, révisée du magistère universel auquel nous ne pouvons plus penser. Redéfinir ainsi le rêve national nous sortirait du piège qu'est devenu pour nous le préjugé d'exception (longue tourné contre soi, modifié et vulnérable aux démagogues) en l'échangeant contre une confiance raisonnable en nous-mêmes, contre la connaissance des contributions à l'humanité que la France a particulièrement rendues possibles. Diminuer les prétentions et augmenter l'estime de soi sont les deux aspects d'une même et nécessaire mutation. Les Français attendent le langage, les projets qui, leur offrant une laide, digne, nous mènent au rôle qui leur tient à cœur, permettraient qu'ils soient Européens sans panique et sans névrose. Le « faux magicien » qui nous représente irrite au contraire une unité amère et perverse quand il joue avec les grandeurs sans souci de rétablir à domicile l'idée de la citoyenneté, l'idée de la solidarité, l'idée de l'éducation, l'idée de l'urbanité qui sont nos atouts et nos défenses immuables contre le pire.

(1) *L'Idéologie allemande*, Gallimard, 1991.

Europe de l'Est

Les passés présents

par Alfred Grosser

PARTOUT une économie effondrée, un chômage en expansion, la pénurie installée, la famine menaçante. Pour en sortir, il ne suffirait pas de trouver des ressources matérielles. Il faut forger une administration, former des gestionnaires, construire des infrastructures. Les urgences dramatiques sont évidentes. Et, pourtant, le passage si difficile du présent au futur se trouve encore entravé par le poids du passé.

Où, plus exactement, des passés. Même si on laisse de côté les conflits déjà ou potentiellement sanglants hérités d'un passé lointain, il y a, de la Lettonie à la Roumanie, de la Croatie à l'Allemagne, l'enchevêtrement de deux systèmes criminels. Qui a été complice, de qui, quand ? Au nom de quoi a-t-on combattu l'un ou l'autre ?

Oui, le mot « fasciste » a été utilisé par les communistes au pouvoir pour désigner quiconque ne leur convenait pas, quiconque s'opposait à eux ou appartenait à une catégorie sociale à détruire. Il n'en résulte pas qu'il faille considérer comme des démocrates ou des précurseurs des régimes libéraux d'aujourd'hui les complices directs ou indirectement meurtriers des massacres hitlériens. En Lettonie, en Roumanie et ailleurs, y compris en Slovaquie et en Croatie.

Assimilations outrancières

Tous les anticomunismes du passé et du présent ne sont pas politiquement et moralement équivalents. Pas plus que les antifascismes : de nouveaux dirigeants peuvent avoir été de fermes exécutants ou même exécuteurs des oppressions et répressions d'hier accomplies par le stalinisme gouvernant. En Serbie et ailleurs. Même si leur refuge d'aujourd'hui n'est plus la lutte contre le fascisme mais le nationalisme.

Le parallélisme entre deux situations, entre deux types d'attitudes doit-il pour autant nous inciter à mettre les deux passés sur le même plan ? La réponse dépendra en partie de l'interlocuteur.

A ceux qui continuent à sous-estimer l'effroyable dimension des crimes soviétiques, il faut rappeler ou apprendre, par exemple, que les morts ukrainiens de la famine délibérément meurtrière, imposée voilà quatre décennies, se comptent par millions. Et aussi que des crimes moindres ont pu être analogues à des crimes également moindres. Ainsi un débat difficile et douloureux se déroule depuis quelques mois autour d'un ou de deux monuments commémoratifs à Buchenwald. Ce n'était pas un camp d'extermination avant 1945 et, pourtant, des dizaines de milliers d'Allemands y ont péri. Mais d'autres milliers d'hommes et de femmes y sont morts de famine et de mauvais traitements après 1945, parce que l'URSS victorieuse avait décidé de les éliminer de la société allemande, qu'ils aient été ou non complices des crimes antérieurs. Honorer toutes les victimes relevait-il ou non d'un amalgame inacceptable ?

On assiste en tout cas à des assimilations outrancières. Ainsi lorsque, au procès contre les tireurs qui ont tué des compatriotes cherchant à fuir l'Allemagne d'Ulrich et de Honecker, il est question de crimes contre l'humanité, comme si une répression criminelle était du même ordre que l'horreur absolue. Pas plus que le général Pino-

chet, Honecker - si couronné par tant d'hommes politiques et journalistes - n'a perpétré un Auschwitz. Ce n'est cependant pas seulement cette distinction-là qui conduit à s'interroger sur la reprise, en Allemagne notamment, d'une notion qui a beaucoup servi dans les procès d'après 1945, à savoir le devoir de désobéissance.

En France, on a même été jusqu'à préciser la date à partir de laquelle il s'appliquait pour décider ensuite de l'épuration des fonctionnaires : le 26 avril 1944. Mais le sort de Vichy dépendait d'une guerre en cours. Peut-on appliquer des critères analogues pour la soumission à un régime installé dans la durée, de surcroît fortement légitimé par la reconnaissance extérieure ? La RDA semblait encore plus éternelle après sa légitimation internationale. Réfugiés passés à l'Ouest et opposants du dedans étaient presque autant des incompétents que les antifascistes espagnols décriés de façon si poignante par Alain Renais et Jorge Semprun dans leur beau film *La guerre est finie*.

Partout à l'Est on veut épurer. Mais au nom de quels principes ? Avec quelles implications pour les libertés à mettre en place ? A Budapest, une loi récente introduit une nouvelle définition floue de la haute trahison (un peu comme l'avait fait la Belgique au lendemain de la guerre) permettant de sanctionner comme complice quiconque ne s'était pas joint à l'insurrection de 1936. A Prague, l'amendement au code pénal, adopté par le Parlement le 11 décembre 1991 dernier, place si bien communisme et fascisme, « fautes nationales, raciales, de classe ou religieuses » sur le même plan que le marxisme se trouverait frappé d'indélict.

Répression douce

Qui a été coupable, qui a été complice, surtout pendant la période de la répression « douce », lorsque la sanction consistait notamment à priver les enfants de la possibilité de faire des études ? Quels fonctionnaires, de quel niveau ? Comme dans l'immédiat après-guerre, la tendance est à la punition des petits et des très grands. Sauf en Allemagne où l'on aurait tendance à ne pas punir Honecker - si aisé par tant d'hommes politiques ouest-allemands - et à sanctionner ceux qui lui ont obéi.

Les attitudes sont également fort variées en ce qui concerne les Églises. Dans l'ancienne URSS, les écrivains persécutés infligés par Staline à l'Eglise orthodoxe permettent à tout un appareil ecclésiastique parfaitement soumis et justificateur du régime de se faire passer pour un ensemble de martyrs. En Allemagne, on découvre peu à peu ce qui aurait dû être une évidence des 1980 : l'Eglise protestante - la seule forte en RDA - a été simultanément et contradictoirement un abri limitant l'emprise totalitaire et une instance de légitimation du régime d'oppression. Comme l'avait été l'Eglise catholique sous le nazisme.

Et comment distinguer entre un intellectuel soumis, un intellectuel complice, un intellectuel cherchant, au prix d'inévitables compromissions, à élargir un peu l'espace de liberté de ses concitoyens ? Ici, le débat allemand a pris une intensité telle que des journaux aussi calmes que la *Frankfurter Allgemeine* et la *Süddeutsche* se combattent avec une férocité ouatée. Qu'elle est donc difficile la tâche des commissions d'épuration des universités et des instances chargées de reconstituer une administration libérale !

Il faudrait conclure. Mais peut-on conclure ? Heureux déjà ceux qui, chez nous, savent clairement ce qu'il aurait fallu faire après la libération ! Lorsque, à l'époque et rétrospectivement, on a été et on est admirateur de Camus, mais persuadé que Mauriac avait raison contre celui-ci en disant qu'une épuration juste était une impossibilité, on est simplement porté à souhaiter qu'à l'Est - et en Allemagne unifiée - les législateurs et dirigeants se rendent compte de cette impossibilité et se limitent, avec prudence et modestie, à offrir des compensations aux anciennes victimes, à punir les coupables évidents et à donner une chance à une foule de complices qui appliquent, sincèrement ou par un nouveau survisisme, les valeurs qui ont cours désormais.

Justice

Pouvoirs et vertu

par Jacques Barrot

Dans l'imbroglio malsain qui mêle confusément justice, politique en argent, nous sommes arrivés à un tournant décisif. La crise que nous vivons depuis quelques années a atteint aujourd'hui son paroxysme. Il faut maintenant entièrement crever l'abcès pour pouvoir tourner la page sur cette période d'irresponsabilité où l'argent était roi, où l'argent était fou.

Il faut maintenant dépasser les surenchères médiatiques et ausculter chaque pouvoir, pour que chacun des pouvoirs qui fondent la République puisse retrouver à la fois son équilibre interne et une indépendance vis-à-vis des autres pouvoirs.

Le pouvoir politique doit le premier faire amende honorable et les hommes politiques affirmer clairement leur volonté de se soumettre au droit commun en abandonnant leurs privilèges. Il n'y a aucune raison que la justice ne s'applique pas aux politiques avec la même rigueur et avec les mêmes garanties que pour les autres citoyens. L'immunité parle-

mentaire n'est plus nécessaire aujourd'hui. Si l'on fait pleinement confiance à la justice de notre pays, pourquoi faudrait-il des sas de protection au profit du monde politique ?

A charge en retour pour la justice de ne pas chercher à prendre quelque revanche sur le politique en opérant des perquisitions-exhibitions qui jettent le discrédit sur la recherche de la vérité. Ce n'est pas en menant une justice-accusatoire bruyante, à grand renfort de trompettes et fracas médiatiques, que l'on fortifiera la sérénité de notre justice, l'indépendance de nos juges et la recherche de la vérité. Au contraire. L'inculpation doit garder un caractère non diffamatoire et certains actes de l'instruction doivent être faits collégialement, pour acquiescer toute l'objectivité souhaitable.

L'argent-roi a fait éclater l'équilibre entre les différents pouvoirs de la République. Mais ils ne pourront sans cesse se renvoyer la responsabilité l'un à l'autre. Il faut en finir avec la logique de diffamation, de falsifi-

cation de la pensée de l'adversaire. C'est au contraire de l'équilibre et du respect mutuel entre le juge et le politique que dépend la qualité de la démocratie et de la République.

Il faut par conséquent que la réforme institutionnelle nous permette de rétablir pleinement l'équilibre et la séparation des pouvoirs, sans que l'un puisse tenir l'autre en laisse. Mais cela vaut aussi pour le « quatrième pouvoir » : les médias ne peuvent plus donner dans un voyeurisme facile, déformant et stérile. La démocratie est une chose fragile, toujours en construction. Elle ne doit pas être l'objet d'un mauvais spectacle de boulevard, sous peine d'encourager les démagogues de tous bords.

De nouveaux codes de conduite

Chaque pouvoir doit pouvoir se ressourcer dans une authentique morale. Et c'est bien cela l'enjeu qui s'offre aux hommes de bonne volonté : à tous les Républicains : comment consacrer l'indépendance de chaque pouvoir et lui donner quelques repères déontologiques clairs ?

1992 sera l'année d'une réforme institutionnelle. Nous serions coupables de ne pas saisir cette occasion pour consacrer enfin un vrai pouvoir judiciaire garant de la règle du droit en toute indépendance.

Pourquoi, à l'image de ce qu'a voulu Monseigneur Decourtray pour l'Eglise, ne pas initier avec des intellectuels, des philosophes, des juristes et des représentants de la société civile une véritable réflexion sur l'indéfectible retour d'une morale appliquée au pouvoir ?

On ne soignera pas la dérive actuelle sans un surcroît de conscience et d'âme. La remise en cause doit se faire à l'intérieur même du corps politique et du corps judiciaire et au cœur du pouvoir sans cesse grandissant des médias. Il faut confier à une entité extérieure le soin de réfléchir et de suggérer les codes de conduite éthique à ceux qui exercent une mission publique. Pierre Bourdieu rappelait récemment qu'au moment où les grandes lois du dix-neuvième siècle ont livré toute leur perversion, il est urgent de créer les conditions d'un univers d'idées réalistes, capable de mobiliser les volontés sans mystifier les consciences. Ce grand dessin doit nous motiver.

► Jacques Barrot est député de la Haute-Loire, président du groupe de l'Union du centre.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS ESCP

MASTERE SPECIALISE MANAGEMENT DE L'EDITION

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour maîtriser tous les aspects d'un projet éditorial : conception, mise en œuvre, contrôle et élaboration d'une politique éditoriale, sur le plan national et international.

Sélection ouverte aux ingénieurs, médecins, DEA, DES, grandes écoles de gestion.

Dossier de candidature et renseignements auprès d'Huguette BERTHAUT.

ESCP

GRUPPO ECOTE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES
79, avenue de la République - 75013 Paris Cedex 11 - Tél. : (01 49 23 21 40)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Amaral, Thomas Ferracci
Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (01) 40-55-25-26
Télécopieur : 40-55-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Télécopieur : 49-60-30-10

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : le conflit entre Serbes

Belgrade veut passer outre à la « rébellion » de la Krajina

En dépit du refus des dirigeants de la Krajina (enclave serbe du sud-ouest de la Croatie) d'adopter le plan de paix de l'ONU, la présidence yougoslave, réduite à la Serbie et à ses alliés, a informé, lundi 3 février, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, que toutes les conditions étaient remplies pour l'envoi de « casques bleus » dans les zones de conflit en Croatie.

BELGRADE

de notre correspondant

La présidence, qui considère toujours détenir le pouvoir sur les territoires yougoslaves qui n'ont pas accédé à la reconnaissance internationale — notamment les enclaves serbes de Croatie où est stationnée l'armée fédérale — ratifie le plan de paix des Nations unies et s'engage à le faire respecter par toutes les parties placées sous sa juridiction. Elle estime par conséquent que la résistance du leader de la Krajina, M. Milan Babic, ne remet pas en cause le plan de paix de l'ONU approuvé par tous les autres protagonistes du conflit. La présidence opte fermement pour le rétablissement de la paix selon le plan conçu par l'émissaire des Nations unies, M. Cyrus Vance, « avec ou sans le soutien de M. Babic ».

Consciente que la position de M. Babic risque de différer la décision de l'envoi de « casques bleus »,

la présidence a entamé dès lundi une véritable campagne contre le responsable de la Krajina. « Nous ne sacrifions pas la paix à cause d'un seul homme », a assuré M. Jovic, représentant serbe à la présidence, dans un violent réquisitoire contre M. Babic. « Lorsque la présidence envoie des vivres, des soldats et des munitions, M. Babic reconnaît son autorité, mais lorsqu'elle adopte le plan de paix, M. Babic prétend à lui tout seul commander la Krajina », a-t-il remarqué.

Pour sa part, M. Branko Kostic, vice-président (monténégrin) de la présidence, a estimé que l'insoumission de M. Babic équivalait à « un acte de sécession ». « En relevant le plan des Nations unies, M. Babic opte pour la guerre (...) et met en danger l'ensemble du peuple serbe ». Le plan Vance, juge M. Kostic, ne trahit pas le peuple de Krajina; il ouvre les perspectives d'un règlement pacifique et d'équilibre de la crise yougoslave.

Menace de « coup d'Etat » dans l'enclave ?

La « présidence yougoslave » pouvait, comme l'a révélé M. Babic, envisager une reprise en main de la Krajina par l'armée fédérale, mais elle a, pour le moment, choisi de faire pression sur la population, et notamment sur les représentants locaux des douze districts qui constituent la Krajina, pour qu'ils renversent le maire de Knin devenu le président tout puissant de la « République serbe de Krajina ». Si M. Babic affirme avoir le soutien des Serbes

de sa région, il a néanmoins été à plusieurs reprises accusé de « jacobinisme » et d'abus de pouvoir par certains membres de l'Assemblée et du gouvernement autonomistes. Les menaces d'embargo contre la Krajina, brandies par Belgrade, et le rappel à l'ordre des commandants locaux de l'armée fédérale, qui semblaient soutenir M. Babic, risquent d'accroître la chute de ce dernier.

Pour contrer cette campagne, M. Lazar Macura, ministre de l'information de Krajina, a organisé, lundi, un rassemblement de soutien à M. Babic. Devant quelque quatre mille personnes rassemblées dans le centre de Knin, M. Macura a déclaré « nulle » la signature par le président du Parlement local, M. Mile Paspalj, du plan de paix des Nations unies (le 4 février). Rejoignant aux dirigeants militaires d'accepter le plan de M. Vance, qui prévoit notamment le retrait de l'armée fédérale des enclaves serbes de Croatie, il a suggéré qu'une partie de son équipement reste en Krajina, comme cela a été fait en Croatie ainsi qu'en Slovaquie.

D'autre part, lors d'une conférence de presse, lundi à Belgrade, M. Babic a violemment critiqué la « présidence yougoslave » et la direction de l'armée fédérale, les accusant de fomenter un coup d'Etat en Krajina. Il s'en est également pris à son ancien allié, le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, lui reprochant d'avoir manipulé les Serbes en prétendant défendre leurs intérêts nationaux alors qu'il comptait seulement se

servir d'eux pour renforcer son pouvoir.

De son côté, le président croate Franjo Tudjman estime que Belgrade devrait arriver à ramener à la raison les « rebelles » de la Krajina et permettre, enfin, la mise en œuvre du plan des Nations unies. Si, toutefois, les « casques bleus » ne venaient pas, « La Croatie devrait trouver une solution pour libérer chaque pouce de son territoire ». « La Croatie, a-t-il dit à Zagreb, entend se réconcilier avec la Serbie, mais ne renoncera jamais à sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire ».

Parallèlement, M. Babic s'est déclaré prêt à ouvrir des pourparlers avec les autorités croates sur des questions d'intérêt commun telles que les frontières, les communications (la Krajina contrôle les axes routiers entre la Croatie centrale et de larges portions de la côte dalmate), ainsi qu'une « intégration régionale ».

FLORENCE HARTMANN

La Slovaquie obtient le statut d'invité spécial auprès du Conseil de l'Europe. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Europe des 26), réunie à Strasbourg pour sa session d'hiver, a décidé, lundi 3 février, d'accorder à la Slovaquie le statut d'invité spécial. Par cette décision, le Conseil de l'Europe consacre le démantèlement de la Yougoslavie. En novembre, les 26 avaient suspendu le statut d'invité spécial au Parlement fédéral de Yougoslavie, qui en jouissait depuis 1989. — (AFP.)

TURQUIE : la conférence sur la Coopération économique de la mer Noire

Ankara souhaite mettre à profit l'éclatement de l'URSS pour jouer son rôle de puissance régionale

Oubliant temporairement leurs rivalités, les représentants de neuf pays de la région — Azerbaïdjan, Arménie, Bélarus, Géorgie, Roumanie, Bulgarie, Moldavie, Turquie — se sont réunis sous l'égide de la Turquie, lundi 3 février à Istanbul, pour saluer la création officielle de la Coopération économique de la mer Noire, une association fondée non pas pour rivaliser avec la Communauté européenne, mais afin de « créer un meilleur environnement commercial, financier et légal pour développer l'économie de la région et aider

à son intégration dans l'économie mondiale ». L'étape suivante sera une réunion des chefs d'Etat des pays membres qui doit avoir lieu à Istanbul au début de l'été. La Grèce et la Yougoslavie, qui avaient exprimé leur intérêt, ont été invitées à participer en tant que membres fondateurs pour autant qu'elles déposent une demande d'adhésion officielle avant mai 1992.

Le président de la République, M. Turgut Ozal, dont le pays souhaite mettre à profit l'éclatement de l'URSS pour jouer son rôle de

puissance régionale, était présent à Istanbul pour assister à la naissance de l'association, un projet personnel qu'il a lancé il y a deux ans. « L'interdépendance économique globale est un des développements les plus importants du monde d'aujourd'hui », a-t-il déclaré. « Nous entrerons prochainement dans une ère où nous devons développer les frontières économiques entre nations commencent à disparaître ». Le document paraphé lundi prévoit la libre circulation des biens et des personnes ainsi qu'une collaboration entre les pays

membres dans des domaines aussi variés que les transports, les communications, l'énergie, l'agriculture, le tourisme et l'environnement.

A long terme, il prévoit également la création possible d'une « banque d'investissement et de commerce extérieur de la mer Noire ». « Ce n'est que le commencement », a déclaré le ministre des affaires étrangères turc, M. Hikmet Cetin. « Nous espérons que notre coopération sera un pas important pour la stabilité de la région ».

N. P.

« Une histoire et un langage communs »

ANKARA

de notre correspondant

Sur le mur du bureau de M. Bilal Simsir, spécialiste au ministère turc des affaires étrangères des relations avec les Républiques turcophones et musulmanes de l'ancienne Union soviétique, une carte publiée au dix-septième siècle par le géographe français Sanson d'Abbeville rappelle que « l'Empire des Turcs d'Asie » s'étendait autrefois des Balkans aux montagnes du Caucase. L'Empire ottoman est dissous depuis longtemps et l'époque des aspirations turcophones est révolue. Mais la récente disparition du bloc soviétique a fait de la Turquie un pouvoir régional, dont l'appui est sollicité activement, non seulement par les nouveaux Etats indépendants du Caucase et de l'Asie centrale, mais également par les pays des Balkans — Roumanie, Bulgarie et Albanie.

Au cours des derniers mois, les délégations des six Républiques musulmanes de l'ancienne Union soviétique — dont cinq parlent des dialectes turcs — ont défilé à Ankara pour obtenir l'assistance de la Turquie, leur cousin, qui les a précédés sur le chemin du développement. Historien et auteur de plusieurs ouvrages sur les minorités ethniques turques, M. Simsir explique qu'il faut « développer la coopération dans tous les domaines » car « nous partageons un langage et une histoire communs ».

La Turquie, qui aspire au respect de la communauté internationale mais se sent souvent rejetée par les Occidentaux — les Européens en particulier — est évidemment flattée par l'intérêt que lui portent ces nouveaux Etats indépendants, à la recherche d'un modèle à imiter. Mais les Turcs, s'ils se sentent culturellement proches des Républiques voisines, sont également pragmatiques et conscients de leurs limites. « Nous sommes un peu

inquiets, nous savons que nous ne pouvons pas répondre à leurs attentes », explique M. Ozden Sanberk, sous-secrétaire du ministère des affaires étrangères.

Malgré son manque de ressources, la Turquie a réagi rapidement. Une agence gouvernementale vient d'être créée pour coordonner l'envoi de secours aux Républiques turcophones. Ankara espère convaincre l'Occident de participer financièrement à sa « mission civilisatrice » en fournissant des machines à écrire et du matériel d'imprimerie à l'Azerbaïdjan, qui a récemment choisi d'adopter l'alphabet latin. Ankara, cédant à la pression de l'Oubékhistan et des cinq autres Etats musulmans, a accepté de former six mille étudiants, soit mille de chaque République. En attendant une main bienveillante à ces Etats menacés de débâcle économique, la Turquie espère les convaincre d'adopter un système occidental. « Notre exemple prouve la compatibilité de l'Islam et de la démocratie », déclare M. Sanberk.

« Les Occidentaux commencent tout juste à réaliser l'importance de la Turquie », explique un diplomate européen. « Nous avons un intérêt commun à promouvoir le modèle turc contre le fondamentalisme islamique ». Pour le gouvernement d'Ankara, le mot-clé dans la région est stabilité. Parallèlement au développement de ses relations avec les Républiques du Caucase et d'Asie centrale, la Turquie a soigneusement cultivé ses contacts avec la Russie, qui demeure un important partenaire commercial.

La montée des tensions entre Bakou et Erevan pour le contrôle du Haut-Karabakh préoccupe les Turcs qui ont offert leurs services en tant que médiateurs pour éviter un bain de sang. Ankara tente également de convaincre les Etats-Unis, qui ont pris position en faveur de l'Arménie, de reconnaître l'Azerbaïdjan sans restrictions, afin d'éviter de créer une division entre Républiques chrétiennes et Répu-

bliques musulmanes. Lors de sa visite officielle à Washington, le 10 février, le premier ministre, M. Suleyman Demirel, exposera la politique régionale de son pays et tentera d'obtenir l'appui matériel des Etats-Unis pour aider les démocraties naissantes de l'ancienne Union soviétique.

Les bases aériennes et aéroports civils turcs pourraient être utilisés pour un pont aérien qui permettrait l'acheminement de secours directement vers les Républiques qui en ont le plus besoin, sans transiter par Moscou.

Un tremplin pour l'Occident

Certains pays occidentaux utilisent déjà la Turquie comme un tremplin vers le Caucase et l'Asie centrale. Des ambassades ont demandé du renfort pour suivre les développements régionaux à partir d'Ankara et le Danemark a suggéré d'accroître son ambassadeur à Ankara auprès des autorités azerbaïdjanaises.

L'influence grandissante de la Turquie dans la région est généralement considérée comme bénéfique par les pays occidentaux. Athènes, en revanche, se sent menacée par le regain d'activité de la diplomatie turque dans les Balkans. Le réchauffement des relations avec la Bulgarie et l'aide humanitaire apportée à l'Albanie, tous deux pays limitrophes de la Grèce, contribuent à l'inquiétude des autorités grecques. Les Turcs, soucieux d'éviter des troubles supplémentaires avec la Grèce qui, depuis des années, mène systématiquement des batailles dans les roucs de leur diplomatie, ne sont cependant pas mécontents d'avoir enfin la possibilité d'exercer leur influence.

La reconnaissance par la Turquie

des quatre Républiques yougoslaves, y compris la Macédoine, prévue prochainement, « serait perçue par la Grèce comme un acte hostile », affirme un diplomate européen. Bien que la décision de principe ait été prise de reconnaître l'indépendance de ces Etats, Ankara n'a pas officiellement annoncé sa position et attendra probablement le référendum en Bosnie (29 février et 1^{er} mars) pour se prononcer.

NICOLE POPE

Quatre policiers tués dans des attentats. — Quatre policiers ont été tués en Turquie, lundi 3 février. A Istanbul, le véhicule d'une équipe de lutte contre le terrorisme a été mitraillé dans le quartier de Zeytinburnu. Un commissaire a été tué sur le coup et deux agents ont succombé à leurs blessures au cours de leur transport à l'hôpital. Les assaillants, au nombre de cinq, ont réussi à s'enfuir. A Adana, un policier a été tué et trois autres ont été blessés lors d'une attaque semblable. — (AFP.)

BELGIQUE : la difficile formation d'un gouvernement

« Si cela les amuse... »

Choisi le 19 décembre par le roi pour tenter de former un gouvernement, M. Melchior Wathelet a renoncé à cette mission samedi 1^{er} février. Un social-chrétien flamand, M. Jean-Luc Dehaene, prend le relais, non pas en tant que « formateur », mais comme « informateur » du Palais.

tion, à défaut de proposer des moyens financiers pour sa réalisation. Cela allait d'une approche pragmatique des problèmes d'immigration à la promesse que le courrier serait distribué du jour au lendemain, ce qui n'est pas rien dans un pays où le service public se révèle particulièrement dégradé.

Un évident blocage

BRUXELLES

de notre correspondant

Lors des tractations pour la formation d'un gouvernement sortant, qui avaient duré de décembre 1987 à mai 1988, M. Jean-Luc Dehaene, grand ordonnateur du dialogue institutionnel pour la mise en place d'un fédéralisme permettant la cohabitation entre Flamands et francophones, avait fini par céder la place à M. Martens, considéré comme plus représentatif sur le plan international. Le revola en scène, après avoir joué pendant des années un rôle majeur en tant que ministre des réformes institutionnelles.

Ce débat sur la « réforme de l'Etat », les électeurs avaient justement montré qu'ils en étaient las, en sanctionnant les partis traditionnels aux élections de novembre 1981. Ils ne se désintéressent pas — loin de là — du problème de l'équilibre linguistique et du partage de la richesse nationale entre Flamands, Wallons et Bruxellois, mais ils trouvent qu'il est mal posé et qu'il ne sera pas résolu par des constructions juridiques au fonctionnement coûteux et à l'efficacité incertaine. Le succès de l'extrême droite, en Flandre, et des écologistes, en région wallonne, avait été interprété comme un appel à la solution de problèmes de vie quotidienne, plus immédiats et moins abstraits que la réforme de la Constitution.

Après une longue et délicate négociation, M. Wathelet avait proposé un programme « pour une nouvelle citoyenneté », se voulant concret et en phase avec les préoccupations de la popula-

Les Flamands cherchaient-ils un prétexte pour torpiller l'entreprise du premier francophone susceptible de former un gouvernement depuis 1974 ? Toujours est-il qu'ils ont de nouveau mis l'accent sur la nécessité de poursuivre la réforme des institutions vers davantage de fédéralisme, ce qui demande une majorité des deux tiers, difficile à trouver sur les bases actuelles. Malgré le soutien du roi Baudouin, qui lui avait demandé de poursuivre sa mission et avait fait part de ses sentiments aux principaux chefs de partis à la fin de la semaine dernière, M. Wathelet a tiré les conséquences d'un évident blocage.

Pressentant cet échec, le quotidien *la Libre Belgique* (catholique, monarchiste, attaché à l'unité du royaume) écrivait, le 28 janvier : « Rarement, sans doute, un scrutin avait été aussi clair. Le vote-punition du 24 novembre imposait un autre ton et un autre style [...] Malgré l'avertissement solennel de leurs électeurs, quelques hommes politiques vont donc se plonger dans notre Bolero de Ravel communautaire. Si cela les amuse... Qu'ils sachent cependant que notre pays n'acceptera pas qu'ils s'enferment pendant de longues semaines dans ce dossier. » Ce point de vue semble partagé par une bonne partie de l'opinion, plus agacée qu'indifférente. Seule la peur de nouvelles élections, dont il commence à être question, amènera sans doute certains chefs de parti à mettre fin à un consternant spectacle.

JEAN DE LA GUERIVÈRE

PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE : élections anticipées le 5 avril. — Le Conseil général (Parlement) des vallées d'Andorre a été dissous, vendredi 31 janvier, et a annoncé la tenue d'élections anticipées le 5 avril, soit près de deux ans avant le terme prévu. La dissolution a été décidée au lendemain d'une manifestation sans précédent

de quelque deux cents personnes dans la capitale de la principauté pyrénéenne, contre la politique du Conseil exécutif (gouvernement) présidé par M. Oscar Ribas. Les quelque huit mille électeurs inscrits doivent élire les vingt-huit membres du Conseil des vallées, qui choisissent eux-mêmes les membres du gouvernement. — (Reuters.)



DOMINIQUE TURPIN

Droit constitutionnel

Des projets de réforme constitutionnelle en France aux bouleversements à l'Estr.

Collection "Premier Cycle" - 808 pages - 145 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

EUROPE

Moscou attend un soutien

Suite de la première page

En effet les analyses du FMI (dont M. Gaïdar et son équipe admettent la valeur universelle) peuvent a priori sembler inopérantes dans une économie aussi déformée que celle de l'URSS.

Les prévisions du gouvernement rejoignent pourtant celles de groupes d'analyse indépendants. Comme celles de M. Iavinski, l'homme qui avait tenté, sans succès, de convertir M. Gorbatchev à l'économie de marché : l'augmentation de 400 % des prix en moyenne depuis le 2 janvier (ou 500 à 700 % comme l'a estimé le ministre du travail) devrait, selon lui, se limiter à 30 à 40 % en février et baisser encore en mars.

Pour la majorité des Russes, auxquels on avait dit que la libéralisation des prix finirait un jour par leur faire baisser, ce satisfecit paraît pourtant décevant. Un kilo de viande coûte désormais à Moscou près du tiers du salaire mensuel minimum, et un aller et retour à Paris... dix ans de ce salaire. Même le prix du pain a dépassé le plafond prévu.

Mais M. Gaïdar affirme que, dans certains secteurs et certaines régions (pas à Moscou ni à Saint-Petersbourg), quelques produits commencent à apparaître sur les étagères et quelques prix à baisser légèrement. Le vice-premier ministre se garde pourtant d'entretenir des illusions : le premier choc de l'inflation est passé, mais le plus dur pour la population est encore à venir, et se prolongera plus longtemps que les « six mois » évoqués en décembre par M. Eltsine.

Si, comme prévu, les produits apparaissent dans quelques mois, leurs prix seront toujours trop élevés pour la plupart des consommateurs qui, entre-temps, auront épuisé totalement leurs réserves. D'autant plus que le gouvernement a la ferme intention de ne pas augmenter les salaires. Il est fort possible qu'il y soit contraint, compromettant ainsi son programme.

Jusqu'ici, le stoïcisme des Russes s'est encore une fois manifesté. Les « émeutes » prévues ont surtout pris la forme de longues files d'attente — pour du lait, devant un magasin vide — qui bloquent parfois la circulation pour obtenir satisfaction. Ce scénario se répète ces derniers jours à Moscou. Les rassemblements « contre la hausse des prix » organisés, parfois sur le mode chilien à grand renfort de casseroles, par l'un ou l'autre des partis communistes reconstruits, n'attirent pas encore les grandes foules. Mais la première « grande » manifestation est prévue dimanche prochain à Moscou. Les multiples grèves sectorielles annoncées ne se

sont pas produites, mais il a fallu pour cela que le gouvernement cède sur les salaires — des mineurs notamment. La pression ne pourra que s'accroître, surtout si les divers partis « patriotiques » rejoignent les communistes dans la rue.

La pression vient également du sein même du camp des « démocrates » au pouvoir. Certes le président du Parlement, M. Roustan Khasboulatov, ne demande plus la démission du gouvernement, et les députés ont fini par voter, il y a une semaine, un budget presque en équilibre. Toutefois, ce budget ne porte que sur trois mois et, lundi déjà, le président du Parlement lui a apporté des « correctifs ». « Négociés par avance » avec le gouvernement, ceux-ci « ne menacent pas fondamentalement la réforme », a affirmé M. Gaïdar.

« Un cercle vicieux »

Mais cela coûtera quand même plus de 20 milliards de roubles à l'Etat : la nouvelle TVA de 28 % est supprimée pour les diverses et nombreuses entreprises publiques ; elle est réduite pour certains secteurs de l'industrie alimentaire, et les bénéfices des grandes entreprises d'Etat « monopolisées » seront plafonnés.

Malgré ces premières concessions, M. Gaïdar a quand même cru pouvoir annoncer, lundi, une autre bonne nouvelle : le ralliement à sa politique du président de la Banque centrale de Russie, M. Matoukhine, et de ceux qui pensent que la politi-

M. Eltsine va signer avec la France un traité d'amitié et des accords de coopération

Lors de sa première visite d'Etat en France du mercredi 3 au vendredi 7 février, le président Boris Eltsine doit signer un traité d'amitié entre la France et la Russie ainsi que plusieurs accords de coopération, notamment sur la sûreté nucléaire, et aura deux entretiens en tête à tête avec M. Mitterrand.

Il devait être accueilli, mercredi après-midi 5 février à 16 h 00 à Orly, par le président Mitterrand et son épouse, M. Eltsine aura aussitôt un premier entretien en tête à tête à l'Elysée avec le chef de l'Etat, auquel se joindront ensuite les ministres des affaires étrangères

et de la stabilisation monétaire « étouffés » les producteurs et ne peut qu'engendrer des explosions sociales.

M. Matoukhine aurait finalement accepté de limiter ses crédits aux entreprises, de resserrer le contrôle sur les banques commerciales et de réduire le rythme de la planche à billets. Il ne resterait donc plus au sein de la direction russe que le vice-président Routsikov pour voter aux élections — à partir du lit d'hôpital où il soigne d'anciennes blessures d'Afghanistan, à grand renfort de médias... — le « gouvernement de jeunes gens infatigables et conseillers de l'étranger ».

Un « espace roublé » commun

M. Gaïdar, qui accompagnait le président Eltsine à Londres, Washington et Ottawa avant de le suivre, mercredi, à Paris, s'est félicité du soutien apporté par les gouvernements britannique et canadien à son principal cheval de bataille : la création d'un fonds de stabilisation du rouble. Son échéance est cependant reportée à l'admission de la Russie au FMI — ce qui n'interviendra, dans le meilleur des cas, qu'en avril. La méfiance de Washington à cet égard s'amenuise, n'a-t-il assuré, même si les Américains ne veulent investir dans ce fonds qu'« au moment où ils seront sûrs qu'il n'aura pas à être utilisé, ce qui est un cercle vicieux ».

En réalité, la prudence des Etats-Unis tient aussi au fait que d'autres volets de la réforme planifiée par M. Gaïdar semblent encore plus difficiles à mettre en œuvre que de supprimer des dépenses, notamment militaires. En l'absence d'administration fiscale digne de ce nom, rien ne garantit en effet les recettes budgétaires, fondées désormais sur l'impôt, et surtout les rentrées de devises qui sont allégrement déviées par les joint-ventures sur des comptes à l'étranger. « C'est un des problèmes les plus difficiles », a indiqué M. Gaï-

dar, mais le gros des devises est gagné par des exportateurs de matières premières dont nous pouvons, au besoin, supprimer les licences. » Reste aussi le problème de l'incertitude qui règne sur les relations entre membres de la Communauté des Etats indépendants.

L'instigateur de la libéralisation des prix, qui s'est imposée aux autres membres de la Communauté, a affirmé que des éclaircies apparaissent aussi sur ce front : Moscou a passé des accords, a affirmé M. Gaïdar, avec la Biélorussie, le Kazakhstan, et s'apprête à le faire avec d'autres Etats, pour conserver un « espace roublé » commun, ou du moins pour que l'adoption de monnaies nationales se fasse en complète coordination avec le retrait ou la remise à la banque russe des roubles qui seraient supprimés dans ces Républiques.

Le prochain sommet de la CEI le 14 février à Minsk, où les présidents débattront — encore une fois — des questions militaires, et les chefs de gouvernement — enfin — de l'économie, devraient montrer si cet optimisme volontariste du gouvernement russe est bien de mise. Mais, en l'absence de toute autre stratégie, qui ne serait pas le retour au totalitarisme « grand-russe » ou aux fédéralités, force est de constater que M. Gaïdar tient le seul discours possible.

Le problème est qu'il est sans doute mieux compris à l'étranger que par ses concitoyens, y compris par l'armée d'économistes qui ont longtemps si mal conseillé M. Gorbatchev et qui, pour reprendre du service, viennent de former un conseil auprès du président du Parlement. Il reste à espérer que le « discours Gaïdar » ait pris sur la réalité et que des « événements politiques imprévus » n'empêchent pas le président Eltsine à lui retirer prématurément sa confiance.

SOPHIE SHIHAB

Alors que M. Kouchner veut créer un « corridor humanitaire »

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se disent prêts à négocier sur la question du Haut-Karabakh

Alors que les combats se sont poursuivis, lundi 3 février, dans le Haut-Karabakh, un début de dialogue sur le sort de cette enclave arménienne en Azerbaïdjan semble pouvoir s'amorcer. A l'issue de discussions, lundi 3 février à Istanbul, avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en marge de la conférence sur la coopération économique de la mer Noire, le ministre des affaires étrangères russe, M. Andreï Koryev, a annoncé que les deux parties avaient accepté de se rendre prochainement — peut-être dès la semaine prochaine — à Moscou pour négocier une solution pacifique au conflit du Karabakh, nous indique notre correspondant à Istanbul, Nicole Pope.

Confirmant la volonté de négociation de leurs gouvernements respectifs, le vice-ministre arménien des affaires étrangères, M. Armand Navassardian, et le chef de la diplomatie azérie, M. Hussein Sadikov, ont annoncé qu'une délégation d'observateurs de la CSCE, mais aussi de la CEI, et une troisième des Etats-Unis, se rendront dans le Haut-Karabakh. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, a annoncé, lundi, au forum de Davos, qu'après plusieurs négociations avec les présidents arménien et azerbaïdjanais, il avait obtenu un feu vert pour créer un « corridor humanitaire » dans la région. — (AFP, AP, Reuters)

IRLANDE DU NORD : après un « arrangement » avec la justice

Un agent double est condamné à dix ans de prison

LONDRES

de notre correspondant

Brian Nelson, cet agent double employé à la fois par l'armée britannique et l'UDA, un groupe paramilitaire protestant d'Irlande du Nord, a été condamné, lundi 3 février, à une peine de dix ans de prison par le tribunal de Belfast (le Monde du 24 janvier). Brian Nelson a plaidé coupable pour une vingtaine de chefs d'accusation, dont cinq relèvent de la « conspiration en vue d'assassinat ». Il avait bénéficié d'un « arrangement » avec la justice, aux termes duquel des accusations beaucoup plus graves — dont celle de meurtre — avaient été abandonnées. Responsable pendant trois ans des

opérations de renseignement de l'UDA, il avait, pendant la même période, fourni de nombreux renseignements aux autorités militaires.

Avec deux années déjà passées en prison et les remises de peine, Brian Nelson pourrait être libre dans moins de cinq ans. Il est alors probable, comme cela s'est déjà produit pour d'autres cas, qu'il sera mis en liberté en Grande-Bretagne et, muni de nouveaux papiers, aura la possibilité de s'expatrier. Le verdict a été accueilli avec des manifestations de colère de la part des parents des victimes de l'UDA, pour qui l'agent double a été payé par l'armée britannique pour accomplir des meurtres.

L. Z.

ESPAGNE

Nouvelles arrestations de membres présumés de l'ETA

Quatre nouvelles personnes, soupçonnées d'appartenir au commando Biscaye de l'organisation indépendantiste basque ETA, ont été arrêtées, lundi 3 février. Dix-sept membres de ce commando avaient déjà été arrêtés dans la nuit de mardi à mercredi derniers. Cela porte à plus de vingt-cinq en moins d'une semaine le nombre d'arrestations liées, d'une manière ou d'une autre, aux activités de l'ETA (le Monde du 2-3 février).

Parmi les cinq personnes arrêtées la semaine dernière et accusées d'être des collecteurs de l'impôt révolution-

naire figurait un avocat, membre de Herri Batasuna, organisation légale considérée comme l'aile politique de l'ETA, jusqu'à ce qu'une bande vidéo, diffusée lundi par la télévision espagnole, révèle que certains de ses militants étaient directement impliqués dans les activités illégales du mouvement séparatiste.

Cette bande, réalisée par la police, montre plusieurs membres connus d'Herri Batasuna à Saint-Sébastien, collectant eux-mêmes l'impôt révolutionnaire auprès d'industriels.

DIPLOMATIE

A la commission des droits de l'homme de l'ONU

Mises en garde contre la montée du racisme et de la xénophobie

GENÈVE

de notre correspondant

Plusieurs mises en garde contre la montée de la xénophobie et du racisme ont été lancées, lundi 3 février, à Genève lors de la session de la commission des droits de l'homme de l'ONU. Pour l'ambassadeur Stéphane Hessel, chef de la délégation française, qui a estimé que l'annulation par l'Assemblée générale des Nations unies de la résolution 379 assimilant le sionisme à une forme de racisme avait été « un événement de toute première importance aux yeux de ma délégation », le racisme « phénomène évolutif et multiforme », quel que soit son degré, sans omettre donc « graffiti » ou « propos injurieux », est d'une gravité telle que « notre réaction doit être à la mesure des risques qui nous menacent ».

Pour sa part, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, faisant allusion au processus de démocratisation des pays de l'Est, a rappelé que « le heurt des nationalismes renaissants et des religions, l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie, présents dans les démocraties plus anciennes, menacent aussi les pays en transition ». Prenant une « diplomatie préventive », le secrétaire d'Etat a estimé que l'ONU devait subir « une véritable mutation [...] dans le domaine des droits de

l'homme » pour répondre aux vœux des Etats « en transition vers la démocratie ». Des dispositions d'urgence s'imposent donc car, selon M. Kouchner, « nous arrivons souvent trop tard... pour prévenir en nous satisfaisant de dénoncer par la suite ».

M. Amada Dieng (Sénégal), secrétaire général de la commission internationale de juristes, a fait une déclaration — contresignée par 36 organisations non gouvernementales (ONG) ayant statut consultatif à l'ONU — dénonçant « le phénomène croissant de discrimination et de violence xénophobe ayant dégénéré dans certains cas en conflit armé ». Pour les signataires, « la résurgence de l'antisémitisme à un degré sans précédent en Europe depuis la fin de la deuxième guerre mondiale nous fait craindre de revivre les horreurs de l'extrémisme nationaliste ».

Ces ONG s'inquiètent également de la propagation de l'intégrisme religieux dont « les effets déstabilisateurs pourraient menacer bien des gouvernements en Afrique aussi bien au nord qu'au sud du Sahara ». Ils demandent donc à la commission d'inciter tous les gouvernements à « empêcher la formation de tout mouvement politique ou association se prévalant de doctrines incompatibles avec les droits de l'homme ».

ISABELLE VICHNIAC

L'Indonésie devient présidente de fait du mouvement des non-alignés

Les pays non alignés, réunis, lundi 3 février, à Laraca, à Chypre, ont confié la présidence de fait de leur mouvement à l'Indonésie, a-t-on appris de source diplomatique chypriote. La Yougoslavie, qui reste officiellement président en titre jusqu'au prochain « sommet » des chefs d'Etat du mouvement, en septembre 1992 à Djakarta, avait elle-même demandé à être déchargée des tâches pratiques.

Plus de 150 délégués d'une cinquantaine de pays sont réunis dans la capitale chypriote au sein d'un « comité de méthodologie » afin d'étudier la réforme de leur mouvement fondé en 1955. « Nous sommes maintenant confrontés à une situation dans laquelle nos anciennes déclarations sur la guerre froide ont perdu leur sens », a déclaré le ministre chypriote des affaires étrangères, M. Georges Iacovou. — (AFP)

Tant qu'il y aura des concours...

EGSH

L'école des prépas

■ MATH-SUP
■ MATH-SPE (M, M)
■ MATH-SUP BIO
■ PREPA VETO
■ PREPA HEC (voie générale)
Cours E. Geoffroy Saint-Hilaire
Enseignement privé hors contrat
24, rue Charcot - 75013 Paris
(1) 45 85 58 94

L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA:

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Elue "meilleure compagnie vers l'Afrique" pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux "Travel Magazine".

Paris-Orly	Mardi	SA 229	19h25	Dimanche	SA 263	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20	Lundi	Arrivée	10h50

SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. Bush veut apaiser la tension nippo-américaine

Les relations entre les États-Unis et le Japon, déjà difficiles en raison du contentieux commercial, souffrent désormais d'une certaine montée du sentiment anti-nippon dans l'opinion publique américaine.

WASHINGTON

de notre correspondant

Visiblement, M. George Bush a voulu calmer le jeu, devant la tournure de plus en plus détestable que prennent les relations entre les États-Unis et le Japon. La Maison Blanche a fait savoir, tard dans la soirée du lundi 3 février, que le président ne prenait pas trop au sérieux la dernière déclaration du premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, qui a publiquement déploré que l'« éthique du travail » soit une valeur en voie de disparition aux États-Unis.

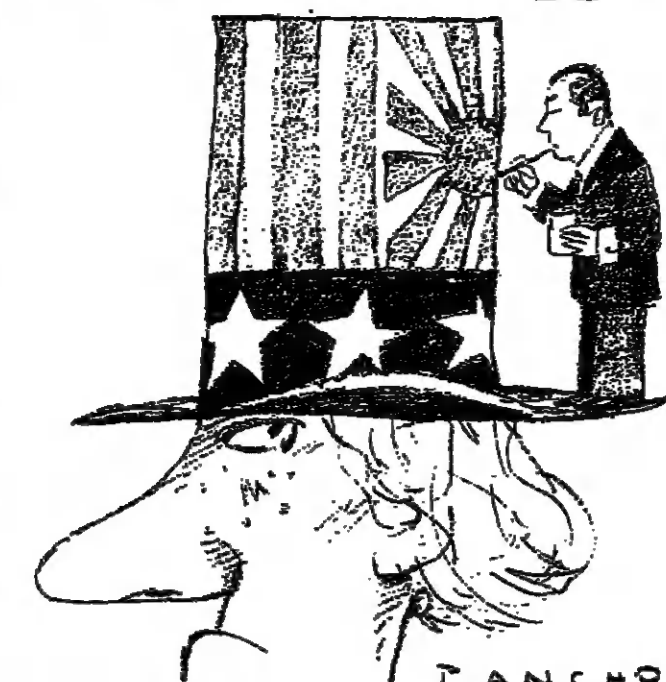
Mais ce commentaire peu flatteur a d'autant plus frappé ici qu'il venait s'ajouter aux récents propos du président de la Diète japonaise, M. Yoshio Sakuruchi, qui, lui, a estimé que les ouvriers américains étaient « des fainéants et des analphabètes ». On entre dans une zone dangereuse, ont dit, en substance, les responsables de la Maison Blanche : de telles déclarations nuisent aux États-Unis des sentiments protectionnistes et anti-japonais dont l'un et l'autre pays pourraient avoir à pâtir.

Déjà, de la côte est à la Californie, commence à monter l'écho d'un incontestable « ras-le-bol » devant les leçons de morale administrées par des dirigeants japonais apparemment décidés à s'ériger en « professeurs de gestion ». La presse rapporte quotidiennement des manifestations anti-japonaises encore disparates et sans grande conséquence mais qui — quelques nouvelles petites phrases aidant — pourraient bientôt prendre l'allure d'une véritable campagne.

« Achetez américain »

Il y a eu la décision des transports publics de Los Angeles, fin janvier, de rompre un contrat passé avec la firme Sumitomo pour la construction de wagons de métro (lire ci-dessous l'article de Régis Navarre). Simultanément, on signalait des actes de vandalisme contre des voitures nippones dans un parc d'exposition automobile de Detroit. La télévision a donné une large publicité à quelques industriels offrant une prime — 1 000 dollars — à leurs employés qui achètent des voitures américaines. Certains ont voulu voir le début d'une véritable campagne « Achetez américain », essentiellement tournée contre les produits japonais.

Le problème, a fait observer le Wall Street Journal dans un savant article de « cause », c'est que les économies des deux pays sont à ce point



liées qu'il est parfois difficile de définir la « nationalité » de tel ou tel produit. Comment qualifier une voiture incontestablement de marque japonaise, mais assemblée à Detroit avec plus de la moitié des pièces détachées

fabricées aux États-Unis et dont la promotion a représenté l'essentiel du budget d'une des plus grosses agences de publicité américaine ? Si les Japonais réalisent aujourd'hui plus de 30 % des ventes de voitures aux

États-Unis, il s'agit pour près de la moitié de véhicules qui sortent d'usines japonaises implantées sur le territoire américain et employant quasi exclusivement de la main-d'œuvre américaine.

Cela n'a pas empêché le Congrès — dominé par les démocrates — de préparer un projet de législation prévoyant d'imposer des limites aux importations de voitures japonaises si le déficit commercial enregistré par les États-Unis — 40 milliards de dollars — dans leurs échanges avec le partenaire nippon n'est pas ramené à zéro d'ici à 1995. Cela n'empêche pas non plus qu'un nombre croissant d'Américains commencent à éprouver de l'irritation à voir leur pays traité par certains responsables japonais comme une puissance économique de deuxième ordre. Le récent voyage de M. Bush au Japon n'a rien arrangé, qui, à tort ou à raison, a donné l'image d'un président des États-Unis en position de demandeur et se faisant le représentant de commerce de certains des industriels américains — ceux de l'automobile — les plus méprisés chez eux.

Les spécialistes des relations américano-japonaises assurent que la guerre commerciale ne sera vraiment déclarée que lorsque les restaurants de sushi de la capitale fédérale seront désertés de leur habituelle clientèle de yuppies. C'est loin d'être le cas.

ALAIN FRACHON

Les Japonais ne construiront pas le métro de Los Angeles

Bien que le contrat ait été signé le 18 décembre 1991, la société japonaise Sumitomo ne construira pas les voitures de la ligne verte, le futur métro de Los Angeles. Ainsi en ont décidé les administrateurs du comté de la gigantesque métropole où les transports en commun sont presque inexistant.

LOS ANGELES

correspondance

Le contrat (d'un montant de 121,8 millions de dollars) s'intégrait dans un vaste chantier qui ne s'achèvera qu'au début du XXI^e siècle. L'attribution au groupe japonais d'un énorme contrat alors même qu'une entreprise américaine de l'Idaho avait offert une offre moins coûteuse a soudain réveillé les vieux démons protectionnistes et nipponophobes. Nombre de « croix bleues » de Californie du Sud, dont plus de 200 000 ont perdu leur emploi ces deux dernières années, sont venus, le 13 janvier, avec casquettes et calicots, clamer, devant le County Hall, les slogans de la préférence nationale : du « Buy American » (Achetez américain) au « American first » (l'Amérique d'abord) en passant

par l'éloge du « Made in USA ».

Adoptant un profil bas, les onze membres de la commission des transports ont laissé entendre que les métros japonais ne seraient pas assemblés à Los Angeles même, dans une ancienne usine de la General Motors, après création de 200 emplois. Les démocrates n'ont pas laissé passer cette occasion pour rappeler le piètre bilan du gouverneur républicain de Californie, Pete Wilson, qui, en trois ans, a créé moins d'emplois que ses prédécesseurs, dont l'un, Jerry Brown, est candidat à l'élection présidentielle. Le conseil municipal de Los Angeles, de son côté, s'est montré favorable à l'introduction d'une clause de préférence nationale dans la charte de la ville. Il votera sur ce point le 12 février tandis que les habitants de Los Angeles entérineront ou non cette décision le 2 juin. La cour suprême de Californie sera libre d'accepter ou de rejeter une mesure déjà jugée anti-constitutionnelle en 1969.

Sur la ligne de front économique, de la côte pacifique, la proposition récente du fabricant japonais de jeux électroniques Nintendo de racheter le club de baseball de Seattle, dans l'État de Washington, n'a pas moins bléssé l'amour propre de nombreux Américains. Les « Mariners », en fait,

sont traditionnellement soutenus par Boeing et d'autres fleurons industriels de la côte ouest. Laisser entrer les Japonais dans le capital du club eût été vécu par les supporters comme une humiliation inacceptable. Dans ce contexte, à la télévision, les messages publicitaires qui prônent le « buy American » émanent de moins en moins les allusions anti-asiatiques. Il est vrai que les déclarations intempestives, fin janvier, de Yoshio Sakuruchi, président de la Chambre basse au Japon, stigmatisant les ouvriers américains « illettrés, gras et paresseux » n'ont rien arrangé. Un mécanicien japonais qu'il était « peut-être gras mais certainement pas paresseux ». Trois semaines après le voyage à Tokyo du président Bush, apôtre du libre-échange, les Japonais ont eu beau jeu de rappeler aux Américains, à la suite de l'annulation du contrat Sumitomo, la clause des accords commerciaux internationaux condamnant toute discrimination pour raison nationale. En ce début d'année électorale, les démagogues californiens ne manquent pas d'exploiter des thèmes protectionnistes populaires et de « surfer » sur cette nouvelle vague d'anti-japonisme.

RÉGIS NAVARRE

HAÏTI

Le rapatriement des réfugiés de Guantanamo est vivement critiqué

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et la section américaine d'Amnesty International ont appelé, lundi 3 février, les États-Unis à revenir sur leur décision de rapatrier une bonne partie des quelque 12 000 réfugiés haïtiens recueillis en mer par la garde côtière américaine et considérés comme des « réfugiés économiques ». Le Haut-Commissariat de Genève, redoutant que ces personnes « soient exposées à des dangers à leur retour », a demandé à Washington que cette décision soit au moins différée jusqu'à ce que la situation soit stabilisée à Haïti. L'organisa-

tion de défense des droits de l'homme a appelé « le peuple américain à exprimer sa colère devant ce mépris des lois internationales ». « Nous n'avons aucune information crédible faisant état de représailles, y compris contre les Haïtiens rapatriés après le coup d'État du 30 septembre », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. A Port-au-Prince, le général Raul Cédras, commandant en chef des forces armées et principal auteur du coup d'État, a été promu général de corps d'armée. Il était auparavant général de brigade. — (AFP, Reuters)

CUBA : deux peines de mort requises dans le procès pour le meurtre de trois policiers. — Le procureur du tribunal provincial de La Havane a requis, lundi 3 février, la peine de mort contre MM. Luis Miguel Almeida (vingt-sept ans) et René Salmeron Perez (vingt-deux ans), membres d'un groupe de Cubains

accusés d'avoir tué trois policiers et blessé grièvement un autre à la base nautique de Tarara, le 8 janvier dernier, lors d'une tentative infructueuse de fuite vers Miami (Floride). Des peines de prison allant de trois à trente années ont été réclamées contre les sept autres membres du groupe. — (AFP)

BRÉSIL : esclavage et assassinats

Le combat du Père Rezende

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Prêtre de la petite ville de Rio-Marie, dans l'État du Para, dans le nord-est du Brésil, le Père Ricardo Rezende devrait témoigner, jeudi 6 février, sur la violence en milieu rural au Brésil, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Les chiffres qu'il avance sont terribles : entre 1964 et 1991, 1 681 personnes ont été assassinées, parmi lesquelles des avocats, des religieux et des syndicalistes, qui s'étaient portés au secours des travailleurs ruraux.

Ces peones « sont traités comme des esclaves » dans beaucoup de fazendas, qui les emploient pour défricher les terres, affirme le Père Rezende : « L'abandon du poste de travail est puni de la peine de mort, dit-il, et les « pistoleros » des grandes propriétés font régner l'ordre en permanence, sous la menace de leurs armes. » Il souligne le peu de cas fait par la justice de cette situation : « Au cours des vingt-cinq dernières années, seulement vingt-quatre procès ont été menés à terme et quatorze condamnations ont été prononcées », dit le Père Rezende, qui dénonce la « passivité » des autorités brésiliennes.

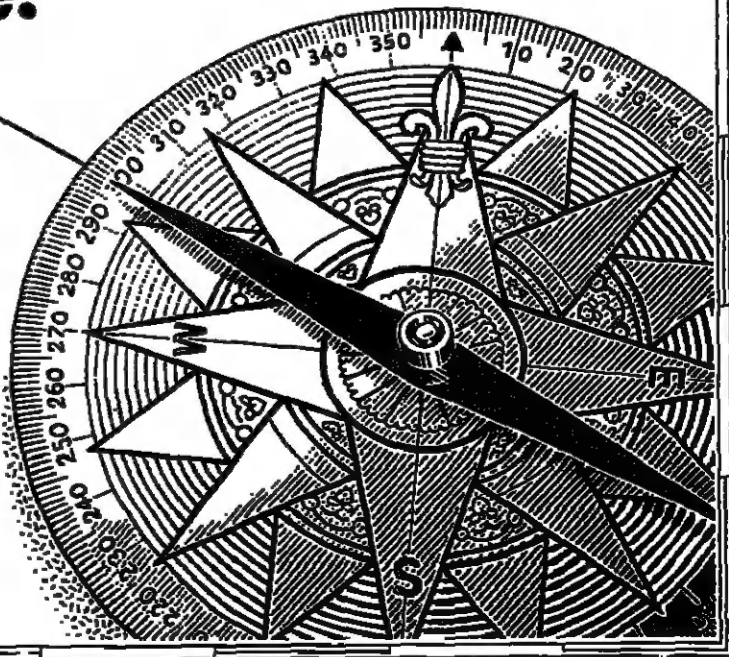
Pour illustrer cette violence, le Père Rezende montre une photo prise lors de son ordination : « La moitié des amis qui m'entouraient à ce moment-là ont été abattus depuis. » Quelques mois après l'assassinat d'Expedito Ribeiro da Souza, le président du syndicat des travailleurs ruraux de Rio-Marie abattu l'an dernier, le curé, âgé de trente-neuf ans, avait obtenu la protection de la police brésilienne : le mur de sa chambre avait été criblé de balles lors d'un attentat manqué.

La Commission pastorale de la terre, à laquelle il appartient, a pour sa part dénoncé — preuves à l'appui — l'existence de 8 888 travailleurs ruraux traités comme des esclaves et parfois enchaînés. Ces peones n'ont d'autre choix que de s'endetter auprès des magistrats appartenant aux propriétaires des terres où ils travaillent, un système qui les maintient dans une totale dépendance.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Avant de transformer votre vieux PC en aquarium ou en cache-pot regardez page suivante.

Enfin, le moyen le plus facile de découvrir les États-Unis c'est de suivre la flèche.



AFRIQUE

ALGÉRIE : lors de son premier entretien télévisé

Le président Boudiaf a critiqué l'attitude de la France

Le président du Haut Comité d'Etat (HCE) s'est dit prêt, dans un entretien diffusé, lundi soir 3 février, par la télévision nationale, au dialogue avec le Front islamique du salut (FIS). « Le FIS est un parti reconnu au même titre que les autres. Nous n'avons nullement l'intention de remettre en cause cette reconnaissance (...). En revanche, le FIS est tenu de respecter les règles du jeu démocratique et d'éviter d'utiliser la démocratie pour la détruire », a dit M. Mohamed Boudiaf.

Le président du HCE a rappelé au FIS qu'il avait toute la liberté pour faire connaître son programme, mais qu'il lui sera formellement interdit d'utiliser les mosquées et la religion à des fins politiques. Il s'est aussi étonné que le parti islamiste se soit « aligné » sur la position de M. Mitterrand. « Il semble, a-t-il déclaré, que le FIS ait approuvé la position de la France exprimée par son président à la suite des événements vécus par notre pays. Si cela se confirme, ce serait une position intolérable ».

« Nos partenaires doivent savoir que l'Algérie traverse une crise qu'on ne peut cacher. Celle-ci déterminera les amis et les ennemis comme ceux qui coopèrent véritablement avec nous en vue de trouver une solution à la crise », a-t-il souligné. Il s'en est pris, à ce propos, au Crédit lyonnais : « Nous avons vu comment il a remis en cause ses engagements pour l'octroi d'un crédit », a-t-il noté. Le Crédit lyonnais

est à la tête d'un consortium de banques pour un prêt de 1,5 milliard de dollars qui doit permettre à l'Algérie de rembourser sa dette, et dont la signature vient d'être reportée de deux semaines.

M. Boudiaf a salué le rôle de l'armée « qui refuse le pouvoir, accepte le processus démocratique et agit dans le cadre de la loi ». Il a, d'autre part, exclu une révision ou un changement de la Constitution approuvée par référendum en février 1989. Il a, enfin, démenti les rumeurs de démission du premier ministre, M. Sid Ahmed Ghozali : « Un remaniement est possible, a-t-il précisé. Il n'a lieu que dans l'objectif de réduire les dépenses de l'Etat ».

Visas payants pour la France. — Les visas pour les Algériens désirant se rendre en France sont payants depuis le lundi 3 février. L'ambassade de France en Algérie précise que cette décision est « dictée par la nécessité d'harmoniser les politiques de visa des Etats-membres de la Communauté européenne ». Les tarifs, qui pourraient « être modifiés en fonction de l'évolution de la parité franc-dinar », sont de 252 dinars (63 francs) pour un visa de un à cinq jours, de 840 dinars pour un visa de six à quatre-vingt-dix jours et de 2 520 dinars pour un visa de plus de quatre-vingt-dix jours. — (AFP)

MAROC : possible réexamen de l'aide européenne. — Les Douze ont demandé, lundi 3 février, au Parlement européen de réexaminer, « dans un délai rapproché », sa position sur une aide financière de la CEE au Maroc (600 millions de dollars), bloquée au mois de janvier. Cette demande est inscrite dans un projet de lettre de la présidence portugaise au président du Parlement, approuvé par les ministres des Affaires étrangères de la CEE. Les Douze souhaitent que certains développements positifs en matière des droits de l'homme enregistrés au Maroc soient « pris

en compte » par le Parlement. — (AFP)

Publication du livre de M. Abdelmoumen Diouri. — L'opposant marocain, M. Abdelmoumen Diouri, a présenté, lundi 3 février à Paris, son livre *A qui appartient le Maroc?*, publié aux éditions L'Harmattan. Expulsé vers le Gabon selon une procédure d'urgence, le 20 juin 1991, M. Diouri était rentré en France le 16 juillet après un sursis à exécution décidé par la justice administrative.

ZAIRE : prochaine démarche américano-franco-belge pour relancer la Conférence nationale. — La Belgique, la France et les Etats-Unis vont effectuer, probablement dès la semaine prochaine, une démarche commune auprès du président zaïrois Mobutu, pour lui demander de relancer la Conférence nationale et le processus de démocratisation, a annoncé lundi 3 février à Bruxelles le ministre belge des Affaires étrangères, M. Mark Eyskens. A Kinshasa, les syndicats ont lancé un appel à une grève générale illimitée, à partir de mardi, pour protester contre l'interruption de la conférence. — (AFP)

AFRIQUE DU SUD : le débat sur le futur gouvernement de transition

Le Parti national au pouvoir et l'ANC s'acheminent vers un compromis

La confusion la plus totale a régné la semaine dernière sur la scène politique sud-africaine. Le discours du président De Klerk à l'ouverture de la session parlementaire, le 24 janvier, destiné surtout à la communauté blanche inquiète de son avenir, a jeté le trouble dans bien des esprits. Reste que les divergences s'estompent entre le Congrès national africain (ANC) et le gouvernement.

LE CAP

de notre correspondant

Le chef de l'Etat a, certes, annoncé l'organisation d'un référendum, auquel participera l'ensemble de la population (dont les résultats pourront être évalués globalement et par catégories raciales), et l'instauration prochaine d'un gouvernement transitoire. Mais, en utilisant des termes très généraux, il a laissé le flou s'installer.

Le ministre du développement constitutionnel, M. Gorré Viljoen, et le secrétaire général du Parti national, M. Stoffel van der Merwe, ont chacun à leur tour tenté d'expliquer ce qu'étaient réellement les propositions de leur parti qui, de toute façon, subiront dans les jours prochains l'épreuve de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA). Dans l'esprit des « Nats », comme on appelle ici les militants du Parti national (NP), le CODESA devrait d'abord se prononcer sur la nature du futur gouvernement « transitoire » — selon les termes de Frederick De Klerk — ou « intérimaire » — selon ceux de Nelson Mandela, le président de l'ANC.

Un référendum pourrait ensuite être organisé, avant la fin de l'année, en compagnie des présidents sénégalais, Abdou Diouf, et ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, les deux « parrains » de la mutation sud-africaine ont reçu ce prix des mains de l'ancien secrétaire

des lois nécessaires à l'instauration du gouvernement transitoire, lequel serait issu d'élections qui pourraient être organisées en début d'année prochaine.

« Un homme, une voix »

Ce gouvernement transitoire serait donc opérationnel au cours du premier semestre 1993 et administrerait le pays tandis que les négociations sur la nouvelle Constitution ne poursuivraient. Des élections législatives au suffrage universel convoqueraient cette phase du processus, en dotant le pays, pour la première fois, d'un Parlement représentatif de l'ensemble de la population.

Ce scénario remet au goût du jour des propositions rejetées antérieurement par l'ANC. Il se fonde sur la volonté du NP d'avoir un Parlement bicaméral, avec une « Chambre basse », sorte d'Assemblée nationale élue au suffrage universel, selon le

principe, cher à l'ANC, « un homme, une voix », et une « Chambre haute », sorte de Sénat qui prendrait en considération des critères régionaux, ethniques et raciaux. Une présidence collégiale et tournante serait issue de cette deuxième Chambre.

L'ANC, sans plus de précisions, exige toujours l'abolition du Parlement dans sa forme actuelle, l'instauration d'un gouvernement intérimaire dans les six mois, et l'élection d'une Assemblée constituante, au suffrage universel, avant la fin de cette année. Nelson Mandela a d'ores et déjà rejeté officiellement les propositions incluses dans le discours de Frederick De Klerk. Le président de l'ANC considère qu'aucune élection ou référendum ne peut être organisé tant qu'un gouvernement intérimaire ne sera pas aux affaires, garantissant la transparence et la régularité des scrutins.

Cependant, comme M. Mandela l'a fait remarquer en constatant la

souplesse de M. De Klerk, la porte du compromis reste ouverte. Le gouvernement a finalement accepté, dans le fond, sinon dans la forme, deux des principales exigences de l'ANC pour un gouvernement intérimaire et une assemblée constituante élue, l'ANC, de son côté, semble insister principalement sur un contrôle conjoint des forces de sécurité, des médias pro-gouvernementaux, du processus électoral, et des finances pendant la campagne.

La position de l'organisation de M. Mandela s'est aussi assouplie. Farouchement opposé au référendum que M. De Klerk avait promis aux Blancs en arrivant au pouvoir en 1989, l'ANC a convenu que si cette consultation ne donnait pas de facto un droit de veto, il laisserait faire. D'autant qu'un succès du gouvernement dans une telle consultation neutraliserait la droite blanche hostile aux réformes.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

A L'UNESCO

MM. De Klerk et Mandela lauréats du premier « Prix Houphouët-Boigny »

Mozart en ouverture, Mory Kanté en clôture... Une salle comble, des applaudissements chaleureux, une tribune prestigieuse... MM. Frederick De Klerk et Nelson Mandela ont reçu, avec le faste qui se devait, le premier « Prix Houphouët-Boigny » pour la recherche de la paix, lundi 3 février, à la Maison de l'UNESCO, à Paris.

Après avoir déjeuné à l'Elysée en compagnie des présidents sénégalais, Abdou Diouf, et ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, les deux « parrains » de la mutation sud-africaine ont reçu ce prix des mains de l'ancien secrétaire

d'Etat américain Henry Kissinger, président du jury.

« C'est, pour l'Afrique du Sud, un prix d'une grande importance », a affirmé le président De Klerk, tandis que le chef du Congrès national africain soulignait lui aussi le besoin, pour son pays, d'un « soutien de la communauté internationale ».

Absent de la cérémonie, le président Houphouët-Boigny a reçu son lot d'hommages. « C'est un grand honneur de recevoir un prix qui porte son nom », a déclaré M. De Klerk. « Aujourd'hui, il s'agit de son beau et grand pays une terre de démo-

cratie pluraliste » (M. Abdou Diouf) : « fils illustre de l'Afrique (...) », il a « toujours œuvré au règlement pacifique des conflits en Afrique » (M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO).

Créé en 1989 par la Conférence générale de l'UNESCO à l'initiative du président ivoirien, le « Prix Houphouët-Boigny » pour la recherche de la paix est financé par des contributions extra-budgétaires. Chaque année, deux premiers lauréats a reçu, lundi, un chèque de 400 000 francs. — (AFP)

Mozambique : en attendant la paix

Dans la perspective d'un accord mettant fin à la guerre civile, l'ancienne colonie portugaise change de visage, mais cette mutation ne touche encore que les villes

MAPUTO

de notre envoyée spéciale

Découragés par la violence du fleuve, les pêcheurs du Zambèze avaient jadis appelé le site « Cahora Bassa » (littéralement : « On arrête le travail »), sans savoir à quel point les décennies suivantes leur donneraient raison. Considéré comme un des aménagements hydroélectriques les plus importants du monde, ce barrage, situé dans le nord-ouest du Mozambique, avait été construit dans les années 70 pour fournir à l'Afrique du Sud du courant à bas prix. Guerre civile oblige, l'usine et le barrage n'auraient fonctionné que quelques mois.

Le premier sabotage contre les pylônes de la ligne Songo-Apollo, reliant sur plus de 900 kilomètres la station mozambicaine à sa jumelle sud-africaine, remonte à décembre 1980. Depuis, les attentats attribués aux rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) n'ont pas cessé. Les dirigeants de la SA Hydroelectrica de Cahora Bassa (HCB), entament à environ 1 500 le nombre des pylônes détruits (40 % du total). Deux ans et demi d'efforts et, au bas mot, 100 millions de dollars, seraient nécessaires, selon eux, pour remettre la ligne en état.

« Symbole le plus révoltant de l'absurdité de la guerre », selon le ministre français de la coopération, M. Edwige Avice, en visite officielle au Mozambique du 28 au 30 janvier, Cahora Bassa pourrait toutefois sortir prochainement du sommeil. L'espoir d'un accord de paix entre la RENAMO et le gouvernement du Mozambique fait lentement son chemin (le Monde des 11 et 12 août 1991), et les plus optimistes évoquent la possibilité de démarrer les travaux, dès cette année. La prudence reste pourtant de mise. Bien que militairement affaiblie, la RENAMO continuerait, dit-on, à bénéficier de certains appuis financiers.

La ligne zimbabwéenne semble, elle, en meilleure voie. Ce second projet, destiné à fournir de l'électricité à l'ex-Rhodesie du Sud, est sur le point d'être lancé. La France, dont une douzaine d'entreprises ont participé à la construction du complexe hydroélectrique, devrait contribuer à son financement, à hauteur de 20 %. A moins de dérapage imprévu, Harare pourrait être ainsi desservi en 1993. Ce réveil annoncé de Cahora Bassa aura, à l'évidence,

une valeur de test à l'échelle du pays et de symbole pour toute l'Afrique australe.

Le démantèlement officiel du système marxiste, la déliquescence accélérée de l'appareil d'Etat, conjugués à la soudaine libération de l'économie, ont donné des ailes aux milieux d'affaires. Les investisseurs étrangers — sud-africains en tête, mais aussi portugais, britanniques et américains — entendent s'assurer à l'avance les meilleures parts d'un marché régional qui s'annonce prometteur.

Le géant sud-africain s'intéresse de très près au bassin charbonnier de Mozambique, dans la région de Tete. Présents dans les secteurs de l'hôtellerie, du tourisme et des services, les hommes d'affaires sud-africains mènent aussi sur les secteurs du bois et de l'agriculture, non sans succès. Plusieurs fermiers du Transvaal ont déjà obtenu des concessions et se sont installés avec femmes et tracteurs en terre mozambicaine.

Affairisme et Loto

Il suffit de se promener sur les marchés de la capitale pour mesurer les effets de la vague libérale. Les étals, rachitiques à l'époque marxiste, regorgent de marchandises importées. Les plus fortunés peuvent acheter du lait en poudre ou des conserves, s'offrir à prix d'or un tube de dentifrice ou une cassette de musique... évidemment sud-africaine. Les plus pauvres se contentent d'un peu de riz, d'une poignée de haricots rouges ou d'un godalet de farine de maïs. Bien que récemment revalorisés, le salaire minimum mensuel ne dépasse pas les 40 000 métics (environ 120 francs français).

L'affairisme a des retombées dans les villes de l'intérieur. A Mocimboa, les plus riches peuvent acheter du lait en poudre ou des conserves, s'offrir à prix d'or un tube de dentifrice ou une cassette de musique... évidemment sud-africaine. Les plus pauvres se contentent d'un peu de riz, d'une poignée de haricots rouges ou d'un godalet de farine de maïs. Bien que récemment revalorisés, le salaire minimum mensuel ne dépasse pas les 40 000 métics (environ 120 francs français).

sans frontières (MSF). « La sécurité s'est améliorée sur les grands axes, d'où la relative prospérité des villes, explique-t-elle : en revanche, dans le bush, la situation reste terrible. » Fin décembre, le village de Namoi a subi la visite destructrice de la RENAMO. En trois jours, les rebelles ont brûlé près de 200 cases, pillé les maigres stocks de nourriture et le peu de médicaments entreposés au dispensaire. Plusieurs localités du Zambèze ont connu un sort identique.

Aux lieux de la guerre civile et du banditisme — auxquels l'armée nationale apporte sa « contribution » en pillant les convois d'aide alimentaire — s'ajoutent les calamités naturelles. « En 1991, dans la province du Zambèze, 22 000 personnes avaient été obligées d'abandonner leur lieu d'habitation à cause de la sécheresse : 3 000 sont mortes de faim. Si nous n'avions pas été là, le bilan aurait été plus lourd encore et personne n'en aurait rien su », souligne le docteur Bonmarin.

Les immenses richesses que recèle l'ancienne colonie portugaise pourraient faire du Mozambique un des pôles-chauds de l'Afrique australe. Le pays n'en est pas là, qui pèlerine encore dans la salle d'attente de la paix. « En attendant, explique un observateur, il faut se tenir prêt : le cessez-le-feu peut être signé dans quelques jours comme dans quinze mois. Le plus vite serait le mieux ! »

CATHERINE SIMON

Quinze personnes tuées par des rebelles. — L'agence officielle mozambicaine AIM a rapporté lundi 3 février que des rebelles avaient tué quinze personnes à coups de gourdin, de haches ou de couteaux, samedi 1^{er} février près de Xai-Xai, la capitale de la province de Gaza, dans le sud du Mozambique. L'agence a attribué cette attaque à des membres de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). — (AFP)

Stages
Révisions intensives du 2 au 7 mars destinées aux élèves de :
■ SPE (M, M)
■ HEC (voie générale)
■ Terminales C et D
EGSH
"L'école des prépas"
Cours E. Geoffroy Saint-Hilaire
Enseignement privé hors contrat
24, rue Charcot - 75013 Paris
(1) 43 85 58 94

La seule façon de sauver votre vieux PC, c'est de le transformer en Macintosh.

(Voir page suivante)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : nouvelles consignes dans les territoires occupés

Les soldats pourront désormais tirer sur tout Palestinien porteur d'une arme

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'armée israélienne, en charge de la sécurité dans les territoires occupés, a récemment adopté de nouvelles consignes. Les soldats pourront désormais tirer sur tout Palestinien porteur d'une arme. Approuvée par le gouvernement de M. Itzhak Shamir, la mesure vise, selon le communiqué officiel de l'armée, « à permettre aux soldats de mieux réagir en cas de danger mortel ». Ni le type de « danger » ni la sorte d'arme ne sont spécifiés, mais on précise, de source militaire, que les soldats pourront désormais ouvrir le feu, d'une arme blanche ou de tout autre instrument mortel.

Jusqu'ici, dans des situations similaires, les soldats devaient d'abord ordonner aux contrevenants de s'arrêter. En cas de refus d'obtempérer, il était recommandé de tirer en l'air et ensuite seulement, en cas de nouveau refus, de viser les jambes du suspect. En principe, ni les manifestants défilants, ni les jeunes lanceurs de pierres de l'intifada ne sont concernés par la nouvelle réglementation.

Quatre civils israéliens, dont trois colons juifs, ont été tués et une dizaine d'autres blessés, depuis octobre dernier, dans des embuscades dressées par des inconnus armés dans les territoires occupés. La nouvelle réglementation serait donc « mieux adaptée » à l'évolution du soulèvement palestinien et, surtout, à la veille des élections générales prévues pour le mois de juin, elle est censée calmer la petite minorité de

colons d'extrême droite qui accusent régulièrement l'armée de ne pas faire assez pour les protéger.

Reste que depuis décembre 1987, le début de la « révolte des pierres » en Cisjordanie et à Gaza, si près de quatre cents Palestiniens ont été assassinés par d'autres Palestiniens, plus de huit cent cinquante autres civils ont été tués dans des accrochages avec des soldats ou des colons. Les organisations israéliennes et palestiniennes des droits de l'homme affirment régulièrement que des lanceurs de pierres figurent, de plus en plus nombreux, parmi ces victimes.

Lundi soir 3 février, un jeune Arabe, circulant au volant d'un autobus dans la bande de Gaza, a été tué par un soldat après avoir refusé de s'arrêter à un barrage. Il s'est avéré plus tard qu'il n'avait pas de permis de conduire et avait emprunté le véhicule à un ami. L'armée a rappelé que plusieurs autobus ont été « détournés », ces dernières semaines, par des militants qui ont ensuite incendié ces véhicules. Mais le chauffeur sans permis de lundi soir ne portait pas d'arme.

PATRICE CLAUDE

M. Ezer Weizman quitte la Knesset. Ancien ministre israélien de la défense, député travailliste, M. Ezer Weizman, 68 ans, a annoncé lundi 3 février sa démission de la Knesset et son retrait de la vie politique, en disant sa crainte d'une nouvelle guerre, étant donné la position de son pays dans l'actuel processus de paix.

LIBYE

Washington rejette un appel au « compromis » du colonel Kadhafi

Les États-Unis ont, lundi 3 février, considéré comme insignifiant un appel au compromis lancé par le chef de l'État libyen pour éviter des sanctions des Nations unies. Dans une interview publiée par le Washington Post, le colonel Kadhafi, qui refuse d'extraire les personnes accusées par Washington, Londres et Paris de terrorisme (les attentats contre les avions de PanAm et d'UTA), affirmait que son pays est un « bon émissaire », en ajoutant toutefois : « Nous devons arriver à un compromis », mais il précisait qu'il n'avait pas « de proposition particulière » à ce sujet.

Le chef de l'État libyen a souhaité que les États-Unis ouvrent leur ambassade à Tripoli. Il a fait l'éloge du président George Bush et du secrétaire d'État James Baker, qu'il dit « respecter » parce qu'ils ne font pas attaquer personnellement et « semblent sérieux » sur la question de la paix au Proche-Orient. (AFP)

ASIE

La tournée du premier ministre chinois en Europe et aux Nations unies

Succès diplomatique pour un régime déconsidéré

Le premier ministre chinois poursuit une tournée diplomatique qui l'a mené successivement en Italie, en Suisse et aux Nations unies, où il a participé au sommet des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Il s'est ensuite rendu au Portugal - où il a été accueilli par une manifestation silencieuse de députés socialistes - et était attendu, mardi 4 février, en Espagne. Ce premier grand voyage dans les pays occidentaux de M. Li Peng, un des principaux acteurs de la répression du printemps de Pékin, en 1989, constitue un succès diplomatique majeur pour l'un des derniers régimes communistes de la planète.

En 1989, on n'aurait pas fait grand cas d'un homme accusé d'avoir du sang sur les mains et de vouloir perpétuer par la force un système partout ailleurs en déclin. Aucun dirigeant n'aurait accepté de se déconsidérer en serrant la main de M. Li. Après avoir été à l'avant-garde de la réforme économique du système com-

muniste, c'est de son succès face à l'effondrement de l'URSS et au marasme dans lequel s'enfonçait la Chine qu'il était devenu l'homme vivant de ce qu'aurait été l'empire soviétique si les gérontes du marxisme-léninisme avaient réussi leur putsch à Moscou l'été dernier.

Au début, seuls le président Bush et les Japonais avaient montré quelque indulgence pour Pékin, unanimement condamné pour ses violations des droits de l'homme. Le dernier rapport du département d'État vient à point nommé pour rappeler que, dans ce domaine, rien ou presque n'a changé. Du moins du côté chinois puisque ces bavures permanentes n'ont pas empêché la reprise graduelle de relations normales. D'abord par des visites à Pékin, MM. Major et Dumas en tête. Ensuite, le temps ayant fait son œuvre, par des invitations en bonne et due forme, l'Italie vient d'en montrer l'exemple. Pour paraphraser La Rochefoucauld, lorsque nos intérêts sont en cause, nous avons tous assez de force pour supporter les maux d'autrui.

Bien sûr, tous les hôtes de M. Li lui ont clairement dit leur répugnance devant la situation qui persiste en Chine, et qui apparaît d'autant plus anachronique que l'ex-empire du Milieu est le seul, avec Cuba, la Corée du Nord, le Laos et le Viet-

nam, à s'accrocher à la dictature du prolétariat. Mais ces critiques sont comme de l'eau sur les plumes d'un canard mandarin. La nouvelle situation justifie l'analyse de M. Deng Xiaoping selon laquelle les pays occidentaux, après avoir poussé des cris d'orfraie de circonstance, reviendront vers le marché chinois la queue basse.

Le prix à payer

Si c'était le prix à payer pour que les affaires reprennent, M. Li était d'autant plus prêt à accepter ces affronts avec son sourire compassé qu'il est soigneusement dissimulé à son opinion. Dans le système hiérarchisé chinois, le fils adoptif de Zhou Enlai, formé en URSS sous Staline, a été chargé des contacts avec les « diaboliques étrangers », pour lesquels il n'a jamais caché son mépris. Depuis 1989, il est devenu le porte-drapeau des éléments les plus rétrogrades - s'opposant même jusqu'à récemment aux réformes préconisées par M. Deng - et le premier fusible à sauter en cas de nouvelle politique.

Donné comme la victime expiatoire d'un retour de la Chine dans l'arène internationale, M. Li paraît avoir habilement saisi la perche qui lui a été tendue pour assurer une position menacée. Il est redevenu, comme au milieu des années 80, le partenaire privilégié de l'Occident. Il a parfaitement su tirer profit de sa tournée actuelle. D'autant plus que ses compatriotes n'en auront vu que les poignées de mains officielles et le fait qu'il frayaient d'égal à égal avec les présidents Bush, Eltsine et Mitterrand. Dans un pays aussi formaliste que la Chine, cela est autrement plus marquant que les critiques susurrées derrière des portes closes.

On comprend pourtant mal pourquoi un pays qui a bien réussi à relancer son économie, et qui est en train de lui donner un second souffle grâce à l'offensive de M. Deng et de ses amis, se refuse toujours à en tirer les conséquences politiques. Car, après tout, une petite dose de démocratisation lui aurait évité bien des déconvenues, à l'intérieur comme à l'extérieur. En fait, c'est le propre des régimes inquiets que de se recroque-

viller sur eux-mêmes. Attitude d'autant plus absurde que le PC chinois est autrement plus solide que ne l'était son « frère » soviétique. Du moins pour l'instant.

Depuis 1989, la Chine répond aux condamnations fusant contre la répression des dissidents qu'il s'agit d'« ingérence dans ses affaires intérieures », alors qu'elle est, pourtant, signataire de la déclaration des droits de l'homme de l'ONU. Aux critiques de multiples violations des pratiques commerciales internationales - dumping, non-respect des quotas textiles, de la propriété industrielle et intellectuelle... - et de sa politique de vente nucléaire et balistique à des pays comme la Syrie ou l'Iran, elle réplique que, quant à elle, elle restera à l'extérieur, elle n'aura aucune raison de respecter ces règles. Laissons entendre que ce ne serait plus le cas une fois réintégrée dans la communauté internationale.

Ces arguments ont été utilisés, à Washington comme à Tokyo, pour justifier la main tendue à Pékin au nom du pragmatisme. Et pourtant, les premiers résultats ne semblent pas à la hauteur des espérances : sur le plan des droits de l'homme, par exemple, le Japon a dû reconnaître qu'une dissidente chinoise, renvoyée de force chez elle avec la promesse qu'elle ne serait pas inquiétée, a été emprisonnée. Le différend commercial sino-américain n'est pas totalement réglé. Plus grave encore, la Chine contribue toujours activement à la prolifération balistique, un rapport des services secrets américains cité par l'*International Herald Tribune* daté des 1^{er} et 2^{er} février le confirme.

On peut craindre, au contraire, que l'assoupissement de la politique occidentale ne fasse que conforter dans leurs certitudes les vieux idéologues chinois, de même que les Cubains, Nord-Coréens et Vietnamiens, au lieu de les amener à se réveiller aux nouvelles réalités. Au risque de donner, par là même, aux nostalgiques de l'ordre ancien en Europe orientale l'illusion qu'ils pourraient tirer profit des difficultés actuelles pour tenter un « come back ».

PATRICE DE BEER

A l'occasion de l'année du Singe

M. Deng Xiaoping, « ancien haut dirigeant » a fait une apparition télévisée

PÉKIN

de notre correspondant

Les Pékinois ont célébré l'avènement du Singe dans leur calendrier lunaire par une énergique pétarade, lundi soir, 3 février. Le pouvoir a salué l'événement par la réapparition télévisée, désormais rituelle et annuelle, de celui qui fut un temps assis dans la conscience populaire au plus épiquant et imprévisible des animaux du zodiaque chinois, M. Deng Xiaoping.

Pendant une minute et quinze secondes, la télévision a montré M. Deng, qualifié d'« ancien haut dirigeant », pour mettre en valeur son retrait officiel des affaires, participant, à Shanghai, à une réception en présence de tous les responsables de la plus grande ville de Chine. On a vu le vieux dirigeant marcher sans aide, assisté d'une de ses filles, venue comme à l'habitude lui parler à la moins sourde de ses oreilles, la gauche. La cérémonie ne différait guère de celle du 14 février 1991.

Voilà donc la population censée être rassurée sur l'état de santé du patriarche, âgé de quatre-vingt-sept ans, après une année de rumeurs contradictoires à son sujet. Le fait

demeure pourtant que M. Deng n'est plus, politiquement ou physiquement, en état de se livrer à d'aussi prestes acrobaties que lors des années 70, quand sa disparition, puis son retour au pouvoir, lui avaient valu d'être comparé au singe mythique Sun Wugong - héros du roman du voyage vers l'Occident - qui sème la zizanie dans l'ordre céleste.

L'avènement du Singe, qui succède à la Chèvre, devrait d'autre part donner des espoirs à Shenzhen, une femme macaque albino de la province du Yunnan, âgée de quatre ans, pour laquelle « le mariage a été jusqu'à présent un casse-tête », aucun mâle n'ayant encore succombé à ses charmes. Elle serait, selon l'agence Chine nouvelle, la seule macaque albino de tout le pays. Le directeur de l'Institut de zoologie de Kunming a demandé à la presse de répercuter son appel auprès de la communauté zoologique internationale afin de trouver un partenaire à Shenzhen durant l'année du Singe.

FRANCIS DERON

HONGKONG : dix-huit morts lors d'affrontements entre boat-people. Dix-huit personnes ont trouvé la mort et une centaine d'autres ont été blessées lors de l'incendie de leur centre de détention à Hongkong, a annoncé, mardi 4 février, le gouvernement de la colonie britannique. Les victimes ont été tuées au cours d'un violent affrontement entre groupes de réfugiés vietnamiens lors des fêtes du Nouvel an lunaire dans la section C du camp de Shek-Kong. (AFP, Reuters, AP.)

TIMOR-ORIENTAL : M. Boutros-Ghali nomme un représentant pour enquêter sur le massacre de Dili. Le secrétaire général des Nations unies a désigné un représentant spécial pour enquêter sur « les événements tragiques » du 12 novembre 1991 à Dili, lorsque l'armée indonésienne a ouvert le feu contre une manifestation nationaliste, a annoncé, lundi 3 février, son porte-parole. Il s'agit du ministre kényan de la justice, M. Amos Wako. (AFP)

Avant d'offrir
votre bon vieux
Macintosh
à votre cousine,
sachez qu'il peut
vous faire
économiser
jusqu'à 14 000 F.

(Voir page suivante)

Un vol quotidien Paris-Boston sans escale

Départ Roissy CDG : 11 h 55 - arrivée Boston Logan : 13 h 35 - 1498 F* classe économique - 3780 F* classe affaires.

Northwest Airlines vous emmène sans escale de Paris jusqu'aux USA par Détroit ou Boston : des portes d'entrée qui évitent les dédales des grandes plaques tournantes de New York ou Chicago.

Dès votre arrivée, les États-Unis s'ouvrent à vous avec des correspondances immédiates pour 200 villes d'Amérique du Nord, y compris Hawaii et Alaska. Bref, avec Northwest Airlines, vous passerez moins de temps dans les aéroports et plus en Floride ou en Californie.

* Prix d'un billet A. P. Paris-Boston - départ en février et retour au plus tard le 31 mars 1992. Applicable sous certaines conditions. Dans la limite des places disponibles. Sous réserve de l'approbation gouvernementale. Contactez votre agence de voyage ou Northwest Airlines au (1) 42 60 90 00.

NORTHWEST AIRLINES

Le « temps utile » et le temps perdu

Ni l'hôtel Matignon ni le ministère de l'intérieur n'ont compris d'emblée la portée politique de la venue de M. Habache à Paris

S'il n'y a plus de grand mystère dans l'affaire Habache, il y a toujours une bonne dose d'hypocrisie. Répétée par les ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, qui se défendent avec une vigueur retrouvée après que leur responsabilité politique a été mise en cause, la version officielle tient en deux affirmations :

1) Les ministres concernés n'ont pas été consultés sur le « feu vert » donné à la venue du chef du FPLP ;

2) Pas plus que l'hôtel Matignon ou l'Elysée, ils n'ont été ensuite informés « en temps utile » de la confirmation de son arrivée pour le mercredi soir 29 janvier.

Depuis sa formulation en ces termes par le premier ministre, dans un télégramme adressé la semaine dernière à tous les ministres de son cabinet, le réquisitoire n'a pas varié et est censé justifier les sanctions prises contre les collaborateurs directs de MM. Roland Dumas et Philippe Marchand. Or, si le premier point n'est pas contestable —

aucun fait n'est jusqu'ici venu mettre en doute la parole du ministre des affaires étrangères, — le second ne résiste pas à un examen précis de la chronologie. Le ministre de l'intérieur, le cabinet du premier ministre et le secrétaire général de l'Elysée ont été alertés dans un délai qui, si les uns et les autres avaient réagi avec un minimum de sens politique, aurait permis d'annuler la venue de M. Georges Habache à Paris.

En fait, jusqu'à la déclaration du président de la République depuis le sultanat d'Oman, jeudi 30 janvier en milieu de journée (Heure de Paris), l'ensemble de l'appareil d'Etat a réagi de la même façon que les hauts fonctionnaires sanctionnés. A aucun niveau, pas plus au cabinet de M^{me} Edith Cresson qu'au ministère de l'intérieur, il n'y eut subitement inégalement ou inégalement, jusqu'à ce que l'on apprenne que M. François Mitterrand se désolidarisait de cette initiative. Pis : la Direction de la surveillance du territoire (DST), plus particulièrement chargée de la lutte antiterroriste, fut alertée dès le mardi 28 janvier. Or, à aucun moment, son directeur, connu pour ses liens avec l'Elysée, ne mit en garde l'autorité politique. En ce sens, s'ils ne sont pas des « émissaires », en raison de leur carrière, les responsables sanctionnés sont bien des boucs émissaires : ils paient pour une incurie générale qui atteint l'autorité politique malgré son empressément à désigner, ensuite, les « amis » coupables.

1) Le ministre de l'intérieur a été prévenu « en temps utile ». — Le point de départ de l'affaire se joue, lundi 27 janvier, entre la Croix-Rouge française et le Quai d'Orsay. Du côté de l'organisation présidée par M^{me} Georgina Dufoux, également chargée de mission à l'Elysée, la demande du Croissant-Rouge palestinien est d'abord reçue comme une application parmi d'autres d'un accord conclu entre les deux partenaires. En mars 1991, en effet, le président du Croissant-Rouge, qui est le frère de M. Yasser Arafat, a été reçu à Paris par M^{me} Dufoux.

Un document interne de la Croix-Rouge rend compte de cette visite en précisant que, « depuis plusieurs mois déjà », la Croix-Rouge collabore avec le Croissant-Rouge « en accueillant dans ses établissements hospitaliers des blessés ou des malades palestiniens dont l'état de santé nécessite une hospitalisation en France ». Le même document ajoute que « le coût financier de ces prises en charge est néanmoins assuré par une subvention du ministère des affaires étrangères » et souligne que « jusqu'à ce jour, un peu plus d'une dizaine de cas ont été traités et d'autres dossiers nous sont soumis ».

Telle est donc l'assise de l'« approuvé » que l'on dénoncera ensuite au sommet de l'Etat : un accord d'assistance médicale aux Palestiniens. Tout se passe dès lors entre M^{me} Dufoux, M. François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay, et M. Bernard Kessedjian, directeur du cabinet de M. Dumas. M. Dumas, qui part le mardi matin pour Oman, n'est pas prévenu. Il le jure, et M. Kessedjian l'auteur lui-même reconnaît.

A ce stade, la seule énigme concerne l'attitude de M. Scheer, très au fait des dossiers proche-orientaux. Il sait que M. Habache n'est pas un malade ordinaire, et pourtant il donne rapidement son feu vert. Est-il habité par une arrière-pensée diplomatique à l'égard de l'OLP, sur fond de négociations israélo-palestiniennes ? Pense-t-il, étant donné le statut de M^{me} Dufoux à l'Elysée, que l'affaire est gérée au plus haut niveau ?

Vu du ministère de l'intérieur, qui est alerté par le Quai d'Orsay, via le conseiller diplomatique de M. Marchand, le lundi 19 heures, ce dossier relève du Quai d'Orsay. L'intérieur n'est là que pour l'entendement — l'opérationnel — en jargon policier. Pour le directeur du cabinet de M. Marchand, M. Christian Vigouroux, le Quai d'Orsay, c'est peu ou prou l'Elysée, étant donné les liens personnels de MM. Dumas et Mitterrand. Il gère donc ce dossier comme un autre, demandant des vérifications au fichier des personnes recherchées — M. Habache n'y est pas recensé — et alertant la haute hiérarchie policière.

Mardi 28 janvier, le ministre de l'intérieur est en déplacement en Savoie pour une présentation de la sécurité des JO d'Albertville. Le soir, il remet des décorations au préfet de police de Paris et au directeur des RG parisiens dans l'immeuble de la préfecture. Ce jour-là, il n'y a pas de réunion formelle du cabinet sur les questions de police. Il n'y en a pas plus le lendemain, mercredi 29 janvier, où M. Marchand est occupé à recevoir son homologue espagnol. Dans l'après-midi de ce mercredi, l'arrivée de M. Habache, d'abord prévue pour le jeudi, est annoncée pour le soir. M. Vigouroux

prévoit alors, et alors seulement, son ministère, autour de 19 h 30, peu avant le dîner offert au ministre de l'intérieur espagnol.

Dans la foulée, M. Vigouroux prévient M. Ivan Barbot, conseiller du premier ministre pour les affaires de sécurité. Or, à cette heure, tout est encore techniquement possible : l'aviation de M. Habache, en provenance de Tunis, ne se posera à l'aéroport du Bourget qu'à 21 h 40. Il y a donc deux heures de battant entre le ministre de l'intérieur et le conseiller du premier ministre (qui fut directeur général de la police nationale) peuvent s'alarmer et s'inquiéter, s'efforcer de comprendre si le feu vert est vraiment politique. Et même s'il n'est plus possible d'annuler le départ de Tunis, il est encore temps de bloquer M. Habache dans son avion, une fois posé. Cela s'est déjà vu : l'empereur Bokassa fut retenu, parce que jugé inadmissible, sur la base aérienne d'Evreux où s'était posé son avion personnel en septembre 1979. Or, ni M. Marchand ni M. Barbot ne s'affolèrent outre mesure.

2) L'hôtel Matignon a été prévenu « en temps utile ». — Le cabinet du premier ministre, qui exigera de sévères sanctions, est donc logé à même enseigne que M. Marchand : ils n'ont pas été consultés sur le « feu vert », mais ils sont prévenus avant que l'aviation de M. Habache ne se pose en France. Que fait M. Barbot ? Il attend la fin d'un dîner pour prévenir le directeur du cabinet de M^{me} Cresson. M. Habache est alors déjà en France. Il se livre aussi aux mêmes vérifications faites par M. Vigouroux auprès de l'état-major de la direction centrale de la police judiciaire.

A 22 h 15, un message écrit sur 72 lui répond que M. Habache ne fait l'objet d'aucune recherche judiciaire ou policière « sur le plan national, sur le plan international, sur le territoire français ». Aucune « fiche d'attention » n'est diffusée à son sujet par les RG ou la DST. Tout au plus trouve-t-on la mention de son nom dans un dossier remontant à 1972 et portant sur les détournements d'avions. Mieux encore : « Il n'y a pas dossier individuel à son nom », répondent les archives policières. Réponse confirmée par Interpol, dont le siège est à Lyon, qui, interrogée, affirme que M. Habache ne fait l'objet ni d'une « notice individuelle » ni d'une « recherche internationale par mandat d'arrêt ». Interpol renchérit à son tour : « Il n'y a pas de dossier individuel ouvert au nom de Habache ». Pour l'anecdote : le président d'Interpol jusqu'en novembre prochain n'est autre que... M. Barbot, le conseiller de M^{me} Cresson !

Durant la nuit de mercredi à jeudi, personne ne s'affole. M. Marchand, semble-t-il, ne cherche pas à joindre directement M^{me} Cresson. M. Hubert Védrine, qui garde l'Elysée en l'absence de M. Mitterrand et qui a été prévenu peu avant 20 heures mercredi soir, ne paraît pas s'inquiéter outre mesure. Le jeudi matin 30 janvier, alors que la nouvelle est dans les journaux, se tient à l'hôtel Matignon la réunion hebdomadaire des directeurs de cabinet présidée par le directeur du cabinet du premier ministre. MM. Vigouroux et Kessedjian sont présents : le cas Habache n'est évoqué par aucun des participants. A la même heure, M. Dumas puis M. Mitterrand, qu'accompagne son directeur de cabinet, M. Gilles Ménage, apprennent à leur tour la nouvelle.

3) La DST est prévenue depuis le mardi 28 janvier. — Pour tout ce qui concerne la DST, tout simplement parce que les spécialistes policiers du terrorisme n'ont pas donné l'alarme alors qu'ils sont parmi les premiers prévenus de la venue de M. Habache. Le directeur général de la police nationale, M. Bernard Grasset, est alerté dès le mardi 29 janvier, tout comme le directeur de la DST, M. Jacques Fournet. En prévision de la visite du chef palestinien, le RAID, l'unité d'élite de la police nationale, est placée, dès ce même mardi, sous le contrôle opérationnel du directeur de la DST. Or M. Fournet, lui non plus, n'alerte personne. Pourtant, tout le monde sait que cet ancien préfet de la Nièvre, proche du président, entretient des relations directes avec l'Elysée.

De plus, la DST est le service qui travaille avec le juge Bruguière dont le fil judiciaire, tenu comme la suite le montrera, provoquera la garde à vue de M. Habache. Dès mardi, une simple enquête au sein de la DST aurait permis d'appréhender l'histoire de la cache d'armes de Fontainebleau. Rien de tel. Bref, au cœur de l'appareil policier, ceux qui pouvaient alerter des voyants rouges ne le firent pas... Et ce sera finalement le président de la République lui-même qui, pressé par M. Ménage, donnera l'alarme depuis Oman.

Jusqu'à cette prise de position présidentielle, faite à distance et donc dans les pires conditions, l'autorité politique, de Matignon à l'intérieur, ne s'inquiète pas des conséquences de la venue de M. Habache. On comprend donc que les « sanctions » soient quelque peu avariées, ayant le sentiment de porter un chapeau trop grand.

EDWY PLENEL

« Ma colère était justifiée »

Pour la première fois depuis le début de l'affaire Habache, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a donné un rétro-détail, lundi 3 février, devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, des circonstances dans lesquelles le dirigeant palestinien avait pu être accueilli en France trois jours durant.

Ainsi, selon la synthèse de son exposé que M. Dumas a ensuite livrée lors d'une conférence de presse organisée au Quai d'Orsay, la demande d'accueil de M. Georges Habache avait été formulée lundi 27 janvier vers 20 heures par le conseiller diplomatique de la Croix-Rouge auprès du directeur des services de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (M. Pierre Lafrance), qui a aussitôt saisi le directeur du cabinet du ministre (M. Bernard Kessedjian) et le secrétaire général du ministère des affaires étrangères (M. François Scheer).

« Parole d'honneur »

Ceux-ci, selon le ministre, ont alors donné une réponse positive, le même jour, vers 22 heures, en fonction de deux critères principaux : l'état de santé, présenté comme « alarmant », du secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine, et le fait que « M. Habache ne représentait plus ce qu'il représentait par le passé ». Entre-temps, le directeur du cabinet de M. Dumas s'était simplement assuré de l'avis de son collègue du ministère de l'intérieur, M. Christian Vigouroux, qui lui avait indiqué qu'il n'y avait pas d'inconvénient de son point de vue, à la condition toutefois que les gardes du corps de M. Habache fussent désarmés lors de leur arrivée en France.

« Je n'ai été informé que jeudi en fin de matinée », a confirmé

M. Dumas, en donnant à ce propos, devant les députés, sa « parole d'honneur ». L'avis du ministre des affaires étrangères « aurait sans doute été modifié », a ajouté M. Dumas, s'il avait été saisi lui-même de la demande de la Croix-Rouge.

A son retour à Paris, jeudi, le ministre d'Etat a fait remonter à ses collaborateurs que le fait d'« introduire en France sans [son] autorisation un homme comme M. Habache, qui a eu une relation forte avec le terrorisme », constituait « une faute » à son égard et qu'elle « justifiait [sa] colère ». Il a toutefois refusé, dans un premier temps, la démission de son directeur de cabinet. M. Dumas a ainsi confirmé implicitement que la démission des deux principaux responsables du ministère avait été décidée, finalement, à la demande du premier ministre, mais, a-t-il dit, « je ne regrette pas les décisions du gouvernement, qui sont collégiales, et j'en assume la responsabilité ».

Concernant la levée de la garde à vue de M. Habache et son départ de France, M. Dumas a affirmé que toutes les investigations nécessaires avaient été menées préalablement au ministère de l'intérieur et à celui de la justice, mais que, sur le plan juridique, rien ne permettait de retenir le dirigeant palestinien. « Nous n'avons reçu aucune demande d'extradition de la part de pays concernés, tels qu'Israël, le Danemark ou les Etats-Unis », a-t-il précisé.

« Je suis effaré par la tournure prise par l'exploitation de cet événement à l'intérieur de l'Hexagone, à des fins politiques, alors que l'étranger les passions se sont apaisées », a conclu M. Dumas en estimant qu'il fallait « tenir cette affaire pour close ».

J.-L. S.

à 55 % des Français réclament des élections législatives anticipées, selon l'IFOP. — Selon un sondage réalisé par l'IFOP pour le Parisien, qui en publie les résultats mardi 4 février, 55 % des personnes interrogées souhaitent « la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives anticipées », 39 % sont d'avis contraire. 55 % des personnes interrogées sont favorables à la démission de M^{me} Edith Cresson (contre 43 % d'avis contraire) et à celle de M. Philippe Marchand

(contre 36 % d'avis contraire). En revanche, ils ne sont que 47 % à réclamer le départ du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, alors que 48 % souhaitent son maintien au gouvernement. Enfin, 58 % des sondés estiment que M. François Mitterrand était au courant de la venue en France de Georges Habache. Cette enquête a été effectuée par téléphone, le 3 février, auprès de huit cent quatre personnes.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

DIAGONALES

M. JUPPÉ crie à la « honte ». MM. Le Pen et Deniau suggèrent aux ministres de se faire hara-kiri. M. de Villiers, plus féroce d'ordre moral que de Constitution, réclame le départ du président. M. Giscard d'Estaing, l'œil aux sondages et à son âge, préconise des législatives, là, tout de suite. L'audiovisuel pérore, non-stop, sur la liquidation de la gauche qui l'a libéré, les gauchistes en tête, tous les experts de la presse planchant sur saufouille, dysfonctionnement, fin de règne et alternance. Quel chambard, dites donc !

Soit : un terroriste aux mains tachées de sang tienne à faire examiner le sien par des french doctors, c'est bien de l'honneur, un honneur que ministres ou autre ego de permanence auraient dû nous épargner. Mais les réactions à cet impitoyable et disproportionné, orchestrées, extravagantes, que le simple hygiène mentale commande de rafraîchir notre mémoire, qu'un Maréchal dont la vogue revient très fort avait raison de trouver courts.

La Cinquième République naît, en 1958, d'une menace de putsch et de gros menaces sur l'avenir de l'Algérie : voilà l'Etat et la morale, nous dit-on, raffermis ! En 1961, le gaulliste Roger Frey et l'ex-pétainiste futur giscardien Papon noient dans la Seine une bonne centaine d'Algériens, alors réputés français : loin de se faire le seppuku prôné par leurs héritiers, tous deux seront promus. Des agents français aident le roi du Maroc à exécuter l'opposant Ben Barka sur notre sol : de Gaulle blague sur son « inexpérience », avec la compréhension de François Mitterrand, pourtant peu suspect de tendresse à son endroit. En pleine chienne de 1968, le Général disparaît en Allemagne pour têter le poulx des paras et agiter l'épouvantail d'une subversion communiste à laquelle on ne saurait croire : ce n'est qu'un cril : « Quel ressassement ! »

En 1971, M. Pompidou, qui « déteste toutes ces histoires de Résistance », et guigne les voix vichystes, grâce sans phrases le milicien Tourvier, chasseur de patriotes pour le compte du

Tartuffes

SS Barbie : vive, entend-on, la réconciliation nationale ! Plus tard, le chef de notre contre-espionnage choisi par la droite, le sieur Marchand, bradera galement les secrets d'Etat : « bien joué », diront en chœur politiciens et journalistes. Au nouveau paradis de l'argent-roi, gros tirage vaut absolu.

En 1977, M. Giscard d'Estaing laisse filer Abou Daoud, responsable de la tuerie d'athlètes israéliens à Munich : « Nous n'acceptons aucune leçon », dit-il, et la classe politico-médiatique d'obtempérer. Sous le même règne, deux ministres, Boulin et de Broglie, mourront de mort violente et louche, sans que l'Etat et la morale soient déclarés en péril. Même calme amusé devant le sacre bouffon de « notre ami » Bokassa.

Avec les cadeaux de ce dernier, le ton se gâte, vers 1981. C'est que la gauche, comme aujourd'hui la droite, sent venir son heure. Un peu d'indignation drapée ne peut pas nuire les veilles de scrutin.

C'est le propre des opposants de sermonner, faute d'agir. Ils partagent ce privilège amer de la vertu obligée avec les laideresses qui font tapissier dans les bails. Un avantage à ne pas galvauder. Quand le préche a payé, et que les parangons de pureté doivent à leur tour se salir les mains, l'immoralité inhérente à l'exercice du pouvoir se remarque davantage.

Un camp veut l'autre, à l'aune des nettetés d'âme. Le vrai est qu'ils se battent les flancs, des deux bords, pour pondre des programmes qui les distinguent et gagent leurs promesses. Seule leur reste la prétention de lever plus blanc qu'un face.

Le public s'en moque comme de sa première lessive. Les discours de tribuns sur les « valeurs » : mon œil ! Déjà, Péguy déplorait que l'argent ait éliminé le spirituel. La fin de l'utopie communiste n'a rien arrangé, en laissant la

profit tout seul dans la course aux raisons de vivre. Si Dieu n'existe pas, tout est permis, craignait Dostoevski. Remplacez Dieu par l'idéal du partage : vous avez le cynisme pour tous, sans même l'enrichissement escompté.

« La morale est la faiblesse de la cervelle », disait Rimbaud, qui ne fut pas que poète présentable pour commémoration à l'année. L'option à sans doute meilleure opinion de ce qu'on a rebaptisé « éthique », pour faire savoir. Mais elle entend se dicter seule ses conduites. Les politiques de toutes tendances, même « refaits » dans l'opposition, seraient tort de croire que l'électeur attend d'eux la moindre leçon là-dessus. Il constate simplement la résurgence du pire adage communiste selon lequel la fin (électorale) justifie les moyens (morales).

Peut-être la justice garde-t-elle aux yeux des citoyens le crédit perdu par les élus, malgré son goût pour les coïncidences de dates. Au moins s'intéresse-t-elle encore aux faits, à la vérité, alors que les décideurs et leurs experts, empiétrés dans les raisons d'Etat, ne savent plus, quand surviennent des drames réels, qu'ouvrir des débats de société et à conduire des réflexions de principe ». La médecine se met-elle à tuer ? Médions, disent nos dirigeants, sur les nuances entre responsabilité et culpabilité ! Un avion vole-t-il trop bas ? Songez-vous, voulez-vous ? aux rapports homme-machine ! Une belle jambe, pour les éclopés. Il ne fait pas bon être victime, en nos temps d'abstractions alibis.

Il n'y a pas de grands hommes, surtout en politique : il n'y a, disait Nietzsche, que des comédiens singes leur idéal. Quand ces acteurs s'avisent de moraliser, au théâtre, cela s'appelle tartufferie.

L'affaire Habache, mais aussi ses tolérances catégoriques, auront encore agité le débat général pour la vie publique, et la tentation d'abstention. L'immoralité, cet effort de tribune, est moins à craindre que le dévergondage verbal poussé, comme ces jours-ci, jusqu'à l'imperte qui.

L'AUTRE JOURNAL

L'homme qui fait trembler l'Eglise

Eugen Drewermann, le plus célèbre théologien allemand, affirme que les miracles de Jésus, sa résurrection, la virginité de Marie... ne sont que des récits symboliques. Partisan du mariage des prêtres, de l'ordination des femmes, il apparaît comme un nouveau Luther. INTERVIEW-DOCUMENT.

Après Mitterrand, Barre ou Pasqua ?

«Lorsqu'un peuple perd le sens et le goût du politique, vient le temps des stratégies et des complots» Michel Butel.

Algérie Un pays déchiré entre le père et le FIS.

L'argent des jeunes

C'est quoi l'argent quand on a dix-huit ans ?

Les films que vous ne verrez jamais

Comment disparaissent les centaines de films français qui ne sortiront jamais sur les écrans ?

MC Solaar, le Don Quichotte de rap

Il est black, français, poète, rendre, drôle, cultivé. Il invente le rap français.

... et des contes, des chroniques, un inédit, l'horoscope...

L'Autre Journal,

si c'est un roman, c'est le nôtre.

L'Autre Journal n° 21. Février 1992. 35 F

HABACHE

des affaires étrangères

M. Dumas conseille
à M. Rocard de « mieux s'informer »

« Pourquoi démissionnerais-je ?

Parce M. Pons a avancé cette hypothèse ? Parce que M. Poniakowski en a émis l'idée ? Croyez-vous vraiment que le ministre des Affaires étrangères se démissionne à la suite d'une telle injonction ? Je n'obéis qu'à une injonction de ma conscience et à la volonté du président de la République. » Après s'être exprimé durant plus de deux heures devant les membres de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Roland Dumas, le premier, allié d'un contre-feu, lundi 3 février, en cherchant à ramener l'affaire Habache à de justes proportions. Il a violemment dénoncé M. Pons, « l'auteur du massacre d'Ouvéa », ainsi que M. Poniakowski, ministre de l'Intérieur au moment de l'affaire de Broglie, en 1976, qui s'étaient pas donné leur démission.

Le ministre d'Etat a également critiqué ceux qui, jusque dans les rangs socialistes, avaient souhaité sa démission, en observant que les diverses réactions enregistrées avaient permis de « distinguer le bon grain de l'ivraie, sans que cela recouvre les clivages habituels ». Evoquant, sans le nommer, la prise de position de M. Michel Rocard, le ministre a déclaré : « J'espère que, mieux informé, il tiendra un autre langage. » Selon M. Dumas, l'exploitation de la venue en France de M. Georges Habache par « ceux qui croient tenir la bonne affaire » contraste avec le souci d'apaisement manifesté tant en Israël qu'aux Etats-Unis ou dans les pays arabes.

Après l'audition du ministre par la commission des affaires étrangères, plusieurs députés membres ou proches de la majorité, tels MM. François Londe (PS, Eure) ou Jean-Marie Daillet (non inscrit, Manche), ont déclaré qu'ils avaient

été convaincus par les explications de M. Dumas. « J'ai été convaincu par le fait que le ministre, avec beaucoup d'émotion, a su très exactement décrire le processus qui a conduit aux événements que nous avons vécus la semaine dernière », a jugé le président (PS) de la commission, M. Michel Vauzelle.

Ce sentiment était partagé par M. Bernard Stasi (UDC, Marne), lui-même ancien ministre des départements et territoires d'outre-mer, selon lequel l'ignorance dans laquelle les membres du gouvernement ont été tenus par leurs plus proches collaborateurs n'est « pas très vraisemblable, mais sans doute vraie ». Pour M. Stasi, qui a demandé une audition semblable du ministre de l'Intérieur, il est clair que l'affaire Habache aurait eu « moins d'impact si la majorité et le gouvernement n'étaient pas dans un tel état de délabrement ». Selon M. Roland Nungesser (RPR, Val-de-Marne), dès lors que M. Dumas a « donné sa parole d'honneur devant les députés, il est difficile de lui demander de démissionner ».

Plus sévère, M. Michèle Alliot-Marie (RPR, Pyrénées-Atlantiques) a relevé des « invraisemblances » dans les propos du ministre. « Nous avons entendu un très bon avocat, qui plaiderait sa cause, mais je ne dirais pas qu'il a convaincu le jury », a-t-elle ajouté. De même, le président d'honneur du Parti républicain, M. François Léotard (UDF, Var) a jugé que l'audition du ministre des affaires étrangères avait laissé plusieurs questions en suspens, et notamment celle-ci : « Qui a donné l'autorisation d'entrée » sur le territoire français à M. Georges Habache ?

JEAN-LOUIS SAUX

Contenir les effets

Suite de la première page

Les tempéraments respectifs de M. Cresson et de M. Mitterrand ne les amenaient pourtant pas à résister de la même façon. Le chef du gouvernement, instinctivement, préfère trancher dans le vif ; le chef de l'Etat déteste agir sous la pression des événements. La première a pu obtenir la tête des hauts fonctionnaires présentés à l'opinion comme les seuls responsables ; le second a préservé les deux ministres concernés, qui sont aussi membres du cercle de ses proches.

La décision prise, il fallait la faire connaître. M. Jack Lang a été chargé, dès dimanche, de signifier que « l'affaire était close ». Encore fallait-il le prouver. Pour ce faire, chacun a fait savoir haut et fort qu'il reprendrait le cours normal de ses activités. Consigne a été donnée, surtout, à MM. Roland Dumas et Philippe Marchand de sortir du silence dans lequel ils s'étaient jusqu'alors confinés. Le premier a accepté de s'expliquer, lundi, devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, comme l'avait exigé l'opposition, et il a tenu, à la sortie, une conférence de presse. Le second a, maintenu, ce même jour, une visite dans l'Isère en compagnie de M. Louis Mermaz, avant de s'exprimer mardi matin au micro de RTL.

M. Balladur (RPR) : « Le gouvernement doit poser la question de confiance ». M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, a déclaré, lundi 3 février, au « Club de la presse » d'Europe 1, que le gouvernement doit convoquer le Parlement en session extraordinaire et poser la « question de confiance ». Estimant que l'affaire Habache est pour la France une « humiliation », il a ajouté que « si le gouvernement n'a plus la majorité à l'Assemblée, il faut qu'il en tire les conséquences ». « Mettons les socialistes en face de leurs propres responsabilités », a conclu l'ancien ministre.

M. Chirac (RPR) : « Il faut que le premier ministre aille devant l'Assemblée nationale et engage sa responsabilité ». M. Jacques Chirac, président du RPR, estime, d'après un entretien publié mardi 4 février par Sud-Ouest, qu'il est « du devoir du chef de l'Etat de prendre des initiatives pour tenter de remédier à une situation dangereuse pour l'avenir ». Il demande que « le premier ministre aille devant l'Assemblée nationale et engage sa responsabilité ». « Au regard de la faute morale et politique qu'a été l'accueil de M. Georges Habache

en France, les sanctions prises sont, à l'évidence, insuffisantes. Les politiques doivent, eux aussi, assumer leurs responsabilités », conclut M. Chirac.

M. Poperen (PS) : « Je ne crois pas que les propos de M. Rocard préparent bien la suite ». M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a jugé, lundi, sur France-Inter, « pas très agréables », les propos tenus par M. Michel Rocard, qui avait demandé la démission des ministres responsables. Il a ajouté que ces propos « ne préparent pas bien la suite ». M. Rocard « est le seul à s'être exprimé de cette façon, et je suis un peu surpris que dans cette tempête tous les socialistes ne soient pas là pour, comme on dit, servir les rangs », a ajouté M. Poperen, pour qui « il y a eu faute grave, il faut la surmonter et garder ses nerfs ».

M. Queyranne (PS) : « M. Rocard a dit ce qu'il pensait à titre personnel ». M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, lundi, lors de son point de presse hebdomadaire, que « M. Rocard a dit ce qu'il en pensait en tant qu'ancien premier ministre et à titre personnel ». « S'il y a des déci-

Mme Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge accepte de démissionner

A la suite du comité de direction qui a eu lieu, lundi 3 février au siège de la Croix-Rouge française, le communiqué suivant a été rendu public : « Il a été demandé à nouveau à Mme Georgina Dufoix de quitter ses fonctions. Au cours de la réunion, les principes de neutralité et d'impartialité ont été massivement réaffirmés. Mme Dufoix a convoqué un conseil d'administration exceptionnel pour le vendredi 7 février. D'ici là, elle rencontrera le comité central d'entreprise, la commission d'information financière de l'Assemblée générale et les présidents

des conseils départementaux. Son départ se fera à l'issue de ce conseil exceptionnel. »

Mme Dufoix devait ensuite faire un certain nombre de déclarations, en particulier sur Antenne 2 et TF1, expliquant les raisons de son départ. « Ma grande faute a été de ne pas avoir averti l'Elysée, a-t-elle estimé. J'aurais dû en faire part [de la demande de Croissant-Rouge palestinien concernant M. Habache] à François Mitterrand. Je ne l'ai pas fait, ni à Hubert Védrine [secrétaire général de l'Elysée], ni à personne à l'Elysée, ni à Matignon. C'est une erreur. »

« Responsable mais pas coupable. » La formule résume bien Georgina Dufoix. Parce qu'elle pense toujours agir de bonne foi, parce qu'elle croit plus que quiconque en sa propre générosité, la notion même de culpabilité lui semblait étrangère. Mais les bons sentiments ne peuvent tenir lieu de politique. Quant à l'amitié du chef de l'Etat, on a vu dans de précédentes affaires qu'elle avait ses limites.

Le paradoxe aura voulu que Mme Dufoix achève cette partie de sa carrière sur une affaire qu'elle aura gérée plutôt moins mal que ses amis socialistes du gouvernement. Quoi qu'on pense de la « ligne humanitaire » qu'elle a consciencieusement défendue, la décision politique - d'accepter la venue en France de M. Georges Habache - ne lui appartenait pas. Et ce même s'il est vrai qu'il y avait une incompatibilité à cumuler les fonctions de présidente de la Croix-Rouge et de chargée de mission à l'Elysée (Mme Dufoix avait été nommée au conseil d'administration de la Croix-Rouge en tant que représentant du... ministre de l'Intérieur).

L'affaire du sang contaminé

Au fond, peu importe si, durant le week-end des informations télévisées ont inondé les journalistes de documents-démontrant que Mme Dufoix avait, en mars 1991, reçu à Paris le président du Croissant-Rouge palestinien (qui n'est autre que le frère de M. Yasser Arafat) ou encore qu'elle s'était rendue en Syrie du 9 au 14 mars 1991, à l'invitation de M. Fouad Hamza, le président du Croissant-Rouge syrien : c'est dès l'automne, au plus fort de l'affaire du sang contaminé, que Mme Dufoix aurait dû démissionner.

Jusqu'à cette époque, elle avait su insuffler un nouveau dynamisme à la Croix-Rouge. Elue à sa tête le 26 avril 1989 dans des circonstances difficiles - un rapport conjoint de l'IGAS et de l'Inspection des finances avait mis en évidence une gestion pour le moins peu rigoureuse de l'association - Mme Dufoix avait réellement commencé à restructurer la Croix-Rouge.

En septembre, il y avait eu une première alerte lorsque son directeur de cabinet, M. Michel Maurin, fut inculpé et écroué dans une affaire de fausses factures impliquant l'industriel nantais René Trager. Et ce fut ensuite la publication du rapport Lucas sur la contamination des hémodépenseurs par le virus du sida et la polémique qui s'ensuivit. On découvrit alors une Georgina Dufoix moins « flamboyante » qu'à l'ordinaire, comme incapable d'assumer ses responsabilités et de « couvrir » les hauts fonctionnaires inculpés. Et, même si de nombreux documents démontraient que son cabinet n'avait pas su mettre en œuvre rapidement un

dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang, elle se contenta de reconnaître qu'elle avait sous-estimé le risque de contamination des hémodépenseurs. En définitive, c'est dans le domaine social que Mme Dufoix a le mieux réussi. C'est à elle que l'on doit, en effet, l'instauration d'une allocation d'éducation pour les parents qui suspendent leur activité professionnelle à la naissance du troi-

sième enfant ou encore l'adoption de la convention franco-algérienne concernant les enfants de couples mixtes séparés.

En revanche, son action dans le domaine de la santé fut beaucoup plus contestable. Sans parler de quelques « bourdes » monumentales - la céciporine dans le traitement du sida ou encore la mise en place d'une éphémère Fondation de recherche sur les thérapies

alternatives - elle ne réussit ni à remettre à flot la Sécurité sociale ni à imposer sa réforme hospitalière.

Son passé l'ayant rattrapée et ses amitiés politiques l'ayant trahie, Georgina Dufoix se retrouve aujourd'hui bien seule.

FRANCK NOUCHI

Lire également page 27 la chronique de Pierre Georges.

Jusqu'au 27 mars 1992,
les revendeurs agréés Apple
reprennent jusqu'à
10 000 F votre vieux PC et
jusqu'à 14 000 F votre
ancien Apple ou votre ancien
Macintosh pour
l'achat d'un Macintosh.

Pour un PC, au moins : 2 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic, 3 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh PowerBook 100, 3 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic II, 4 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh LC, 5 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIsi, 7 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIfx, 9 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 700, 10 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 900.

Pour un Macintosh ou un Apple, au moins : 2 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic, 3 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh PowerBook 100, 3 500 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Classic II, 4 500 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh LC, 6 500 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIsi, 10 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh IIfx, 12 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 700, 14 000 F de réduction sur l'achat d'un Macintosh Quadra 900.

Conditions applicables : offre valable chez les revendeurs (y compris les détaillants, pour certains produits) agréés Apple participant au programme. Les prix de reprise mentionnés sont des prix minima, variables en fonction du matériel repris et du modèle Macintosh acheté. Offre valable pour l'achat d'un Macintosh à l'exclusion des Macintosh PowerBook 140 et 170. Consultez votre revendeur pour connaître les matériels bénéficiant de cette offre de reprise et les matériels à rapporter pour bénéficier de la reprise. Les matériels repris doivent avoir été achetés avant le 30 juin 1991. Offre limitée à un modèle repris par Macintosh acheté. Cette offre ne se cumule pas avec certains programmes particuliers en vigueur (consultez votre revendeur agréé Apple).



Pour plus d'informations, tapez 3614 code Apple.

Apple

POINT/LA CROIX-ROUGE

Un réseau exceptionnel d'action humanitaire

Le mouvement international de la Croix-Rouge est formé de trois composantes : les Sociétés nationales, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Les Sociétés nationales. — Il existe aujourd'hui une Société nationale de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge dans presque tous les pays du monde. Les activités de ces sociétés varient selon les pays dans lesquels elles œuvrent. Elles comprennent les secours d'urgence, les services de santé et d'assistance sociale aux personnes et aux collectivités, les cours de secourisme au public, la formation du personnel infirmier, la transfusion sanguine et les programmes de jeunesse. En temps de guerre, elles interviennent en qualité d'auxiliaires des services

sanitaires de l'armée, soignent les soldats malades et blessés et viennent en aide aux prisonniers, aux réfugiés et aux internés civils. Pour obtenir la reconnaissance du CICR et l'admission au sein de la Ligue, ces sociétés doivent respecter les sept principes de la Croix-Rouge et être reconnues par leurs gouvernements respectifs comme sociétés volontaires d'assistance, auxiliaires des pouvoirs publics.

Le CICR. — Institution privée, apolitique et indépendante, ayant son siège à Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) agit comme intermédiaire neutre dans les questions humanitaires lors de conflits internationaux ou de conflits armés et de troubles internes. Il assure protection et assistance aux victimes tant militaires que civiles des conflits et aux prisonniers de guerre. Il visite également les détenus politiques. Le rôle du CICR en temps de conflit est défini dans les quatre Conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles

additionnels. Son financement est assuré par les contributions volontaires des gouvernements, des Sociétés nationales, d'autres institutions internationales et par les dons de simples particuliers.

La Ligue. — Fédération internationale des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Ligue organise et coordonne les secours internationaux aux victimes des catastrophes naturelles, lançant souvent en leur faveur des appels internationaux. Elle encourage également l'adoption de plans nationaux de préparation aux désastres. Organe permanent de liaison entre les Sociétés nationales ayant son siège à Genève, la Ligue parle en leur nom et les représente officiellement sur le plan international. Son financement est assuré par les quotes-parts annuelles des Sociétés nationales et les contributions volontaires aux programmes de secours et de développement.

Ayant été vivement critiquée pour avoir donné son aval à l'accueil en France du dirigeant palestinien Georges Habache, M^{me} Georgina Dutoix a annoncé, lundi 3 février, qu'elle quitterait le poste de présidente de la Croix-Rouge française qu'elle occupait depuis avril 1989. Mais l'affaire Habache aura servi de détonateur à une crise qui couvait depuis plusieurs mois. M^{me} Dutoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité, s'était vu reprocher son attitude dans le scandale du sang contaminé. D'autre part, son ancien direc-

teur de cabinet, M. Michel Maurice, avait été inculpé dans une affaire de fausses factures. Si certains administrateurs de la Croix-Rouge française reprochaient à M^{me} Dutoix un mode d'exercice trop personnel du pouvoir, d'autres reconnaissaient qu'elle avait su dynamiser et assainir financièrement cette institution qui appartient au plus important réseau mondial d'action humanitaire spécialisé dans les secours d'urgence et d'aide aux victimes en temps de paix comme en temps de guerre.

M^{me} Dutoix avait le titre de chargée de mission auprès du président de la République. Selon ses opposants, l'association apparaissait ainsi comme une « courroie de transmission humanitaire » du pouvoir.

En dépit de tous ces soubresauts, la Croix-Rouge demeure aujourd'hui, en France, avec ses 14 000 salariés et ses 100 000 bénévoles, une organisation humanitaire du premier plan. Une association dont, plus que jamais, l'indépendance et l'impartialité doivent être réaffirmées.

Des sociétés nationales fédérées

En France, l'assainissement financier a été obtenu au prix d'un traitement de choc

L'assainissement financier de la Croix-Rouge française, engagé par sa présidente peu de temps après son arrivée, semble avoir porté ses fruits. Dès 1989, l'association sort du rouge avec un léger excédent de 13 millions de francs. L'année dernière, marquée notamment par la vente d'une partie d'un immeuble de bureaux par le conseil départemental de Paris, boulevard Raspail, pour un montant de l'ordre de 24 millions de francs, devrait confirmer ce redressement.

Restructuration des services centraux, fermeture des établissements déficitaires et fusion des trésoreries constituent les principaux axes de ce traitement de choc. En 1989, une trentaine de personnes font l'objet d'un plan social au niveau des services centraux qui sont réorganisés autour de trois directions. Le conseil d'administration décide de la fermeture progressive de trente-deux établissements en déficit chronique qui totalisent une perte de 97,8 millions de francs en

1988. Certaines de ces opérations seront vivement contestées, comme la fermeture, en avril 1990, du centre de santé Charcot, dans le treizième arrondissement de Paris. En mai de la même année, la fusion progressive des trésoreries des 2 000 unités de la Croix-Rouge devient obligatoire. Ce regroupement, pratiquement achevé mi-1991, doit permettre à l'association de mieux faire fructifier la totalité de ses avoirs liquides.

Toutefois, « la transparence dans les comptes », que la présidente de la Croix-Rouge entendait donner à l'institution, est encore imparfaite. Les legs, qui représentent une part importante du patrimoine de la Croix-Rouge, ne sont toujours pas comptabilisés dans les ressources, ce qui fausse les comptes. Ainsi certaines années déficitaires auraient dû être bénéficiaires si les legs avaient été pris en compte. Cette régularisation pourrait intervenir en 1992.

Il est vrai qu'on part de très loin. L'année 1988 est marquée par la mise en place d'un plan comptable qui fait apparaître pour 1988

un déficit d'exploitation considérable : 228,6 millions de francs. Jusque-là, la Croix-Rouge a fait l'objet d'une gestion, voire d'une absence de gestion, constante. L'inspection générale des finances (IGF) et l'inspection des affaires sanitaires et sociales (IGASS) soulignent certaines erreurs et irrégularités dans les comptes.

Sur les 228,6 millions de francs du déficit d'exploitation, une partie concerne un « rattrapage » comptable. Ainsi, il faut brutalement provisionner les congés payés, ce qui n'a jamais été fait, et les départs en retraite, ce qui représente 122,6 millions de francs. S'y ajoutent 85,4 millions de francs concernant des provisions pour risques, des écarts de consolidation, le coût de certaines unités fermées, des créances irrécouvrables et des provisions pour restructuration de 85,4 millions de francs. Reste 20,6 millions de francs de déficit concernant la gestion courante du siège et des deux mille unités Croix-Rouge.

MARTINE LARONCHE

Les « secouristes volontaires » d'Henry Dunant après la bataille de Solferino

« Tutti fratelli ». Au soir de la bataille de Solferino, le 24 juin 1859, les sauveteurs — on ne les appelle pas encore des secouristes — hommes et femmes bénévoles accourus à l'appel d'Henry Dunant, n'ont qu'un cri : « Tous frères ! ». Pendant des heures, ils viennent de panser les plaies, soigner, apaiser les souffrances des victimes. Sans distinction de camps, d'unités, de grades. Le carnage entre les troupes franco-sardegne de Napoléon III et les soldats autrichiens de François-Joseph fera quarante mille morts et blessés. Mais quelque chose est né dans la plaine lombarde, de la compassion et de la volonté d'un homme, citoyen suisse, Henry Dunant.

Celui qui avait soigné de ses mains plus de mille blessés publia, trois ans plus tard, *Un souvenir de Solferino*. Désormais il n'a dû cesser de donner corps à son idée : « Susciter dans chaque pays la création d'une société de secours aux blessés militaires susceptible, en cas de conflit, d'aider les services de santé de l'armée à s'acquitter de leurs tâches ». Il remua ciel et terre, les frères Goncourt, Charles Dickens, les cours de Prusse, de Saxe et de Bavière, la famille du tsar de toutes les Russies, la cour impériale de François-Joseph et Napoléon III.

Les Conventions de Genève

Avec quatre compatriotes, comme lui genevois, Jean-Henry Dunant crée, en 1863, le Comité des cinq, appelé aussi « Comité international et permanent de secours aux blessés militaires » qui, quelques mois plus tard, réunit à Genève les représentants de seize États. Cette conférence internationale fonde véritablement la Croix-Rouge en prévoyant dans chaque pays la constitution de secours aux blessés militaires. Ces sociétés de « secouristes volontaires » s'appelleront plus tard Croix-Rouge suisse, belge... française. Elles sont présentes aujourd'hui dans plus de cent trente pays. Celle de France naît en 1864 mais, après avoir fusionné avec l'association des dames de France, née en 1879, et avec l'Union des femmes de France, en 1881, elle ne prendra son nom définitif qu'en 1940.

La première Conférence diplomatique de Genève signe un accord multilatéral, une convention par laquelle les États s'engagent à protéger tous les blessés, alliés et ennemis, les hôpitaux, les ambulances, le personnel

sanitaire. Convention étendue en 1907 aux blessés de guerre sur mer, aux prisonniers de guerre en 1929, aux populations civiles en 1949. Ce sont ces différents textes qui constituent les Conventions de Genève.

La première Convention, en 1864, a tout de suite compris qu'il fallait désigner les blessés, ceux qui les soignent, les lieux où ils sont abrités par un emblème. Les couleurs fédérales inversées sont choisies en hommage à la Suisse : croix rouge sur fond blanc. En 1876, la Turquie, en guerre avec la Russie, fait valoir que la croix heurte les convictions religieuses de ses combattants et décide d'adopter le croissant rouge. Douze États, arabes ou à dominante islamique, ont par la suite suivi cet exemple. En 1923 l'Iran a choisi pour sa part le lion et le soleil rouges.

En cent trente ans d'existence, le mouvement a connu quelques traverses. Pendant la seconde guerre mondiale, la Croix-Rouge française a assuré des secours considérables aux prisonniers, leur envoyant plus de quarante millions de colis, distribuant 2 780 tonnes de vivres en France et en Allemagne, aux internés civils et aux déportés politiques. Dans le même temps, la Croix-Rouge internationale se taisait gravement face à l'holocauste, comme l'ont montré ses archives qu'elle a ouvertes de 1979 à 1988 à un universitaire genevois.

La Croix-Rouge, qui s'efforce de faciliter la collaboration entre les peuples et les nations, a diversifié ses missions. Des champs de bataille épisodiques (la guerre du Golfe) aux pays où la violence est permanente, des lieux de conflit armé — comme le Liban où deux de ses délégués ont été retenus plusieurs mois en otages — aux sites de catastrophes naturelles, elle se veut présente partout où des hommes souffrent.

Pour être moins tragiques, d'autres périls pèsent sur l'institution. La présence de Gustave Moynier lui épargna, à sa naissance, celui d'une gestion imprudente à laquelle Henry Dunant, authentique homme de bonne volonté, sensible et généreux mais qui se ruina dans ses affaires, aurait pu l'exposer. La Croix-Rouge française n'échappa que de justesse au danger quand, voilà trois ans, elle révéla un trou financier estimé plus tard à 232 millions de francs...

CHARLES VIAL

Sept principes

Les principes suivants ont été adoptés à l'unanimité lors de la vingtième conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Vienne en 1965 :

● Humanité. — Née du souci de porter secours sans discrimination aux blessés des champs de bataille, la Croix-Rouge, sous son aspect international et national, s'efforce de prévenir et d'alléger en toutes circonstances les souffrances des hommes. Elle tend à protéger la vie et la personne humaine. Elle favorise la santé ainsi qu'à faire respecter la compréhension mutuelle, l'amitié, la coopération et une paix durable entre tous les peuples.

● Impartialité. — Elle ne fait aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale et d'appartenance politique. Elle s'applique uniquement à secourir les individus à la mesure de leur souffrance et à subvenir par priorité aux détrences les plus urgentes.

● Neutralité. — Afin de garder la confiance de tous, elle s'abstient de prendre part aux hostilités et, en tout temps, aux controverses d'ordre politique, racial, religieux et philosophique.

● Indépendance. — La Croix-Rouge est indépendante. Auxiliaires des pouvoirs publics dans leurs activités humanitaires et soumises aux lois qui régissent leurs pays respectifs, les sociétés nationales doivent pourtant conserver une autonomie pour leur permettre d'agir toujours selon les principes de la Croix-Rouge.

● Caractère bénévole. — La Croix-Rouge est une institution de secours volontaire et désintéressée.

● Unité. — Il ne peut y avoir qu'une seule Société de la Croix-Rouge dans un même pays. Elle doit être ouverte à tous et étendre son action humanitaire au territoire entier.

● Universalité. — La Croix-Rouge est une institution universelle, au sein de laquelle toutes les sociétés ont des droits égaux et le devoir de s'entraider.

Un emblème rouge et blanc

La croix rouge sur fond blanc est l'insigne admis (avec le croissant rouge) par tous les États du monde pour assurer la protection des victimes de la guerre.

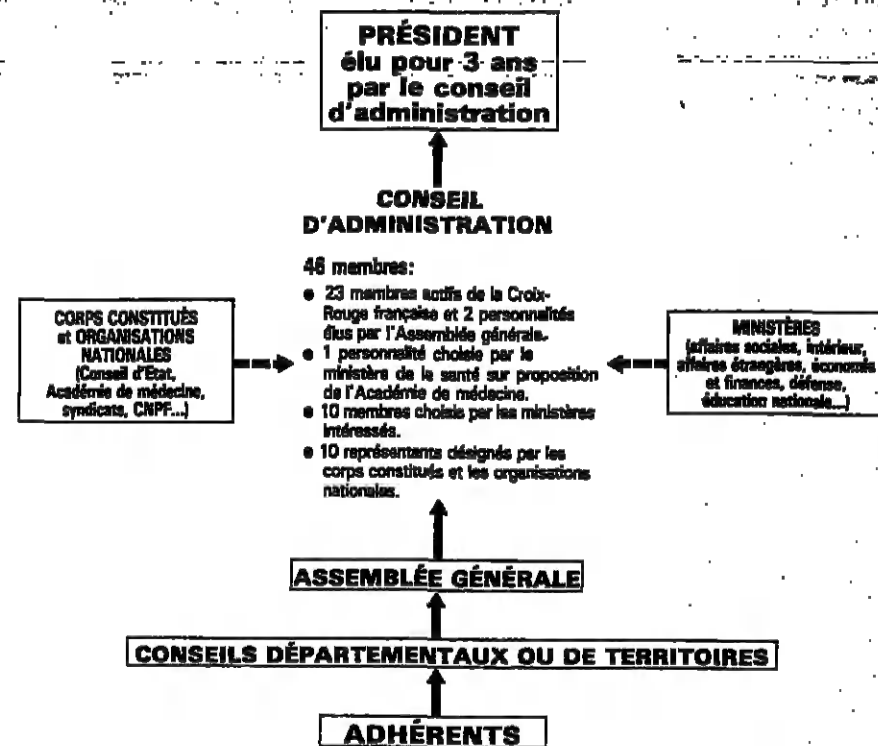
Il est la marque, pendant une guerre, de la neutralité du personnel sanitaire et protégé les hôpitaux, les ambulances, installations et véhicules abritant ou transportant des blessés ou des malades.

Les prisonniers de guerre ont également droit à cette protection. En temps de paix, conformément à des articles spéciaux des conventions internationales (1949), les insignes de la Croix-

Rouge ne peuvent être employés que pour signaler des établissements ou matériel appartenant en propre au Service de santé des armées ou à la Croix-Rouge nationale.

La CICR n'accepte toujours pas Israël comme membre à part entière, car une majorité de ses membres refusent que l'organisation israélienne équivalente à la Croix-Rouge française, la Magen David Adom (c'est-à-dire le Bouclier de David rouge) figure dans l'organisation internationale avec son propre insigne, l'étoile de David.

L'organisation



La Croix-Rouge française est un organisme privé, auxiliaire des pouvoirs publics, mais ne dépend de ceux-ci que par les droits de tutelle que l'État exerce sur sa gestion. C'est une association sans but lucratif, régie par la loi de 1901, dans laquelle le bénévolat occupe une très grande place. La Croix-Rouge française compte 900 volontaires pour ses missions internationales,

30 000 secouristes et 100 000 bénévoles. Adhérents et sympathisants se répartissent en quelque 1 200 comités locaux, administrés chacun par un conseil élu. L'assemblée générale est constituée par les administrateurs, les présidents des conseils départementaux ou de territoire, et des délégués désignés par ces conseils.

Des ressources diversifiées pour de multiples activités

Le budget de fonctionnement de la Croix-Rouge française s'élevait en 1990 à 2,83 milliards de francs. La multiplicité et la diversité des activités de l'organisation rend son analyse complexe. La Croix-Rouge française gère, en effet, des hôpitaux et centres de soins placés sous tutelle de l'État ou à caractère privé. Elle a créé des établissements spécialisés pour les enfants atteints de maladies rares, et pour les personnes âgées. Elle possède des écoles, des crèches, une section ambulancière, des centres de collecte de sang et, par le biais de ses comités, elle lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Ses sources de financement sont tout autant diversifiées : prestations de services remboursées par la Sécurité sociale, subventions de l'État, subventions des collectivités locales, participation des usagers, dons, legs etc.

L'État : gérés par la Croix-Rouge française mais entièrement financés par l'État (secteur hospitalier, éducatif, service sanitaire des prisons...). Ces activités représentent environ 1,5 milliard.

b) Établissements privés (hors tutelle) : centres de rééducation, maisons de retraite, crèches, écoles... Ceux-ci bénéficient de ressources venant de l'État, des caisses d'assurance-maladie (en fonction des actes remplis), des prestations des usagers, de la taxe d'apprentissage et de quelques subventions locales (municipalités, conseils généraux). Soit environ 889 millions de francs.

c) Activités philanthropiques menées par les associations (comités locaux, conseils départementaux), mais aussi par le siège pour les activités internationales. Celles-ci sont financées par des dons, legs, collectes, abonnements aux publications, cotisations, quêtes nationales etc. et s'élèvent à environ 441 millions de francs.

IL Y
POU
CH
À

F

hbr

LE FRONT NATIONAL VINGT ANS APRÈS

II. — Des « cercles » qui tournent à vide

Le FN multiplie les structures d'accueil en direction des milieux socioprofessionnels, sans remporter beaucoup de succès

Le Front national aura, cette année, vingt ans d'existence. Nous nous rappelons ses racines idéologiques (le Monde du 4 février) qui renvoient à la France vichyste des années 40, après avoir consacré, dans les années 1960, Education-Campus du Monde du 11 janvier, une enquête particulière à la présence de l'extrême droite dans les établissements scolaires et universitaires. Le Front national, comme nous l'avons vu, a été créé par le Front national, qui a été créé par le Front national.

Comme tout parti politique cherchant à élargir son influence, le Front national a dû adapter ses structures à différentes catégories sociales et socioprofessionnelles. Cependant, la vision corporatiste propre à l'extrême droite a été mise en œuvre par le Front national, qui a été créé par le Front national.

Il est vrai que les stratégies s'opposaient au sein du CNA : M. Arette, fondateur du Front national, avait une vision plus large de l'extrême droite, tandis que M. Jean-Claude Martinez, fondateur du Front national, avait une vision plus étroite de l'extrême droite.

La tentative la plus récente de pénétration du Front national dans le monde économique a été effectuée en 1984 avec la création d'Entreprise moderne et libérée (EMLE). Structure chargée de la propagande d'extrême droite dans les milieux socio-économiques, cette association régie par la loi de 1901 est présidée aujourd'hui par M. Jean-Michel Dubois, chef d'entreprise.

M. Dubois est un ancien adhérent du RPR. M. Dufraisse fut permanent du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot. Il s'engagea dans la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF) pendant l'Occupation. Ce passé autorisait l'ancien président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, à présenter M. Dufraisse à sa femme, en 1990, à Nice, comme un « Waffenbruder » (compagnon d'armes).

Rejet persistant

Le Front national a été créé par le Front national, qui a été créé par le Front national. Le Front national a été créé par le Front national, qui a été créé par le Front national.

Les difficultés de l'extrême droite à s'insérer dans le monde de l'entreprise ont trouvé leur traduction, le 27 janvier dernier, dans le Front national. Le Front national a été créé par le Front national, qui a été créé par le Front national.

Une rumeur, d'une lettre de remerciements de M. Le Pen, avait attribué à M. Henry Racamier, ancien PDG de LVMH, des sympathies pour le Front national et, même, une participation à son financement. M. Racamier, qui a déposé une plainte au sujet de cette imposture, dément toute affiliation avec le Front national. « Je n'ai aucun rapport, ni avec M. Le Pen, ni avec ses organisations », nous a affirmé l'industriel.

qui tient à sa position connue. Son attitude de rejet dont souffre toujours l'extrême droite, selon les milieux socioprofessionnels, n'est pas mieux en mieux accueillie.

Tentative plus récente, le Cercle national des agriculteurs (CNA), créé en novembre 1990 et dont le président, M. Alexis Arette, conseiller régional d'Aquitaine, vient de donner le nom (le Monde du 11 janvier), a cherché à capitaliser au profit de M. Le Pen l'influence marginale de la Fédération française de l'agriculture. En dépit des efforts faits par le Front national en direction d'une catégorie sociale présumée réceptive au populisme, malgré les rumeurs alimentées par certains députés socialistes sur les progrès de l'extrême droite dans les organisations professionnelles, la grande manifestation organisée à Paris le 29 septembre dernier par la FNIA n'avait aucune influence significative du lénisme dans ce milieu.

Il est vrai que les stratégies s'opposaient au sein du CNA : M. Arette, fondateur du Front national, avait une vision plus large de l'extrême droite, tandis que M. Jean-Claude Martinez, fondateur du Front national, avait une vision plus étroite de l'extrême droite.

Militaires et pieds-noirs

Ce cercle - M. Martinez, soutenu par M. Le Pen, ayant obtenu gain de cause - était le rite désigné aux nombreux « cercles nationaux ». Il s'agit moins d'entretenir le programme du parti des préoccupations et revendications des catégories socio-professionnelles que de tenter de séduire au sein de celles-ci la propagande du Front national. Ces structures servent aussi à la promotion, au sein du parti, des militants et des militants, ce qui explique les rivalités dont elles sont le théâtre.

Ainsi M. Roger Holeindre, membre du bureau politique, vient d'être élu au bureau politique du Cercle national des combattants (CNC), avait-il un œil critique la création d'un concurrent, celui des « Cercles nationaux des combattants » (CNCOSOR), dont l'activité semble s'être réduite, d'ailleurs, à la publication d'un com-

munique lors de la guerre du Golfe. De même, M. Holeindre, qui se considère à juste titre comme le patron des cercles du Front national, l'armée, a boudé le « méchoui » de la défense organisé en novembre dernier, dans le Var, par le Cercle national des gens d'armes, que préside M. Jean-Jacques Gérardin, colonel en retraite, ancien commandant de la garde du palais de l'Élysée et le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Cette manifestation, dont M. Le Pen avait l'honneur d'honneur, avait réuni des officiers généraux en retraite des forces armées et, selon le Front national, des officiers d'active en civil dans la propriété de

l'extrême droite, les pieds-noirs d'Algérie, aussi l'objet des sollicitudes de M. Pierre Descazes, secrétaire national des rapatriés, autre ancien membre de l'organisation terroriste, qui se propose de créer une légion d'honneur des anciens combattants de l'Algérie française.

Parmi les cercles professionnels, celui qui a été créé par le Front national, celui qui a été créé par le Front national, celui qui a été créé par le Front national.

Animateur d'associations de défense de la famille et de promotion de la natalité, ancien membre du Centre national des indépendants (CNI), M. Descazes explique que le cercle Renaissance, « politique et aconfessionnel », a pour objet d'apporter une réponse à la question de la culture.

Ce cercle est le lieu de rencontres entre partisans du Front national et de personnalités non engagées dans cette formation. Décernant chaque année des prix, il tente, par le choix de lauréats et des personnes invitées à leur remettre leur distinction, d'élargir la liste de ses adhérents. Cependant, certaines personnes ainsi enrôlées démentent leur appartenance à cette association. Ainsi, M. Marc Lacharrière, financier de renom et l'un des recrues de choix de M. de Rostolan, précise qu'il n'a jamais été membre de ce groupement, auquel il n'avait jamais versé la moindre cotisation. Il a exigé aussitôt de la voir retirée de son annuaire. « C'est ma vie, je ne veux pas être un membre du Front national », a déclaré M. de Rostolan.



« Je ne veux pas être un membre du Front national », a déclaré M. de Rostolan. « Je ne veux pas être un membre du Front national », a déclaré M. de Rostolan.

« Je ne veux pas être un membre du Front national », a déclaré M. de Rostolan. « Je ne veux pas être un membre du Front national », a déclaré M. de Rostolan.

« Je ne veux pas être un membre du Front national », a déclaré M. de Rostolan. « Je ne veux pas être un membre du Front national », a déclaré M. de Rostolan.

Une « passerelle » peu fréquentée

Verdict de la presse internationale, l'écrivain Jeanne Bourin, lauréate du prix Renaissance 1982, et M. Pierre-Christophe Taillat, vice-président (UDF-PR) du Sénat, nous ont, au sujet, précisé qu'ils n'avaient jamais été membres d'un club. Se définissant comme une femme de centre, Jeanne Bourin précise que M. Le Pen est un homme dangereux, tandis que M. Taillat, membre de la Commission nationale des droits de l'homme, dénonce par sa prose

d'extrême droite, un représentant de « l'affairisme mercantile », s'étonne qu'on puisse l'imaginer en pareille compagnie.

A la même époque que le cercle Renaissance, dans l'appartement modeste de M. de Rostolan à ses bureaux, une autre association a élu domicile. Il s'agit de l'Association Alexis-de-Toqueville, dont le président a été M. Henri Josseran, engagé dans la jeunesse d'extrême droite, membre de l'OAS, puis d'Océan, passé par les Comités de défense de la République des services parisiens gaullistes. Qualifié par M. de Rostolan d'« ancien barbare », M. Josseran a fondé le cercle Alexis-de-Toqueville avec M. Jean-Michel Schoeler, ancien membre du bureau de M. de Rostolan entre 1978 et 1983, qui revendique son appartenance au RPR, et M. Jean-Michel Dubois (Front national et ex-RPR), président d'Entreprise moderne et libérée, afin d'offrir une « passerelle » au sein d'un rapprochement entre le cercle et l'extrême droite. Cette association a organisé le 25 novembre 1991 à Paris un premier dîner-débat, en présence de cinquante personnes, dont l'invité d'honneur était M. Michel Poniatowski, président d'honneur du Parti républicain, qui avait de conférences en faveur de l'opposition parlementaire au Front national.

Dans les lambris du célèbre hôtel particulier de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, qui accueillait les convives, l'animateur de la soirée, M. Michel Anfron, ancien journaliste de l'ORTF, avait présenté les trois fondateurs du cercle Toqueville comme des « hommes ouverts et de bonne volonté, qui ont créé un lieu insoumis de rencontres pour aujourd'hui et de demain, et après tant d'années d'incohérence, de médiocrité et de lâcheté, nous lui précisons, nous nous employons à faire triompher les idées que nous défendons ».

Ce soir-là, MM. Jean-Marie Le Pen, Jean-Pierre Schenard et Jean-Thierry Gampert, membres des instances dirigeantes du Front national, écotoyant M. Alain Griotteray, député (UDF-PR) du Val-de-Marne, le général Jeanne Lacaze, député européen, l'ancien boxeur Jean-Claude Van Damme et la vedette d'une consultation électorale du dimanche précédent, M. Antoine Pagni. M. de Vaux-Andigny, conseiller général (UDF-PR) de l'Aisne, M. Pagni est connu de nos amis par son nom de « Tony de Perelli » : Tony pour Antoine, Perelli pour un lieu-dit dans deux communes de l'Aisne, le Picoté, village dont il a été élu maire en mandat prématurément interrompu en 1975. Le mandat de conseiller général de Vezzi avait eu le même destin.

Le plus important fut-il l'allusion d'un intervenant sur les « deux ou trois millions » d'Anne Sinclair ou la dénonciation du Parti Brexit, organisation maçonnique juive, que l'extrême droite accuse, dans sa propagande, d'avoir « fait signer » un engagement écrit au parti de droite contre le Front national ? Ces titres ne font pas peur à M. Poniatowski. « Si c'est vrai », a dit l'ancien ministre de l'Intérieur, « j'ai signé avec eux. En quoi verrons-nous, dans ce dossier, qui ont écrit ce document ».

Cachant à peine son véritable objectif, qui est d'attirer des décideurs économiques et financiers vers le Front national, le cercle Alexis-de-Toqueville annonçait un prochain dîner, le 15 mars, sous le thème des « deux ou trois millions ». M. Le Pen, un ancien ministre de la Défense, a été invité, pour la synthèse. Sans doute trop nombreux, MM. Dubois et Schoeler ont chargé leur fusil d'épaule en passant directement à la troisième invitation, le 15 mars prochain. Il n'y a pas question, en effet, pour M. Jacques Chirac, président du RPR, ni pour M. Alain Juppé, secrétaire général, ni pour M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, de participer à une telle rencontre. Autre dirigeant de l'opposition parlementaire, semble-t-il, n'a jugé utile de prêter la main à une opération de ce genre.

OLIVIER BIEFAUD et PATRICK JARREAU

Prochain article :

LA GUERRE CULTURELLE

La résistance des Eglises

« Nous devrions être les chouchous de l'Eglise », dit une interview que vient de publier le mensuel Trente Jours. M. Jean-Marie Le Pen se plaint de ne pas être reconnu par la hiérarchie catholique comme l'un des hommes les plus méritants. Plus en détail, nous verrons que le Front national a été créé par le Front national, qui a été créé par le Front national.

Depuis, le ton est plus crépusculaire. Les évêques ne se privent plus, aujourd'hui, de le nommer « le Front national », comme Mgr Jourdain, président de la commission épiscopale des migrations, après la publication des cinquante propositions du FN, ou d'entrer carrément dans l'arène. Ainsi, l'évêque de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont publié, le 12 janvier dernier, un texte condamnant l'abus des « câblés, slogans, piques » et ajoutant : « Certains partisans du Front national ont des valeurs chrétiennes. Un vocabulaire de la haine peut cacher une foi païenne de l'homme de la société. L'histoire a gardé le souvenir d'hommes politiques qui ont appelé à Dieu pour justifier leur idéologie raciste et qui ont été démentis ».

Il y a longtemps, pourtant, que le président du Front national a été accusé d'abus de la religion et de la foi. Il n'a jamais eu droit qu'à une poignée de main du pape (soigneusement photographiée par les médias), le 10 avril 1985, au milieu d'une délégation de l'euro-député à l'Assemblée. Et si le cardinal Lustiger l'a un jour reçu dans sa rue Barbat-de-Jouy, c'est parce que l'archevêque de Paris s'est fait comme règle de recevoir, à sa demande, tous les hommes politiques.

Dans l'épiscopat français, la condamnation des thèses du Front national est constante, unanime, et équivoque. Dès le 10 février 1985, depuis la chaire de sa cathédrale, le pape a condamné les évêques, pendant la guerre, s'adressaient à leurs fidèles, — Mgr Decourtray, à Lyon, donnait le ton de la réaction : « Nous en avons

assez, lançait le primate des Gaules, de voir grandir la mépris, la haine, l'hostilité contre les immigrés. Nous en avons assez de ces idéologies qui justifient ces attentats. Il n'est pas possible de laisser à ces idéologies le droit de se manifester sur l'histoire du Christ par rapport aux étrangers, aux immigrés, aux peuples de la société ».

Après, le ton est plus crépusculaire. Les évêques ne se privent plus, aujourd'hui, de le nommer « le Front national », comme Mgr Jourdain, président de la commission épiscopale des migrations, après la publication des cinquante propositions du FN, ou d'entrer carrément dans l'arène. Ainsi, l'évêque de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont publié, le 12 janvier dernier, un texte condamnant l'abus des « câblés, slogans, piques » et ajoutant : « Certains partisans du Front national ont des valeurs chrétiennes. Un vocabulaire de la haine peut cacher une foi païenne de l'homme de la société. L'histoire a gardé le souvenir d'hommes politiques qui ont appelé à Dieu pour justifier leur idéologie raciste et qui ont été démentis ».

Le détournement, à des fins politiques, des valeurs de l'Évangile, le blasphème du message d'innocence et d'exclusion sont des valeurs chrétiennes. Un vocabulaire de la haine peut cacher une foi païenne de l'homme de la société. L'histoire a gardé le souvenir d'hommes politiques qui ont appelé à Dieu pour justifier leur idéologie raciste et qui ont été démentis ».

la Cimade, d'origine protestante, est au coude à coude avec les militants catholiques, et le pasteur Jacques Stewart, président de la Cimade protestante de France, avec l'abbé Pierre.

Un « néo-paganisme antichrétien »

Comme nous l'avons vu, le 15 novembre 1985, devant les autorités religieuses du pays, chrétiennes, musulmanes, juives et hindoues, signaient un « appel commun à la fraternité », avec une mise en garde contre les idéologies de rejet de l'étranger. Ce qui permit à M. Le Pen, dans l'intervalle, de citer, pendant la guerre du Golfe ou à l'entendu maintes protestations, les « principes de 89 » étant le fruit des Lumières et des « sectes judéo-maçonniques », de l'antimodernisme qui, dans la dernière des dix-neuvième et vingtième siècles, faisait la guerre déjà à une religion qui, dans le catholicisme, militait pour un renouveau de la théologie, de l'exégèse, de l'engagement social et politique de l'Eglise.

Après l'élection présidentielle de mai 1988, Mgr Lustiger avait appelé le Front national à un « néo-paganisme antichrétien » de l'Action française. Les évêques qui critiquent le Front national ne peuvent pas, en effet, se l'interroger sur les raisons de son refus. Ils se rapprochent de la position traditionnelle d'un évêque français, marquée par un silence des repères religieux et un silence des phénomènes religieux, et des mystiques modernes.

HENRI TINCO

(1) Sondage réalisé auprès de 3833 électeurs par l'IFOP à la fin des années, le 18 juin 1988, pour RTL et le Monde.

JUSTICE

Jugé, à nouveau, pour viol devant la cour d'assises du Gard

Luc Tangorre s'estime victime d'une manipulation

Luc Tangorre, trente-deux ans, condamné le 24 mai 1983 à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, qui le déclarait coupable d'une série de viols commis dans les quartiers sud de Marseille entre 1979 et 1981, a été nouveau jugé pour des faits semblables. Il comparait, depuis lundi 3 février, devant la cour d'assises du Gard pour répondre du viol d'une jeune Américaine, commis le 22 mai 1984, aux abords de Nîmes-Rodhan, alors qu'il se trouvait en liberté conditionnelle depuis le 15 février 1988, après avoir bénéficié d'une grâce présidentielle quatre années.

NÎMES

notre envoyé spécial

« J'ai eu beaucoup de mal à rencontrer Luc Tangorre », soupire un psychologue. Pourtant, les deux hommes sont réunis sur plus de trois heures, l'expert ne cache pas qu'il a rare qu'un inculpé soit aussi longuement. Mais la psychologue explique : « Au cours de mes entretiens, j'ai surtout rencontré l'avocat Tangorre, j'ai rencontré le dossier Tangorre ». Et c'est bien l'impression que laisse cette première journée de l'homme consacré à l'examen de la personnalité.

Élegant, d'un strict protocole, Luc Tangorre est entré dans le bureau, portant ostensiblement deux volumineux dossiers. Apparemment à l'aise, il répond au président Maurice Mallevial, qui souhaite savoir s'il connaît toujours que les victimes ont été violées. « Que mes accusatrices aient été violées ou non, je n'en sais rien. Moi, je me souviens à Marseille ». Puis il s'agit, sur un ton glacé : « La réalité des faits, ce n'est pas la réalité des faits, ce n'est pas la réalité des faits ».

Puis, tard, après l'arrêt de l'arrêt de renvoi énumérant les charges particulièrement lourdes, Tangorre déclare, tout aussi tranquillement : « Après avoir lu un réquisitoire qui me accablait, j'ai eu le premier choc. Mais ces charges ne correspondent pas à la réalité ». Ainsi, Luc Tangorre n'apparaît-il qu'un travers de son dossier. L'homme ne se livre pas. Même lorsqu'il évoque les faits qu'il a fréquentés dans son milieu ou qu'il parle de ses parents, c'est d'une voix atone qu'il affirme avoir été élevé « merveilleusement bien », par des parents « normalement sévères », mais aucun problème particulier. « C'est légal », Point final, constate un expert psychiatre sur un ton dubitatif.

Un comité de soutien prestigieux

Tangorre est à peine plus disert pour parler de son premier procès. « Le 24 mai 1983, j'ai été condamné pour des faits qui ressemblaient à un portrait-robot ». Plus tard, un psychologue remarque la similitude entre les faits du viol d'une jeune Américaine (23 mai 1988) et la condamnation. Mais, pour l'instant, Tangorre veut répliquer au président, qui souligne qu'il y avait d'autres charges qu'un simple portrait-robot : « Alors je ne comprends pas pourquoi Jean-Denis Bredin, Gilles Perrault et bien d'autres m'ont soutenu ».

Suivant sa logique, il parle du pourvoi « dans l'intérêt de la loi » qui a été présenté à la Cour de

cassation par le garde des sceaux. Une procédure exceptionnelle. Il est vrai, que les juges suprêmes ont rejeté le 9 octobre 1986. Mais qu'importe, le seul fait que M. Robert Badinter, alors ministre de la Justice, soit intervenu en sa faveur lui permet de réaffirmer son innocence et de citer à nouveau quelques membres de son comité de soutien, Françoise Sagan, Marguerite Duras et ceux qui ont figuré dans l'appel publié dans le Monde du 11 janvier 1988 : Denis Langlois, Claude Mauriac, Madeleine Rébérioux, Laurent Schwartz, Vidal-Naquet.

En outre, le livre consacré à son affaire, *Coupable*, prix de Gieble Tichané, chercheur au CNRS, avait été publié en 1988. « Les gens ont une mobilité », ajoute Tangorre, « ont obtenu une grâce présidentielle à quatre reprises, l'avis des conseillers ».

M. Mallevial évoque l'hypothèse selon laquelle Tangorre serait victime d'une manipulation judiciaire

et policière. Mais l'accusé rétorque : « Je n'ai jamais parlé de manipulation. Je suis sorti, je suis réintégré, six mois après, je suis arrêté à Marseille ». Il jette un œil sur le fond de la salle, plus tôt, se tenaient encore les rares inconditionnels de son comité de soutien. Mais il n'y a plus. L'avocat des deux jeunes Américaines, l'avocat général et la Cour l'ont voulu ainsi : l'audience d'un huis clos « relatif », très prononcé, même si la jurisprudence permet, car la presse est autorisée à suivre les débats.

« On ne condamne pas les fous... »

C'est donc la loi qui a pas perdu quelques personnes répètent : « On ne condamne pas les fous ». L'enquête qui a conduit à son second procès. Pour elles, les deux Américaines ont reconnu Tangorre, ont décrit ses caractéristiques.

Huis clos « relatif »

L'arrêt de la cour de cassation précise qu'en matière de viol, « le huis clos est relatif si la victime, partie civile (...), le demande ». Mais la jurisprudence n'est pas la même. On peut demander un huis clos « relatif » ou « absolu ».

Pour Tangorre, la demande de la partie civile, le procès Luc Tangorre à Nîmes, l'avocat général s'est fondé sur les faits relatés par la Cour de cassation le 11 novembre 1984, dans

que sur la doctrine selon laquelle « le huis clos est relatif si la victime, partie civile (...), le demande ». Mais la jurisprudence n'est pas la même. On peut demander un huis clos « relatif » ou « absolu ».

RELIGIONS

Après une intervention devant la justice

L'Église anglicane australienne fait échec à une ordination de femmes

SYDNEY

de notre correspondant

L'Église anglicane australienne a eu, mardi 4 février, la justice pour empêcher l'ordination de onze femmes qui devaient avoir lieu dimanche 2 février à Canberra, où, pour la première fois, des femmes-diacres devaient être élevées au sacerdoce (1).

« On a dû aller par abolir l'esclavage », les débats ont aussi de la discrimination contre les femmes », assure Mgr Owen Dowling, évêque de Canberra, « nous ne pouvons pas à une ordination d'hommes dans la tradition de l'Église ».

Diacre, mais non prêtre

Au cours de la cérémonie, il a été décidé que les femmes-diacres de Nouvelle-Zélande et des États-Unis déposent onze lettres sur l'autel en signe de « solidarité » avec leurs collègues australiens. Ils ont déploré le refus de la justice qui témoigne de « l'échec de l'Église ».

Le même refus de l'Église australienne depuis plus d'une

La synode national, qui réunit tous les évêques, a prononcé une loi contre l'ordination des femmes, mais certains synodes diocésains ont ignoré en sens inverse, comme à Sydney où Mgr Owen Dowling avait annoncé, il y a quelques jours, son intention d'élever les femmes-diacres au rang de prêtres. C'est le nom de l'unité de l'Église et de l'Église à la plus haute autorité ecclésiastique que des membres du clergé avaient alors demandé à la Cour suprême des Nouvelles-Galles-du-Sud de sommer Mgr Owen Dowling de renoncer à son projet. Le juge a refusé qu'une cour civile n'ait pas le pouvoir d'intervenir dans les affaires de l'Église et qu'il n'était pas de son rôle d'empêcher l'ordination. Mais le 31 janvier, ce jugement a été annulé par la Cour d'appel : trois juges déclaraient ne pas vouloir porter la responsabilité d'une ordination susceptible d'être considérée comme illégale par la suite.

Pour Eileen Baldry, porte-parole de l'Église pour l'ordination des femmes, qui s'est exprimée lors d'une manifestation à Sydney, l'attitude de l'Église anglicane est incohérente : « Il y a cinquante femmes-diacres en Australie. La plupart d'entre elles ont déjà la charge d'une paroisse. Elles font pour leur paroisse le même travail qu'un prêtre. Mais les diacres ne peuvent donner l'absolution, ni consacrer le pain et le vin ».

SYLVIE LEPAGE

La question devra être débattue en juillet prochain, par le synode national. Certains évêques y voient cependant l'intention de déifier la loi. L'évêque de Perth a dit même prêt à risquer la prison !

(1) L'ordination des femmes est déjà acceptée par l'Église anglicane aux États-Unis (qui compte aussi des femmes évêques), au Canada, en Nouvelle-Zélande, dans plusieurs pays d'Afrique, et en Angleterre.

Le Mouvement des cadres chrétiens vent renforcer sa ligne sociale

Trente-sept villes de France, les sept mille membres du Mouvement des cadres chrétiens (MCC) ont tenu, mardi 3 février, des assises marquant le centième anniversaire de la création. Celle-ci connaît, depuis quelques années, un regain de jeunesse responsables d'entreprises notamment féminines, qui ont une activité professionnelle et leur chrétienté.

Animée par M. Xavier Grenet, cadre à Saint-Gobain et président du mouvement, et par le Père Henri Madelin, supérieur national, la conférence de Paris a réuni un millier de participants sur le thème de la « culture d'entreprise » de la performance économique et de la solidarité. « La performance ne nous tient pas d'analyse, nous détournons du réalisme que réclame la gestion

d'une économie performante », a déclaré M. Grenet. Toutefois, a-t-il ajouté, « nous refusons l'économie pure, nous sommes dirigés par le jeu de nos seules forces. Il ne peut y avoir de performance véritable que la solidarité ». C'est la solidarité qui est la raison de la performance.

Devant plusieurs orateurs du pays, il y a eu du Maghreb, M. Dominique Bourgoin, patron d'une petite entreprise, a invité les cadres chrétiens à favoriser dans l'entreprise une nouvelle « culture éthique », basée sur la lutte pour la défense de l'emploi et la réduction de la hiérarchie des salaires. Il a suggéré une nature à la fois humaine et l'entreprise.

H. T.

Le renvoi du procès de Foued Ali Salah aux assises de Paris

« Mon conseil, c'est Allah ! »

Le procès, devant la cour d'assises spéciale de Paris, du Tunisien Foued Ali Salah, organisateur présumé des attentats qui ont ensanglanté la capitale française en 1986, a été renvoyé, lundi 5 février, à la première audience de la session d'avril de la cour d'assises (nos dernières éditions du 4 février). Foued Ali Salah a, en 1987, été condamné à dix ans de prison par la cour d'assises de Paris, que de dernier devait choisir entre le Coran et la Torah.

En deux fois, la vindicte de Foued Ali Salah s'est, au moins dans le ton, atténuée. Aux imprécations des juges de mort dont il avait abusé, en 1980, les magistrats du tribunal correctionnel, a succédé devant la cour d'assises une rhétorique quasi mécanique, dont on a demandé s'il en était dupe lui-même. Certes, il a défini « théologiquement » le terrorisme, que le président Maurice Colomb, manquant d'habitude du personnage, lui fait répéter, à soupirer : « Ça paraît un peu incompatible, mais enfin... ».

Certes, il donne comme adresse « Paris, capitale croisée ». « Mon conseil, c'est Allah », répond-il quand on lui demande le nom de son avocat. Mais on devine qu'il s'amuse intérieurement de ses bons mots. « Il est torréfié », lance-t-il ainsi, avec un large sourire, pour expliquer qu'un de ses trois

coaccusés refuse de répondre à interrogatoires d'identité. Et quand il fustige les journalistes, « assassins », coupables d'orthographe « Salah » son nom quand on doit l'écrire « Salah », on sent qu'il force sa nature.

Que s'est-il passé entre le combattant musulman Foued Ali Salah et son ex-défenseur Jacques Vergès ? Le président donne lecture d'une lettre de l'avocat annonçant qu'en un accord avec son client il a cessé de le représenter. « Je proteste », s'insurge le prévenu. « C'est moi qui ai révoqué M. Vergès. Il n'a pas pu sa mission. M. Vergès aurait un pied dans le Coran, un pied dans la Torah, mais m'intéresse pas ».

Le bâtonnier désigne donc d'office trois nouveaux avocats. Lesquels demandent évidemment le renvoi, pour avoir le temps d'ingurgiter ce dossier cinquante mille pages. À l'exception de l'association SOS-Attentats, dont la présidente, M^{me} Françoise Rudzki, affirmait dans ses couloirs d'écouter dans l'attente des pressions du gouvernement à raison d'une campagne électorale, les parties civiles s'y opposent pas. « C'est la dernière audience de Salah », l'avocat général Gilbert Ginsburger. Et la cour, après une dizaine de minutes de délibéré, a tout de même regretté l'infinité, accepte le renvoi, devant un public ostensiblement plongé dans la lecture du Coran.

DANIEL SCHNEIDERMAN

L'instruction de l'affaire Urba

M. Van Ruymbeke dresse l'inventaire des scellés saisis au siège du Parti socialiste

M. Renaud Van Ruymbeke, le conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes chargé de l'instruction sur le financement du PS sarthois, a réalisé, mardi 3 février, l'inventaire des scellés saisis le 14 janvier au siège du Parti socialiste, à Paris.

En présence de M. Laurent Azoulay, député général à la trésorerie du PS, M. Patrice Durand, directeur du personnel du PS, de M. Christian Giraudon, l'ancien député d'Urba pour le Pays de la Loire inculpé par le juge Jean-Pierre le 11 avril 1991, qui était assisté par M. Yves Baude-ment et Henri Leclerc, d'un représentant du parquet général de Rennes, M. Van Ruymbeke a constitué, mardi 3 février, un dossier de 17 pages, lundi 27 janvier, le juge avait demandé les documents saisis dans les

locaux du SAGES, le bureau d'études de M. Michel Rey (le Monde du 29 janvier) : M. Van Ruymbeke avait alors averti qu'il avait des deux inculpés présents, M^{me} Villa et Justorfques, qu'ils avaient un dossier quarante-huit heures avant l'interrogatoire de leurs clients, conformément aux règles de la procédure pénale.

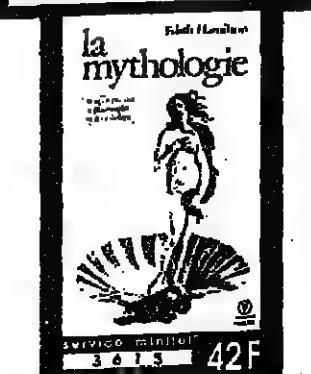
EN BREF

□ Cour d'assises de Rhône : huit ans de réclusion pour le rapt et le viol d'une jeune fille. — Accusé d'enlèvement et de viol d'une jeune fille turque, le couple avec elle un mariage forcé (le Monde du 1^{er} février). — Kiskaya, qui, pour sa défense, invoquait la coutume, a été condamné à huit ans de réclusion pour la cour d'assises du Rhône.

□ Condamnation de Lionel Cardon et Thierry Etienne. — Lionel Cardon et Thierry Etienne ont été condamnés, lundi 3 février, par le tribunal correctionnel de Châteauroux (Indre) à quatre ans de prison pour la prise d'otage d'un surveillant de la centrale de Saint-Maur, le 13 octobre 1991. Thierry Etienne, vingt-huit ans, purge une peine de vingt ans pour le meurtre d'une septuagénaire, a été condamné à deux reprises à la réclusion criminelle à perpétuité, pour le double meurtre d'un policier.

□ Catastrophe de l'Airbus : représentants des pilotes reçus par le juge d'instruction. — Des responsables du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) ont été reçus, lundi 3 février à Colmar (Haut-Rhin), par M. Jean-François Guichard, juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'accident de l'Airbus A-320 d'Air-Inter au-dessus de Sainte-Odile. Le syndicat, qui s'est constitué partie civile, a souhaité que les expertises cherchent à déterminer si la présence d'une alarme de proximité de sol (GPWS), qui a été défectueuse, a entraîné l'accident. Il a également demandé le juge la désignation d'un expert spécialisé dans les rapports homme-machine, pour étudier l'impact des nouvelles technologies sur le pilotage d'un Airbus A-320.

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT



Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Premier dossier

Les étrangers en France

Le chiffon rouge des étrangers a tant servi de machine à faire « bien » voter... à diviser l'adversaire que la menace d'une flambée d'intolérance... bien réelle. Si le nombre d'étrangers en France... à peu près stable, cette population change. Les difficultés d'intégration... mieux connues du grand public, mais la francisation... en marche, cahin-caha.

Second dossier

Logement : parfum de crise

Les Français aiment être propriétaires : ils achètent leur logement, même si c'est cher, même si c'est difficile, même s'il faut s'endetter : le nombre des propriétaires occupants a presque doublé en vingt-cinq ans. Être locataire n'est pas facile : plus : loyers et charges augmentent vite, sauf pour les occupants des logements sociaux qui, par conséquent, restent plus en plus longtemps en place. Une menace plane : la spéculation... telle que les acheteurs ne peuvent plus suivre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CULTURE

THÉÂTRE

Les canons de la violence

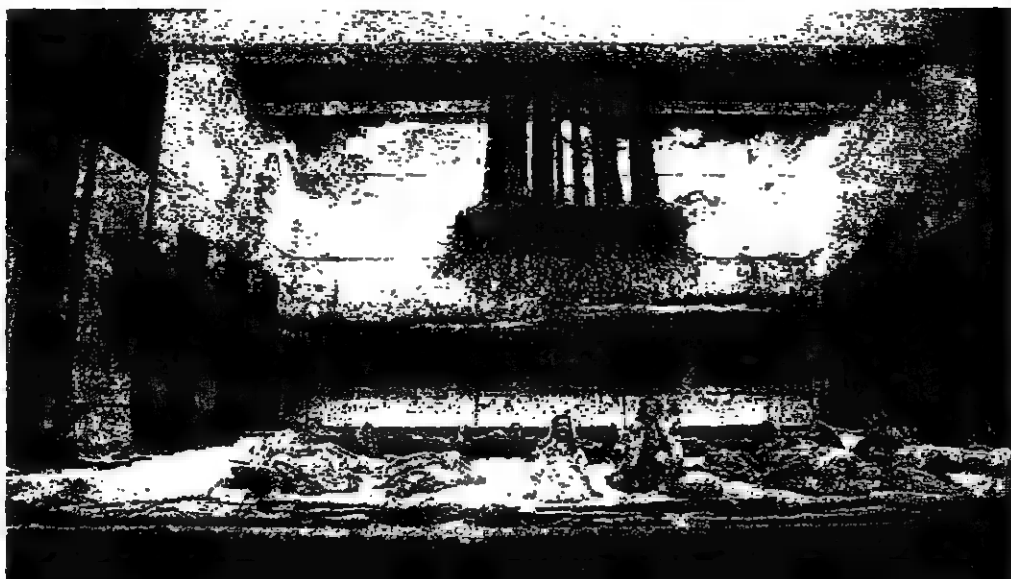
Deux pièces écrites, mises en scène et interprétées par Roger Planchon

LE VIEIL HIVER
ET FRAGILE FORÊT

au Théâtre national de la Colline

En mars 1991, alors que s'achève la guerre du Golfe, Roger Planchon fait exploser, dans la grande salle du Théâtre national de la Colline, deux pièces écrites, mises en scène et interprétées par Roger Planchon. Elle met aux prises, de part et d'autre d'un fleuve gelé non loin de La Rochelle, les armées catholiques du prince de Marais, délégué du roi de France, et celles, protestantes, du gentilhomme Guillaume de Molines. Roger Planchon est l'auteur, le metteur en scène et l'un des principaux interprètes de ce conflit, considéré des deux rives du fleuve. Le premier volet de ce diptyque, du côté catholique, a pour titre *Le Vieil Hiver* et le second, du côté protestant, *Fragile forêt* (le Monde du 23 mars 1991).

Dans la tradition du théâtre étiologique, Roger Planchon ajoute des pages mémorables et d'une redoutable actualité, un hiver rigoureux emportant dans la mort les principaux protagonistes, victimes d'attentats, de prises d'otages, de règlements de comptes, d'offensives militaires hâtives et imbéciles, victimes, en somme, dans un monde que les dieux ont déserté, de leurs mensonges et de leurs remises en question. Au-delà de la guerre, le thème principal est le conflit politique, donc, un genre



Michèle Goddet et Laure Marzac dans «Fragile forêt» : des acteurs avec la volonté d'être plus grands qu'ils ne l'ont jamais été.

auquel Roger Planchon est un long temps passé maître, les pièces en jeu l'amour et la mort, la maîtrise sans équivalent aujourd'hui, un unique d'Edo Frigano, un menaçant, un polytechnicien d'André Diot, un virtuose, les deux sont parfaitement justes de Jacques Schmidt et Emmanuel Peduzzi, Planchon a réglé une mise

en scène d'une violence d'un lyrisme inouï. Il est le chef d'une troupe qu'il faudrait remercier tout entière. De Laure Marzac et Aurélien Recoing, de Colette Dompégnier et Michèle Goddet, de Maurice Barrière et Jean-Pol Dubois, d'Eve Darlan et de Véronique Silver, de tous il faudrait décrire le talent singulier et cette envie qu'ils ont eue, et que l'on sent très vite, d'être plus grands qu'ils ne l'avaient jamais

été. Une œuvre contemporaine comme le théâtre en offre peu.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre national de la Colline. Du 11 février au 22 mars. En deux soirées, en alternance. 20 h 30 ou en intégralité les 15 et 16 et 21 mars à 20 h 30. Tél. : 43-33-45-50.

OPÉRA

Le Turc en poésie

«Le Turc en Italie», par Denis Krief :
Rossini fêté à Nancy

NANCY

de notre envoyé spécial

L'année qui s'est, en France, sur les starting-blocks, vient d'entamer son sprint. Le musicien de l'opéra, on sait, champion de catégories : rapidité, l'inconstance, le principe de vie dans les livres, l'accélération du rythme, le nœud, le poison, les châtiments.

Avec, par seconde, et réflexes de champion déjà accompli des techniques de plateau, Denis Krief, jeune metteur en scène formé par Menotti, tient le rythme. Le Turc en Italie, dans l'imagerie délicieuse et raffinée qu'il a engendrée pour l'Opéra de Nancy, le décor, les lumières, aussi, lui, sont une œuvre. Le Turc en Italie, un film burlesque, un peu *Marx Brothers*, un peu *Helzapoppin*, une œuvre qui n'a pas de son esprit, mais qui a la gravité d'un *Costi*, la gravité des subtilités formelles d'*Ariane à Nurek*.

Pourquoi - comme dans *Le Turc en Italie* - une œuvre comme celle-ci se sent-elle irrésistiblement attirée par l'Orient, par l'Extrême-Orient, par l'Extrême-Occident, quel jeu compliqué invite la convention du théâtre dans le théâtre ? La pièce de Rossini, qui est l'intrigue de *Turc en Italie* (un écrivain italien, un vaudeville, l'examen de *Costi* conjugué avec *Costi* à l'italienne) s'indigne de la *Costi*.

lui donne des ailes. On marche sur les tables, les murs ont une rance du rêve, le Turc se trois corps ont la fragilité scintillante d'hologrammes, comme dans *l'Empire contre-attaque*. Mais le musicien en herbe, haïssant le travail bâclé et l'anachronisme facile, inscrit ses élan sous le contrôle d'une culture de vieux routier qui lui fait puiser ses références visuelles chez Ingres, chez Géricault, dans les miniatures fresques pompéiennes.

Dessiné

comme pour un film

Le résultat est fulgurant, quel-que chose d'éclaircies près - le découpage, comme pour un film, est si compliqué qu'il arrive que les chœurs s'emmêlent les pieds. Les chœurs, les chœurs et l'âge de leur rôle : ils se sont prêtés au jeu. Foutu à la limite la moyenne du *Costi* (italien, il fut à la tête d'une *Italie* à Alger dans le même théâtre l'an dernier), l'Orchestre symphonique de Nancy l'année régulière, côté cor, côté trompette, côté piccolo, côté intonation des cordes. Mais les quintettes les plus rapides et les plus compliqués sont en place. Preuve qu'avec quelques répétitions en plus, ce Turc aurait de bout en bout tenu la route.

ANNE REY

Prochaine représentation : mardi 4 et jeudi 11 février, 20 h 30. Tél. : 83-32-04-43.

MUSIQUES

La tournée mondiale de Michael Jackson

Après la présentation de son nouveau clip
le chanteur américain une série de concerts, financée par Pepsi-Cola

NEW-YORK

correspondance

Dimanche 2 février, les trois américains aménageaient leur heure de plus grande écoute pour la première mondiale de *Remember the Time*, deuxième simple extrait de l'album *Dangerous*, dont la vidéo a été réalisée par John Singleton (*Boyz n the Hood*), avec Michael Jackson et quelques autres, tous des stars.

« Je m'ennuie », soupire, mi-Cléopâtre mi-Nefertiti, le *Time* : « Je m'ennuie », saurait-il de quoi amuser sa reine ? Pour le regard plongeant la baguette de Ramesses-Eddie Murphy. C'est-à-dire, l'œil plein de sous-entendus prometteurs, fait un signe à son maître de divertissements (le basket-*tour à tour un jongleur (« A la fosse aux lions », laisse tomber la reine), un valeureux de feu (« Coupez-lui la tête », puis un caprice (« en Haute-Egypte »). Visage camouflé, le moine répand autour de lui une poudre mystérieuse, entre dans le cercle - et part en fumée... pour ressurgir, tel l'homme de mercure de *Terminator 2*, en un Michael en or massif, ceinturé d'une juquette transparente comme le septième ciel et ressemblant de plus en plus à sa sœur Janet.*

« Le plus hot
le plus cool »

Le lundi 3 février, au lendemain de la présentation de ce clip à base d'égyptologie barbare, était annoncée la signature d'un contrat aux termes duquel Pepsi-Cola commanditerait la prochaine tournée de Michael Jackson - le *Dangerous* Tour démarrait en juin prochain à Londres (Wembley), et parcourrait continents (y compris, pour la première fois, l'Europe de l'Est).

Le grand escalier d'honneur du Radio City Hall était bordé des drapeaux des pays où passera la tournée - le premier plan, l'Amérique du sponsor. Sur scène s'élevait une boîte à *Time* Pepsi si petite moins grande que l'Empire State Building, puis entrât *Time* Kendall, vice-président du marketing international, il a rappelé qu'il s'agissait de la troisième tournée de Michael et Pepsi (« le chanteur le plus hot » et la boîte la plus cool »), la première remontant à huit ans, avec deux spots publicitaires et le Victory Tour. Après avoir eu des chiffres - la chanson *Black and White* est le plus grand succès de toute la carrière de Jackson, l'album *Dangerous* a battu tous les records de vitesse de vente (Tony Mottola, président des disques Sony, ne se fera

pas faute de les rappeler), - M. Kendall invite Michael Jackson à se joindre à lui.

Jackson descend enfin - lentement - le grand escalier d'honneur. En veste de cuir avec grosse ceinture dorée et écharpe de chef d'Etat, il vient s'asseoir à une table entourée de panneaux à la gloire de la boisson gazeuse et, aux côtés de M. Kendall, signe, sous une rafale de flashes, le contrat de sponsoring. A ce moment précis, M. Kendall ne citera aucun chiffre, il se contentera de dire que la tournée coûtera cher mais qu'elle rapportera. A Pepsi. (« Michael Jackson boit-il Pepsi ? », a demandé un journaliste impudent... « Ce qui importe, répond M. Kendall un peu sèchement, ce n'est pas que Michael Jackson en boive, mais ses fans »).

L'objectif avoué de Michael Jackson est d'annoncer la création de la Fondation Guérir le monde (*Heal The World* est un des titres de l'album *Dangerous*), il

ajoute, lorsqu'il prend enfin la parole : « J'entreprends cette tournée uniquement pour recueillir des fonds pour [cette] fondation nouvellement créée, destinée à venir en aide aux enfants et à l'écologie. Mon but est de récolter cent millions de dollars d'ici à Noël 1993. J'exhorte toute société et individu qui se soucie de la planète et de l'avenir des enfants à y contribuer. » La fondation a l'intention de distribuer les fonds à des associations s'occupant de maladies atteintes du sida et en particulier d'enfants - « en l'honneur de l'enfant Ryan White », homophile de treize ans décédé l'an dernier.

Pepsi donne les premiers mille dollars - et pour les photographes avec un agrandissement du document : un chèque gris-bleu mat d'où se détache un logo de la compagnie d'une blancheur éclatante.

HENRI BÉHAR

Les J. O. en concerts

En marge des Jeux olympiques d'Albertville, le Comité olympique des arts propose, du 9 au 21 février, de nombreux rendez-vous dans la région :

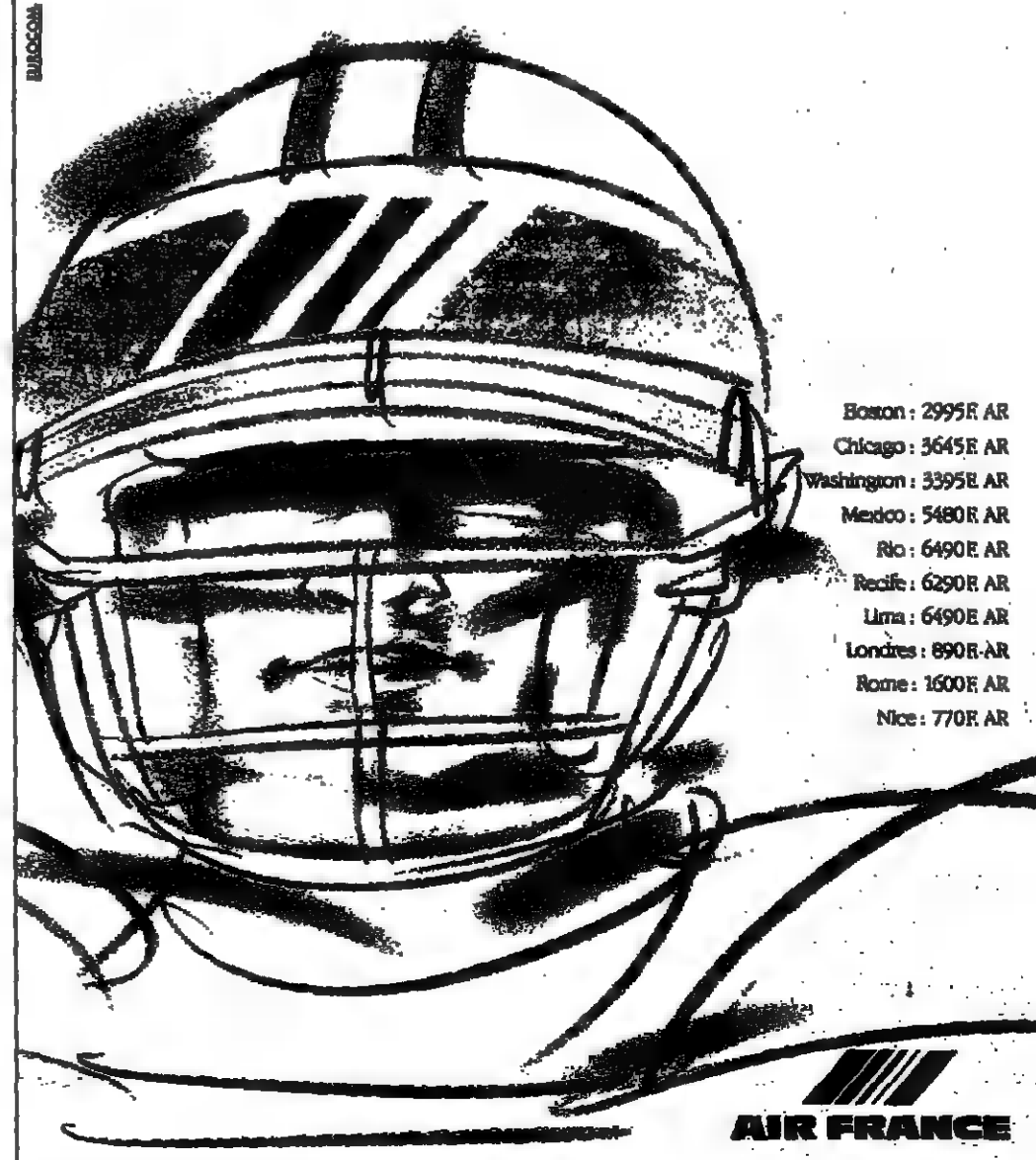
- Musique de chambre aux Arcs 1800. - Le 9 février : Fantaisie pour piano à quatre mains de Schubert ; Sonate pour violoncelle et piano de Debussy ; Quintette pour piano et cordes de Franck. Le 11 : Trio pour piano, violon et violoncelle Hob. XV/41 de Haydn ; Quatuor pour la fin du monde de Messiaen. Le 13 : Ravel : Quatuor à cordes ; Debussy : Quatuor pour piano ; mineur ; Brahms. Le 15 : Quatuor à cordes ; Ravel : *Bacchiana* Brasileira de Villa-Lobos ; Suite française pour violon, clarinette et piano de Darius Milhaud ; Sextuor pour piano, flûte, hautbois, clarinette, basson et cor de Poulenc. Le 17 : Quatuor n° 2 de Fauré ; Quintette pour clarinette et cordes de Mozart. Le 19 : Quintette pour piano et instruments à vent de Beethoven ; Sonate pour flûte, alto et harpe de Debussy ; Introduction et allegro pour harpe, quatuor à cordes, flûte et clarinette de Ravel. Le 21, soirée de gala autour de Barbara Hendricks : Concert pour piano, violon et cordes de Chausson ; *Le Pâtre sur la roche* de Schubert ;

Le *Barbier de Séville* de Rossini ; Prélude et Chœur pour orchestre de Chostakovitch. Tous les concerts à 15 h 30.

- Musique romantique. - La *Marschmännchen*, la *Dannation de Faust* de Schumann, par Maurice Monteux (mezzo-soprano), Gregory Kunde (ténor), Paul Poldos (baryton), Pierre-Ernest (baryton basse), Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine (direction). Le 12 février, à Chambéry, 20 h 45, Espace André-Malraux (tél. : 79-85-55-43) ; le 14, à Lyon, 20 h 30, Auditorium Maurice-Ravel (tél. : 78-60-37-13) ; le 15, à Clamart-Ferrand, 18 heures, Maison des Congrès (tél. : 73-36-56-89).

- Musique du XX^e siècle à Aix-les-Bains. - Le 14 février, 19 h 30, Palais des Congrès (tél. : 79-9-14-36) : *Mystère* de l'Instant d'Henri Dutilleul ; les Noces de Stravinsky ; Asmara de Florentz (création mondiale) et Avoca, afro-cubain (création mondiale). Par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, Kent Nagano (direction).

New York: 2995 F. AR Embarquement immédiat



Boston : 2995 F. AR
Chicago : 5645 F. AR
Washington : 3395 F. AR
Mexico : 5480 F. AR
Rio : 6490 F. AR
Recife : 6290 F. AR
Lima : 6490 F. AR
Londres : 8900 F. AR
Rome : 1600 F. AR
Nice : 7700 F. AR

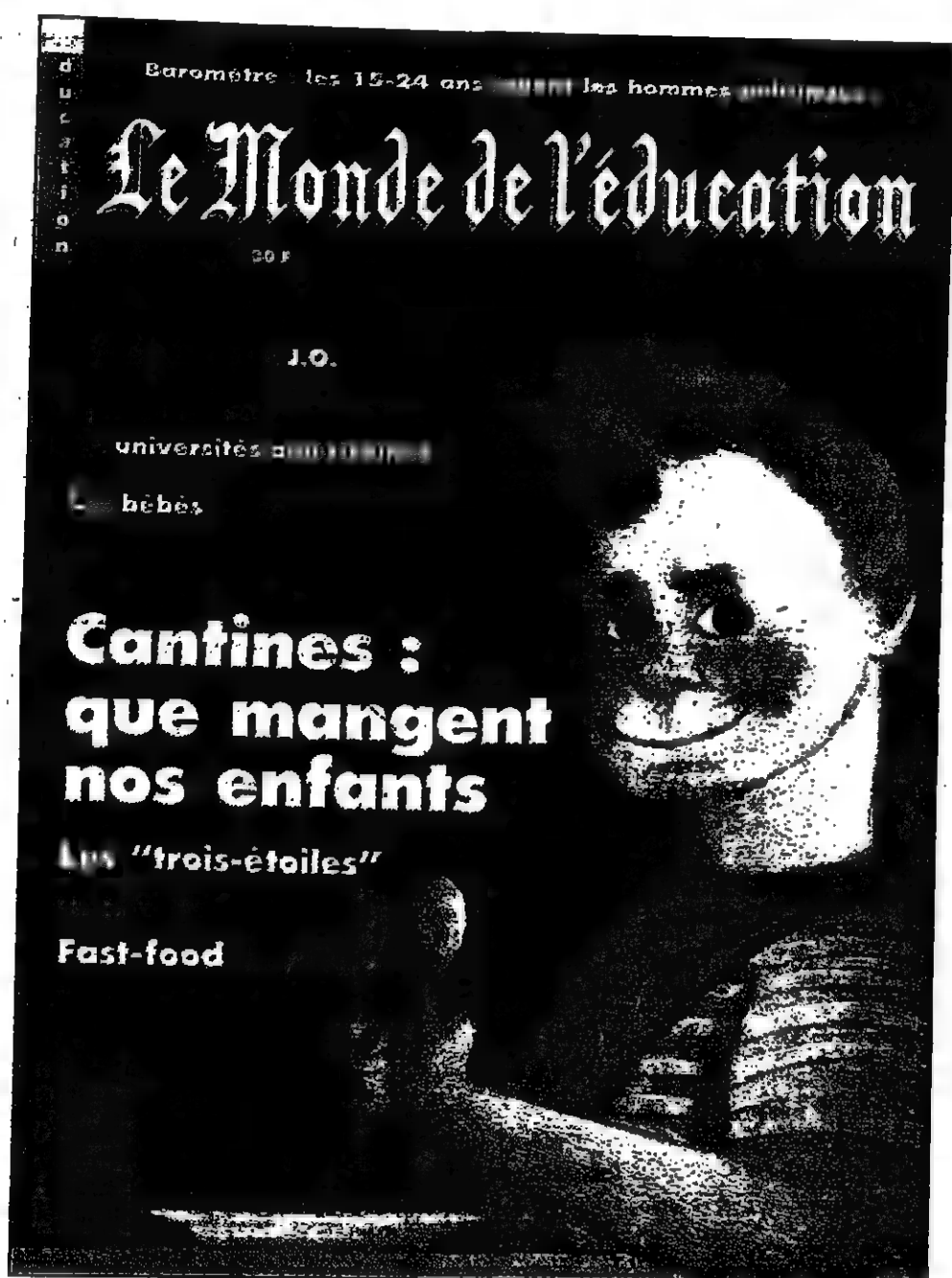
Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et l'approbation gouvernementale.

الجزيرة

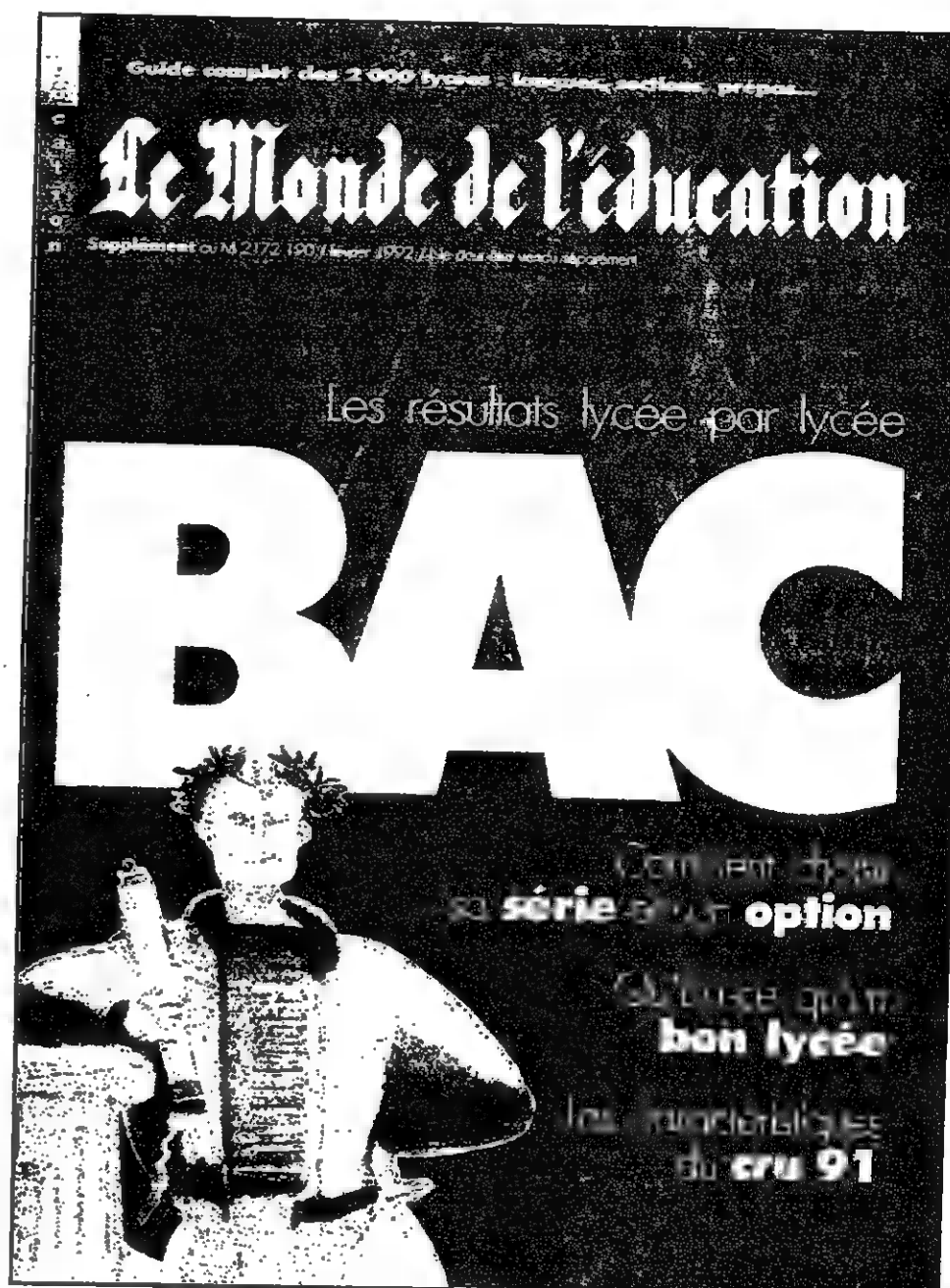
Numéro de février 1992 - 30
EN VENTE CHEZ VOTRE MAGASIN

Supplément spécial Résultat du Bac lycées par lycée

Public, privé, tous les résultats au bac section par section.
Avec un guide des 2 000 lycées de France : les langues, les options,
les classes préparatoires.



+



Dossier :
**cantines,
que mangent
nos enfants**

Les « trois-étoiles » du primaire,
les fast-food du lycée.
La cantine d'autrefois fait
peau neuve, à condition
que les parents s'en mêlent...

Enquête :
**les habits
lecteurs**

Dès 6 mois, livre en bois,
en plastique, à coins ronds,
un premier contact avec l'univers
des histoires, à la maison
ou même... en bibliothèque.

Reportage :
**la crise financière
des universités
américaines**

Suppression de postes
d'enseignants, cours moins
nombreux, horaires réduits
pour les bibliothèques.
Pourquoi les crédits
manquent sur les campus.

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

MERCREDI

La Passion de Jeanne d'Arc (1928).
■ Carl Théodore Dreyer. ■ h ■ ■
Crime de M. Lange (1936). de Jean Renoir. 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE LAFAYETTE (42-37-29)

MERCREDI

Homage à un jour (1927). v.o. traduction
simultanée, d'Harry Langdon.
14 h 30 : Mister Skiffington (1944).
v.o. s.t.f., de Vincent Sherman.
17 h 30 : Une étrangère dans la ville
(1955). v.o. s.t.f., de Mervyn Leroy.
20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum ■■■■

MERCREDI

Paris Musique : Jaume Public : Spot
Yoplat (1989). Zazie dans la métro
(1980). ■ Louis Malle. ■ h 30 :
Actualités anciennes : Actualité
(1940). ■ h ■ ■ Comédie
musical : Jean-Jacques Goldman
chante Elle a fait un ■■■■ (1987).
Bernard Schmitt, ■■■■ femme qui
femme (1981) de Jean-Luc Godard.
18 h 30 : ■■■■ Sacc. ■■■■ Les Mercredis
de la fiction. Sortie interdite (1995).
Daniel Moosmann. ■■■■ h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

■ LA VITESSE D'UN CHEVAL AU
GALOP (Fr.). Forum Orient Express.
11 (42-33-42-28). George V. 8.
(45-82-41-48). Sept Parnassiens.
14 (43-20-32-20).L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum
Horizon. 1 (45-08-57-87). Pathé
Hauteville. 8 (43-29-79-38). UGC
Danton. 6 (42-28-10-30). Pathé
Marignan-Concorde. 8.
(43-89-82-82). Champs-Élysées.
■ (47-20-78-23). Linder
Parana. 6 (45-24-58-88). ■ Bas-
ville. 11 (43-07-48-80). Nippon-
rama. 15 (43-08-50-80). ■ Mail-
lot. 17 (40-68-00-16). v.f. :
Gaumont Opéra. 2 (47-42-80-33).
Bretagne. 6 (42-22-87-87). Saint-
Lazare-Pasquier. 8 (43-87-35-43).
■ Nation. 12 (43-43-04-87).
Lyon Bastille. 12 (43-43-01-59).
Fauvette. 13 (47-07-55-88). Gau-
mont Alésia. 14 (43-27-84-50).
Pathé Montparnasse. 14 (43-
20-12-08). Gaumont Concorde.
15 (48-29-42-27). Pathé
Wapler. 18 (45-22-46-01). La Gam-
betta. 20 (46-36-10-86).■ L'AMANT DU PONT-NEUF
(Fr.). Épée de Bois. 5 (43-37-87-47). Espace Saint-Michel.
5 (44-07-20-48). Denfert. 14 (43-21-41-01).■ AMERICAN FRIENDS (Brit., v.o.) :
14 Juliette Parnasse. 6 (43-26-58-00). Studio 28. 18 (46-08-36-07).■ AMERICA, TERRA INCOGNITA
(vénézuélien, v.o.) : Latina. 4 (42-78-47-88).■ L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr.-
Can.). Espace Saint-Michel. 6 (44-07-20-48).

■ ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Latina. 4 (42-78-47-88). Studio Galande. 6 (43-54-72-71).

■ CARMELA (Esp., v.o.) : Latina. 4 (42-78-47-88).

■ BAR DES RAILS (Fr.). 14 Juliette Par-
nasse. 6 (43-26-58-00).■ BASTARD PINK (A., v.o.) : République
Cinéma. 11 (46-06-51-33). Grand
Pavois. 15 (45-54-46-85). Saint
Lambert. 15 (45-32-91-88).

■ LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Lucar-

naire. 6 (45-44-57-34). République
Cinéma. 11 (48-05-51-33).■ BERNARD ET BIANCA ■■ ■■ ■■
DES ■■■■ ■■■■ (A., v.f.). Rex.
2 (42-36-83-93). UGC Triomphe. 8.
(45-74-93-50). République Cinéma.
11 (48-05-51-33). UGC Gobelin.
13 (45-61-94-95). Mistral. 14 (45-39-52-43). Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ BILLY SATHOATE (A., v.o.) : Forum
Horizon. 1 (45-08-57-87). 14 Juliette
Odéon. 8 (43-25-59-83). UGC Nor-
mandie. 8 (45-63-16-16). v.f. : UGC
Montparnasse. 6 (45-74-94-94).
Paramount Opéra. 8 (47-42-56-31).
Fauvette. 13 (47-07-55-88).■ BLANC D'EBÈNE (Fr.-guinéen) :
Images d'ailleurs. 5 (45-87-18-09).
Sept Parnassiens. 14 (43-20-32-20).■ LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-
ind.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).■ LE CERCLE ■■■■ POÈTES DISPA-
RUS (A., v.o.) : Denfert. 14 (43-21-41-01). Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).■ LE CIEL DE ■■■■ (Fr.) : Pathé Impé-
rial. 2 (47-42-72-52). Ciné Beau-
bourg. 3 (45-71-52-38). 14 Juliette
Odéon. 8 (43-25-59-83). Gaumont
Ambassade. 8 (43-59-19-08). Gau-
mont Parnasse. 14 (43-35-30-40).■ ■■■■ RUE ■■■■ (Fr.) : George V. 8.
(45-82-41-48). Pathé Marignan-
Concorde. 8 (43-59-82-82). Saint-
Lazare-Pasquier. 8 (43-87-35-43).
Pathé Francœur. 8 (47-70-33-88).
Fauvette. 13 (47-07-55-88). Pathé
Montparnasse. 14 (43-20-12-08).
Gaumont Convention. 15 (48-29-42-27).
Pathé Clichy. 18 (45-22-46-01). La Gam-
betta. 20 (46-36-10-86).■ ■■■■ LES ■■■■ (Fr.). Ély-
sées Lincoln. 11 (43-59-36-14).■ ■■■■ COMMITMENTS (Irlandais,
v.o.) : George V. 8 (45-82-41-48).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires des films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date jeudi).

■ (45-61-10-60) : v.f. : UGC Opéra. 8 (45-74-93-50).

■ ■■■■ (Met., v.o.) : Espace Saint-Michel. 11 (44-07-20-48).

■ DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beau-
bourg. 3 (42-71-52-38). UGC Mont-
parnasse. 6 (45-74-94-94). UGC
Triomphe. 8 (45-74-93-50). Mistral. 14 (45-39-52-43).

■ DINGO (Aust., v.o.) : Lucernaire. 6 (45-44-57-34). Studio 28. 18 (46-08-36-07).

■ LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE
(Fr.-Pol., v.o.) : Épée de Bois. 5 (43-37-87-47). Reflet Médias Logos
■ Louis-Jovet. 5 (43-54-42-34).■ DOUBLE VUE ■■ (Brit., v.o.) : Forum
Orient Express. 1 (42-33-42-28).
George V. 8 (45-82-41-48).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ ■■■■ ■■■■ (Fr.). Cinoches. 6 (46-33-10-82).
Grand Pavois. 15 (45-54-46-85).
Saint-Lambert. 15 (45-32-91-88).■ LA MAISON DU SOURIRE (It.,
v.o.) : Ciné Beaubourg. 3 (42-71-52-38). UGC Biarritz. 8 (45-62-20-40).■ MALINA (A., v.o.) : Studio 28. 18 (46-08-36-07). ■■■■ Logos
■ Louis-Jovet. 5 (43-54-42-34).

■ MAYRIG (Fr.). George V. 8 (45-82-41-48). ■■■■ Français. 8 (45-62-41-48). ■■■■ Sept Parnassiens. 14 (43-20-32-20).

■ MÉMOIRE TRAQUÉE (couleurs) :
UGC Triomphe. 8 (45-74-93-50).
■ MON PÈRE ■■■■ HÉROS (Fr.) : UGC
Biarritz. 8 (45-62-20-40).■ MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ
(Jap., v.o.) : Studio ■■■■ Uralines. 5 (45-28-19-09).■ ■■■■ PRIVATE ■■■■ (A., v.o.) :
Gaumont Les Halles. 1 (48-33-97-77). Gaumont Opéra. 2 (47-42-60-33). Racine Odéon. 8 (43-26-19-08). Gaumont Amba-
sade. 8 (43-59-19-08). La Bastille.
11 (43-07-48-80). Gaumont Par-
nasse. 14 (43-35-30-40).■ NIGHT ON EARTH (A., v.o.) : Les
Trois ■■■■ ■■■■. Gaumont Amba-
sade. 8 (43-59-19-08). Gaumont
Parnasse. 14 (43-35-30-40).

■ NIKITA

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Prévoir pour prévenir

Quatre-vingts spécialistes de Météo-France, avec l'aide des « pisteurs » des stations, surveillent le temps et les avalanches pour assurer le bon déroulement des Jeux olympiques et la sécurité de dizaines de milliers de personnes

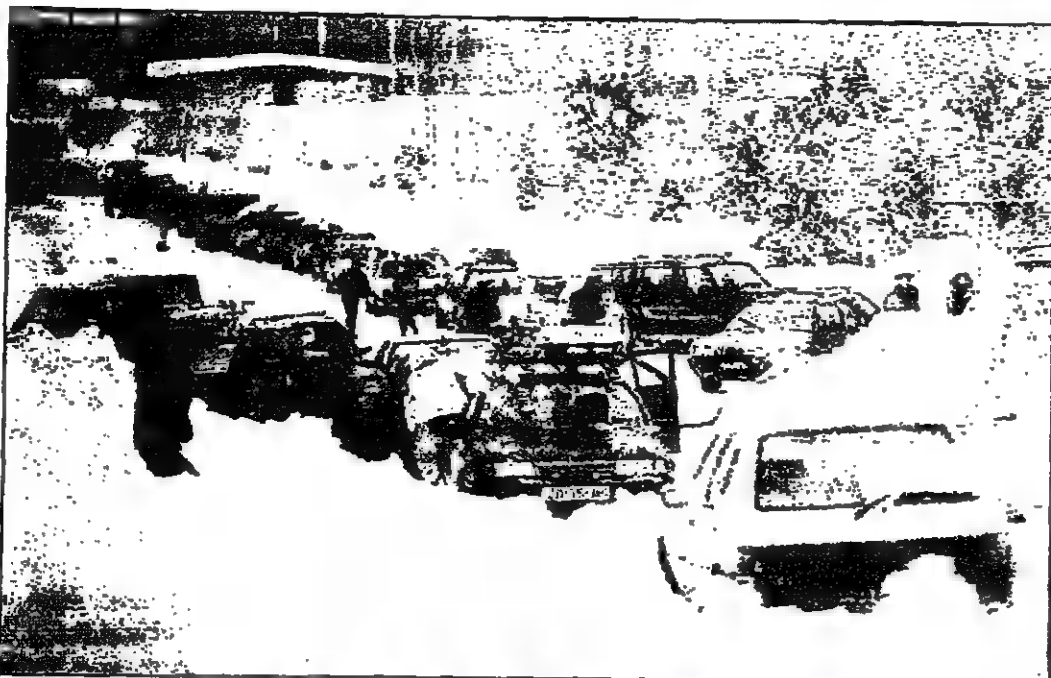
MÉTÉO-FRANCE prépare, depuis janvier 1987, les Jeux olympiques d'Albertville. L'organisme français (appelé Météo-France 1990) a dû, en effet, résoudre des problèmes extraordinaires pour assurer un système raisonnablement fiable de prévisions météorologiques utilisables par les organisateurs des Jeux d'Albertville et les autorités publiques.

Les Alpes sont un massif montagneux complexe, où les crêtes sont orientées selon des directions variées. Ce qui, évidemment, a des conséquences directes sur les vents, la température, les précipitations, bref sur le temps qu'il fait et le temps qu'il fera. Un seul exemple : le 11 février 1989, un vent de sud-ouest balayait 100 kilomètres à l'heure la grande vallée alpine qui s'étire de Grenoble à Genève, par Albertville, Annecy, Chamonix, alors que, dans le même temps, un vent du nord-est soufflait à 100 kilomètres à l'heure sur Bourg-Saint-Maurice.

Lorsque le 14 janvier 1987, Albertville – ainsi que le col des Saix (à la limite Savoie-Haute-Savoie), Courchevel, Méribel, les Mézanges, Tignes, Val d'Isère, les Arcs, Tignes, Val d'Isère, Haute-Tarentaise – a été choisie pour recevoir les Jeux olympiques d'hiver 1992, la Météo-France nationale n'avait guère de précédents auxquels elle aurait pu se référer pour imaginer le système de prévisions dont on avait besoin cinq ans plus tard.

En 1968, où les Jeux olympiques ont été déroulés dans la région de Grenoble, les ordinateurs et les modèles mathématiques étaient encore dans l'enfance. En 1988, les sites canadiens de la région de Calgary étaient situés sur le flanc des montagnes Rocheuses, système montagneux à la topographie beaucoup plus simple que celle des Alpes du Savoie.

Pourtant, malgré cette relative simplicité, les organisateurs et les sites des Jeux de Calgary – mais pas les météorologistes – ont été très surpris d'avoir à subir les



Les énormes quantités de neige qui ont paralysé les routes d'accès aux stations de la Savoie les 20 et 21 décembre dernier avaient été prévues par Météo-France le 19...

caprices du chinook (1) un vent d'ouest qui, en traversant les pentes orientales des Rocheuses, se réchauffe au point de pouvoir faire grimper le thermomètre de 20°C en quinze minutes (le 20 février 1988).

La Météo-France nationale a donc dû créer le système d'un système de prévisions adapté à la topographie tourmentée des Alpes savoyardes. Ce travail d'anticipation, fondé sur les progrès très rapides de l'informatique, a été confié à un ingénieur du lyonnais de la Météo-France nationale, André Lillo, chef de projet, aidé par Lucien Finaud et Jean-Claude Laval, qui ont pris leur équipe tous leurs collègues spécialistes de la météorologie de montagne.

Depuis le 11 janvier dernier (et jusqu'au 24 février prochain), trente météorologistes travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre à Albertville, un ou deux autres

chacun des neuf sites de compétition. A Albertville, ces personnes s'ajoutent à une vingtaine d'autres, dont divers spécialistes de la maintenance aussi bons électroniciens que skieurs expérimentés. Sans compter ceux qui s'occupent des télécommunications et de l'aéronautique.

Péridot et Super-Péridot

entendu, les équipes d'Albertville travaillent en étroite et constante collaboration avec celles de Lyon, de Toulouse, grâce, notamment, à des téléconférences qui permettent des échanges d'idées et des discussions quatre fois par jour. Mais c'est le centre d'Albertville qui est le chef d'orchestre de toutes les opérations météorologiques des Jeux olympiques et à qui est confiée la charge d'élaborer les prévisions des Jeux.

Les prévisions sont élaborées à partir de modèles successifs de plus en plus précis qui sont élaborés sur

la « découpage » de l'atmosphère en « boîtes » juxtaposées et superposées et dont les derniers ont été élaborés depuis 1987.

Vient d'abord le modèle Péridot étendu en avril 1987, dès que la Météo-France nationale a eu, à sa disposition, un super-ordinateur Cray-II. Péridot couvre depuis près de cinq ans l'Europe occidentale, une bonne partie de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord et le proche Atlantique. Il utilise des « boîtes » de 35 kilomètres de côté (horizontalement), empilées sur quinze niveaux (depuis le sol jusqu'à une altitude d'une vingtaine de kilomètres). Il prévoit le temps, la température, la pression, l'humidité, la visibilité, etc. L'échelle de la « voir » les reliefs alpestres.

Il a donc été élaboré le modèle Super-Péridot, pour lequel ont été créés des équipements spéciaux : station de radio-sondage de l'atmosphère (jusqu'à 100 kilomètres d'altitude) à Albertville, vingt-trois stations automatiques réparties sur

la région concernée par les Jeux olympiques (2), entre autres. Super-Péridot couvre la zone allant de Montélimar au lac Léman, de la Saône-Rhône au nord-ouest de l'Italie. Il fait, bien entendu, de « boîtes » mais celles-ci sont 3,5 kilomètres de côté dans les deux sens horizontaux et elles s'empilent sur 30 niveaux (jusqu'à la même altitude d'une vingtaine de kilomètres). Ainsi Super-Péridot prend-il en compte très finement le relief (d'après les données topographiques numériques par l'Institut géographique national). Super-Péridot est capable de prévoir pour toute la Savoie, à échéance allant de trois à vingt-quatre heures, la vitesse du vent (à 10 mètres de haut) et la température (à 2 mètres de haut).

Une prévision imprévisible

En plus, les météorologistes installés sur chaque site olympique envoient des informations sur les conditions locales. Cela permet d'affiner les prévisions à vingt-quatre heures et même à une heure (ou moins) dans le cas où le temps serait très perturbé le site où doit se dérouler la compétition.

Bien entendu, l'état des connaissances météorologiques interdit absolument de savoir si les Jeux olympiques d'Albertville bénéficieront du beau temps ou si les conditions seront gâchées par le vent, la neige, la pluie, le brouillard. Actuellement, en effet, il est impossible de prévoir le temps à plus de six jours. Et les spécialistes pensent que la dynamique de l'atmosphère est beaucoup trop complexe pour qu'on arrive jamais à des prévisions fiables à l'échelle de plus de dix à quinze jours.

Pourtant, le Comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville a essayé de donner le maximum d'atouts. En fondant sur les statistiques établies pendant une période de vingt-neuf ans (de 1957 à 1986), les données ont été choisies. Ces statistiques montrent qu'à Albertville des précipitations supérieures à 20 millimètres ne tombent que pendant deux jours en février en moyenne. Mais il ne faut pas oublier la variabilité annuelle – imprévisible – des conditions météorologiques : ainsi, toujours à Albertville, il y a eu plus de 20 millimètres de précipitations pendant huit jours de février 1990. De même à Pralognan (proche de Courchevel et de Méribel), il y a eu, en moyenne huit jours du mois de février qui sont arrosés de 10 millimètres de précipitations ; mais

en février 1988, il y en eut dix-sept de jours.

Les connaissances de Météo-France ont aussi été utilisées pour déterminer l'emplacement de l'orientation du tremplin de saut de Courchevel, l'emplacement du pas de tir du biathlon des Saix, le tracé de la piste de bobsleigh de La Plagne.

À propos de précipitations exceptionnelles, rares certes mais toujours possibles, il n'est pas inutile de rappeler que les énormes chutes de neige qui ont paralysé les routes d'accès aux stations de Savoie les 20 et 21 décembre dernier avaient été prévues par Météo-France dès le 19. Des bulletins spéciaux ont bien été envoyés aux autorités (préfecture, direction départementale de l'équipement). Mais il ne faut pas oublier que la pagaille de ces folles journées a été largement augmentée par l'impatience, l'imprudence et l'impréparation des vacanciers. De nos jours, les citadins se comportent comme des enfants gâtés : ils s'étonnent qu'il neige en hiver dans les régions de montagnes, partent sans aucune chaîne ni équipement spécial, se reprochent à la terre entière d'être bloqués sur des routes noyées dans la neige.

YVONNE REBEYROL
Lire le 19 février 1992

(1) Le chinook est analogue au foehn alpin. C'est un vent produit par l'air qui se refroidit en descendant les pentes orientales des Rocheuses. En descendant, l'air se réchauffe, donc se refroidit (en général, 0,5°C par 100 mètres). Or, le seuil de saturation de l'air dépend directement de la température. A 10°C, ce seuil est de 9 grammes de vapeur d'eau pour 1 mètre cube d'air (à pression normale) ; à 0°C, il n'est plus que de 2 grammes de vapeur d'eau. Lorsque la masse d'air redescend sur le versant sud, elle se comprime et donc se réchauffe (en général, 1°C par 100 mètres). Mais elle s'est débarrassée d'une bonne partie de son humidité et son taux d'humidité relative est donc très élevé pendant la descente, alors qu'elle est plus basse au moment où elle se réchauffe.

(2) Ces stations automatiques sont installées dans des endroits d'accès très difficiles à des altitudes comprises entre 1 500 et 2 852 mètres. Leurs relevés (température, pression, hygrométrie, vent) sont transmis par téléphone, sauf pour trois d'entre elles qui envoient leurs données à l'observatoire de Météo-France, lequel les retransmet à la station de Darmstadt (Allemagne), laquelle les vérifie puis les retourne à Météo-France, lequel les retourne à Lyon où elles sont enfin injectées dans les données que travaillent Météo-France.

Les risques d'avalanche

Le système mis en place par Météo-France pour les Jeux olympiques d'hiver d'Albertville comprend, bien évidemment, la prévention des risques d'avalanche, en particulier sur les zones d'accès aux sites de compétition. Certes, la protection de ces itinéraires a été grandement améliorée par la construction d'ouvrages idoines. Mais les tronçons les plus dangereux des itinéraires restent exposés aux avalanches qui dévalent chaque année les versants des Alpes du Savoie.

Or, on sait d'avance que, les jours de compétition, les tronçons les plus dangereux des itinéraires sont parés des dizaines de milliers de personnes. Le Centre d'étude de la neige de Météo-France de Saint-Martin-d'Hères (dans la banlieue de Grenoble), qui est dirigé par Eric Brun, a installé à Albertville une cellule de prévision des risques d'avalanche aux Jeux olympiques de la région d'accès.

Les avalanches déclenchent soit lorsque les cristaux de neige importants viennent à se produire, soit lorsque le manteau neigeux subit, dans une épaisseur, certaines métamorphoses qui lui font perdre sa cohérence et l'ont rendu fragilisé. Ainsi, la prévention des risques d'avalanche se traduit sur le terrain par la stratigraphie de ce manteau (repérage de la structure de chaque couche, gradient de température du manteau) et que sur l'observation nivo-météorologique qui comprend le temps qu'il fait et le temps qu'il a fait tout récemment. Les chutes de neige nouvelles, l'état de la surface de la

neige, l'humidité de l'air, la direction et la vitesse du vent.

La neige tombe sous la forme de petits cristaux de glace toujours organisés en un système hexagonal, souvent orné de branches gracieusement découpées et plus ou moins longues.

« Faux plans » et « gobelets »

Sous l'effet du froid, les cristaux perdent leurs branches et deviennent très carrés et plans : on a alors un « faux plan » en face plane. Au contact du sol, la base des cristaux est toujours aux alentours de 10°C (la neige contient beaucoup d'air et ainsi un excellent isolant thermique) : il y a donc la vapeur d'eau en abondance qui diffuse vers la surface du manteau. Cette surface est à 10°C, l'humidité relative de l'air est donc saturée et la neige est forcée de fondre à la surface.

La quantité de vapeur d'eau disponible double avec une diminution de 10°C. Il y a condensation, mais « condensation solide ». C'est-à-dire que le direct de l'état solide à l'état solide, la neige est forcée de passer à l'état liquide. La vapeur d'eau diffuse vers la surface du manteau de neige. La différence de température est de l'ordre de 15°C par mètre de manteau. Les cristaux grossissent vite et s'organisent en « gobelets » individuels (des amas de petites pyramides striées) qui se comportent comme de vrais roulements.

La métamorphose en « gobelets » accélérée par le temps froid (ou même simplement frais) Le rayonnement infrarouge

(réémission du rayonnement solaire par le sol et par la neige puis transformé) et la neige asséchée, ce qui refroidit beaucoup la surface du manteau.

Plus la couche de « gobelets » est épaisse, plus la neige fraîche tombant sur elle est instable, et plus elle est soumise à la neige fraîche, qui devient une plaque à la fois prête à casser et à partir.

Eric Brun utilise une bonne comparaison pour comprendre la fragilité d'une « plaque » de neige. Cette dernière peut être comparée à une plaque de terre qui repose sur une surface dure et plane, mais qui est sous la pression d'un poids. Si la plaque est posée sur une moquette (c'est-à-dire sur une couche de « gobelets »). En revanche, si la neige est humidifiée par des chutes de pluie ou qu'elle regèle, le manteau sera très stable.

Actuellement, les équipes de compétition, l'essentiel du manteau neigeux est constitué lors des chutes de décembre et du début de janvier. Depuis lors, il fait très sec et le vieux manteau neigeux a commencé à se métamorphoser en « faux plans » en « gobelets ». Ce processus continue donc à se fragiliser, et plus la prochaine chute de neige tardera, plus les risques d'avalanche augmenteront. Sans parler des divers facteurs météorologiques qui peuvent toujours intervenir.

L'étude de la stratigraphie du manteau neigeux est assurée par les services de la piste de la station, qui, par semaine, réalisent un

trou dans toute l'épaisseur de ce manteau dans lequel ils repèrent et caractérisent chaque couche et y mesurent la résistance à l'enfoncement. En revanche, les « pisteurs » observent et les conditions nivo-météorologiques trois fois par jour (au lieu de deux fois par jour). En outre, les services de la direction départementale de l'équipement envoient toutes les informations météorologiques faites au Centre d'étude de la neige de Météo-France.

A Albertville, les spécialistes des avalanches tiennent une téléconférence quotidienne avec les services des pistes des stations : ils étudient toutes les données reçues et établissent leurs prévisions selon les conditions qu'ils ont observées.

Enfin, pendant la durée des Jeux olympiques d'Albertville, une équipe de terrain Météo-France, encadrée par les gendarmes et les services de haute montagne, surveille quelques sites dominants certaines portions des routes d'accès. Elle mesure la température de surface, l'humidité, la neige. Si les conditions sont mauvaises, l'équipement « purgera » les secteurs à risques des voies routières d'accès en déclenchant des opérations préventives.

Quant aux pistes de compétition, la surveillance est assurée par les services des pistes, qui, éventuellement, déclencheront des opérations préventives.

Y. R.

aux frontières de la vie

Des propositions, des avis pour éclairer le débat sur la bioéthique par Noëlle Lenoir

Tome I. Pour une éthique biomédicale à la française 238 p., 95 F

Tome II. Paroles d'éthique 476 p., 155 F

Les deux tomes, 210 F

Collection des Rapports officiels



29, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 40 15 00

La documentation Française

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

NOM : _____
 PRÉNOM : _____
 ADRESSE : _____

 CODE POSTAL : _____
 LOCALITÉ : _____
 PAYS : _____

SAITILLES ☐ L'ÉPIQUEUR ☐ ÉPIQUE ☐ LES
 SAITILLES ☐ ÉPIQUE ☐ LES SAITILLES ☐ ÉPIQUE ☐ LES SAITILLES ☐ ÉPIQUE ☐ LES

1000 01

SCIENCES • MEDECINE

La délocalisation de la recherche

« Les déménagements se feront sur la base du volontariat »

« La surprise, heureuse, a été que nous n'avons pas eu de surprise. Nos propositions ont été retenues, et, cette fois, les choses ont été faites avec discernement par le CIAT qui, finalement, nous aide à accélérer une évolution à laquelle nous travaillons depuis trois ans. » Ces propos de M. François Kourilsky, directeur général du CNRS, pourraient être tenus par la plupart des autres responsables des grands organismes de recherche. A l'unisson avec le ministre de la recherche, M. Hubert Curien, ils affichent une même satisfaction devant la vague de décentralisation de la recherche décidée le 29 janvier par le comité interministériel d'aménagement du territoire

(Le Monde du 11 janvier). Ce sentiment est apparemment partagé par les chercheurs eux-mêmes. Certes, au CNRS, les syndicats regrettent de n'avoir pas pu négocier le plan de « localisation » de leur organisme. Mais, se voyant offrir le plus souvent en province de meilleures conditions de travail et une synergie plus facile avec leurs collègues d'autres disciplines, les chercheurs ne semblent généralement pas prêts à quitter les locaux parisiens parfois mal adaptés.

Les éventuels mouvements d'humeur pourraient, peut-être, venir du secteur des sciences humaines, où les scientifiques sont plus individualistes, au point que certains, comme un dirigeant

du CNRS, ont pris l'habitude de « travailler dans leur appartement » cinquième arrondissement qu'ils répugneront sans doute à quitter. Encore que, pour eux aussi, la perspective de travailler plus près du terrain, plus en symbiose avec la communauté qui les entoure, puisse constituer une incitation à déménager.

Les difficultés sont tout autres, en revanche, pour les personnels administratifs non cadres, aux salaires plus modestes et pour lesquels le reclassement du conjoint risque de se révéler plus difficile. Un volet important pour le CNRS qui décentralise 210 employés de son siège vers des délégations régionales. Mais, en l'état

« les déménagements se feront sur la base du volontariat », a souligné M. Curien.

« Le mouvement de la troupe » (dont on trouvera ci-dessous le détail région par région), l'un des plus importants jamais entrepris au sein de la recherche française, pourrait donc s'engager sous de bons auspices. A condition que les pouvoirs publics restent attentifs aux écueils possibles. Habitué à la décentralisation, M. Philippe Lazer, directeur de l'INSERM, en désigne un, paradoxal. « Il faudra, dit-il, veiller à ce que les chercheurs qui, dans le passé, ont été portés en province, ne se sentent pas dévalorisés. »

J.-P. D.

Toutes les régions sont concernées

Alsace

11 personnes localisées, dont 21 à Strasbourg (CNRS), 39 à Illkirch (10 CNRS, 1 INSERM), 7 à Mulhouse (CNRS).

Le point fort, c'est l'Alsace, la création du Centre de biologie moléculaire et de génie génétique (CNRS/INSERM) à Illkirch, en synergie avec l'université Louis-Pasteur et des industries déjà implantées comme Transgene, CIBA et Rhône-Poulenc.

Aquitaine

11 personnes à Bordeaux (55 CNRS, 14 INSERM, 13 INED).

Deux points forts : le renforcement du « pôle matériaux » autour du laboratoire de chimie solide (CNRS), de l'université Bordeaux-I, en synergie avec un domaine (SEP, Aérospatiale, etc.), et la création de l'Institut François-Magendie, consacré aux neurosciences (INSERM), en synergie avec l'université Bordeaux-II (sciences de la cognition).

Auvergne

340 personnes, à Clermont-Ferrand (300 CEMAGREF, 1 INRA, 5 INSERM).

Le CEMAGREF (Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des basses et des forêts)

Prévoir pour prévenir

Suite de la page 19

Qu'il en soit, pour les Jeux olympiques d'Albertville, Météo-France diffuse des bulletins météorologiques généraux tous les jours à 11 heures, à 11 h 30 et à 17 heures, des bulletins particuliers destinés aux autorités selon les zones de temps, des bulletins spéciaux concernant la température de la neige et de l'air, le vent et la visibilité pour les directeurs sportifs de chaque épreuve.

A partir du 7 février (du 5 ou du 6 peut-être), Albertville 2 bénéficiera, entre 19 heures et 11 h 30, d'un bulletin spécial qui contiendra des « prévisions » : les images - Météo-France se continuera par des images prévisionnelles - donc du futur - établies grâce à Périodot. Enfin, le grand public pourra s'informer en permanence des conditions et prévisions météorologiques concernant la région d'Albertville sur Minitel : 3615, Météo-France.

Le coût de toute cette organisation : 3 millions de francs pour les collectivités locales, 1 million de francs pour le Comité d'organisation des Jeux olympiques, 11 millions de francs pour Météo-France grâce à des crédits spéciaux donnés par le ministère des transports (« tuteur » de la météorologie).

YVONNE REBEYROL

CULTURE GENERALE

Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique, 200 pages pour faire le point des connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Des références et des repères indispensables à toute réussite.

Documentation gratuite à

Institut Culturel

Sec 7195, 35 rue de la République

92303 Paris-Levallois.

Tél. : (1) 42.70.73.63

transfère à Clermont-Ferrand la plupart des équipes de son siège d'Antony (Hauts-de-Seine), où il ne restera plus que 80 personnes. Le renforcement des équipes de l'INRA et de l'INSERM conforte le pôle de recherche agroalimentaire clermontois.

Basse-Normandie

145 personnes, dont 133 à Caen (120 CNRS, 1 INRA, 8 INSE), 12 à Cherbourg (CEA).

Une « maison » sciences de l'homme accueillera une cinquantaine de chercheurs (CNRS) à Caen, où le CNRS transfère, outre, une partie de ses administratifs (service des pensions, 40 personnes).

Cherbourg s'ouvre à la recherche sur la formation du laboratoire de radioécologie marine (CEA, Ifremer, CNRS, université).

Bourgogne

11 personnes à Dijon (INRA).

L'INRA renforce son pôle dijonnais (qui compte déjà 367 personnes) en y implantant de nouvelles unités (phytobiologie cellulaire et macromoléculaire, de microbiologie des sols, aliments et nutrition).

Bretagne

130 personnes, dont 76 à Rennes (41 CNRS, 15 INRA, 20 INRIA), 44 à Brest (CNRS), 10 à Lorient (CNRS).

Le renforcement de l'unité de l'INRIA confirme la vocation informatique de la ville de Rennes.

Centre

144 personnes, dont 107 à Orléans (48 ORSTOM, 52 CNRS, 7 INRA), et 37 à Tours-Nouzilly (30 INRA, 7 INSERM).

Effort important de l'INRA autour de la biologie à Tours-Nouzilly, où se crée une unité mixte avec l'INSERM.

Renforcement du pôle biotechnologie forestière (INRA, ORSTOM, ONF, BRGM) à Orléans.

Champagne-Ardenne

L'INRA renforce ses équipes champenoises en vue de créer un « réseau interrégional » avec ses unités de Picardie. Mais une opération s'effectue sans apport de personnel nouveau.

Corse

2 personnes à Corte (INRA). Appui au CIRVAL (recherche et valorisation sur le lait de chèvre et de brebis).

Franche-Comté

6 personnes, dont 3 à Poligny (INRA), et 3 à Besançon (CNRS).

Renforcement des équipes spécifiques franc-comtoises : la technologie laitière, les microtechniques (Institut des micro-techniques à Besançon).

Haute-Normandie

12 personnes à Rouen (4 INSERM, 8 CNRS).

Le CNRS renforce son pôle « combustion-technologie des matériaux », en synergie avec l'industrie automobile (Renault).

Languedoc-Roussillon

401 personnes, dont 301 à Montpellier (51 CNRS, 174 CIRAD, 10 INRA, 41 INSERM, 25 ORSTOM), 100 Marouelle (CEA).

Confirmation de la vocation de Montpellier comme pôle français d'agriculture tropicale, de l'arrivée massive de laboratoires du CIRAD (Institut vétérinaire tropical, tropicaux), l'implantation d'un « institut international de biologie » (INRA) équipes américaines et australiennes.

Déménagement d'équipes CEA à Marouelle (programme Atalante d'étude des transmutations).

Limousin

11 personnes à Peyrat-le-Château (INRA).

L'INRA renforce son pôle expérimental de recherche forestière dont l'effectif passe de 2 à 5 personnes.

Lorraine

140 personnes, dont 133 à Nancy (112 CNRS, 5 INRA, 1 INSERM, 13 INRIA), et 7 à Metz (INRA).

Le pôle informatique, créé dans toutes pièces dans le cadre des mesures de reconversion en Lorraine, est renforcé par l'apport de chercheurs lorrains.

Le CNRS poursuit, par ailleurs, le regroupement à Nancy de ses centres de documentation au sein de l'INIST (Le Monde du 4 juillet 1991).

Midi-Pyrénées

150 personnes à Toulouse (135 CNRS, 15 INSERM).

Le CNRS transfère 40 chercheurs à la Maison des sciences de l'homme et de la société (CNRS, université Paul-Sabatier), de Toulouse-Mirail (axes de recherche : la ville, l'information géographique, la sociologie du travail, le langage, les relations homme-machine, l'Amérique latine). Il renforce également ses nombreuses équipes toulousaines.

Nord-Pas-de-Calais

121 personnes à Lille-Ville-neuve-d'Ascq (71 CNRS, 24 INSERM, 10 INRETS, 6 IFREMER).

Création de l'Institut de biologie à Lille qui regroupe l'Institut Pasteur (équipe de Daniel Steinhilber), l'INSERM et le CNRS (qui y envoie 10 chercheurs et techniciens).

Le pôle « recherches sur les transports » (INRETS, universités de Lille et Valenciennes), une spécificité du Nord, est renforcé.

Pays de la Loire

87 personnes, dont 20 à Nantes (10 INRA, 10 INSERM), et 67 à Angers (INRA).

L'INRA déménage de Guyancourt (Yvelines) à Angers sa station nationale d'essais de semences, qui constitue ainsi avec le laboratoire mixte université-industrie (Limagrain-Vilmorin) établi sur place, un « pôle semences » important.

Picardie

L'INRA restructure ses équipes de Mons, Laon et Compiègne, pour créer, avec le CNRS et l'université de technologie de Compiègne, un « biopôle » sur la sélection et l'amélioration des plantes dans les domaines de grande culture et en agronomie. Cette opération se réalise sans apport de personnel extérieur.

Poitou-Charentes

50 personnes, dont 38 à Poitiers (CNRS), 6 à Magnéaud (3 INRA, 3 INSERM), 3 à Saint-Laurent-de-la-Prée (INRA), et 3 à l'Houmau (CNRS).

Création à Poitiers d'une maison des sciences de l'homme et de la société (CNRS, université). A l'Houmau, le renforcement de l'unité mixte CNRS-IFREMER, donne une vocation de recherche marine à l'université de La Rochelle, en cours de formation.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

344 personnes, dont 166 à Marseille (129 CNRS, 30 INSERM, 7 INRA), 19 à Aix-en-Provence (CNRS), 46 à Avignon (CIRAD), 14 à Cadarache (CEA), 75 à Sophia-Antipolis (45 CNRS, 30 INRIA), et 24 à Nice (15 CNRS, 9 INSERM).

Le CNRS déménage son institut de physique des particules (INP3) à Marseille, où il crée, en outre, un institut de mathématiques, très attendu par la communauté scientifique locale qui manquait de mathématiciens. L'arrivée d'un fort contingent du CIRAD renforce le pôle agronomique avignonnais.

Rhône-Alpes

364 personnes, dont 230 à Lyon (179 CNRS, 34 INSERM, 10

CIRAD, 7 INRA), 20 à Lyon-Bron (INRETS), et 114 à Grenoble (44 CNRS, 40 CEA, 10 INSERM, 20 INRIA).

Lyon crée une vocation nouvelle en sciences de l'homme et de la société (apport de 71 chercheurs du CNRS), avec l'implantation de l'Institut du temps présent et de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (CNRS, universités Lyon-II, Lyon-III Saint-Etienne), le renforcement de l'Institut d'Extrême-Orient (CNRS), de la Maison des sciences de l'homme et de la société (CNRS), et de l'unité de linguistique du CNRS des universités Mendès-France et Stendhal de Grenoble.

A Grenoble, l'Institut de biologie structurale (CNRS, CEA, en synergie avec l'INSERM et les universités Grenoble-I et Lyon-I) vient s'installer sur le polygone scientifique Louis-Neel, près du futur laboratoire européen de rayonnement synchrotron, dont il utilisera les facilités.

avec

le MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR

le MINISTRE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

la MISSION INDUSTRIELLE DE LA DRET, DGA (Ministère de la Défense)

L'ASSOCIATION CENTRALE

L'ECOLE CENTRALE PARIS

LA SOCIÉTÉ AMIS DE CENTRALE CREENT

Les Entretiens de la TECHNOLOGIE

mardi 24, mercredi 25 mars 1992
Paris - CNIT - La Défense

Un outil opérationnel d'informations et contacts pour tous les secteurs de l'industrie

Ateliers d'Informations Technologiques

2000 dirigeants, ingénieurs, experts

Organismes co-fondateurs des Entretiens de la Technologie :
ALCATEL-ALSTHOM • ATOCHEM • CEA • COMPAGNIE GENERALE EAUX • EDF • ELF AQUITAINE • FONDATION CREDIT LYONNAIS • IBM • INPI • MATRA • POLIET/CEMENT FRANÇAIS • RHONE-POULENC • SNECMA • AFNOR • ANRT • ANVAR • CEE (Programme SPRINT)

Secrétariat Général
LONDEZ CONSEIL
Conseil en communication
116, avenue Gabriel Péri
93400 Saint-Ouen
Tél. (1) 40 11 87 03
(1) 40 11 87 08
Télécopie : (1) 40 11 87 02

A DÉCOUVRIR ET À RETENIR :
ACCOMPAGNEZ UNE CARTE DE VITE,
à LONDEZ CONSEIL
116 av. Gabriel Péri
93400 Saint-Ouen

Prénom :
Nom :
Organisation :
Tél. :
souhaite recevoir le "Les Entretiens de la Technologie"

LE MONDE diplomatique

Février 1992

ALGÉRIE :

Le sabre et la piété

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND LE JOURNAUX - 20

ÉCONOMIE

Un entretien avec le ministre russe de l'énergie

M. Vladimir Lopoukhine annonce la signature d'un accord pétrolier avec Elf

Courtesy ■ Davos, Suisse, où il participe au Forum de l'économie mondiale organisé par le Forum des grandes compagnies pétrolières, M. Vladimir Lopoukhine est, à trente-neuf ans, un homme très puissant. A la tête du ministère de l'énergie de Russie depuis quelques mois, ce jeune économiste de l'équipe de M. Boris Eltsine dirige un empire comprenant plus de 10.000 entreprises et 8,5 millions de personnes. Son administration est responsable du charbon, de l'électricité, du gaz et du pétrole, ainsi que des industries connexes dans ces secteurs. Mais son empire est dans le pire état. Dans un entretien au Monde, M. Lopoukhine explique les réformes qu'il est en train de mettre en œuvre pour relancer le secteur de l'économie russe. Il appelle à l'Occident et à la signature, lors de la visite du président Eltsine à Paris, les 15 et 16 février, d'un accord de partage de la production avec la firme française Elf.

DAVOS

du monde envoyé spécial

« La production de pétrole de l'ex-URSS est tombée de 624 millions de tonnes en 1988 à 515 millions l'an dernier. Après les pénuries alimentaires, votre pays est-il menacé d'une crise énergétique ? »

« Notre industrie pétrolière traverse effectivement une période difficile. Dans la Fédération de Russie, la production avait atteint un pic en 1988, avec 624 millions de tonnes. Elle n'a été que de 450 millions de tonnes l'an dernier. Nous payons là le prix du passé. La politique qui a été menée au cours des dernières années a compromis l'avenir. »

« Pour atteindre les records de 1988, le gouvernement de l'Union soviétique a eu recours aux anciennes méthodes de commandement. Il a fait tirer à l'excès sur les puits, provoquant une détérioration de leur rendement. L'effort d'investissement pour l'exploitation et le transport a été insuffisant. Aucune réforme structurelle n'a été mise en œuvre. Nous avons une situation complètement anti-économique. Les mécanismes incitent les organisations responsables - les unions comme les régions - à la production. Hyper-encadrées, toutes les unions pétrolières sont potentiellement en faillite. »

De 70 à 448 roubles la tonne de pétrole

« Certains experts affirment que malgré les réserves pétrolières les plus importantes du monde, la Russie pourrait devenir dès l'an prochain importateur net de pétrole ? »

« Non, je ne le pense pas. Notre production va continuer encore de diminuer en 1992 et 1993. Mais nous sommes aussi en train de nous reconstruire. La demande d'énergie de la part de notre industrie. »

Comment comptez-vous relancer la production ?

« Le gouvernement russe a engagé trois séries d'actions : libéralisation des prix, privatisation et ouverture accélérée aux compagnies étrangères. Depuis le début janvier, le prix auquel les producteurs vendent le pétrole à l'intérieur de la Russie a été fortement augmenté. Il est passé de 70 roubles la tonne à 448 roubles. Cette augmentation a été accompagnée d'autres mesures de libéralisation très importantes qui doivent stimuler la production. Tout d'abord, les associations d'entreprises ont autorisé à vendre librement une partie du pétrole extrait. Elles peuvent le commercialiser à un prix libre sur le marché. Ce pourcentage a doublé en février. Elles peuvent ensuite exporter librement une partie de leur production et récupérer 54 % des bénéfices qu'elles tirent de leurs ventes à l'étranger. »

Quel est actuellement, en Russie, le prix auquel se vend sur le marché la tonne de pétrole ?

« Il tourne autour de 400 roubles la tonne. »

Nous avons introduit une réforme révolutionnaire : contrairement à la situation passée, les régions sont intéressées à accroître l'extraction pétrolière. Elles ont désormais des royalties sur le pétrole extrait de leur territoire. »

Un investissement étranger très faible

Quelles sont les raisons de cette situation ?

« Très rapidement encore que dans les autres domaines de l'économie, nous voulons rendre les entreprises responsables de leurs activités, supprimer le caractère de monopole et amorcer le processus de privatisation. Nous avons déjà engagé des réformes dans ce sens. Ainsi, les entreprises d'entreprises ont été autorisées à vendre leurs investissements. Le budget de l'Etat ne prévoit plus aucune dotation à ce titre. »

Sur le plan des structures, nous allons créer des grandes sociétés verticales intégrant verticalement l'ensemble des activités de la filière, depuis la géologie jusqu'à la distribution et le raffinage. Pour avoir un système compétitif, nous avons huit à douze entreprises de ce type, mais nous favorisons, parallèlement, la création d'entreprises moyennes spécialisées. Les grandes sociétés ont été publiées, trois autres sont en préparation. »

En ce qui concerne la transformation de la propriété, les associations d'entreprises vont devenir des holdings possédant des sociétés mixtes. Ce processus réalisé, nous engagerons la privatisation. J'ai mis en place auprès de mon ministre un fonds d'investissement spécial qui est chargé, un peu sur le modèle de la Treuhandschaft allemande, de préparer la privatisation de nos sociétés. »

Vous comptez aussi sur l'aide des grandes majors internationales ?

« Absolument. Nous allons signer avec un consortium nippo-américain, le groupe M (Mitsui, Marathon Oil et McDermott International) un accord pour l'exploration et le développement des champs pétroliers et gaziers de l'île de Sakhaline. Par le montant des investissements que devraient y réaliser les partenaires étrangers, c'est le plus important jamais signé entre la Russie et des firmes multinationales. La procédure de l'appel d'offres qui a été utilisée devrait être reproduite dans les prochaines opérations que nous préparons. »

Elf négocie depuis de longs mois un accord de partage de production avec la compagnie Saratov-Volograd. Ce retard est-il imputable à la bureaucratie ?

« Tout est prêt. L'accord devrait être signé à l'occasion de la visite du président Eltsine à Paris. »

Face aux incertitudes politiques, mais aussi juridiques, les majors hésitent-elles à investir en Russie ?

« Oui. En dépit des incertitudes considérables dont nous disposons, l'investissement étranger reste exceptionnellement faible en Russie dans ce secteur. Les joint-ventures ne produisent même pas 0,1 % du pétrole russe. Ce n'est pas à l'échelle que nous souhaitons. Les Occidentaux évoquent plusieurs risques. Nous travaillons à les réduire. »

Le risque politique ? L'hésitation de la personnalité de M. Eltsine n'a-t-elle pas raison d'être. Les choix qui lui sont faits, nous allons voir une économie de marché. Malgré les critiques, la population a accepté la libéralisation des prix. Le gouvernement jouit d'une réelle légitimité. »

Le risque juridique ? Avec l'absence de l'université de Houston, nous avons préparé une loi sur l'exploitation du sous-sol. Elle fixe un cadre à la composition des standards mondiaux. Une loi sur les réformes institutionnelles engage, les étrangers pourront se porter acquéreurs des actions des sociétés qui seront privatisées. »

M. Eltsine, pourriez-vous nous dire ce que vous attendez de la production ?

« A court terme, nous souhaitons faire participer les sociétés étrangères à la production de pétrole. Nous avons déjà signé des accords portant sur 1.200 puits pour un objectif de 8.000. Pour les partenariats occidentaux, ces contrats sont très intéressants. Les dépenses engagées sont couvertes très rapidement par le surplus de production qu'ils autorisent. Leurs financements sont garantis par les revenus supplémentaires qu'ils réalisent. Quant à nous, nous attendons une augmentation de la production de 20 à 25 millions de tonnes. »

M. Eltsine a récemment réduit vos livraisons à l'Estonie, à la Lettonie, mais aussi à la Lituanie, partenaires du Comecon comme la Bulgarie et la Pologne. Dans vos relations avec les autres républiques de l'ex-URSS et notamment l'Ukraine, considérez-vous le pétrole comme une arme ?

« Je ne suis pas naïf : le pétrole est le nerf de la guerre pour la Russie. Mais la lumière et la chaleur sont des biens de base qui ne devraient pas être mis en cause dans les relations politiques normales. Pour l'instant, à cause de nos difficultés de production, nous accordons pour le pétrole des prix très faibles à chaque République. Ils seront renoués. »

Nous n'avons aucune intention de jouer la carte énergétique. Nous cherchons à coopérer, comme en témoigne l'une des compagnies pétrolières que nous avons créées : elle assure les gisements de la région de Tioumen, de la Fédération de Russie, dont la plus grande raffinerie de Lituanie, une République indépendante. Tout cela ne se fait pas naturellement que l'on fournisse gratuitement l'énergie à nos voisins. »

La Lituanie, qui produit plus de 90 % du pétrole de l'ex-URSS et près de 75 % de son gaz naturel, va-t-elle vendre son pétrole en Lituanie, au prix mondial et immédiatement aux autres Républiques de l'ex-URSS ?

« Nous souhaitons aller vers un prix du pétrole sur celui du marché mondial. Il faut en faire pour les prix des produits que la Lituanie importe. Mais nous ne voulons pas détruire les relations économiques et commerciales avec la République. Ce serait dommageable pour tout le monde, pour la Russie qui a besoin d'exemple les équipements fabriqués pour l'instant dans d'autres Républiques. Il ne faut pas véler l'erreur que nous avons commise lors de l'effacement précipité du Comecon. Il n'est donc pas souhaitable de passer tout de suite à des relations en dollars. »

N'y a-t-il pas un paradoxe à demander des financements aux Occidentaux pour un secteur qui vous avez beaucoup d'autres besoins très pressants, alimentaires notamment ?

« Nos réserves de pétrole et de gaz sont importantes. Elles nous permettent d'une reconversion totale de notre économie. Mais il nous faut les exploiter mieux. Nous souhaitons qu'elles deviennent un pôle d'attraction des capitaux étrangers dans le pays. Les financements d'urgence dont nous avons besoin dans notre secteur devraient faciliter la reprise de la production. En nous aidant aujourd'hui à sortir de la crise pétrolière, les Occidentaux peuvent accélérer le redressement de l'ensemble de notre économie et réduire rapidement nos besoins d'aide, notamment en matière alimentaire. »

Propos recueillis par ERIK ITZHAKIAN

Alors qu'un accord est actuellement négocié entre Abou-Dhabi et le liquidateur

La police britannique procède à une arrestation dans le cadre de son enquête sur la BCCI

Un homme, dont l'identité n'a pas été dévoilée, a été arrêté lundi 11 février à l'aéroport londonien d'Heathrow. Cette arrestation, la première en Grande-Bretagne dans le cadre de l'enquête sur le Bank of Commerce and Credit International (BCCI), intervient à un moment où les créanciers redoutent que l'émirat d'Abou-Dhabi, accusé de liquidation, ne soit trop bon compte du plus grand scandale de l'histoire bancaire. Les menaces de dépôt de la BCCI, suspendue le 5 juillet 1991 pour fraude généralisée, sont agues.

LONDRES

correspondance

Depuis le 3 janvier, date de la mise en liquidation de BCCI SA par le tribunal luxembourgeois (le Monde date 5-6 janvier), les événements se précipitent pour les victimes de cette triste saga. La liquidation des activités en Grande-Bretagne, principal siège économique de la BCCI, intervenue le 14 janvier, a permis de débloquer le fonds d'indemnisation des déposants géré par la Banque d'Angleterre. Le remboursement jusqu'à 75 % des dépôts en sterling jusqu'à un maximum de 15.000 livres (150.000 francs). Ainsi s'ouvre le dernier chapitre, celui de l'après bataille de l'indemnisation par l'émirat d'Abou-Dhabi.

Les créanciers craignent aujourd'hui de faire les frais de l'accord actuellement négocié avec le Sheikh Zayed (propriétaire à 77,4 % de la BCCI) et le cabinet comptable Touche Ross, chargé de la liquidation en Grande-Bretagne et à Luxembourg, le siège juridique. L'«auditeur» estime que l'accord négocié avec l'émir permettrait aux déposants de récupérer au moins 40 % des

sommes perdues, «soustraction faite des frais des syndicats et des juristes». Les honoraires hebdomadaires de Touche Ross s'élèvent à 1,45 million de livres : 59 millions de livres depuis le début de l'affaire.

Conditions draconiennes

Les associations de déposants s'alarment des conditions jugées draconiennes de cet accord qui, à leurs yeux, permettrait à l'actionnaire principal d'échapper à certaines de ses obligations. La solution proposée par Touche Ross comprend notamment l'immunité judiciaire offerte à Abou-Dhabi, le non-remboursement par l'émirat de 3,3 milliards de dollars (18 milliards de francs) de billets à ordre et le partage avec le syndicat des avoirs de l'établissement qui ont été récupérés avant même le remboursement des personnes lésées. Enfin, l'émirat ne proposerait verser au total que 2,2 milliards de dollars au lieu de 3 milliards évoqués précédemment par Touche Ross.

«Au lieu d'être contribution volontaire, 2,2 milliards [...] semblent être véritable règlement de revivifications et de contre-révolutions de caractère commercial. Il s'agit d'une véritable transaction entre Touche Ross et les actionnaires dont nous n'avons pas été informés de la teneur. Nos clients souhaitent connaître l'indemnité du processus de liquidation pour leur intérêt. Ils ne sont pas satisfaits», déclare M. Maud Fleming, un avocat de l'association des déposants britanniques.

Dans la farouche bataille, les associations de déposants peuvent compter l'appui des autorités monétaires luxembourgeoises, qui regrettent que la «solution proposée» compromette l'abandon de très importantes créances sur l'actionnaire majoritaire.

MATIEU BUIHIE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOUSCRIVEZ A L'EMPRUNT FRANCE TELECOM

2 milliards de francs

Prix d'émission : 100,11 % soit 005,50 F par titre

DURÉE : 8 ANS • TAUX NOMINAL : 8,60 % • TAUX ACTUARIEL : 8,58 %

Intérêt payable le 17 février de chaque année

et pour la première fois le 17 février 1993.

Amortissement au pair en fin le 17 février 2000.

Date de jouissance et de règlement : 17 février 1992.

Souscription dans les banques, bureaux de Poste, Trésors, Caisse d'Epargne. Une note d'information (visa COB n° 92-034 du 11 janvier 1992) est disponible. Les frais sur demande auprès de FRANCE TELECOM, Direction des Programmes des Finances-Communication, 6, place d'Alleray, 75505 Paris cedex 15 et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 3 février 1992.

FRANCE TELECOM

Avec le CPA entraînez-vous à capter les autres à votre tête.

Un séminaire à la DIRECTION GÉNÉRALE conçu et animé par des dirigeants et experts reconnus.

CPA PLEIN TEMPS. JOUY EN JOSAS.

Programme "Résidentiel" de 12 semaines.

Prochaines sessions :

- printemps : du 19 au 19 juin 1992

- automne : du 18 septembre au 18 décembre 1992.

Inscriptions en cours.

Marie-Christine DRUMARE vous renseignera (1) 60.19.25.19.

ROUPE
CPA

SCOUTS DE PERFECTIONNEMENT AUX AFFAIRES



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

VIE DES ENTREPRISES

En 1991

Rhône-Poulenc-Rorer a doublé ses bénéfices

Rhône-Poulenc-Rorer, filiale pharmaceutique franco-américaine contrôlée par Rhône-Poulenc, numéro un français de la chimie, a atteint ses objectifs de résultats. Comme prévu, son bénéfice net a doublé d'une année sur l'autre pour atteindre en 1991 le chiffre de 326 millions de dollars.

L'année précédente, le groupe avait dégagé 145 millions de dollars de profits (exercice commencé en août 1990, mais reconstruit sur douze mois pour les comparaisons). Du fait des différences de change, le chiffre d'affaires n'a pas atteint les 4 milliards de dollars convoités s'il n'en a pas été très éloigné : 3,82 milliards de dollars. Sa progression n'en a pas moins été sensible (+12 %). M. Jean-René Fourou, PDG de Rhône-Poulenc, a donc gagné son premier pari. Mais, fin septembre 1991, il n'était pas encore sûr de réussir. En fait, les

pathologies ont été favorables. Grâce notamment à l'épidémie de grippe et aussi au développement des crises d'asthme aux États-Unis, la firme a connu une activité débordante durant le quatrième trimestre. Les ventes de produits stratégiques (34 % du chiffre d'affaires) ont ainsi augmenté de 25 %.

M. Fourou gagnera-t-il son second pari ? Dans l'interview qu'il a accordée à *Le Monde* du 30 mai 1990, il avait prévu que RPR dégagerait pour 1992 un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de dollars et un bénéfice net de 460 millions de dollars. Les analystes sont moins optimistes : ils tablent pour cette année sur un résultat net de 410 millions de dollars. M. Jean-Jacques Bertrand, directeur général, ne prend pas parti mais compte bien : les quatre nouveaux médicaments enregistrés pour grossir les ventes et

arrondir les bénéfices. Il s'agit d'un inhibiteur calcique (vasodilatateur coronarien), d'un médicament complémentaire pour le traitement du cancer, d'un tranquillisant et d'un anti-angoreux. RPR a encore dans son portefeuille un nouvel anticancéreux, un double antibiotique antistaphylococcique, un projet de vaccin antidiabète. Mais tous ces médicaments n'ont encore qu'un stade de développement, les responsables de RPR, prudents, se gardent d'un optimisme prématuré.

Comme les géants de la pharmacie, RPR envisage de développer le marché de l'automédication, sa croissance rapide, et lequel le groupe ne réalise que 400 millions de dollars de chiffre d'affaires.

A. D.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

Canal Plus : 7 milliards de francs de chiffre d'affaires et près de quatre millions d'abonnés dans quatre pays. Canal Plus et ses sociétés en Europe comptent, au 31 décembre 1991, 3 983 567 abonnés (+22,8 % en un an). Les progressions sont importantes en Allemagne pour Première (288 374 abonnés, +33,3 %), Espagne (278 417 abonnés, +216,5 %), en Belgique (76 883 abonnés, +100,7 %). En France, la chaîne cryptée a encore progressé de 10,1 % avec 3 339 893 abonnés. Le chiffre d'affaires consolidé provisoire de Canal Plus a, lui, progressé de 14,7 % l'an dernier pour atteindre 7,032 milliards de francs. Il comprend les abonnements (3 847 millions), la publicité et le parrainage (304 millions), les autres biens et services (881 millions) et enfin le secteur industriel (519 millions), le seul à régresser, de 0,6 %. Le résultat net consolidé devrait être conforme aux prévisions de 1 050 millions de francs. Les perspectives pour l'exercice 1992 se présentent sous un jour favorable, indique l'entreprise, qui permet d'envisager une progression sensible du chiffre d'affaires.

Comareg : activité stable et résultat en baisse pour le leader de la presse gratuite. La filiale d'Havas spécialisée dans la presse gratuite, Comareg, a annoncé un chiffre d'affaires stable en 1991 (1,83 milliard de francs), un résultat qui chute à 85 millions contre 128,8 millions en 1990 (résultat intégrant cette année-là la vente d'activités américaines au groupe Pennysaver). Pour 1992, Comareg prévoit 4 % de croissance, un résultat net par groupe de 105 millions de francs, dans une conjoncture aussi que l'an passé.

Promogim : Meunier, deux promoteurs bénéficiaires. Alors que Kaufman a offert une voiture à tout acheteur d'une de ses maisons ou appartements, deux promoteurs annoncent des bénéfices pour 1991 : Promogim, un des derniers indépendants, estime de 22 millions à 24 millions de

francs son résultat après impôts pour un chiffre d'affaires en baisse de 4,5 % à 840 millions de francs (contre 880 millions en 1990). Meunier, avec un chiffre d'affaires en hausse de 13 % à 4,5 milliards, maintient à 100 millions de francs son bénéfice (part du groupe).

Boeing : bénéfice en production baisse. Boeing, premier constructeur aéronautique mondial, a annoncé un bond de 26,7 % de son bénéfice au quatrième trimestre 1991 par rapport à la même période en 1990. Pour l'ensemble de l'année fiscale 1991, Boeing a enregistré une hausse de 15 % de son bénéfice net à 1,57 milliard de dollars (8,58 milliards de francs) contre 1,38 milliard en 1990. L'augmentation des bénéfices dégageés en 1991 due principalement à une progression des ventes de courriers à réaction civils, une diminution des pertes spatiales et à une réduction du taux des impôts fédéraux. Le chiffre d'affaires annuel de l'aviation s'est établi à 29,31 milliards de dollars en 1991 contre 27,6 milliards l'année précédente. La récession mondiale et la chute des commandes a, d'autre part, conduit Boeing à réduire d'un tiers la production de son bi-réacteur 737 qui tombera de 21 exemplaires par mois à 14 à partir du mois d'octobre.

VENTES

American Express : cède une partie du capital d'Information Services Corp. Le groupe American Express a annoncé lundi 3 février qu'il allait céder au public entre 35 % et 45 % du capital de sa filiale de services financiers, Information Services Corp. A cette occasion, cette filiale changera de nom et s'appellera désormais First Data Corp. American Express a souligné qu'il n'envisageait pas de vendre plus de 45 % du capital de la filiale, tout en refusant de préciser le montant attendu de cette cession qui, selon le *Financial Times*, pourrait être de l'ordre de 1 milliard de dollars. Information Services est une filiale très rentable d'American Express. Elle a dégagé un bénéfice de 118 millions de dollars en 1991 (+15 % par rapport à 1990) sur un chiffre d'affaires de 994,5 millions (+20 %).

ACHATS

Le courtier français Faugère et Jutheau a absorbé l'américain Marsh & McLennan Companies. Faugère et Jutheau SA, leader français du courtage d'assurances, le premier courtier américain Marsh & McLennan vient de signer un accord, termes duquel le courtier américain, qui détenait déjà depuis 1973 un tiers de son capital, devrait acquiescer les deux tiers restants. Cette transaction, d'un montant de 105 millions de dollars (573 millions de francs), soumise à l'approbation des autorités françaises. Le groupe Faugère et Jutheau est le leader français du courtage d'assurances avec un chiffre d'affaires de 665 millions de francs et un effectif de plus de 1 300 personnes réparties dans 27 bureaux dont 12 en France. L'association Faugère et Jutheau SA-Marsh & McLennan, ont souligné les responsables des deux sociétés, constitue la première organisation européenne intégrée, avec 100 bureaux et plus de 6 500 employés dans seize pays (CEE, plus Suède, Autriche, Suisse, Hongrie).

CRISES

Mise en liquidation des Mines de produits chimiques Salsigne. Le tribunal de commerce de Car-

(Aude) a prononcé lundi 3 février la mise en liquidation judiciaire des Mines de produits chimiques de Salsigne (MPCS), en redressement judiciaire depuis le 11 octobre. Le tribunal, qui a siégé à huis clos pendant l'après-midi, a rejeté les trois propositions de reprise qui lui étaient soumises. Le sort de la plus grande mine d'or d'Europe occidentale, dont les pertes cumulées sont estimées à 300 millions de francs, semblait scellé depuis le désengagement, en début d'année, de la Coframine, filiale du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), et actionnaire à 46 % des MPCS. La société des Mines et produits chimiques de Salsigne emploie 380 salariés.

NOMINATIONS

Microsoft : remplacement du directeur-général par un triumvirat. M. Michael Hallman, le directeur-général de Microsoft, premier éditeur mondial de logiciels d'ordinateurs, quittera ses fonctions le 1er mars pour être remplacé par une direction tripartite, a annoncé lundi 3 février le groupe informatique dans un communiqué. Ancien directeur général de Boeing, M. Hallman dirigeait Microsoft depuis près de deux ans. Cette réorganisation résulte de la croissance explosive de Microsoft au cours de ses dernières années et a été orchestrée par M. Bill Gates, le président du groupe, indique-t-on chez Microsoft. M. Hallman sera remplacé par M. Michael Haples, Steven Ballmer et Francis Gaudette. Dans le cadre de ce remodelage, Microsoft a indiqué qu'il allait également diviser en cinq entités ses deux filiales de mise en point de logiciels.

ACCORDS

La SFP associe une filiale. Le groupe français de production (SFP) réorganisé en neuf filiales et une société mère depuis le 1er janvier, vient de conclure un accord commercial dans le cadre de la prestation vidéo avec Euro-Media-Studios de France. Ce groupe privé possède des studios porte de la Chapelle à Paris. Au-delà de cet accord commercial, Euro-Media est SFP Vidéo deviendra ultérieurement échangeur de participations. C'est l'un des buts de la réforme de la SFP (dont la holding a été créée par l'Etat) que de permettre ce type d'association avec des filiales.

LTV : accord de principe pour vendre des activités. Le conglomérat industriel américain LTV Corp., la protection de la loi sur les faillites depuis juillet 1986, a annoncé lundi 3 février la conclusion d'un accord de principe avec lequel il cède ses activités aérospatiales à une société conjointe formée des firmes Martin Marietta et Lockheed. Cette transaction, dont le montant n'a pas été précisé, doit encore faire l'objet d'un accord définitif et recevoir l'aval du juge des faillites. Le *Wall Street Journal* avait rapporté, le 17 janvier en citant des sources proches des négociations, que l'offre de Martin Marietta et de Lockheed s'élevait à 350 millions de dollars (1,65 milliard de francs). Pour sa part, le *Washington Post* avait indiqué que le groupe français Thomson-CSF s'était allié à la firme d'investissement de Washington, Carlyle Group, pour faire une contre-proposition. Le Carlyle Group est dirigé par M. Frank Carlucci, ancien secrétaire à la défense de M. Reagan.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 3 février

Recul

L'hésitation dont a fait preuve le marché parisien à la fin de la semaine dernière a continué lundi 3 février durant toute la journée. Le CAC 40 a ainsi reculé de 0,33 % au début des transactions, les valeurs françaises abandonnant 0,19 % par la suite. En clôture, le CAC 40 a ainsi reculé de 0,97 %.

Les investisseurs, sensibles au climat politique actuel en France, ont hésité à prendre des initiatives. Comme le relevait l'un d'entre eux au cours de la matinée, « si le climat politique n'amène pas encore les investisseurs à vendre, ne les incite pas à acheter ». Après avoir bien accueilli, dans un premier temps, l'annonce par la commission salariale du syndicat allemand IG Metall de la signature d'un compromis avec le patronat de la sidérurgie, les investisseurs se sont revués. Selon eux, la hausse accordée (+6,4 %) est trop forte. Elle dépasse les objectifs qui s'étaient fixés la Bundesbank. Les taux à court terme se sont immédiatement tendus après avoir et le mouvement s'est propagé en France, où le *yield* de l'argent au jour le jour est repassé à 10 3/16 % pour la semaine de la fourchette.

Aux valeurs, les reculs ont été plus significatifs enregistrés par Hachette, CFF et Béghin-Say. Pour dernière, l'annonce selon laquelle le groupe va augmenter son capital de 7,5 milliards de francs en rémunération des apports des activités de l'italien Endesa pesait sur le titre. Celui-ci abandonnait au cours des échanges 1,5 % pour 30 000 actions.

NEW-YORK, 3 février

Légère reprise

Wall Street a mieux commencé février qu'elle n'avait terminé janvier. Après une séance d'ouverture en baisse, le marché a connu une légère reprise à l'issue de la séance. Le CAC 40 a ainsi reculé de 0,33 % au début des transactions, les valeurs françaises abandonnant 0,19 % par la suite. En clôture, le CAC 40 a ainsi reculé de 0,97 %.

L'optimisme reste de rigueur mais beaucoup préfèrent ne pas forcer le sort. D'abord, la communauté financière a une certaine impatience à l'égard de la hausse du *yield* de l'argent au jour le jour, qu'elle porterait sur 37 milliards de dollars.

Enfin, c'est cette dernière qui doit être publiée les chiffres du chômage pour octobre.

VALEURS	Cours de 31 jan.	Cours de 3 fév.
Alcoa	64 1/2	64 1/2
AT&T	37 1/4	36 3/4
Bear	30 7/8	31
Chrysler	40 1/2	40 1/2
Deere	46 1/2	46 1/2
Eastman Kodak	30 1/2	29 3/4
Exxon	58 1/4	58 1/4
Ford	30 1/2	30 1/2
General Motors	35 1/2	35 1/2
Goodyear	28 1/2	28 1/2
IBM	62 1/2	62 1/2
ITT	58 1/2	58 1/2
Johnson & Johnson	62 1/2	62 1/2
McDonald	58 1/2	58 1/2
Merck	58 1/2	58 1/2
Shell	58 1/2	58 1/2
Union Carbide	58 1/2	58 1/2
United Tech.	58 1/2	58 1/2
Westinghouse	58 1/2	58 1/2
Xerox Corp.	77 1/2	77 1/2

LONDRES, 3 février

Tassement

Les investisseurs ont sensiblement reculé lundi 3 février au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 11 points, soit 0,4 %. Le 500,2 sur un marché qui a cependant nettement reculé, avec l'ouverture en hausse de Wall Street. Le volume des échanges a été faible : 409,7 millions de livres contre 409,7 millions vendus.

Des pressions de bénéfices, un sondage négatif sur le Parti conservateur pour les élections générales ainsi que les sombres perspectives de la reprise économique en Grande-Bretagne ont nettement pesé sur le marché. Les recommandations négatives des courtiers sur plusieurs compagnies qui annoncent des résultats moins prochains ont contribué à la tendance.

TOKYO, 4 février

La baisse revient

Après séances en hausse, la Bourse de Tokyo a clôturé en baisse mardi 4 février. L'indice Nikkei a fini juste en dessous de la barre des 22 000 points. Au terme des échanges, il a perdu 139,99 points et se situe à 21 860,01, soit un recul de 0,63 %. Quelque 1 000 millions d'actions ont été échangées, soit 1 000 millions de yen.

VALEURS	Cours de 3 fév.	Cours de 4 fév.
Alcoa	64 1/2	64 1/2
Bear	30 7/8	31
Chrysler	40 1/2	40 1/2
Deere	46 1/2	46 1/2
Eastman Kodak	30 1/2	29 3/4
Exxon	58 1/4	58 1/4
Ford	30 1/2	30 1/2
General Motors	35 1/2	35 1/2
Goodyear	28 1/2	28 1/2
IBM	62 1/2	62 1/2
ITT	58 1/2	58 1/2
Johnson & Johnson	62 1/2	62 1/2
McDonald	58 1/2	58 1/2
Merck	58 1/2	58 1/2
Shell	58 1/2	58 1/2
Union Carbide	58 1/2	58 1/2
United Tech.	58 1/2	58 1/2
Westinghouse	58 1/2	58 1/2
Xerox Corp.	77 1/2	77 1/2

PARIS

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa Cables	3770	3790	Loxinvest	208	208
Amul Assos	382	382	Mars Cables	100	100
B.C.	81 50	81 50	Mole	100	100
Bou Verres	815	815	Pubi Filapoch	330	378
Boron Ely	371	371	Razel	400	400
Boussat Lyon	265	265	Rhône-Alp Ely	325	325
CAI de Fr. (C.I.)	382	382	S.H.M.	158	158
Cabaron	750	750	Select Invest Ely	101	101
Cardi	196 80	196 80	Serbo	100	100
CEGEF	268	268	S.M.T. Group	130	130
CFPL	965	965	Sopra	278	278
CALIM	1100	1100	TFI	337	337
Conforama	181	181	Thomson H. Ely	310	310
Crest	365	365	Unilog	213 60	213 60
Daphne	1160	1160	Viel et Cie	97 50	97 50
Demachy Wines De	340	340	Y. St-Laurent Groupe	810	810
Demachy	851	851			
Daville	210	210			
Dolcos	200	200			
Edisons Belford	253	253			
Europ. Population	102	102			
Finacor	345	345			
GFF Group Int.	204	204			
Grand Luv	770	770			
Gravogroup	95	95			
Garcot	875	875			
Idanov	150	150			
Immob. Hôtelière	68 60	68 60			
Inter. Computer					
I.P.M.					

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 M. - en pourcentage de 22 février 1992
Nombre de contrats estimés : 122 402

COURS	Mars 92	Jun 92	Sept. 92
Dernier	108,34	109,56	109,98
Précédent	108,48	109,74	109,98

PRIX D'EXERCICE	Mars 92	Jun 92	Mars 92	Jun 92
109	0,20	1,45	0,87	0,75

CAC 40 A TERME

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 848,3	1 888	1 910
Précédent	1 848,3	1 903	

CHANGES

Dollar : 5,45 F ↓

Mardi 4 février, le dollar s'échangeait dans un marché attentiste relativement calme, à la suite de l'annonce d'une éventuelle intervention des banques centrales. A Paris, le billet vert a ouvert en baisse à 5,45 F contre 5,4785 F à la cotation officielle de la veille.

FRANCO-AMÉRICAIN	3 fr.	4 fr.
Dollar (en DM)	1,6815	
TOKYO	3 fr.	4 fr.
Dollar yen	125,65	126,25

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		
Paris (4 février)	10 - 10 1/8 %	
New-York (3 février)	4 %	

BOURSES

INSEE, base 100 : 31-12-91

Valeurs françaises	107,30	106,30
Valeurs étrangères	106,40	106,10

base 100 : 31-12-91

Indice général CAC	504,70	
Indice général CAC	1 875,20	

base 100 : 31-12-91

Industrielles	1 324,12	
Londres (indice Financial Times)	3 124,12	
100 valeurs	2 571,20	2 555,40
30 valeurs	1 965,60	1 964,20
Mines d'or	144,30	145
Fonds d'Etat	87,84	87,92

FRANCO-AMÉRICAIN

TAUX DES DEVISES		
CATEGORIE	COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert
Industrielles	5,4850	5,4910
Londres (indice Financial Times)	4,2614	4,2702
100 valeurs	6,0777	6,0740
30 valeurs		
Mines d'or		
Fonds d'Etat		

FRANCO-AMÉRICAIN

5258	4.4953	4.5056
7295	9.6999	9.7173
8450	5.2993	5.3105

S EUROMONNAIES	
TROIS MOIS	SIX MOIS

FRANCO-AMÉRICAIN

6 13/16	4 15/16	4 13/16	4 15/16
6 1/8	6 1/4	5 7/8	4 0/0
10 3/16	10 5/16	10 5/16	10 5/16
9 3/8	9 1/2	9 3/8	9 1/2
8 3/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4
11 13/16	12 1/16	11 1/2	11 1/2
10 9/16	10 11/16	10 9/16	10 11/16
12 1/2	12 7/8	12 3/8	12 3/4

FRANCO-AMÉRICAIN

31 jan.	3 fév.
Industrielles	1 324,12
Londres (indice Financial Times)	3 124,12
100 valeurs	2 571,20
30 valeurs	1 965,60
Mines d'or	144,30
Fonds d'Etat	87,84

FRANCO-AMÉRICAIN

ur RTL

Mercredi ■ février :
Bernard Calvet,
président de l'UIT

FRANCO-AMÉRICAIN

Industrielles	1 324,12	1 324,12
Londres (indice Financial Times)	3 124,12	3 124,12
100 valeurs	2 571,20	2 555,40
30 valeurs	1 965,60	1 964,20
Mines d'or	144,30	145
Fonds d'Etat	87,84	87,92

FRANCO-AMÉRICAIN

31 jan.	3 fév.
Industrielles	1 324,12

IMMIGRATION

Selon le recensement de 1990

La proportion d'étrangers a augmenté à Paris, Strasbourg et Bordeaux

Si le nombre des étrangers vivant en France a pratiquement doublé depuis une quinzaine d'années, leur répartition sur le territoire s'est modifiée. Les derniers résultats du recensement de 1990, que vient de publier l'INSEE, révèlent que le pourcentage d'étrangers a diminué à Lyon, Marseille et dans Var, mais augmenté à Paris, Strasbourg et Bordeaux.

Les premiers chiffres du recensement de 1990 avaient montré que la population étrangère en France stagne depuis 1975. Les 3,6 millions d'étrangers (contre 3,7 en 1982 et 3,4 en 1975) représentent 6,3 % de la population française. On a déjà dit que cette stabilité s'expliquait, en partie, par le nombre important des étrangers acquérant la nationalité française. Les données manquaient sur la localisation de cette population étrangère.

Celles que révèle note de l'INSEE (1) confirment, en premier lieu, l'extrême concentration des étrangers dans trois régions. Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur rassemblent 60 % de cette population, la région parisienne en accueillant à elle seule près de 40 %.

Tandis que le pourcentage d'étrangers est inférieur à 2,5 dans vingt et un départements (cous de Bretagne, des Pays de la Loire, de Poitou-Charentes, de Basse-Normandie, et, en partie, dans le Massif central), il dépasse 10 % en Corse-du-Sud et dans tous les départements d'Ile-de-France, sauf les Yvelines et la Seine-et-Marne. La région parisienne représente une situation spécifique aussi bien en chiffres bruts qu'en ce qui concerne leur évolution. Plus d'un habitant sur cinq de la Seine-Saint-Denis était étranger en 1990, plus d'un sur six à Paris intra muros. De 1975 à 1990, la proportion d'étrangers dans l'agglomération a passé de 12 % à 13,7 %.

A l'échelle nationale, la réparti-

tion des étrangers s'est modifiée. Trois départements ont une spectaculaire envolée dans ce domaine : de 1975 à 1990, la population étrangère a augmenté de 39 % dans le Bas-Rhin et de 36 % dans la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise. Mais il s'agit d'exceptions. Les étrangers sont peu nombreux dans les départements de l'Ouest en dépit d'une légère augmentation. L'évolution inverse a été très marquée dans les Bouches-du-Rhône (moins 20 %), l'Aisne et les anciennes régions sidérurgiques : miniers du Nord et de l'Est (moins 20 à 30 %).

Paris est l'une des rares grandes villes avec Strasbourg et Bordeaux dont le taux de population étrangère a augmenté entre 1975 et 1990. Encore cette moyenne recouvre-t-elle d'importantes disparités. La plus forte progression, enregistrée dans les 10^e, 18^e et 19^e arrondissements.

En revanche, la population étrangère a diminué nettement dans les villes de Lyon, Marseille, Grenoble et Lille. Le phénomène est différent à Nice, Toulouse et dans l'agglomération Grasse-Cannes-Antibes, où la population étrangère a augmenté, mais beaucoup moins fortement que la population totale.

Hors des grands centres urbains, la situation est encore davantage contrastée. Plus de la moitié des habitants de l'Ouest vivent dans des localités où la proportion d'étrangers n'atteint pas 1 %. Dans certains départements comme l'Ain, une forte minorité vit dans des centres industriels où sont concentrés les étrangers, tandis que la majorité de la population côtoie que très peu d'immigrés. Les chiffres de l'INSEE tendent à montrer que la concentration des étrangers dans certaines communes, qui s'était accrue à la fin des années 70, s'est stabilisée depuis 1982.

(1) INSEE Première, numéro 177, janvier 1992. « La localisation des étrangers en France », par Jérôme Harnois.

Critiquant l'attitude du gouvernement

M. Abdelaziz Meliani renonce à la charge d'intercesseur pour les anciens harkis

M. Abdelaziz Meliani, colonel du cadre réserve, avait assuré, jusqu'à l'été dernier, la coprésidence de la « mission de réflexion » sur les problèmes des anciens harkis, créée par le gouvernement de M. Michel Rocard et dont le rapport avait servi de base à des décisions prises, en juillet, par le gouvernement de M. Edith Cresson à la suite des violentes manifestations organisées, à Narbonne d'abord, puis dans tout le Midi, par les enfants des rapatriés musulmans. Il avait alors officiellement chargé d'un rôle d'intercesseur et de coordinateur en étant nommé auprès du médiateur de la République pour « effectuer un suivi particulier des difficultés individuelles » rencontrées par les membres de cette communauté dans l'application des décisions annoncées, le 17 juillet, par le ministre des affaires sociales, M. Jean-Louis Bianco.

Six mois après sa nomination, M. Meliani a remis sa démission. Son premier ministre en expliquant, une lettre datée du 11 janvier dernier, que le gouvernement lui a donné des moyens d'exercice insuffisants, et, surtout, que les modalités de mise en œuvre des décisions adoptées démontrent la générosité affichée en juillet. Il écrit notamment : « Le 17 juillet, le gouvernement annonçait vingt-cinq axes principaux de la mobilisation nationale en faveur de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes. Or, une récente circulaire du 11 octobre relative à la politique d'intégration en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine exclut de ce champ d'application la partie la plus sinistrée de cette jeunesse, les adolescents qui sont nés et grandissent dans les camps, qui manifestent l'été dernier leur désespérance et qui continuent à vivre dans un désarroi social et psychologique propre aux pires détournements. »

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Philippe de Villiers

Après le compte-rendu de l'assemblée générale du Mouvement national des élus locaux (MNEI) publié dans nos éditions du 21 janvier, M. Philippe de Villiers, député (app. UDF) de Vendée, nous a adressé la lettre suivante :

Dans le numéro du Monde daté du 21 janvier 1992, M. Daniel Carton, rappelant mes propos à l'assemblée générale du Mouvement national des élus locaux, écrit : « M. de Villiers... lui aussi l'air du « tous pourris », numéro un » « Top 30 » de la démagogie... »

Je précise que, en réalité, j'ai dit exactement le contraire. Selon mes enregistrements, j'ai textuellement prononcé les paroles suivantes : « Je n'accepte pas qu'un élu local, qu'un élu national, que l'on puisse céder à la tentation de se taire sur la corruption, ou de confondre l'ensemble du milieu politique dans ce mal qui est rouge, et qui est perçu par chacun des citoyens français. Je veux dire qu'il y a certes dans le milieu politique des tricheurs, des voleurs, peut-être moins que dans les autres milieux, mais la différence, c'est que les Français ont le sentiment que le milieu politique est protégé. »

Votre journaliste estime d'autre part que je « ne recule devant aucune bassesse ». « Les bassesses » annoncées limitant finalement à des polémiques. Mais celui qui ne les apprécie peut-il me jeter la pierre, lorsque lui-même commence son article par « Les mauvais comptes de la politique font les bons comptes de M. le rédacteur » ?

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

CARNET DU Monde

Naissances

Chantal et Alain GILLETTE, Florence, sa sœur, la joie d'annoncer la naissance de

Claire,

le 11 février 1992.

- Sophie ELBAZ

et

RIVIÈRE

la joie d'annoncer la naissance de

Clément,

le 29 janvier 1992.

36, rue Servan,

75011 Paris.

- A. et A. GIOVETTI

la joie d'annoncer la naissance de leur frère

Geoffrey,

le 2 février 1992.

34, rue Mary-Besoyre,

92170 Vanves.

- Véronique et Stéphane ULLMANN

partagent avec

Simon-Pierre,

la joie d'annoncer la naissance de

Jean-Christophe,

le 2 février 1992.

2, rue des Colonnades,

75002 Paris.

Décès

Une célébrée le samedi 11 février 1992, à 16 heures, en l'église Saint-Germain-des-Près, à Paris, à l'intention de

M. Mildred Jack COSTA, née FRONCHET MASSON, chevalier des Arts et Lettres,

décédée le 10 janvier dernier, dans sa quatre-vingt-sixième année, à La Nouvelle-Orléans.

140, Euterpe Street, L.A. 70130.

Pour sa famille et ses amis européens.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Christine Courrégé, fille,

Margaux Jouanneau, sa petite-fille,

Jacques Courrégé, Jacqueline Delmar, sa fille,

Mario, Elisabeth, Jean-Christophe et Frank, ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice COURRÉGÉ,

survenu dans sa soixante-deuxième année, le 30 janvier 1992.

Janine, sa femme,

Gachucha, Manuella, Mauricia, sa fille,

la douleur de faire part du décès de

Maurice COURRÉGÉ,

survenu dans sa soixante-deuxième année.

Une célébrée en l'église Saint-Michel à Menton (Alpes-Maritimes), le vendredi 7 février, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

LE CARNET DU MONDE

Renseignements : Les avis sont émis s'ils nous parviennent avant 9 h du jour du journal.

16, rue Felpins, 92110 Nanterre. Tél. : 206 806 F. Télécopieur : 45-66-77-13. Tarif : 10 F. Signe H.T.

Toutes rubriques : 82 F. Abonnés et actionnaires : 80 F. Communications : 95 F. Les signes en capitales grasses sont réservés sur le jour de deux lignes. Les signes en blanc sont obligatoires et facturés. Minimum 10 lignes.

LES GÉNIES DU BLUES

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

- M. Paul Fichet, sa sœur, Les familles Ausseur et Fichet, annoncent le décès de

Père Jean DELACOMMUNE, ancien vicaire général, diocèse de Rabat, curé de Beni-Mellal (Maroc),

le 26 janvier 1992.

L'inhumation a eu lieu à Casablanca.

Une messe célébrée intentionnellement le 7 février à 18 h 30, au Bon-Conseil, 6, rue Albert-de-Lapparent, Paris-7.

[Né en 1914 à Paris, ordonné prêtre en 1939, pour avoir été mobilisé comme aspirant, Jean Delacommune est fait prisonnier en 1940 et est interné en France métropolitaine, où il est surveillé de camp des aspirants. Après avoir été, à la Libération, secrétaire du mouvement laïque musulman des Lucs, il quitte la France pour l'Afrique du Nord, où il soutient, dans la filiation spirituelle du Rite de Foucauld, une présence chrétienne au sein du monde musulman. Par de nombreux et durs contacts, il accomplit cette mission en Algérie, pendant la soulevée, puis au Maroc, à Rabat, où il est vicaire général et, jusqu'à sa mort, à Beni-Mellal.]

- Genève, Mexico, Diéppe, Caen.

M. Robert Falaize, M. et M^{me} Hugues Falaize et leurs enfants,

Pierre, Aymeric, Marianne, M. et M^{me} Hervé Falaize, et leur fille (veuf),

Olaf, Eric et Ivan Falaize, M. et M^{me} Jacques Billant, font part du décès de

M^{me} Justine FALAIZE,

leur épouse, mère, grand-mère, belle-sœur,

survenue à Hyères (Var), le 29 janvier 1992.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église Saint-Michel de Vaucluse, à Caen.

26, rue de l'Athénée, Genève.

5, rue Jules-Ferry, 76200 Dieppe.

- Fabien, son fils,

M. et M^{me} Jean Fèvre, ses parents,

Denis Fèvre, son frère,

Armel et Jean Glavany, et son beau frère,

Mathieu, Sophie et Thomas, ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Gilles FÈVRE,

le 1^{er} janvier 1992.

19, boulevard Flandrin, 75116 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean LATOUR,

le 1^{er} février 1992, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont lieu le mercredi 5 février, à 10 h 45, en l'église d'Osny (Val-d'Oise).

[Jean Latour était entré au Monde en 1969 comme typographe. La nuit et le personnel du Monde pendant à ses proches lors de ses dernières convalescences.]

- Paris, Marseille.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Marie-LÉVY-BRAM,

née Augusta MARTIN,

survenue à Marseille, le 25 janvier 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

- La mort nous a pris

Yvan de LUSIGNAN,

dans la nuit du 28 janvier 1992, à son domicile.

Né à Saratov, sur la Volga en 1906, rapatrié en France en 1922, il fut officier, imprimeur, résistant, professeur de mathématiques et enseignant bénévole à l'Association philotechnique jusqu'au milieu des années 80.

« Nature, bécote de chandelle... il s'endormit. »

Un ancien élève : 43-67-21-00.

- Nous avons le profond regret d'annoncer le décès de

NITYABODHANANDA, président-fondateur du Centre védantique de Genève,

en Inde le 1^{er} janvier 1992.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

(1) 47-34-71-70.

- Charles Ronsac, son épouse,

Annie Ernest Coppermann, Jean-Jacques et Martine Ronsac, enfants,

Olivier et Nicolas Coppermann, Laurent et Vincent Ronsac, petits-fils,

Jacques et Nicole Marcouly, neveu et nièce,

Bernard et Béatrice Beim, ses cousins,

la tristesse de faire part du décès de

Marthe RONSAC, née Marcouly, ancienne élève de l'Ecole normale, ancienne directrice d'école,

survenue le 2 février 1992, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La levée du corps aura lieu le jeudi 6 février, à 15 h 15 précises, au funérarium de l'hôpital Boucicaut, 91, des Cèvennes, Paris-15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Saint-Pierre-Tonin (Lot).

- M^{me} Emilie Villette, épouse,

Jean-Marie et Pierre, Gaston, son frère,

Tout le monde, Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean VILLETTE,

survenu le 2 février 1992, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Fresnes (Val-de-Marne), en l'église Notre-Dame-de-la-Merci, le jeudi 1^{er} février, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Fresnes.

« Maintenant, à Maître, tu laisses s'écouler s'en aller en paix selon ta parole. »

26, rue Henri-Barbusse, 94360 Fresnes.

- Le maire de la ville de Fresnes et la municipalité,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean VILLETTE, maire honoraire de Fresnes,

survenu le 2 février 1992, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 6 février, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Merci, à Fresnes (Val-de-Marne).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Fresnes.

Un hommage lui a été rendu le jeudi 6 février, à 8 heures à 10 heures, du conseil municipal à l'hôtel de ville.

Erratum

M. Rémy MONNET,

il fallait lire que les obsèques ont lieu le mercredi 5 février 1992, à 14 h 10, en l'église Chézery-Forcas (Calvados).

Anniversaires

- Marcelle BERR de TURIQUE

quittait il y a un an

- Voici un s'est éteint

CHEVAL

Tel un volcan, dont l'éruption avait dressé en un éclair les

monde, au joli Mai.

Sous les cendres

Pour le quatrième anniversaire de la mort de

DUNAND,

le 1^{er} février 1988,

pensée affectueuse et demandée

qui l'ont connu et aimé.

64, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

Communications diverses

- Le jeudi 6 février à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3 :

« Histoire à la lettre » (Ed. Menthon), avec les auteurs J. Hassoun et C. Wajsbrot. Soirée présidée par J. Laporte.

- Le jeudi 13 février, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3 :

« Histoire à la lettre » (Ed. Menthon), avec les auteurs J. Hassoun et C. Wajsbrot. Soirée présidée par J. Laporte.

- Le Club Citoyens organise un débat vendredi 7 février 1992, à 19 h 30, au Sénat, salle Clemenceau :

« Petite grande Europe », avec Jean François-Poncet, ancien ministre, et Jérôme Vigano, membre du cabinet de Jacques Delors.

Club Citoyens, 26, rue Ernest-Renan, 75015 Paris.

Soutenances de thèses

- Robert Damien soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat en philosophie : « Le philosophe-conseiller du Prince : une nouvelle figure (XVII^e-XVIII^e siècles). Le bibliothécaire voyageur », Directeur : professeur Bernard Bourgeois. Samedi 8 février, à 14 h 30, Amphithéâtre Turgot, Université Paris-I (Sorbonne).

JOURNAL OFFICIEL

- publiés le Journal officiel du samedi 1^{er} février 1992 :

DES ARRÊTÉS

- Du 24 janvier 1992 fixant les dates des épreuves écrites du concours d'admission à l'école normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud et à Lyon en 1992.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1111

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT :

I. Occupent le... de la... agissant en... - II. Avant... courage, Participe, - III. La femme de nos rêves. Ont leur chambre. - IV. Grand... ble ne comprenant pas de... - V. Sont familiers aux chimistes. Partie... chesse. - VI. Grande maison. - VII. Lux. Malgré son... indigne, les gens arrivent à en manquer. - VIII. Ce n'est... parce qu'elle a... qu'on peut le... toutes les... IX. moyen de communication. - X. la première est déconseillée. - X. Ben de ce monde. - XI. Fresnes (Val-de-Marne).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Fresnes.

Un hommage lui a été rendu le jeudi 6 février, à 8 heures à 10 heures, du conseil municipal à l'hôtel de ville.

Erratum

M. Rémy MONNET,

il fallait lire que les obsèques ont lieu le mercredi 5 février 1992, à 14 h 10, en l'église Chézery-Forcas (Calvados).

Anniversaires

- Marcelle BERR de TURIQUE

quittait il y a un an

- Voici un s'est éte

Un sondage du Monde, de la Ligue de l'enseignement et de France Info

Les profs sont-ils de gauche ?

Les enseignants sont-ils de gauche ? C'est le thème du sondage que nous publions mercredi 5 février (le Monde jeudi 6 février) en conclusion de l'enquête que nous menons depuis fin novembre sur les enseignants, leurs déceptions, leurs valeurs.

Profondément déçus par les années-Mitterrand, les enseignants - instituteurs, professeurs et universitaires - ne rejettent pas la politique. Mais il s'éloignent de la gauche, condamnant la part des enseignants qui se désolent devant les syndicats puissants.

Enfin, la grande ambition de tous les gouvernements depuis 1984 - conduire 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat - suscite plus que jamais un scepticisme impressionnant chez les enseignants : 78 % d'entre-eux estiment que ce n'est pas possible.

Réalisé pour le Monde, la Ligue de l'enseignement, France Info, ce sondage a l'objet, mercredi 5 février, d'une série d'émissions sur France Info des analyses, des réactions et des personnalités d'enseignants et du syndicat.

Incidents en chaîne à la centrale nucléaire bulgare de Kozlodouj. La tranche 6 de la centrale de Kozlodouj (Bulgarie) a été arrêtée, mardi 31 janvier, pour deux semaines, en raison de la panne d'une pompe. Cet incident, dernier d'une « série noire », présente aucun danger de fuite radioactive, mais les responsables, dans l'arrêt de ce réacteur de 1 000 MW, d'une centrale qui fournit 40 % de l'électricité bulgare, entraînent un courant de panique dans le pays. Une panne similaire avait, déjà, provoqué le 10 janvier la réduction à 50 % de la tranche 5 (1 000 MW également). La veille, un tableau électrique desservant les réacteurs 1 et 2 (440 MW chacun), avait pris feu. Les réacteurs 1 et 2 (440 MW), les plus délabrés, ont été arrêtés sur avis des experts de l'AIEA (le Monde 21-22 juillet 1991). Les autres ont été modifiés récemment pour améliorer la sûreté. (AFP)

La tentative manquée de coup d'Etat militaire

Le Venezuela est en proie à une profonde crise sociale

Unités militaires ont tenté un coup d'Etat dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 février au Venezuela mais ont échoué après avoir réussi seulement à s'emparer d'une chaîne de télévision (le canal 8) mais sans parvenir à émettre, selon les dernières informations, des messages de Caracac. Peu après que des tirs de mortiers d'armes automatiques eurent été entendus dans la capitale, le président Carlos Andres Perez est intervenu à la télévision, précisant qu'un bataillon de parachutistes avait tenté de prendre d'assaut afin de l'assassiner sa résidence privée La Casana ainsi que le palais de Miraflores, siège du gouvernement.

« Ce mouvement de rébellion contrôlé », a assuré le président, qui a ordonné à l'armée de réintégrer les casernes et demandé l'appui du peuple et des partis politiques. De nombreuses personnalités, parmi lesquelles le

président Bush, ont appelé M. Carlos Andres Perez pour lui exprimer leur solidarité.

Outre un bataillon de parachutistes venus de Maracay, quelques unités de l'armée de terre, dotées de chars, ont fait mouvement dans la capitale. Des explosions et des tirs d'armes ont été entendus, d'après les témoins, après la déclaration de M. Carlos Andres Perez, rentré lundi soir d'une tournée européenne qui l'a notamment conduit à Davos (Suisse).

Affaibli par des affaires de corruption touchant son entourage, le président vénézuélien, avait, fin janvier remanié son gouvernement et consenti une hausse du salaire minimum, afin de calmer une violente vague de mécontentement, liée à la libéralisation de l'économie, nous indique notre correspondant régional Marcel Niedergang.

L'attitude de la précédente équipe face aux grèves en chaîne

aux émeutes étudiantes de la fin 1991, qui avaient fait une dizaine de morts, avait été fortement critiquée par les formations politiques, y compris par l'Action démocratique (social-démocrate) au pouvoir. Pour entreprendre une action résolue contre la délinquance et l'insécurité - préoccupation majeure de la population de la capitale - le chef de l'Etat avait confié la porte-feuille de l'intérieur à M. Virgilio Avila Vivas, gouverneur de Caracas.

Ces mesures n'avaient toutefois pas calmé l'agitation : les étudiants, qui s'opposent aux hausses des prix de l'essence et des tarifs des transports publics ainsi qu'à un projet de privatisation des universités, ont repris leurs manifestations le 7 janvier, jour de la réouverture des établissements scolaires.

Ouverte par M^{me} Edith Cresson et M. Lionel Jospin

La table ronde sur l'apprentissage suscite de nombreuses réserves de la part des enseignants

La première journée, la table ronde sur l'apprentissage et les autres formes d'alternance - ses participants devaient se réunir mardi 4 février - a mal commencé. La délégation de Force ouvrière, conduite par M. Antoine Faesch, pourtant signataire de l'accord du 8 janvier, a quitté la réunion.

Elle a décidé de boycotter les travaux, ne voulant pas « cautionner une recherche de consensus » et prétendant que « le dispositif préconisé sacrifie la formation initiale de base, assurée par l'éducation nationale ». M. Faesch a répété qu'elle était « opposée à toute mesure en faveur de l'apprentissage, qui ne peut que marginaliser la voie professionnelle publique ».

Elle a réaffirmé qu'elle prônerait « à développer résolument l'alternance dans la formation scolaire ». De son côté, la CGT a fait part de sa méfiance à l'égard d'une filière

qu'elle avait déjà critiquée lors des négociations avec le patronat. Ces prises de position, largement divergentes, se retrouvaient dans un événement : les organisations syndicales des lycées professionnels (CGT, FO, CFDT, FEN) ont appelé à une grève nationale, le 4 février. Un appel était prévu pour Paris, à l'heure de la clôture de la table ronde.

Leurs discours respectifs, M^{me} Cresson et M. Lionel Jospin ont pourtant essayé de « mobiliser », puis « à mobiliser ». Parfaitement dans son rôle, le ministre de l'éducation nationale avait tenu sur les mérites de l'alternance, et il voulait conclure en déclarant qu'aucune des deux instances - l'école ou l'entreprise - ne peut aujourd'hui assurer seule l'ensemble du processus d'acquisition des savoirs et des savoir-faire. « Il faut éviter les combats abstraits du tout-Etat », du tout-régions ou du tout-

partenaires sociaux », devait-il ajouter. « Il faut organiser les partenariats », poursuivait-il en suggérant que les lycées professionnels puissent s'impliquer davantage dans la formation des apprentis ».

Le premier ministre avait rappelé les objectifs - porter d'ici cinq ans à 400 000 le nombre de jeunes français en alternance, passer de 200 000 à 400 000 apprentis - et souhaité voir chacun « ramener ses bannières » à cette grande table nationale. C'était peut-être trop demander à certains.

ALAIN LEBAUDE

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 février

Le tassement poursuit

Le mouvement baissier amorcé la veille s'est poursuivi mardi matin 4 février à la Bourse de Paris. En retrait de 0,42 % au début des échanges, les valeurs françaises abandonnaient en moyenne 0,8 % au cours de la matinée. Les plus fortes baisses étaient enregistrées par Bafip, Crédit national, Schneider. Du côté des hausses, on relevait chez Radiotechnique, Bis, Docks de France.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le bruit, le bruit, les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient de lancer une gamme de fenêtres qui sont la solution du confort. La technique innovante du premier spécialiste parisien permet de gagner en clarté. Garantie dix ans. Offerte gratuite. Magasin d'exposition 111, rue de la Fayette (10^e) - M^{re} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

DES AOUT 92 ETUDIEZ AUX USA

Dans une université de Californie ou de Floride. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Une année ne coûte que 50.000 F. Cours, logement, repas inclus.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA

17, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Neudilly (1) 47 11 11 19

SOLDES EXCEPTIONNELS

la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE

à partir de 2.690 F

PANTALONS 690 F

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX ET PARDESSUS

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

De lundi au samedi de 10 h à 18 h

TAPIS PERSANS 50% FAITS MAIN

GHOM 300 x 135 56.000 F = 28.000 F

SHIRAZ 306 x 207 3.000 F = 1.500 F

HAMEDAN 196 x 129 5.000 F = 2.500 F

MAISON DE L'IRAN

15, Champs-Élysées (8^e)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Tous contre une

Vous savez, je vous dis, je suis tout à fait fous, mais princes ! Fallait voir Jack, Marchand, les Dumas, étaler à l'écran leur benoîte, leur cynisme, leur férocité, leur conscience, en arc-boutés, dos rond, leur s'écrouler, s'est jetée, hier, dans nos yeux incrédules, gênés, une Georgine Dufour, exaltée, livrant un sourire de martyre.

Pour moi, la vérité, je l'ai jamais trouvée du tout, ce qui l'a éblouie. Elle avait fait rigoler l'époque avec son humour responsable mais pas coupable. Un quoi, coupable, là, aujourd'hui ? Elle s'est laissée prendre au piège d'une affaire, l'affaire Habache, montée de toutes pièces : un héros maudé, une cause humanitaire. Un pas ? Ça, non, personne n'y songe. L'histoire ne la rend pas responsable de cette histoire farce.

La vérité, en ce qui la concerne, on la connaît, elle nous l'a dite d'emblée. C'est le Club d'Orsay, consulté le lundi soir, le 11 février, qui a donné son avis.

donné le feu vert, ce feu vert, l'as par un pouvoir capable d'écarter la haute fonction publique pour une épingle du jeu. C'est la vérité, elle a été gardée et la rappeler.

Elle insistait, au contraire, en brave petit animal qu'on avait au casse-pipe : C'est ma faute, ma grande faute. Je n'en ai pas parlé, j'aurais dû, au président. Il n'y avait rien, il n'y avait rien, comme l'agneau, le pauvre agneau, c'est moi, vous ne croyez, hein ? Non, désolée, 58 % des Français interrogés par l'IFOP pour le Parisien pensent qu'il était au courant.

Jamais je n'aurais la fébrilité, la tragique galeté de ce visage à la fois, à la fois, au regard étonnamment enjoué, un peu déjanté. Ça avait mal pour elle. Un grand pas pour elle. Bravo, messieurs ! En la présence de l'événement, vous nous avez donné le spectacle complètement inattendu d'un Etat discrédité par son même qu'il a immobilisé sur l'autel de son crédit. Victime expiatoire de la politique. Avec un petit p.

M. Bruno Durieux saisit le comité national d'éthique sur le Centoxin

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a décidé, lundi 3 février, de saisir le Comité national d'éthique à propos de la demande, formulée par quinze sénateurs, de réanimation de l'Assistance publique à Paris, en vue d'organiser un hôpital thérapeutique avec le Centoxin (le Monde du 4 février).

Dans une lettre au professeur Bernard, président du Comité d'éthique, M. Durieux rappelle ce produit, un anticancer expérimental, avait obtenu le 19 juillet 1991 une autorisation de mise sur le marché, pour une présomption d'efficacité dans le traitement des septuagénaires à bacille Gram négatif. « La question posée, explique M. Durieux, est de savoir dans

quelles conditions pourrait se dérouler un tel essai, compte tenu des aspects éthiques qui soulèvent une nouvelle évaluation ».

M. Durieux demande donc au Comité d'éthique de lui faire un avis sur l'opportunité et le type d'essai qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour préciser les indications du Centoxin. « Notamment s'il sera possible d'organiser un essai randomisé (par tirage au sort) contre placebo ». Quant à l'attente de cet avis, M. Durieux a demandé aux hôpitaux d'hôpitaux de satisfaire les demandes d'effacement de ce produit, dans le cadre des conditions d'utilisation et de contrôle mises au point par le Comité d'évaluation du Centoxin.

SOMMAIRE

DÉBATS	
Politique : « Pénalité du nationalisme français », par Paul Thibaud ; Europe : « L'Etat : les passés présents », par Michel Grossier ; Justice : « Pouvoir et vertu », par Jacques Durand	
ÉTRANGER	
Belgrade : peut-on passer à la réconciliation ? ; la Cravina ; M. Mitterrand : calmer la tension nippo-américaine ; 5 Japonais ne sont pas au Japon ; Los Angeles ; 5 Le Mozambique attend le fin de la guerre ; 6 La tournée diplomatique du premier ministre ; 7	
POLITIQUE	
Les votes du Parlement ; 8	
Diagonales : par Bertrand Poirot-Delpech ; Taruffi ; 8	
Marseille, M. Vigoroux refuse une salle à l'extrême ; 11	
Le Front national, vingt ans après (II) : « Cercles » qui tournent ; vide ; 12	
POINT	
La Croix-Rouge ; 10	
SOCIÉTÉ	
Jugé : pour ; 11	
d'assises du Gard, Luc Tanguer s'estime victime d'une machination ; 11	
Le Mouvement : cadres chrétiens ; renforcer ; ligne ; 12	
La mort : professeur Jean Hamburger ; 14	
SCIENCES • MÉDECINE	
Météo-France ; Albertville ; La délocalisation ; 15	
recherche ; 15	

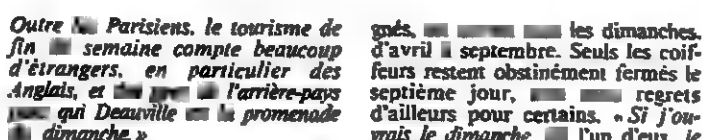
• Hépatites virales : vacciner coûte que coûte ; 19 à 21	
CULTURE	
La prochaine tournée internationale de la France ; 15	
« Le Vieil Hiver » et « Fragile forêt » ; Roger Planchon ; 15	
Expositions : Mantegna à la Royal Academy de Londres ; 15	
ÉCONOMIE	
La compromission dans la sidérurgie allemande est critiquée par ; 16	
M. Mitterrand : le politique ; 16	
Un entretien avec le ministre de l'énergie ; 23	
La police britannique procède à une arrestation ; 23	
son enquête sur le BCCI ; 23	
Rhône-Poulenc-Rorer ; 24	
COMMUNICATION	
Les projets ; reprise ; La Cinq ; 24	

Services	
Abonnements ; 20	
Annonces classées ; VI à XVI	
Carnet ; 26	
Marchés financiers ; 24 et 25	
Météorologie ; 27	
Mots croisés ; 26	
Radio-Télévision ; 27	
Spectacles ; 18	
La télématique du Monde ; 20	
LE MONDE	
Le numéro comporte un supplément « Initiatives » ; 11 à XVI	
La semaine du Monde ; 20	
Le 4 février 1992 ; 20	
a été tiré à 200 047 exemplaires.	

NOTRE JOURNAL RENFORCE SON ÉQUIPE COMMERCIALE
LIRE EN RUBRIQUE : "FONCTIONS COMMERCIALES".

L'industrie aussi

Des horaires difficiles à généraliser



Pour 4 habitants au dernier recensement, on compte 115 chambres d'hôtel. Le casino, bisbiterne, est ouvert trois semaines par an au Sirois. Les installations placent aussi. Ainsi que l'Hôtel Normandy, Le Royal se trouve en hiver et ferme son hôtel Golf. Lequel golf, lui, fonctionne toute l'année. Le poney-club le mini-golf. Les salons de thé du 1^{er} janvier au 1^{er} décembre leurs normandes, restaurants leurs escapades la piscine-ferme quinze par an. En janvier, pour les répétitions d'usage. Le Printemps, gracieuse mini-cours de poney à un étage et succubale bien pe-

Deux cents personnes permettent l'ouverture d'Art de vivre

Il est 11 heures : Art de vivre, ensemble commercial centré sur l'équité avec la mairie d'Orgeval. Dans le petit matin, le n° 1 est noyé d'obscurité, une camionnette vient de s'arrêter le long du bâtiment : la société Les Laveurs de l'Ouest a les femmes chargées de le nettoyer en dimanche 11 janvier. L'endroit est à mi-chemin entre Paris et Mantet-le-Jolie, au bordure de la commune d'Orgeval. A Art de vivre dans les aménagements d'ameublement voisins, travaille le dimanche, de 10 heures à 20 heures, d'un bout à l'autre de l'année et même la plupart des jours de la semaine. Les positions sont donc, le jour de Noël, le 1^{er} janvier, le 1^{er} mai, le 14 juillet, le 15 août.

On imagine que pareille situation n'est possible qu'avec une autorisation en bonne et due forme. Eh bien, non ! Le service des affaires économiques à la préfecture des Yvelines est formel : aucune dérogation à l'obligation du repos du dimanche n'a jamais été donnée au centre depuis son ouverture en 1975.

Il y aura donc de nouveaux procès-verbaux, un témoignage, tels ceux de l'inspection du travail au date des 10 mars et 11 avril 1991 ou celui de la gendarmerie en date du 17 octobre. Le centre doit payer une amende de 6 000 à 6 000 francs par salarié employé, l'affaire passera prochainement devant le tribunal administratif de Versailles.

Cela ne change rien, voilà si ce n'est que cela dure... Marc Goguet, le président, qui est également adjoint au maire de Saint-Germain-en-Laye et membre d'une commission préfectorale, se sent assez sûr lui pour nier tout bloc, glissant au passage ce qui nous fait doute le rôle de ses assesseurs ni doute le rôle de ses assistants. « Les salariés fermiers le dimanche, soixante-quinze personnes seulement licencées »,

verrifies. Bientôt, un fond musical viendra compléter cette ambiance discrètement enveloppante.

Vendeurs / vendeuses cent à arriver : beaucoup de jeunes... En ce lieu où tous les magasins communautaires ont bien sûr leurs places dans les locaux intérieurs, ils ont eu l'occasion de rencontrer de parler : « Les rapports entre me plaisent », dit l'un d'eux. Il apprécie en particulier le fait que ce personnel soit issu de tous les milieux, « j'y compris les Portugais ; ça évite les tensions et les trop de ségrégation. C'est sympathique ».

La plupart des salariés à plein temps, seuls quelques-uns à mi-temps, sont présents pendant que le week-end, souvent des étudiants. Mais aussi, selon l'un d'eux, « des personnes plus ou moins en galère qui veulent chancer leur chance d'avoir une première expérience du travail, le début d'une compétence ».

A 10 heures, les portes s'ouvrent devant les premiers clients. Le dimanche est le jour où le centre est le plus fréquenté. Tout

Dans les locaux **VIDES** d'Art de vivre. **SEPT** femmes se sont mises **EN** ménage, comme chaque dimanche. A midi, la

qui tient un **■** temporaire non loin de l'une des entrées, on ne peut plus **■**. On se croirait dans le métro aux heures de pointe!»

Ces visiteurs ■ viennent pas ■ pour faire des achats : dans d'assez nombreuses boutiques, ■ ■ ■ désolé de le dire ■ qu'en fin de journée la recette n'est pas à la hauteur de l'affluence. « Beaucoup de clients ■ dimanches liés aux touristes. Ils viennent faire un petit ■ famille, explique Cyril, ■ voyons souvent les mêmes... C'est l'ennui qui les amène ». ■ la gérante d'un salon de thé. Tandis que ■ voisine du magasin Pier Import ajoute : « Ils se disent : on ne va pas laisser les enfants indéfiniment devant ■ télé. Enmerrousons les faire un tour à Paris de vivre ».

■ le malheur ■ fait le bonheur des ■ : pour les bars, les restaurants, les confiseries, ■ journée est au contraire la meilleure. Passer chez eux fait partie de la « balade ». Surtout quand il y a des enfants. Assez vite, en effet, ces derniers ■ fatiguent, s'énervent ou simplement s'ennuient. Une glace, un Coca-Cola ■ quelques friandises ■ sont ■ de trop pour les faire patienter ■ pour calmer pleurs et disputes.

Prendre son mal en patience

Parmi ☐ quelques deux ☐
personnes au travail, ☐
☐ qui vivent vraiment mal un
horreur pourtant exceptionnelle-
l'exigent. Quelques-unes s'en
accommodent ☐ ☐ fait bien ou
☐ pris l'habitude de s'en arran-
ger. La plupart. Cécile, s'y
résignent en attendant mieux.
« Quand on a besoin de travailler,
on prend ☐ qu'on trouve. Mais je
ne compte ☐ ☐ longtemps.
Et les autres ☐ ☐ diront
autant. »

Le cadre  prendre le mal en patience. Ici, en effet, on n'a 

■ sentiment de faire partie des exclus de ■ société ■ confort : « On ne ■ ■ pas à l'usine ■ dans un supermarché. »

D'autre part, dans l'ensemble, le style ☐ gestion du personnel est ☐ libéral : alors que, dans le ☐ ☐ France voisin, les vendeurs refusent de répondre ☐ la moindre question, ici ☐ plupart s'expriment très librement. Toutes choses qui comptent beaucoup ☐ des jeunes.

Les griefs principaux concernent l'absence de week-end de liberté et le ■■■■■ des salaires. On peut ne pas venir un dimanche à titre exceptionnel, mais ■■■■■ pluriplu déclarent : « Ce qu'il nous faudrait, c'est un week-end par mois... L'absence de cette bouffée d'air et la fin tardive des journées de travail ■■■■■ le sentiment d'être « coupé de la vie, coupé des autres ». « Si encore on était payé en conséquence, s'exclame Christophe. Mais ce n'est pas le cas. La plupart d'entre nous sont embauchés au SMIC et ne décolent que de très peu. »

Interrogés sur l'opportunité

« d'ouvrir davantage de magasins le dimanche en France, les vendeurs sont partagés; mais ils penchent tout de même assez nettement vers une législation à l'allemande ». Ce serait mieux que le monde ait ses congés à même temps. Là-bas, ils n'ont pas d'air plus malheureux que nous. « Même si » réduit le nombre des emplois ? Il faut pouvoir gagner vite, c'est vrai. Mais à quel prix ? » Etrangement, il semble qu'un certain nombre de responsables de magasins se posent des questions, explorer.

Marie-Claude Delisle

ILS travaillent le dimanche, mais aussi le samedi, et parfois même le vendredi ou le lundi. Et pourtant, ils semblent aimer cela. « Ils », ce sont les salariés qui constituent les équipes de suppléance de fin de semaine, que l'on appelle aussi les VSD (vendredi-samedi-dimanche), ou les FDS (fin de semaine).

leur nombre, il semble qu'environ cinq ■ cinquante entreprises ont signé un accord pour constituer de telles équipes. En effet, depuis 1982, ■ loi autorise les entreprises industrielles à déroger au repos dominical et à mettre en place des équipes de fin de semaine. *«Lire page 1 l'article de Francine Aizicovici»*

Pour les entreprises qui doivent faire face à un surcroît temporaire d'activité ou qui s'efforcent de rentabiliser un investissement le plus rapidement possible, l'intérêt des VSD est évident. Comme le constate l'universitaire Marie Butel, auteur d'une étude sur la question : « Faciles à concevoir et à organiser, souples, modulables, et même réversibles, les équipes de fin de semaine apparaissent, aux entreprises qui les mettent en place comme un outil idéal de flexibilité. »

Certes, pour faire tourner leurs équipes sept jours sur sept, les entreprises pourraient utiliser le traditionnel 5 < 8, c'est-à-dire cinq équipes travaillant huit heures par jour ■ ■ ■ relayant toute la semaine. Mais cette organisation du travail présente de nombreux inconvénients : complexe à mettre

mauvaisements : colligeuse // une metteuse
■ œuvre ■ modifier. elle ■ très
très fatiguée pour l'ouvrage, qui a le
plus grand mal ■ s'habituer ■
changements d'horaire. En
revanche, avec les VSD, rien de
tel. Les horaires sont ■ priori tou-
jours les mêmes ■ les salariés sont,
la plupart du temps, volontaires.
Sans oublier, bien entendu, les
deux carottes : le temps libre le
reste de la semaine et la possibilité
de gagner en deux ou trois jours
presque autant que les salariés tra-
vaillant banalement du lundi ■
vendredi.

Si l'on en croit Marie Butez, on peut distinguer, parmi les salariés travaillant à fin de semaine, trois types différents. Première catégorie, semble-t-il majoritaire, les salariés volontaires qui espèrent travailler de cette façon relativement longtemps, en tout cas plus de cinq ans. Sensibles aux aspects financiers, ils ont l'intention d'en avoir plus d'activités à l'extérieur et une vie familiale plus riche, soit parce que le conjoint ne travaille pas, soit parce que cela facilite la garde des enfants durant la semaine. Autre catégorie, un peu moins nombreuse, les volontaires qui n'envisagent pas d'enrichir plus de leur vie d'adultes et d'ouvriers, mais ils passent le reste de la semaine

soit ■ étudier, soit... à ■ une autre activité! Lucides, ils n'envisagent pas de tenir ce rythme très longtemps.

Dernière catégorie, les « malgrés nous » des fins de semaine. Intérimaires ou ne possédant qu'un contrat à durée déterminée, ils ne sont pas volontaires, mais ont accepté ce rythme parce que cela leur permettait d'obtenir un emploi stable à durée indéterminée. Plutôt jeunes, ils supportent mal — les horaires, soit parce que leur conjoint travaille le reste de la semaine, soit — qu'ils ont l'impression d'être coupés de la vie sociale traditionnelle.

Face à ■■■■ situation, les syndi-
cals - dont l'accord est indispen-
sable - ■■■■ généralement plongés
dans ■■■■ abîme de perplexité. Hos-
tiles au travail dominical, ils ■■■■
priori opposés à la mise en place
de ■■■■ équipes constituées. ■■■■ plu-
part du temps, de jeunes non syn-
diqués. Mais il leur est difficile
de refuser un système qui génère
des emplois, repose sur le volonta-
riat, offre des rémunérations avan-
tageuses et a le mérite d'être
réversible.

Conclusion : passé ■■■ première réticence, les syndicats finissent par apposer leur signature. Selon les chiffres du ministère du travail, entre 1982 et 1990, la CGC a signé 94,7 % des accords qui lui ■■■ été soumis, la CFDT, FO ■■■ la CFTC entre 82 % et ■■■ %, ■■■ la CGT 61,5 % seulement.

Si, socialement, les équipes de fin de semaine ne semblent pas être les plus en souffrance, les difficultés apparaissent quand on se penche du moins sur le terrain économique. Si la plupart des entreprises jugent « système » rentable, elles sont relativement peu nombreuses à pouvoir donner une indication plus précise. Pis : trop vouloir appeler à des jeunes volontaires venus de l'extérieur, en réduisant au minimum l'équipe d'encadrement, la plupart ont multiplié les défauts : productivité faible, qualité déplorable, détérioration des machines par un mauvais entretien ou utilisation inadéquate. Plusieurs entreprises ont rapidement renoncé : équipes de fin de semaine.

Contrairement à ce qu'elles pensaient, les entreprises ■ doivent ■ faire appel à une main-d'œuvre peu qualifiée pour leurs équipes de suppléance. Leur mise en place nécessite, au contraire, une nouvelle organisation du travail, des fonctions et des profils de postes soigneusement définis et occupés par des ■ expérimentés, formés et polyvalents.

Frédéric Lemaître

CESMA MBA :
investissez pour
enrichir votre carrière

Pour donner une nouvelle dimension à votre carrière et valoriser ainsi votre première compétence spécifique, le CESMA MBA vous permet de maîtriser l'ensemble des outils du management dans un contexte multiculturel.

MBA européen intensif en 1 an, bilingue (français-anglais), le CESMA MBA est réservé à des diplômés de l'enseignement supérieur (ingénieurs, universitaires...) dotés d'un fort potentiel managérial, de préférence après une expérience professionnelle.

Pour obtenir des informations complémentaires ou le dossier de candidature ou participer aux prochaines sessions de sélection (tests et entretien), contactez :

Muriel CHAUMAT
CESMA MBA
23, av. Guy de Collongue
BP 174
69132 ECULLY CEDEX
FRANCE
Tél. : 72.20.25.30.



Groupe ESC Lyon
Lyon Graduate School of Business

Le MBA du Groupe ESC Lyon

TRIBUNE

Le risque de banalisation du travail de nuit des femmes

par Patrick Chalmel

La France est-elle vraiment contrainte de dénoncer la convention de l'OIT? A la suite d'un arrêt du 21 juillet 1991 de la Cour de justice des Communautés européennes, la France a fait l'objet, le 18 décembre 1991, d'une mise en demeure de la part de la Commission de Bruxelles. La commission des Communautés européennes considère en effet que la législation française qui interdit le travail de nuit des femmes dans l'industrie - en application de la convention n° 89 de l'Organisation internationale du travail - n'est pas compatible avec la directive CEE 76/207 du 15 février 1976 sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes. La France, via l'interprétation de la directive CEE de 1976 par la Cour de Luxembourg, découvre donc une contradiction entre ses différents engagements internationaux, et elle doit y remédier. Jusque-là, tout le monde s'accordait.

Le désaccord de la plupart des organisations syndicales, dont la CFTC, intervient lorsque, pour lever la contradiction, le législateur français paraît s'orienter vers une dénonciation de la convention n° 89 de l'OIT le 27 février 1992, date prévue par la convention pour l'exercice du droit de dénonciation. Dans les entretiens en cours sur ce sujet entre la CFTC et les cabinets ministériels, les représentants du gouvernement affirment des contraintes d'en arriver à pour échapper à la nouvelle condamnation, qui leur paraît inévitable, devant la Cour de Luxembourg. Autrement dit, le gouvernement français, dans cette affaire, se présente comme contraint de se rendre là où il ne voudrait pas aller. Mais on peut se demander s'il ne souhaite pas précisément aller là où il ne se sent pas contraint de se rendre : la banalisation du travail de nuit des femmes au nom d'une certaine conception de l'égalité.

On ne peut nier qu'un tel mouvement de travail de nuit des femmes aujourd'hui, dans le monde du travail, l'objet de confrontation entre plusieurs

conceptions de l'égalité des salariés au travail. Il s'agit d'abord de l'ultralibéralisme en vogue, pour lequel l'employeur n'a pas à reconnaître les salariés des hommes et des femmes, encore moins des pères et mères, famille, mais seulement des travailleurs identiques, devant plier l'aménagement du temps de travail optimal pour la rentabilité économique de l'entreprise.

Autre conception, celle de la primauté pour la circonstance de l'archaïsme, pour lequel l'égalité de la femme au travail exige qu'elle accepte toutes les contraintes d'un modèle masculin du travail, indépendamment notamment des contraintes physiologiques ou familiales propres aux femmes mères de famille, et qui s'ajoutent à l'occasion.

TROISIÈME conception de l'égalité, celle qui cherche à promouvoir la CFTC. Pour elle, la femme performante est celle qui tire son dynamisme des exigences de sa nature. La personne humaine, au premier rang desquelles figurent l'importance de la famille et l'égalité de complémentarité entre l'homme et la femme. Dans cette perspective, l'égalité des sexes dans la vie professionnelle implique qu'on leur donne des rôles particuliers, en raison notamment de leur rôle spécifique dans la cellule familiale et du service qu'ils rendent à la société. Ainsi, dans la mesure où la notion de travail de nuit ne démontre pas toutes les enquêtes en santé, la CFTC considère que les progrès technologiques et les progrès de l'organisation du travail progressivement les astreignent à la nuit des femmes au lieu de leur enlever la nuit. Les femmes doivent en être dispensées en priorité, particulièrement les ouvrières de l'industrie dont le travail est par nature dur et pénible.

A partir de cette réflexion sur les enjeux, la CFTC propose de lever la contradiction de ses engagements inter-

nationaux de la manière suivante : ne dénoncer la convention de l'OIT et obtenir plutôt de nos partenaires européens une modification de la directive de 1976. C'est à ce stade de la discussion que les interlocuteurs gouvernementaux objectent qu'ils voudraient bien, mais ne peuvent pas la France, nous dit-on, est politiquement isolée sur cette question de la CEE, et une bataille juridique paraît vouée à l'échec.

PREUVES de l'appui, la CFTC double analyse et, partant, s'interroge sur la volonté réelle du gouver-

Sur le plan politique, déjà, la France est-elle aussi isolée qu'on veut bien le dire pour obtenir de la Commission de Bruxelles une meilleure rédaction des directives CEE de 1976 sur l'égalité? Il est permis d'en douter puisque que travail de nuit des femmes est actuellement interdit dans la majorité des pays de la CEE, à savoir la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal. De plus, l'Italie était aux côtés de la France dans le procès perdu qui a abouti à l'arrêt du 25 juillet 1991.

Sur le plan politique toujours, l'action auprès de la Commission ne paraît pas insurmontable, dans la mesure où il n'y aurait rien à changer à l'esprit des directives de 1976 sur l'égalité. De fait, ces directives autorisent déjà des mesures protectrices spécifiques aux femmes. Le problème vient de la Cour de Luxembourg qui interprète l'expression « (...) la maternité » de l'article 2.3 de la directive n° 76-207 du 15 février 1976, relatif aux mesures qui peuvent être prises en faveur des femmes sans nuire à l'égalité des sexes comme réduisant la grossesse et à la maternité. Une rédaction plus claire de la directive, ce point suffirait donc à régler la difficulté.

Au plan juridique, les choses paraissent encore plus claires : l'arrêt du 25 juillet 1991 ne concerne pas la France et n'oblige pas la France à revoir à la baisse ses engagements à l'égard de l'OIT. Les preuves abondent.

En premier lieu, l'ordre juridique communautaire s'analyse incontestablement en droit régional, alors que les normes de l'OIT relèvent d'un droit international universel. On ne voit donc pas comment la Communauté pourrait valablement imposer à ses membres une convention internationale universelle (1).

Il y a plus. La convention n° 89 de l'OIT constitue un droit supérieur au droit communautaire pour une autre raison : le droit international, lorsqu'il est plus ancien que le droit communautaire, prévaut sur ce dernier. Or, le traité fondateur de la CEE est de 1957, alors que le traité fondateur de l'OIT est de 1919. Et, s'agissant du droit dérivé, la directive CEE sur l'égalité date de 1976, alors que la convention n° 89 de l'OIT en est à sa rédaction actuelle est de 1948.

D'AILLEURS, le traité de 1957 fondateur de la CEE entérine lui-même le principe du droit international qu'on vient d'évoquer. Son article 234 précise en effet : « Les droits et obligations résultant de conventions conclues antérieurement à l'entrée en vigueur du présent traité, entre un ou plusieurs États membres d'une part, et un ou plusieurs États tiers d'autre part, ne sont pas affectés par les dispositions du présent traité. Dans la mesure où ces conventions sont compatibles avec le présent traité, le ou les États membres en recourent à tous les moyens appropriés pour éliminer les incompatibilités constatées. En cas de besoin, les États membres se prêtent une assistance mutuelle en vue

d'arriver à cette fin, et adoptent le cas échéant une attitude commune ».

La jurisprudence même de la Cour de justice des Communautés européennes confirme le respect par le droit communautaire de la règle du droit international : « L'article 234 du traité CEE pour objet de préciser, conformément aux principes du droit international, que l'application du traité n'affecte pas l'engagement de l'Etat membre concerné de respecter les droits des Etats tiers résultant d'une convention conclue antérieurement à l'entrée en vigueur du traité ou, le cas échéant, l'adhésion de l'Etat membre concerné, d'observer les obligations correspondantes. Il manquerait à l'objectif s'il n'impliquait pas l'obligation des institutions de la Communauté de ne pas entraver l'exécution des engagements des Etats membres découlant d'une convention antérieure » (CJCE, 14 octobre 1980, aff. 812-79, Rec., p. 2787).

La conclusion nous paraît s'imposer. Si, le 27 février 1992, la France dénonce la convention n° 89 de l'OIT, malgré les conséquences internationales, c'est-à-dire la crédibilité de l'OIT et les législations sociales des pays pauvres notamment, les protestations de bonnes intentions ne suffiront pas. On sera en droit de demander quelle est la motivation véritable de cette décision : contrainte politique ou juridique, c'est-à-dire conséquence de mauvais augure, l'abandon de souveraineté ou la France à la Communauté? Conception archaïque de l'égalité des hommes et des femmes? Ou bien recul social concédé à l'économisme néo-libéral?

(1) J. Savatier, professeur à la faculté de droit de Poitiers, *Droit social* n° 5, mai 1990.

Patrick Chalmel est responsable du service juridique de la CFTC.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en ligne directement 3815 LEMONDE. Les personnes intéressées peuvent contacter directement STAG/ETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des offres de stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 48-08-99-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de transmettre directement cette information à 45-48-18-20.

GESTION

Lieu : Paris et R.P. Date : indéterminée. Durée : 1 mois mini. Ind. : 10 000 F brut. Profil : bac + 2. Mission : agent de maîtrise chargé de l'exploitation. 11850.

Lieu : Paris et R.P. Date : indéterminée. Durée : 3 mois mini. Ind. : 10 000 F brut. Profil : bac + 4/5. Formation scientifique. Mission : chargé d'exploitation d'une ligne de métro (encadrement des départs, terminaux, etc.). 11850.

Lieu : Paris et R.P. Date : indéterminée. Durée : 6 mois. Ind. : 5 600 F brut/mois. Profil : bac + 2/3. Ecole d'ingénieurs. Mission : chef de produits d'une équipe de marketing dans une entreprise de produits pharmaceutiques. 14303.

Lieu : Evry. Date : indéterminée. Durée : 3 mois mini. Ind. : 3 000 F mini. Profil : bac + 2. Gestion et opérations. Mission : effectuer des opérations en comptabilité de gestion. 11857.

Lieu : Evry. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Notions d'informatique. Mission : administration des ventes. 11858.

Lieu : Evry. Date : indéterminée. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Notions d'informatique. Mission : gestion des commandes. 11854.

COMPTABILITÉ

Lieu : Trappes. Date : indéterminée. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. BTS. Ecoles de commerce. Mission : gestion, informatique. Word 5, Ordicompté souhaité. Mission : comptable unique pour PMI. 16174.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Ind. : 6 200 F. Profil : bac + 2. Comptabilité. Mission : tâches administratives liées à la préparation de la comptabilité DADS (honoraires et courages) et la division financière. 12703.

PERSONNEL

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil :

bac + 2/4. Mission : contrats commerciaux et relations avec clientèle prestigieuse pour 3^e cabinet d'audit et de conseil international. 13895.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 4 mois. Ind. : 1 820 F. Profil : bac + 2/4. Anglais. Mission : 2^e langue, marketing, gestion : étude de marché (Europe) + étude de faisabilité sur création de structures de coordination divers européennes. 14315.

Lieu : Charente/Lyon. Date : indéterminée. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Marketing, action commerciale + anglais. Mission : mettre au point une méthode de marketing. 14303.

Lieu : Charente/Lyon/étranger. Date : indéterminée. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. IAE, marketing, marketing, relations publiques. Mission : assurer relations avec la presse et la communication organisation des événements. 14303.

Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3. Marketing/commerce international, anglais/espagnoles. Mission : en place d'une stratégie commerciale : étude de terrain, synthèse, etc. 14303.

Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. IAE, marketing, marketing, relations publiques. Mission : assurer relations avec la presse et la communication organisation des événements. 14303.

Lieu : Chatou. Date : indéterminée. Durée : 6 mois. Ind. : 5 600 F brut/mois. Profil : bac + 2/3. Ecole d'ingénieurs. Mission : chef de produits d'une équipe de marketing dans une entreprise de produits pharmaceutiques. 14303.

VENTE

Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Formation commerciale supérieure. Mission : assistant de l'acheteur industriel, gestion des contrats d'approvisionnement, etc. 16175.

Lieu : Saint-Lô. Date : à définir. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. BTS action commerciale. Mission : prospection et vente aux entreprises de systèmes de gestion. 16174.

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2. Informatique. Apple PC. Mission : gestion des micro-informatiques. 16171.

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 3 mois. Ind. : 1 800 F + primes. Profil : bac + 2. Informatique appliquée. Mission : gestion d'un produit informatique aux responsables de formation. 16170.

INFORMATIQUE

Lieu : Les Ulis. Date : indéterminée. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Informatique. Mission : technicien des réseaux locaux.

LIBRAIRIE

La gestion des ressources humaines

Jean-Marc Le Gall

Coll. « Que sais-je? », PUF, 177 pages.

« Le directeur des ressources humaines a remplacé le chef du personnel, mais la réalité ne suit pas cette évolution annoncée. » Jean-Marc Le Gall, lui-même directeur des ressources humaines de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS), a su prendre une distance critique sur ce rapport à la réalité. Son « Que sais-je? » ne se contente pas de résumer les multiples aspects de la « nouvelle compréhension de l'entreprise » que reflète l'apparition du concept de « gestion des ressources humaines ». Il la replace également dans un contexte plus général (crise du syndicalisme, développement de l'approche individuelle des questions sociales...) et insiste sur la nécessité d'un véritable partenariat.

COMMUNICATION

Lieu : Bayonne. Date : juin. Durée : 1 à 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. Communication, marketing, relations publiques. Mission : assurer relations avec la presse et la communication organisation des événements. 14303.

Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 2/4 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. Langues, aptitudes rédactionnelles, connaissance de la vie musicale, notions de séisme et TTX. Mission : pour la coordination de la mise en musique. 18935.

BIOTECHNOLOGIES

Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 3 mois mini. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2/3. Chimie, spectrométrie, géochimie, chimie organique. Mission : travaux de recherche dans le cadre d'un projet franco-hollandais. 21555.

TECHNOLOGIE

Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. BTS. Mission : régulation automatisée. 12151.

Lieu : Evry. Date : à définir. Durée : 10 mois (temps partiel possible). Ind. : à définir. Profil : bac + 3/5. Technique automatique-ingénierie. Mission : travaux de recherche dans le cadre d'un projet franco-hollandais. 21555.

SECRÉTARIAT

Lieu : Aix-en-Provence. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. BTS. Anglais, connaissance de la région PACA. Mission : secrétaire/bureau. 14303.

Lieu : Saint-Maur-des-Fossés. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : Word sous Windows, anglais. Mission : secrétaire. 14303.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 1 mois. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 2. Bureautique, informatique. Mission : gestion administrative des documents et des données humaines. 14303.

Le Monde
HEBDOMADAIRE

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Le Monde
PUBLICITAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

ÉCHOS

Conventions formation-management

Sous ce titre un peu technocratique, la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises) lance une opération dont l'objectif est de tenter de remédier à la situation de professeurs de management dans les écoles de commerce et les universités de gestion.

Certes, les conventions formation-management n'apportent pas de réponse à la principale difficulté, liée au niveau des rémunérations, par rapport à une activité professionnelle en entreprise, mais apporte quelques solutions.

Enfin, la « convention-junior », pour le financement d'un troisième cycle de recherche en management, destinée aux étudiants (DEA ou équivalent) et jeunes cadres, formation supérieure (bac + 5). Ensuite, la « convention-junior » permet le financement d'un cycle de perfectionnement dans une université étrangère, en Europe ou aux États-Unis, afin que de jeunes professeurs acquièrent une connaissance internationale.

Enfin, la « convention recherche » financera un projet de recherche post-doctoral.

➤ FNEGE, 2, rue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 47-56-03-08.

Trois types de convention prévues, pour cinquante personnes, qui visent à favoriser les vocations d'enseignants-chercheurs en management. Il s'agit d'abord de la « convention-junior », pour le financement d'un troisième cycle de recherche en management, destinée aux étudiants (DEA ou équivalent) et jeunes cadres, formation supérieure (bac + 5). Ensuite, la « convention-junior » permet le financement d'un cycle de perfectionnement dans une université étrangère, en Europe ou aux États-Unis, afin que de jeunes professeurs acquièrent une connaissance internationale.

Enfin, la « convention recherche » financera un projet de recherche post-doctoral.

➤ FNEGE, 2, rue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 47-56-03-08.

La charte de Référence

La création de Référence, qui avait provoqué quelques réactions dans le milieu du management, a été mise en œuvre.

Composée de responsables de entreprises, l'association s'était manifestée par son intention de moraliser les procédures d'embauche, et de faire passer les situations acquises.

Depuis, l'effervescence est retombée et d'autres positions semblables, notamment dans les grands groupes, ont été réunies au sein de « Syntonia » (Crédit Lyonnais,

Sony France, Dassault systèmes, BSN, GEC Alsthom, etc.) poursuit ses activités. Elle a adopté une « charte » que s'engage à appliquer chacun de ses adhérents individuellement.

Ce document précise que la sélection des candidats « essentiellement » fondée sur l'entretien et le test d'admission se fera « en fonction de leur validation », l'utilisation de l'interprétation de la « personnes habilitées ». A propos du traitement des informations obtenues, il est précisé que « cela peut être amené à donner les raisons du refus au candidat à qui il lui demandera », mais « de manière constructive » dans le respect de leur personnalité. S'agissant de curriculum vitae, « le candidat ne divulgue ni son nom, ni son adresse, ni son numéro de téléphone, ni son CV, ni son accord spécifique à l'intérêt ».

➤ Référence, association de responsables de recrutement, 25, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. Tél. : (1) 49-26-73-32.

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Gestion et des Finances

INTERBAIL

Notre groupe, **INTERBAIL**, est appuyé par les grandes institutions financières européennes, intervient dans le secteur de l'immobilier d'entreprise par la voie du crédit-bail, du crédit, de l'investissement locatif et du conseil (9 milliards d'engagement). Nous recherchons notre

CHEF DE GROUPE PATRIMOINE LOCATIF

Vos missions : collaborer direct du Directeur des Affaires Juridiques et Patrimoniales, vous animez et coordonnez l'activité de l'équipe (4 personnes) qui assure la gestion et le suivi technique de nos immeubles (bureaux, entrepôts, hôtels et magasins) tant pour le traitement administratif et comptable que pour l'optimisation du rendement locatif.

Vous participez activement à la gestion administrative et comptable de l'ensemble, développez notre présence auprès de nos locataires et prestataires de service, veillez à l'efficacité des opérations de location, négociation, transfert et analysez les opportunités de valorisation de notre patrimoine.

Votre profil : 40 ans environ, formation supérieure avec bon bagage juridique, expérience effective et durable de la gestion d'immobilier d'entreprise et de conduite d'équipe, chez un investisseur ou dans un groupe important.

Nous vous offrons un poste autonome, l'opportunité de gérer votre activité en centre de profit et de développer un véritable travail d'équipe. Engagement, initiative, autorité naturelle et rigueur de gestion sont les clés de votre réussite. Poste basé à Paris 16ème.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURY URVAL 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 65 5068 LM (par lettre et en enveloppe).

Mercury Urval

BRED

HARMONISER COMPTABILITE BANCAIRE ET INFORMATIQUE

Importante banque, dépôt française, nous proposons, dans le cadre de notre développement, de devenir le

RESPONSABLE DE LA GESTION DES SYSTEMES COMPTABLES

Rattaché à la Direction de l'Administration Comptes et Valeurs Mobilières, vous aurez pour mission : gérer, animer, conseiller un service bien d'une trentaine de personnes.

Grâce à vos compétences comptables, informatiques, votre rôle consistera :

- Participer à la mise en œuvre de la réforme des systèmes de gestion comptable de la banque (BAFI).
- Collaborer avec les Directions Financières Informatique en ce qui concerne les procédures comptables de la Banque.
- Diriger les équipes qui assurent le suivi administratif des produits bancaires des comptes de la clientèle.

Pour mener à bien cette mission, nous désirons intégrer un cadre 30/40 ans, formation DECIF / Memoraliste ou de formation supérieure bancaire, possédant l'expérience de la mise en place de systèmes comptables de grande (Banque, Assurance, Grande Entreprise).

Votre compétence technique reconnue, alliée à des qualités humaines d'adaptabilité, de contact et d'animation, vous permettront d'évoluer rapidement dans d'autres responsabilités.

Si notre offre vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à : réf. TL/LM/1483

CNPG CONSEIL
69, Av. Pierre Grenier
92100 BOULOGNE

AIX EN PROVENCE - BRUXELLES -
FRANKFURT - LONDRES -
MADRID - MILAN - ZURICH -
STOCKHOLM

CNPG EST MEMBRE DU RESEAU EUROPEEN ENEX.

SEARLE

CONTROLEUR DE GESTION
Evreux (100 km Ouest de Paris)

Directement rattaché au Contrôleur Financier, le candidat que nous recherchons verra confier une mission s'articulant autour des axes suivants :

- la participation à l'élaboration des budgets d'investissement dont il assurera le suivi, le contrôle, l'analyse, ainsi que le reporting.
- la gestion des coûts standards et l'analyse des écarts.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (Sup de Co, Bac + 4...) justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans comme analyste de gestion dans un milieu industriel similaire (chimie, pharmacie, agro...). Il possèdera par ailleurs, la maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique, ainsi que la connaissance de l'environnement GPAO.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. CG aux Laboratoires Searle - Direction du Personnel - 52, rue Marcel Dassault - 92514 Boulogne Billancourt cedex.

Du mardi 4 février au vendredi 7 février 1992

OU
CNIT

PARIS-LA DÉFENSE - 9 H 30 À 19 H

le Salon Européen de l'Assurance

ASSURE EXPO

- 180 exposants représentant l'ensemble des professions de l'assurance
- 20 conférences-débats GRATUITES

L'ARGUS ET Le Monde

vous donnent rendez-vous au stand E 17

Venez retirer votre invitation GRATUITE à l'entrée accompagné de cette annonce

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL

recherche
pour Paris-Etoile

CAMBISTE
pour son département TRÉSORERIE

Vous participez à l'élaboration et à la mise en place des stratégies de couverture de change du groupe et appliquez les décisions de gestion au quotidien.

Diplômé(e) d'une école de commerce ou équivalent, vous avez un an d'expérience sur le marché des changes, vous souhaitez privilégier un horizon de réflexion à moyen terme et vous maîtrisez l'anglais.

Le poste est à pourvoir immédiatement. Envoyez lettre de motivation, curriculum vitae à :

M^{me} PARDO
S.A. Louis Dreyfus & Cie
87, rue de la Grande-Armée,
75782 PARIS CEDEX 16.

Découvrez
un établissement financier
dynamique et performant

Dans le cadre de notre stratégie de développement, nous recherchons un

SPECIALISTE DES CREDITS IMMOBILIERS COURT TERME
Paris

Vous êtes le bras droit du responsable de ce secteur qui souhaite intégrer à ses côtés un véritable allié.

A ce titre, vous connaissez parfaitement ce type de financement immobilier. Vous êtes bien entendu un professionnel de haut niveau issu du monde bancaire et maîtrisant tous les aspects du financement aux promoteurs et marchands de biens. Votre rigueur, alliée à une grande ouverture d'esprit sont indispensables pour partager notre réussite.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 85196 à PREMIER CONTACT - 38 rue de Valenciennes 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex, qui vous garantira toute confidentialité.

PREMIER CONTACT

ETABLISSEMENT FINANCIER
Paris 8^e

spécialisé dans le montage d'opérations financières par appel public à l'épargne

recherche un

Chargé d'Affaires

2 ans d'expérience dans une banque, une société de bourse vous ont permis d'acquérir un savoir faire dans le domaine des émissions, notamment obligataires.

Responsable de dossiers, vous avez une grande capacité d'organisation et de bonnes connaissances techniques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo à : référence 40030/9 à PLAIN CHAMPS 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra votre dossier.

PLAIN CHAMPS

REPRODUCTION INTERDITE

Un des plus Grands Cabinets d'Avocats de Grenoble
(anciens conseils juridiques et fiscaux)
recherche un

Fiscaliste d'Affaires Expérimenté

Grenoble

En contact direct avec les associés et en parfaite synergie avec les collaborateurs juridiques du cabinet, vous aurez principalement pour mission d'apporter un conseil fiscal (montages, contentieux, assistance ponctuelle) auprès de la clientèle du cabinet (groupes, PME/PMI...).

Votre esprit d'initiative et votre aptitude à développer une clientèle propre vous permettront de créer votre département fiscal et d'évoluer dans une association.

Agé de 35 ans environ, vous êtes doté d'un solide bagage fiscal et nantie d'une expérience complète de la fiscalité française. Des connaissances de la fiscalité internationale seraient un atout supplémentaire. Vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et commerciales dans une structure souple et évolutive.

Contactez Liz Salter au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10, rue Jean Goujon 75008 Paris, réf. LS7832MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en Juridique et Fiscal

YVES SAINT LAU

Responsable juridique

Reportant au Directeur Financier, vos principaux domaines d'intervention sont :

POUR LE GROUPE :
• Droit des Sociétés (France et International).

POUR LA DIVISION COUTURE :
• Droit Commercial (gestion des contrats de licences).

• Droit au bail et Assurances.
• Gestion des contentieux.

Vous assurez les relations avec les responsables opérationnels (Licences, Boutiques, Fourrures, filiales étrangères...) et nos conseils extérieurs.

A 30 ans environ, vous possédez une première expérience très opérationnelle de généraliste (France et International) acquise de préférence en Cabinet et justifiée d'une bonne compréhension de nos métiers. L'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. RJ, à Luc Rafflin, Directeur du Personnel, 5 avenue Marceau, 75116 Paris.

7 février 1992

assurance

PO

Monde

au stand E 17

STEFANIER

é
s

é
s

é
s

é
s

é
s

é
s

é
s

é
s

é
s

é
s

JURISTE D'AFFAIRES

Rowntree, leader du marché français du chocolat (3 milliards de C.A., 1000 personnes), recherche pour sa Direction juridique un juriste d'affaires.

Rattaché au Secrétaire Général, vous serez chargé :

- d'assurer le secrétariat légal de notre société,

- de conseiller notre département marketing qui gère les marques, les aspects juridiques des promotions et de la communication publicitaire.

- de mettre au point des contrats et de gérer les affaires contentieuses de l'entreprise.

Diplômé d'un 3^{ème} cycle Droit des Affaires, débutant ou avec une 1^{ère} expérience, vous devrez faire preuve de qualités relationnelles et de capacité de conseil.

La pratique de l'anglais et de la micro informatique sont souhaitées.

Adressez CV, lettre et rémunération actuelle à NESTLE ROWNTREE, L. SAINT-LEGER, Direction du Personnel, LOGNES, 77422 MARNE LA VALLEE Cedex 2.



LES MARQUES DE LA REUSSITE

Juriste Immobilier

Important cabinet Public, proche banlieue parisienne, recherche pour ses études d'infrastructures et d'aménagement, des opérations foncières et des travaux.

Le périmètre d'intervention comporte aujourd'hui des opérations prestigieuses. Cent hectares supplémentaires vont être aménagés dans les 10 prochaines années.

Dans cette perspective, nous créons un service immobilier qui sera plus spécialement chargé des :

- ACQUISITIONS par voie amiable ou expropriation.

- OPERATIONS DE RELOGEMENT ET GESTION DU PATRIMOINE.

Vous serez en charge de l'exécution des procédures (D.U.P., expropriation, protocoles d'accords), en l'absence de l'exécution. Vous aurez à gérer le patrimoine existant et, à ce titre, serez l'interlocuteur privilégié des autorités locales et de toute l'administration par opérations.

De formation juridique supérieure, vous possédez une expérience professionnelle en matière d'expropriation ; vous avez le goût de l'opérationnel et une grande faculté d'adaptation.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous réf. F.JUR.04 M, à notre Conseil, qui vous garantira la confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES
3, rue de la Bourse 75002 PARIS

PARIS • LONDRES • MANCHESTER • FRANCFORT • STUTTGART • MILAN • MADRID

Société de services d'ingénierie informatiques en forte croissance (50 sociétés, C.A. : 2 MdF) recherche son

Chef du Service Juridique

Paris 400 KF

Rattachée au Secrétaire Général et appuyée par deux jeunes juristes, vous aurez pour mission :

- de traiter l'ensemble des dossiers de droit des affaires tant pour la gestion courante en matière de droit des contrats, jusqu'au contentieux, que lors des opérations de fusions-acquisitions.

- de prendre en charge la gestion juridique des filiales françaises et d'assurer un contrôle sur les entités étrangères.

- et de façon générale, de gérer tous les autres domaines juridiques à l'exclusion du droit social.

Diplômée de la Faculté de Droit, vous avez acquis une expérience significative (15 ans) en qualité de juriste d'entreprise. Disponible, pragmatique et rigoureuse, votre sens de la négociation et vos contacts vous permettront de réussir dans ce poste qui nécessite une bonne pratique de l'anglais.

Contactez Thierry Virol (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + n° tél. + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10, rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. TV7810MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

GROUPE BLENHEIM

leader dans le monde des salons professionnels recherche pour la Direction du Groupe France

UN ATTACHÉ DE DIRECTION (H/F)

■ Directement rattaché à la Direction Générale, vous aurez pour mission de coordonner les activités juridiques et administratives du groupe. ■ En collaboration avec les conseils extérieurs, vous serez en charge du suivi juridique lors d'acquisitions et fusions de sociétés. ■ A l'écoute des responsables administratifs et financiers des filiales/départements, vous serez en charge de l'amélioration de l'organisation administrative. ■ Homme de contact, vous serez le lien entre la Direction, les filiales et les actionnaires principaux.

■ Agé de 35 ans environ, de formation juridique complétée par un diplôme Sciences-Po, vous avez acquis une première expérience d'au moins deux ans dans un cabinet de conseil international, entreprise. ■ Vous êtes rigoureux, efficace, motivé, rapide, communicant. ■ Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si vous vous reconnaissez, veuillez adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo + salaire actuel) sous référence AD192 à notre conseil :

PELTZER & ASSOCIÉS
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

30, rue Le Pelelier, 75002 Paris
l'attention d'ALEX BALKIN

Rattachée à un

Groupe Interprofessionnel Fiduciaire,

FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE

Implantation nationale recrute son

DIRECTEUR GENERAL

Mission :

Participer à la définition de la stratégie, en l'application des niveaux de l'exploitation, du recrutement, de l'animation des hommes et du développement tant clientèle que produits.

Profil :

Technicien de haut niveau du Droit, de la Fiscalité et de la Gestion, ayant acquis une expérience hiérarchique significative dans un Groupe Fiduciaire et ayant développé son aptitude à la communication dans un environnement libéral.

Localisation du poste : Négociable Paris, Lyon, Angers.

Les dossiers de candidature, traités en toute confidentialité, seront adressés sous référence 0071 à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

EMPLOI

Le mardi,
c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde des Cadres

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 • LM

INGENIEUR... MAIS AUSSI COMMERCIAL

Filiale de 11 compagnies pétrolières, notre société **géostock** est le leader mondial de l'ingénierie stockage souterrain. Elle réalise des projets dans 11 continents. Avec un C.A. de 90 MF et environ 100 personnes, pour la plupart ingénieurs spécialistes de haut niveau, notre succès est aussi dû par les valeurs fortes qui caractérisent notre culture, comme l'autonomie, la polyvalence et le sentiment d'appartenance à une équipe. Pour consolider notre développement, nous recherchons aujourd'hui l'adjoint à notre Directeur Commercial.

Avant tout, nous adaptons aux aspects techniques de nos produits, nous maîtrisons les composantes administratives, juridiques et financières afférentes à nos contrats spécifiques dans un environnement international, tant public que privé. Pilote de la négociation des projets qui vous sont confiés, que vous générerez vous-même, vous créez en interne la synergie des compétences par votre professionnalisme et votre savoir-faire.

La trentaine, vous possédez une formation d'ingénieur complétée par un 3ème cycle de gestion (ISA, IAE, MBA...). Une expérience significative dans un secteur d'activité proche (pétrole, génie civil, ingénierie...) vous apporte expertise technique, relationnel et d'excellentes qualités d'expression, tant écrites qu'orales. Vous parlerez aussi de vos négociations. Bilingue anglais, vous maîtrisez une troisième langue (espagnol ou allemand).

Des déplacements fréquents mais de courte durée sont à prévoir. Poste basé à Ruil-Malmaison.

Florence HADJAB remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, réf. 3805A/LMI, 11 CARRIÈRES, 4, Quentin Bauchart, PARIS.

BOSSARD
Carrières

Filiale d'un groupe industriel international, (13 000 personnes, 12 milliards de F de CA) notre société (1000 personnes, 1,7 milliards de CA) conçoit, produit et commercialise des matériaux destinés à la construction du bâtiment. Nous sommes le souci constant de maîtriser l'évolution de la complexité de nos procédés, afin de répondre aux exigences techniques croissantes de notre marché. Nous recherchons pour une de nos usines, un :

Responsable des services techniques

Membre de l'équipe de Direction de l'Usine, vous prenez en charge les Services Entretien, Maintenance, Bureau d'Etudes et vous assumez la responsabilité d'une équipe de 25 personnes.

Vous êtes environ, ingénieur de formation, vous alliez de bonnes connaissances techniques : mécanique, électricité et

automatisme, un intérêt et une compétence reconnus et confortés par une première expérience opérationnelle significative, pour le management des hommes et l'animation des équipes. De réelles perspectives d'évolution sont ouvertes au sein du groupe. Poste basé dans le Sud-Ouest de la France.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence A2/02/02 à notre Conseil Madame Christiane SAUNIER FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



QUE CHOISIR

Par son impact, notre mensuel "QUE CHOISIR" renforce notre action pour l'amélioration de la vie quotidienne, la gestion des relations entre particuliers et professionnels. Pour étoffer nos équipes, nous créons aujourd'hui deux postes.

CHEF DE RUBRIQUE ECONOMIQUE

180 KF

Rattaché au service économique, vous avez la responsabilité d'une rubrique mensuelle conçue à partir d'études documentaires, d'enquêtes, d'analyses et de choix dans une optique de défense de l'usager. Vous testez tous types de services en particulier ceux des banques et des assurances. Vous êtes aujourd'hui rédacteur spécialisé dans le conseil aux particuliers et l'information pratique pour les sujets financiers. Anglais ou Allemand courant. Réf M 46/4438 B

REWRITER

200 KF

Rattaché au Rédacteur en Chef, vous écrivez des papiers à partir d'études documentaires, d'analyses, d'enquêtes et de choix dans une optique de défense de l'usager. Vous testez tous types de services en particulier ceux des banques et des assurances. Vous êtes aujourd'hui rédacteur spécialisé dans le conseil aux particuliers et l'information pratique pour les sujets financiers. Anglais ou Allemand courant. Réf M 46/4438 B

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à la référence choisie à :

EGOR
COMMUNICATION ET MEDIAS
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.25.71.07

EGOR

LA MISSION LOCALE
DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE.
ASSOCIATION D'AIDE A L'INSERTION DES JEUNES.
recherche

Directeur

— H/F —

Votre mission : vous devrez améliorer et gérer la Mission Locale en assurant un accueil de qualité et la renforcement avec les différents partenaires en tant que force de proposition et d'animation.

Votre profil : âgé de 35 à 45 ans, vous êtes un homme ou une femme d'entreprise désireux(se) de vous investir dans une structure de type social.

Envoyez CV et photo, sous réf. BG1291E, à Jean-Claude BRUTHIAUX, au Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement, 29 bis rue de l'Arquebuse, 21000 Dijon. ou consultez la définition de la fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier National de Conseil en Recrutement

LOGIC CONSULTANT

Spécialistes des problèmes de la gestion des flux, de l'entreposage et du transport, nous sommes filiales de deux grands groupes implantés dans le monde entier. Nous recherchons pour rejoindre nos équipes.

Consultants Seniors en Logistique

H/F

Les candidats devront avoir une expérience réussie de plusieurs années de Conseil ou d'Audit et avoir assuré des responsabilités opérationnelles dans le domaine de la Logistique.

De formation supérieure, ils auront une grande autonomie, d'excellentes qualités relationnelles, une aptitude au management d'équipe, une approche méthodique des problèmes.

Prêts à s'impliquer sur des projets ambitieux nationaux et internationaux, hommes des challenges réussis, ils pourront prendre rapidement des responsabilités importantes dans notre organisation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération à : Norbert CURHEN - LOGIC CONSULTANT - 11, bd Ney - 75015 PARIS

ORGANISME FRANCAIS
DE COOPERATION INDUSTRIELLE
Quartier Etoile

CONSULTANT

La coopération industrielle et les transferts de technologies sont devenus une priorité pour les entreprises françaises soucieuses de s'ouvrir à l'international.

Notre organisme a reçu pour mission de promouvoir une telle action et d'assister les entreprises dans leur démarche, particulièrement dans la zone ASIE.

Ce cadre, nous recherchons un consultant qui sera basé à Paris. De formation supérieure technique, commerciale ou gestion, il a acquis une expérience diversifiée en entreprise ou en cabinet conseil.

Une parfaite maîtrise de l'Anglais est exigée.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier (candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 295 à C.K. 7, Robert Le Coin - 75016 Paris



Chantal Kervyn

Lyon

Manager Trilingue
pour coordonner
de grands projets

Notre société de conseil développe auprès des collectivités locales des pays de l'Est son savoir-faire reconnu dans l'Hexagone.

Cette stratégie de conquête offre un challenge à un ingénieur généraliste ou cadre de commerce, de 30 ans environ, sachant gérer des budgets et fixer des objectifs. Actif, entreprenant, responsable au sens propre du terme, vous avez prouvé votre aptitude à communiquer et votre talent relationnel. A l'écoute des autres, vous savez anticiper, guider, stimuler, décider.

Votre mission : contact avec les décideurs et prescripteurs, négociation, suivi, coordination avec des bureaux d'études. Vous êtes un homme orchestre, mais aussi l'expert reconnu d'un métier lié à l'environnement. L'anglais et l'allemand sont impératifs.

Jacques VUARIER traite confidentiellement votre candidature sous réf. 4436.



Inmeuble "Le Highway"
41, quai Fulchiron,
69615 Lyon

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

RHONES-ALPES

Votre métier :
la communication

Pour communiquer au plus près du terrain, notre entreprise étend ses unités locales et recherche pour ses établissements rhône-alpins une (e) chargée de communication.

Vous développerez une relation régulière avec les supports médiatiques de la région, vous assurerez une représentation régionale de notre société lors de manifestations publiques. Vous réaliserez des reportages pour les médias internes et vous participerez à l'élaboration de ces journaux et vidéo-cassettes.

Attachée de presse, journaliste ou responsable de communication, Rhône-Alpes est votre région, espace de vie et de travail. Les professionnels apprécient vos talents et vous voulez exercer votre métier en entreprise... faites part de votre motivation et de vos réalisations à notre conseil. Il vous parlera de notre société où la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier + photo, réf. 116 à RSCB CARRIÈRES - 2, rue Rouget de Lisle 92130 ISSY LES MOULINEAUX qui transmettra.

CONSULTANT EN QUALITE

Paris - Comptant parmi les leaders internationaux du conseil en management et technologie (1830 consultants, chiffre d'affaires 1,8 milliard de francs, 80 bureaux dans 20 pays), PA Consulting Group poursuit en France le développement rapide de son activité "Quality Management". Notre approche de la Qualité Totale, formalisée au travers de plus de 250 missions internationales, reste pragmatique en intégrant notamment les exigences des normes ISO 9000 auxquelles la plupart de nos clients ont aujourd'hui à conformer. Dans ce cadre, nous recherchons un consultant capable

de piloter la mise en place de systèmes d'Assurance Qualité en liaison des changements culturels complexes. De formation ingénieur ou équivalent, vous parlez anglais et vous avez acquis une expérience d'au moins cinq années dans la qualité en entreprise ou cabinet de conseil. ■ de préférence dans un environnement industriel ; la connaissance de techniques spécifiques telles que le QFD ou l'AMDEC est un plus. Ecrivez ■ Louis BESLAND, en précisant la référence A/067M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.21.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

CREDOC

- Une longue expérience reconnue dans les disciplines de la statistique ■ l'économie appliquée aux sciences humaines ■ sociales.
- Un original : partenariat ■ l'Etat pour la recherche d'études ■ recherche avec les entreprises, les collectivités locales, les ministères...
- Une pluridisciplinarité réelle.
- Trois axes principaux d'intervention : les opinions ■ les "aspirations" des Français, la consommation des ménages, l'évaluation des effets des politiques publiques.

Chargés d'études H/F

■ cadre de notre développement ■ recherches ■ responsabilité scientifique d'un chef de département et de son adjoint, nous vous confierons la responsabilité d'études et la gestion d'un portefeuille de contrats. Vous avez une formation écoles de commerce. Maîtrise ou un 3ème cycle universitaire. Vous êtes familiarisé avec les statistiques ■ méthodologies des études marketing et vous avez une première expérience ■ bureau d'études. Vous êtes à l'aise ■ la rédaction ■ la restitution orale des travaux d'études. Vous avez le goût ■ travail en équipe, des négociations commerciales ■ avez un bon niveau

Statisticiens H/F

■ responsabilité scientifique d'un chef de département, nous vous confierons le développement et l'application de méthodes nouvelles dans la gestion de grosses bases de données ■ traitement des enquêtes (analyse factorielle...). Vous avez une formation ingénieur grandes écoles ou un doctorat et maîtrisez parfaitement l'usage des statistiques à haut niveau (économétrie et analyse des données) et l'utilisation des logiciels spécialisés (SAS...). Vous avez une expérience en bureau d'études, et êtes à l'aise à l'écrit et à l'oral pour la restitution de vos travaux. Une bonne connaissance ■ l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au CREDOC - 142 rue du Chevaleret 75013 PARIS. A l'attention du Directeur du CREDOC. Confidentialité assurée.

De l'Assurance à la Banque...

Une Grande Banque renforce ■ Direction Assurances et recherche pour Paris 9^e un

Technicien Réassurance (ou assurance)

Vous vous verrez confier l'ensemble des opérations de réassurance Vie ■ IARD, concernant la filiale de réassurance du groupe.

Votre mission consistera : ■ d'une part ■ assurer le contrôle et le suivi des opérations engendrées. ■ d'autre part ■ seconder le responsable réassurance dans le développement de l'activité.

Vous justifiez d'un diplôme d'études supérieures, d'une expérience professionnelle solide (minimum 5 ans d'expérience en (Ré)assurance Vie

et/ou IARD), ■ d'une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Connaissance micro-informatique appréciée.

La fonction est évolutive pour un candidat de valeur désireux de s'investir pleinement dans un environnement financier.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions ■ réf. 35244 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

IMR

INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES

LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO

MANCHESTER - PARIS - MILAN - MADRID - MUNICH

recherche pour vos opérations françaises des

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

Notre activité : Conseil en management orienté vers l'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité.

Notre atout : la performance. Pour faire face à la forte croissance de la filiale France, nous renforçons notre équipe en intégrant plusieurs Consultants en management.

Votre mission : coordination de toutes les actions impliquées dans la mise en place d'organisations plus performantes et de systèmes de gestion adaptés. Partie intégrante d'une équipe, votre rôle est primordial dans l'exécution du projet. Votre expérience, votre état d'esprit,

vos sens du contact humain vous permettent de maîtriser rapidement les concepts de stratégie et d'organisation.

Votre sens analytique très prononcé ne vous empêche cependant pas d'avoir une vision synthétique des problèmes.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce ou d'ingénieur), vous avez un minimum 30 ans.

Vous maîtrisez bien entendu parfaitement l'anglais. Une autre langue européenne serait un atout. Vous serez fréquemment en déplacement.

Adressez CV, lettre manuscrite et photo, sous référence 402 M, à Parcours - 2, rue du Bouloi - 75001 Paris

Construisez les stratégies du futur

■ Siris Partenaires conjugue projection dans le futur ■ pragmatisme ■ clients. ■ anticipons leur évolution ■ définissons leur entreprise telle qu'elle ■ demain. Nous les aidons à ■ une trajectoire cohérente ■ en place ■ qui leur permettra d'atteindre l'objectif fixé ■ partir de l'existant

■ Pour traduire le futur en ■ de besoins ■ non de moyens ■ collaborateurs ont donc une mission globale ■ percevoir ■ que sera demain ■ lancer la mise ■ œuvre du projet construit ■ partir de l'analyse du présent ■ ils interviennent dans ■ les domaines gestion, production, organisation, relations sociales... pour faire adhérer l'ensemble de l'entreprise à des objectifs ambitieux et ■ forte dynamique.

■ Aujourd'hui, ■ occupez un poste de responsabilité, vous ■ formation supérieure ■ vous ■ acquis une grande compétence professionnelle dans votre domaine. Pragmatique ■ concret, vous avez un esprit d'analyse et de synthèse développé, une réelle aptitude ■ anticiper ■ à communiquer avec ■ en plus, un enthousiasme indéfectible. La maîtrise de l'espagnol ou de l'italien serait appréciée.

■ Pour rejoindre ■ équipe, adressez votre dossier de candidature à Siris Partenaires SA, 90 ■ Marcel-Dagault, 92100 Boulogne.

SIRIS

Premier Emploi



Premier groupe
interprofessionnel de
retraite et de Prévoyance
complémentaire, nous
assurons notre dynamisme à
un secteur en pleine mutation.
Assurance, assistance, santé,
santé, loisirs, presse... nous
avons développé notre activité :
aujourd'hui, nous sommes en
France, nos collaborateurs
proposent une large gamme de
services.
Un système informatique
performant (IBM, DB2 et
MVS/ESA, mini, DB2 et
micro OS/2) est la clé de
notre stratégie de
développement.
Une stratégie qui comprend
que prévoir, c'est innover.

Jeunes Diplômés Futurs Informaticiens

Intégrez dans l'une de nos équipes informatiques, vous participerez activement à la mise en œuvre d'applications très diversifiées dans un contexte technique de pointe. En contact étroit avec les utilisateurs, vous apprendrez les différents métiers de notre entreprise, garantissant ainsi votre évolution dans notre groupe.

Dote d'une formation supérieure (Diplôme d'Ingénieur ou Universitaire minimum Bac + 4), vous voulez utiliser le tremplin de l'informatique pour votre premier poste. Une formation complémentaire peut être envisagée pour vous permettre d'aborder ces fonctions.

Pour les postes bases à Chartres ou à Paris, merci d'adresser votre candidature en précisant la référence RJ2 à notre Conseil Reine-Marie HALBOUT
CAP SESA SELECTION
207, rue de Bercy - 75012 PARIS.



Le style Habitat, des idées et
accessoires de design à la portée de tous.
C'est aussi 1200 collaborateurs
1,2 milliard de CA et des milliers à la hauteur
de votre valeur.

■ RESPONSABLE COMPTABILITE FOURNISSEURS CDD 6 mois (CDD éventuellement)

De formation BAC + 3/4 en Gestion Comptabilité, vous êtes
jeune et avez prouvé votre valeur et vos qualités
d'encadrement au cours d'une première expérience.

Assurer le bon fonctionnement de notre Service Comptabilité
Fournisseurs, telle est la mission que nous souhaitons vous
confier début mars au sein de notre Direction Financière.

A la tête d'une équipe de 10 personnes, vous êtes responsable
de l'organisation et du contrôle de la comptabilité fournisseurs
(logement, respect des procédures, règlement des impôts, ainsi
que de la bureautique comptable, installation de logiciels
LOTUS, ATUANTE... et formation auprès des utilisateurs).
Vous êtes l'interlocuteur privilégié des prestataires extérieurs
en informatique.

Votre maîtrise de l'anglais et votre dynamisme seront les
meilleurs atouts de votre réussite dans ce poste.

Pour nous rejoindre à Orger, merci de nous adresser votre
dossier de candidature HABITAT - GRI - RN 12 - 78100 ORGER.

LE STYLE
HABITAT
VOUS PLAIT ?
FAITES-EN
VOTRE
MÉTIER.

habitat

JEUNE DIPLOME COMPTABILITE GESTION

GRUPE SAINT LOUIS

Filière du Groupe SAINT LOUIS,
notre société est le leader français
du marché des plats cuisinés.



ENSEMBLE, VERS LE MEILLEUR

Notre professionnalisme s'inscrit dans
dynamisme d'innovation et de développe-
ment, favorisée par des relations profes-
sionnelles simples et conviviales au sein d'une
structure de 1.100 personnes.

De formation Ecole Supérieure de
Commerce option finances comptabilité, ou
titulaire du DECS, nous vous confierons le
poste de n° 2 de notre Département
Comptabilité Générale.

Vous êtes à l'aise à bien des missions :
fiscalité, en droit des sociétés...
rapidement dans la définition et la
mise à jour des nouvelles versions des
systèmes informatiques comptables.

Cette première expérience réussie vous per-
mettra d'évoluer, d'ici 2 à 3 ans, vers
d'autres métiers de la finance ou du
contrôle de gestion.

Ouverture d'esprit, rigueur et relation-
nel sont des atouts majeurs pour ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candida-
ture (lettre, CV et photo) à l'attention de
Jean-Paul GIRAUD - WILLIAM SAURIN
BP 138 - 77401 LAGNY SUR MARNE
CEDEX.

L'Informatique

SETICS RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON ACTIVITE DEFENSE

Ingénieurs télécom ETUDES/CONSEIL EN GESTION DE RESEAUX ET SYSTEMES D'INFORMATION



INGENIEUR D'ETUDES
Possédant une première expérience
de 3 à 5 ans, vous serez intégré
à une équipe
pluridisciplinaire et participerez
à l'élaboration des
systèmes de télécommunications.

RESPONSABLE D'ETUDE/PROJET
Vous avez 3 à 5 ans d'expérience.
Outre vos compétences,
ce sont vos qualités relationnelles
qui feront de vous le moteur
d'une affaire dans ses aspects
techniques et commerciaux.
Nous vous offrons de larges
possibilités d'évolution : le conseil
ou l'audit système.

Postes à pourvoir à Paris 13^e.

Envoyer CV à SETICS
194, rue de Tolbiac - 75013 PARIS



INTERMARCHÉ
Le n° 1
de la distribution
alimentaire

STIME, 260 pers.

STIME, informatique du Groupement des Mousquetaires, assure l'intégrité
de la production informatique des prestations de services aux entreprises,
usines et points de vente.
Pour renforcer nos actions Qualité, créons des postes d' :

Ingénieur qualité logiciel

11-260

ISSY LES MOULINEAUX

Rattaché au responsable du Service Assurance Qualité, vous devrez, un
premier temps, en assurant la coordination d'un groupe de travail multidisciplinaire,
étudier, définir, sélectionner et promouvoir la mise en œuvre de méthodes et
outils permettant de garantir la qualité des logiciels applicatifs développés.

De formation supérieure, une première expérience professionnelle d'au moins
deux ans vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des environnements
IBM (micro, mini et grands systèmes), et de vous initier aux méthodes
et outils de test. Les contraintes de production informatique et du support
des produits en environnement réparti sont familières.

Votre goût pour la méthodologie et pour la communication, votre
technique, votre autonomie et votre forte implication professionnelle trouveront
à s'exprimer dans une équipe jeune aux activités diversifiées.

Adressez votre manuscrit, CV, prétentions, sous référence 114 à Quallays,
59 bis rue Foch, 94100 Saint Maur.



JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN À L'ÉCOUTE DE NOS UTILISATEURS

MATIF (300 p., Poste 2^e)
gère MATIF, leader de l'Europe.
MATIF Informatique (100 p.) travaille autour de deux
axes VAX, et l'outil privilégié de nos utilisateurs
est le vecteur de notre performance.

Vous prenez en main, en prise directe nos
utilisateurs (trésorerie et comptabilité), les évolutions
fonctionnelles de l'un de nos projets bancaires clés
et intervenez dans la conception et l'intégration
des nouvelles fonctionnalités.

Bac + 5, vous avez au moins 2 premières
années d'expérience, participez à la conduite
d'un projet de gestion dans un environnement
méthodologique. Vous maîtrisez déjà le développement
sur VAX et/ou l'utilisation d'un SGBD relationnel.
Si vous souhaitez prendre des distances
techniques pour vous intéresser à nos métiers,

Ecrivez à Mme S. BLAIN,
notre consultante (réf. 100 LM)
MATIF Informatique



ALEXANDRE

Secteurs de Pointe

Ingénieurs Electroniciens Chefs de Projets - Etudes Electroniques



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Le développement de l'électronique automobile s'accroît pour améliorer les performances, le confort, la sécurité, la fiabilité et le coût des véhicules. Ce sont donc toutes les fonctions de VALEO qui s'électronisent : Habitacle, Embrayage, Eclairage, ... Dans ce contexte, la Branche Electronique (1000 personnes) constitue une force de proposition et de développement pour l'électronisation des fonctions VALEO. La conception de nos produits est réalisée dans le Centre d'Etudes Electroniques de CRETEIL, où que la production est assurée par notre usine située à BEAUGENCY, près d'Orléans. Et pour améliorer nos performances et notre cadre de travail, nous recrutons prochainement deux unités dans des locaux "high-tech", proches des sites actuels.

Nous recrutons pour BEAUGENCY (45) :

RESPONSABLE MOYENS DE TESTS

Vous êtes pour objectif le développement et la mise en place des systèmes électroniques produites en moyenne et grande série. Responsable véritable animateur d'une équipe de 5 Techniciens, âgé de 30 ans environ, formation supérieure (Ingénieur Electronicien), vous êtes issu d'un milieu industriel (Zehmel, Marconi, ETL...) et souhaitez valoriser votre acquis. Une expérience en hyperfréquence est un plus.

MATERIALS MANAGER

Responsable de l'ensemble Achats/Logistique/Ingénierie composants, vous définissez sur le site la politique d'approvisionnement. Vous maîtrisez les stocks, votre objectif est, à moyen terme, de fonctionner à flux tendu et de réduire la part matière pour accroître la compétitivité.

Formation Ingénieur, votre expérience industrielle (production grande série, approvisionnement, GPAO...) de préférence dans l'électronique, associée à des qualités de négociateur, de gestionnaire et d'animateur, font de vous le manager que nous recherchons.

INGENIEUR PRODUIT

Proche des études, vous êtes impliqué dans l'industrialisation des modules et systèmes électroniques, vous analysez les étapes du développement du produit jusqu'à la mise en production. Vous êtes le garant de l'atteinte des objectifs fixés et intervenez en cas d'écarts en proposant des modifications productives, des outillages, définition/qualification des moyens de test jusqu'à l'obtention de la qualité optimale.

Ingénieur de haut niveau et familier de la gestion de projets industriels pour des produits grande série, de préférence dans l'industrie électronique, vous êtes rigoureux mais aussi à l'écoute de l'environnement pour assurer l'objectif fixé.

INGENIEUR COMPOSANT - CIRCUIT IMPRIME

INGENIEUR COMPOSANT - SEMI-CONDUCTEUR

Vous maîtrisez déjà les technologies du circuit imprimé ou semi-conducteur. Votre curiosité intellectuelle vous pousse à l'écoute des évolutions technologiques et leurs applications. Votre dynamisme, vos qualités d'analyste, votre compétence en électronique (CPI ou semi-conducteur) vous font reconnaître par tous les services (études, production, qualité, achats...) l'expertise incontournable pour conseiller la meilleure utilisation dans le respect du cahier des charges.

Vous êtes Ingénieur et possédez une expérience significative dans l'un des domaines composants.

Nous recrutons pour CRETEIL (94) :

INGENIEUR CONCEPTION "CIRCUITS INTEGRES"

A ce poste, vous concevez entièrement le circuit intégré depuis la rédaction du cahier des charges jusqu'à son lay-out. Vous êtes capable d'en assurer la sous-traitance, complète ou partielle.

Ingénieur Supélec, ESIEE..., connaissant les différentes technologies (CMOS, BiCMOS...) et leur intégration, pratiquant les outils de conception (GRAPHICS), souhaitez aujourd'hui être pleinement impliqué dans les développements de circuits intégrés, au sein d'une équipe jeune et compétente.

INGENIEUR MARKETING ACHATS

Jeune Ingénieur Electronicien, votre fort potentiel vous permettra d'influencer la fourniture des composants en place de base complète de données (produits, fournisseurs, marchés, prix...) et active. Responsable, vous animerez et gèrerez un réseau important de fournisseurs (choix, négociations, litiges...) et interviendrez concrètement dans la recherche de la meilleure solution technique et/ou économique, dès la conception du produit.

RESPONSABLES PROJETS - ETUDES ELECTRONIQUES

Dans cette fonction, autonome et responsable, vous prenez en charge un ou plusieurs projets et les menez à bien, depuis la définition du produit jusqu'à son industrialisation. Vous coordonnez les équipes en place en vous impliquant vous-même dans la fonction opérationnelle. Vous êtes également l'interlocuteur technique du client et l'informez de l'évolution du projet.

A 30 ans environ, de formation Ingénieur Electronicien de haut niveau, vous avez une expérience significative en B.E. et en conduite de projets.

Chacun des 4 postes proposés traitant d'un domaine spécifique, votre expérience dans l'une ou l'autre des matières suivantes est un atout supplémentaire :

TELECOMMANDE INFRAROUGE : Vous avez une bonne expérience en électronique logique et analogique faible signal. Vos connaissances en optique/optoélectronique et simulation Spice sont particulièrement appréciées.

CENTRALE D'ALARME : De bonnes connaissances en électronique analogique et logique et en environnement micro-contrôleur sont indispensables. Des compétences en physique ultra-sonore constituent un atout décisif.

MULTIPLEXAGE : Vous possédez des connaissances spécifiques en électronique analogique, logique et en micro-contrôleur. Si vous avez également travaillé dans le secteur automobile, vous êtes le candidat idéal.

COMMANDE DE PUISSANCE : Vous avez nécessairement une expérience de l'électronique de puissance (convertisseurs DC-DC, DC-AC, transistors) ainsi que des problèmes d'asservissement analogique et numérique. Votre connaissance des micro-contrôleurs et de la simulation Spice est appréciée.

Pour ces postes, l'anglais est nécessaire.

Faites-nous part de votre motivation en adressant votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et références) en précisant impérativement la référence du poste choisi à : **MAURICE URVAL** - Richard LOMBART - 14 bis, rue Daru - 75001 PARIS Cedex 08.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 30 000 personnes réparties dans dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE



17 500 personnes dans le monde, 12 filiales françaises, 37 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et l'automobile, des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

La DIVISION SYSTEMES AERONAUTIQUES renforce le potentiel humain de son établissement de SAINT-OUEN et recherche en

INGENIEUR DEVELOPPEMENT ELECTRONIQUE

Venez rejoindre l'équipe de développement électronique de notre Département "Systèmes BTM-TPI Sécurité" pour prendre en charge l'étude, la conception, la mise au point et la qualification de calculateurs électroniques embarqués (logique et analogique). Vous êtes également à assurer le suivi des fournisseurs, élaborer la documentation d'étude et les spécifications rédigées en langue anglaise, à soutenir les anglais les projets devant les responsables techniques des clients.

Ingénieur Electronicien issu d'une Grande Ecole, justifiez d'une première expérience de 2 à 3 ans acquise dans un département Etudes du secteur aéronautique, spatial ou militaire. Votre rigueur, votre dynamisme, votre esprit d'équipe et votre capacité d'analyse vous incitent à nous rejoindre à progresser dans le Groupe. Votre anglais parlé et écrit est courant.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, référence 1901, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. (1) 42.89.10.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners

CORNING FRANCE

Imposez nos produits Télécom
aux marchés européens !

Corning est le premier

fabricant mondial de

fibres optiques.

Se nouvelle usine

Metun lance la

production de coupleurs

de télécommunications.

L'ambition de

Division télécommu-

nications aujourd'hui

européen des très

entreprises,

administrations,

gros systèmes...

Ingénieur de développement

Vous êtes l'interface entre le centre de recherche et la fabrication amont des composants optiques (salle blanche). Votre rôle consiste à accompagner les transferts de technologies du laboratoire à la production, pour l'ensemble des développements de produits. Vous définissez ainsi les conditions opératoires et les processus.

Jeune ingénieur physicien ou docteur, vous avez une première expérience, vous maîtrisez le domaine de la micro-électronique et les mesures optiques. La connaissance de l'anglais est indispensable dans le cadre des relations avec les USA (échanges fréquents, déplacements à courte durée...).

Ingénieur d'application

Votre rôle est d'initier les marchés en France et à l'étranger, de répondre aux besoins techniques des clients en les informant des produits. Vous êtes le support technique des produits vendus.

Ingénieur Télécom, électronique ou physique, vous maîtrisez la technique des réseaux télécom, des fibres optiques, des composants et votre contact avec les clients permettront d'aborder sous l'angle prospectif les marchés de haute technologie. Maîtrisant les langues anglaise et éventuellement allemande, disponible pour déplacements fréquents, vous avez éventuellement une première expérience.

La démarche de recrutement est ouverte à toute division de personnes dynamiques et créatives disposant de bonnes qualités de communication et d'un réel potentiel d'évolution.

Adresser votre candidature (lettre, CV, photo et références), réf. 29349, à Corning France, DRH, 11 rue de Valenciennes, 77210 Avon.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 LM

Secteurs de Pointe



A l'aise dans le futur

Investissez
dans la finance
et le tertiaire

10ème SSII française, nous développons notre expertise dans le Conseil, l'Ingénierie et les Services à Valeur Ajoutée.

Dans le cadre de l'expansion de notre activité Conseil, nous recherchons pour notre filiale SG2 Finance et Tertiaire :

un Consultant senior

Ingénieur issu d'une grande école, vous avez 7 à 10 ans d'expérience dans le conseil en systèmes d'information.

Après des entreprises bancaires, vous intervenez dans la communication clientèle, la gestion des risques, des titres, des capitaux, la réglementation bancaire... Vous participerez au développement de notre portefeuille d'affaires.

des Consultants juniors

De formation Bac + 5 (grande école ou université), vous avez au moins 2 ans d'expérience dans la conception de systèmes d'information (méthodes : Racine, Merise ; architectures...).

Dans le domaine bancaire ou financier, vous serez associés à des missions de conception de schémas directeurs, d'audits, d'études préalables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence MFT à SG2 INGENIERIE Michelle ZIGUARA - 104 av. du Président Kennedy - 75765 PARIS CEDEX 16.

Le partenaire du futur

Initiateur
d'un nouveau message sécurité
Directeur Safety

- 4 000 personnes
- CA : 2,2 milliards de F
- 12 unités de production
- Filiale de SABA LIFE COMPTON

Sous la responsabilité du Directeur Industriel, vous assurez la direction des affaires de SECURITE, SANTE et ENVIRONNEMENT. Après avoir défini les objectifs en accord avec la politique du groupe, vous assurez le leadership de la transmission de cet esprit sécurité au sein de l'Entreprise. Vous animez avec conviction et volonté le projet. Vous gérez le cadre, les moyens, la motivation et la formation en interne afin d'améliorer constamment les performances dans le domaine. Votre savoir-faire technique vous permet de contrôler tous les sites de DIM S.A. et surtout d'être l'initiateur des responsabilités dans le respect de la politique sécurité et de la législation.

Une formation d'ingénieur et une grande expérience de l'unité de production avec une responsabilité de gestion de la sécurité et de l'environnement sont des atouts pour réussir dans la mission. Votre expérience personnelle et votre diplomatie vous permettent de traiter efficacement avec le management à tous niveaux. La pratique courante de l'anglais est souhaitable. Ce poste est basé à ALTON (71).

Des facilités d'installation vous sont proposées. Adressez votre candidature, ref. LM.160, à notre Conseil CDPA, 52 boulevard Carnot, 21000 Dijon.

DIJON PARIS CDPA LYON BESANCON

Donnez de l'envergure à votre carrière

Fort de son expérience en conduite de grands projets et de sa connaissance du monde industriel, le Groupe STERIA a l'ambition d'être le partenaire de référence des entreprises performantes.

Responsables Systèmes G.P.A.O.

Venez nous aider à réaliser cette ambition

Au cours de 10 ans d'expérience professionnelle dans l'ingénierie informatique vous avez acquis une connaissance approfondie des métiers de la production industrielle et vous maîtrisez parfaitement les domaines de la G.P.A.O.

Fort de vos réussites en matière de maîtrise de projets, d'actions commerciales sur le terrain et de management d'équipes, vous avez l'ambition de développer un secteur d'activité au sein d'une entreprise réputée.

Votre dynamisme et vos qualités de contact vous permettront de travailler en étroite collaboration avec les différentes entités nationales et internationales du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) précisant la référence GPAO à M. Jacques POULIQUEN STERIA INGENIERIE ET TELECOM - 12, rue Paul Dautier - 78140 VELIZY.

steria
ingénierie et télécom

la fibre informatique

ABG-SEMCA

Nous sommes une société aéronautique de 620 personnes, leader européen dans la conception et la fabrication de systèmes de conditionnement d'air et de pressurisation. Nous recherchons

UN INGENIEUR
CONCEPTION ELECTRONIQUE EXPERIMENTE

ENSEEHT, ENSEA, ENSERG, ESIEE... particulièrement performant.

A la tête d'un laboratoire (8 pers.), il sera chargé de l'étude et du suivi de l'électronique de régulation des systèmes (pressurisation, conditionnement d'air). La mission inclura la réalisation de prototypes de faisabilité et le suivi de projets en coopération (analogique et numérique).

Il assistera les ingénieurs chargés de la conception des systèmes et assurera le développement de bancs d'essais.

Nous recherchons un INGENIEUR ayant une expérience significative dans la conception de calculateurs à base de microprocesseurs (2 à 5 ans minimum).

L'anglais doit être naturellement maîtrisé.

Ce poste implique également une aptitude certaine au management d'une équipe.

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier de candidature à l'attention de M. J.-C. ROUX, Service du Personnel, ABG-SEMCA 408, avenue des Etats-Unis - 31016 TOULOUSE CEDEX.

ALLIBERT
MANUTENTIONL'INTELLIGENCE
PLASTIQUE
EUROPEENNE

ALLIBERT MANUTENTION (767 MF de CA, 1040 personnes) leader européen dans ses métiers (manutention, stockage, emballage, équipements urbains et routiers...), est une société du groupe SOMMER ALLIBERT. Notre forte progression repose sur la compétence et l'efficacité de nos collaborateurs. Aujourd'hui nous souhaitons

intégrer pour notre département RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT, situé à Courbevoie (92), un :

INGENIEUR

2 à 4 ans d'expérience

Rattaché au directeur du département, vous serez plus spécifiquement chargé de : la veille technologique ; la gestion des brevets et la protection industrielle ; la liaison avec nos différents filiales européennes ; la préparation et la participation aux réunions des commissions de normalisation européennes. Pour ce poste qui implique de courts déplacements en Europe, nous souhaitons rencontrer des candidats qui, à 27 ans environ, possèdent d'excellentes qualités relationnelles et de réels talents de négociateur.

L'anglais courant est indispensable. Une bonne maîtrise de l'allemand est souhaitable. Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions sous ref. C252 à notre Conseil KRENO S.A. 86, rue du Dôme 92514 BOULOGNE Cedex, qui l'étudiera sous toute confidentialité.

KRENO

Notre unité, filiale d'un grand groupe international, conçoit et réalise des produits opto-électroniques high tech pour des applications d'automatisme industriel dans le monde entier. Elle recherche son :

DIRECTEUR
TECHNOLOGIE ET
DEVELOPPEMENT

De formation ingénieur grande école en électronique (SUPELEC, INPG) ou généraliste de haut niveau (CENTRALE, CENTRALE LYON) et si possible formation marketing complémentaire.

Agé de 35 ans environ, vous possédez une expérience réussie en management d'un Bureau d'Etudes électronique.

Responsable d'une équipe de 17 personnes dont 8 ingénieurs de différentes nationalités, vous élaborerez les plans de développement produits et participerez, avec nos unités américaine et japonaise, aux projets mondiaux du groupe.

De culture internationale, avec anglais courant, vous saurez vous imposer pour faire aboutir vos idées et vous positionner en leader mondial de nos trois unités.

Pour ce poste basé à GRENOBLE, adressez votre dossier de candidature complet (lettre + CV + photo) sous ref. MOYDIR à notre Conseil qui vous garantira une entière discrétion.

SCOR CONSEIL
47, av. Alsace Lorraine
38000 GRENOBLE

Notre Ecole, Etablissement d'Enseignement Supérieur Technologique Privé, forme des Ingénieurs pour les Industries de l'Automobile, de l'Aéronautique et l'Espace. Nous recherchons un

INGENIEUR
MECANICIEN/MODELISATION
Diplômé Grande Ecole

Responsable du laboratoire concerné, il est chargé de l'enseignement des T.P., méthodes numériques et C.A.O. Il assure l'évolution des méthodes informatiques. Il encadre des projets de recherche, il développe des relations avec l'industrie (contrats, formation continue). Ingénieur ECP, Mines, Arts et Métiers, équivalent, vous avez quelques années d'expérience et préférez dans le domaine aéronautique ou automobile, de nouvelles connaissances en modélisation et une formation pour l'enseignement supérieur.

Merci d'adresser : manuscrite, CV, photo et salaire actuel à : C. BUTTIAUX

ESTACA

3, rue Pablo Néruda - 3300 LEVALLOIS PERRET (Discretion assurée)

Secteurs de Pointe

FRANCE TELECOM L'AVENTURE EN PLUS

BAC + 5, ECOLE D'INGENIEURS, DEA/DESS

Diplômés ou futurs diplômés, débutants ou première expérience, FRANCE TELECOM vous propose 100 postes de cadre supérieur en mars 1992.

Parce que depuis toujours les défis de l'innovation technologique sont la marque et l'ambition de nos ingénieurs, nous sommes devenus un des leaders mondiaux des télécommunications avec des réalisations d'avant-garde telles que le réseau Numéris, Alphapage, Bi-Bop ou Radiocom 2000.

Développement d'une informatique d'application, exploitation du réseau multiservices, recherche fondamentale... tel est l'avenir que vous réserve FRANCE TELECOM, celui d'une entreprise publique performante et novatrice, où la mobilité fonctionnelle et géographique sera pour vous l'assurance d'une carrière évolutive.

Ainsi, en intégrant nos filières Recherche, Informatique ou Exploitation, vous occuperez

des postes de haut niveau : chercheur au CNET, ingénieur systèmes, responsable commutation ou transmission...

Cette aventure vous est ouverte en participant à la sélection écrite et orale qui débutera le 10 mars 1992 et aboutira à votre intégration au sein de FRANCE TELECOM deux mois plus tard.

Contactez dès aujourd'hui notre numéro vert du lundi au vendredi, de 9h à 17h30 pour recevoir votre dossier d'inscription.

Date de clôture des inscriptions : le 12 février 1992.

N° Vert 05 21 11 11

FRANCE
TELECOM



SOPAD
NESTLE

INGENIEUR SERVICE INGENIERIE

Le Service Ingénierie conduit les grands projets d'installation et de modernisation sur les 35 sites industriels de NESTLE en France.

Au sein de ce service de 50 personnes, vous assurerez la réalisation de projets d'informatisation de process. Vous aurez également à intervenir dans des domaines thermiques, après formation si nécessaire.

Vous serez basé à Courbevoie (92) mais aurez à effectuer des déplacements fréquents de courte durée pour le suivi des projets d'installation dont vous serez responsable.

Votre formation d'Ingénieur (ECP, ESE, ENSAM, MINES...), votre pratique de l'anglais et votre expérience de 3 à 5 ans en informatique de contrôle de procédé vous permettront d'être rapidement opérationnel.

Votre évolution professionnelle pourra vous conduire à travailler dans diverses Sociétés de NESTLE en France.

Merci d'adresser votre candidature : lettre, CV, salaire souhaité, sous référence I/SM2, à Monique BERTOLA - Responsable Recrutement Cadres - SOPAD NESTLE - 17/19, quai Paul Doumer 92414 Courbevoie Cedex.



LES MARQUES DE LA REUSSITE

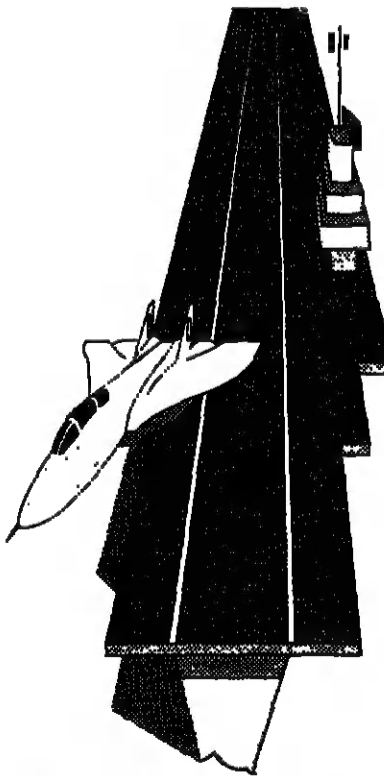
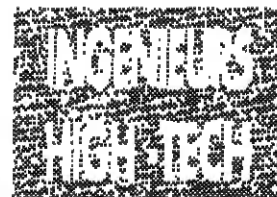
36 15
LM

Grâce à 3615 LM,
5 000 cadres ont envoyé
leur candidature par Minitel.
Grâce au Minitel, 200 entreprises
ont reçu vos candidatures.

Objectif responsabilités. Notre taille est votre chance !

ASSOCIÉE AUX GRANDS PROJETS
DE DÉFENSE NATIONALE
(TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR SATELLITES
SYRACUSE II, CHAR LÉCLERC,
PORTE-AVIONS CHARLES DE GAULLE...)
CSEE DÉFENSE, 180 PERSONNES,
PARTENAIRE DU GRAND GROUPE ITALIEN
D'ÉLECTRONIQUE NAVALE ALENIA, ÉQUIPE
AUJOURD'HUI 35 MARINES
DANS LE MONDE.

NOTRE CARNET DE COMMANDES ET NOTRE
STRATÉGIE NOUS AMÈNENT À RENFORCER
NOTRE COMPÉTENCES PLURIDISCIPLINAIRES
POUR ASSURER LA CONCEPTION ET
L'INTÉGRATION DE SYSTÈMES EMBARQUÉS
DE HAUTE TECHNOLOGIE DANS LES
DOMAINES DE L'AUTO-DÉFENSE NAVALE, DE
L'INFORMATIQUE MILITAIRE ET DES
MARCHÉS CIVILS.



Vous voulez participer à la forte croissance d'une entreprise à
taille humaine et de dimension européenne, caractérisée par la
collaboration étroite de ses équipes et sa pratique d'une large
délégation de responsabilités.

Nous recherchons pour le développement de nos systèmes
d'armes et informatiques :

- Responsables de projets études et développement de prototypes
- Responsables industriels de projets
- Ingénieurs de fabrication méthode
- Responsable de service après-vente export
- Ingénieurs confirmés, généralistes, en conception de systèmes
- Responsables logiciels temps réel embarqués, et systèmes d'information
- Ingénieurs débutants et confirmés logiciels temps réel embarqués et systèmes d'information
- Ingénieur en fiabilité dans le cadre d'étude de sûreté de fonctionnement
- Ingénieurs en conception et développement de packaging

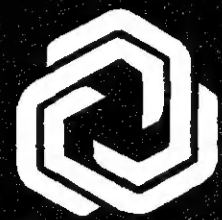
Ces postes sont à pourvoir à notre centre d'études d'ORSAY (91) et à notre unité d'intégration de RIUM (à proximité de Clermont-Ferrand).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) à Louis MOREL - CSEE DÉFENSE - Z.A. de Courtaulouf - 6, av. des Tropiques - 91943 LES ULIS Cedex.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

Secteurs de Pointe

COMMISSARIAT
A L'ENERGIE ATOMIQUE

ANDRA

AGENCE NATIONALE
POUR LA GESTION
DES DECHETS
RADIOACTIFS

MAITRISER LE PRESENT, ASSURER L'AVENIR

Afin de faire face au développement de nos programmes d'études concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs, nous souhaitons intégrer au sein de notre Division "Sécurité et Protection de l'Environnement" :

Un ingénieur "laboratoires souterrains"

pour en suivre les programmes d'expérimentation, la définition des concepts de barrières ouvragées, définir et faire appliquer les spécifications de sécurité.

Agé d'au moins 30 ans, ingénieur diplômé (ECP, Mines, INPG...) ou Universitaire, vous disposez d'une expérience industrielle de plusieurs années acquise de préférence en milieu nucléaire. Vous avez de solides bases en mécanique des milieux continus, avez mis en place et réalisé des moyens expérimentaux complexes et en avez exploité les résultats. Réf. M/235

Un ingénieur spécialiste des biosphères

pour développer des outils de modélisation des biosphères, réaliser des évaluations de sûreté des stockages, définir des biosphères-types et mener des études d'impact sur l'environnement.

Agé d'au moins 27 ans, ingénieur diplômé (Agro par ex.) ou Universitaire en biologie ou biochimie, votre première approche industrielle, vécue si possible en milieu nucléaire, vous a permis de développer des modélisations complexes et de mener des projets intégrant des connaissances en radiécologie et analyse de risques. Réf. M/236

Un ingénieur "modélisation long terme" en milieu argileux

pour développer des outils de modélisation globale afin d'évaluer la sûreté des stockages en site sédimentaire "argile". Vous développerez une modélisation hydrogéologique du site et des mécanismes de transfert des radionucléides et les logiciels correspondants et en définirez les protocoles d'assurance qualité.

Agé d'au moins 25 ans, ingénieur diplômé (ECP, INPG, INSTN...) ou Universitaire, vous avez des connaissances en Génie nucléaire et en mécanique des fluides. Débutant ou avec une première expérience industrielle, vous savez développer, mettre en œuvre et faire évoluer des modèles mathématiques complexes. Réf. M/237

Ces postes, basés en proche banlieue sud de Paris nécessitent une bonne pratique de l'anglais.

Notre conseil, Alain Leroux, étudiera confidentiellement votre candidature adressée à Linden, 20 rue Pergolèse, 75116 Paris. Merci de préciser la référence choisie.

Linden



Filiat de la Lyonnaise des Eaux-Dumez et leader mondial (2 600 personnes, 2,8 milliards de CA), nous répondons depuis 50 ans à un besoin vital de l'homme en traitant et améliorant la qualité de l'eau. Au-delà d'une forte présence nationale, nous intervenons sur tous les continents à travers un réseau d'une vingtaine de filiales, unique dans la profession. Nous recherchons des :

INGENIEURS
ELECTRICITE / AUTOMATISME

Ingénieur électrotechnique (ESE - ESSE - ESME), vous avez de bonnes connaissances en automatisme et une expérience acquise chez un ensemble privé dans le domaine de l'ingénierie.

Doté d'un sens relationnel reconnu, vous participez en liaison avec les Ingénieurs Responsables d'Affaires à l'élaboration puis à l'exécution des contrats dans les meilleures conditions de coût, délais et qualité.

Organisé et méthodique, vous coordonnez également l'activité des sous-traitants.

Vous maîtrisez la langue anglaise. Vous serez amené à effectuer des déplacements ponctuels en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions) sous la référence DE 81 à notre Conseil qui vous garantira la stricte confidentialité.

COGEPAN - 2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16.

Leader mondial dans le domaine de la carte à puce et son environnement (hardware et logiciel), nous sommes une structure internationale, mais à taille humaine, implantée dans le sud-est.

Pour soutenir notre croissance dans un marché en pleine expansion, notre Division Produits, centre de profit cartes à mémoires, recherche un

INGENIEUR MARKETING
PRODUITS

Ingénieur Grande Ecole de formation électronique, avec de préférence une expérience commerciale complémentaire, vous prenez en charge la gestion d'une ligne de produits, depuis leur définition jusqu'à leur complète industrialisation. Vous êtes également responsable de la politique de commercialisation et de la marge.

Ouvre des qualités de communication et d'animation, cette fonction implique créativité, rigueur, autorité et une bonne dose d'enthousiasme.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite) sous réf. 92/01/02 à Aline CALVO - GEMPLUS CARD INTERNATIONAL BP 100 - Parc d'Activité de la Plaine de Jouques, Avenue du Pic de Bertagne - 13881 GEMENOS Cedex.



"Parce que tout commence par la recherche"

RESPONSABLE
DE LABORATOIRE
DE SYNTHESE ORGANIQUE

Ingénieur Chimiste ou Docteur H/F

La Recherche Internationale JANSSEN est l'une des premières au monde : 5 médicaments jugés essentiels par l'O.M.S. ; Depuis 1970, 30 médicaments originaux dans le monde entier.

Récemment implantée à Val de Reuil (90 km de Rouen), le Centre de Recherche français complète sa nouvelle équipe.

Assisté de plusieurs techniciens, vous serez chargé de la réalisation des programmes de recherche et organiserez la vie de votre laboratoire. Ingénieur ou Docteur en chimie organique bénéficiant d'une expérience de quelques années dans le domaine de la recherche pharmaceutique, vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. LSO/05 à Laboratoires JANSSEN - DRHS, 17 rue de l'Antenne Maine, 95113 Boulogne Cedex.

LABORATOIRES JANSSEN
L'efficacité de la recherche

Notre Société, leader sur le marché de la simulation, recherche dans le cadre de son fort développement :

INGENIEURS
ELECTRONICIENS

200 - 270 KF

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs à dominante électronique (SUP'EELEC, INEP, INEN, ESME-Sudria...), débutants ou première expérience réussie, vous êtes spécialisés en traitement de signaux vidéo et asservissements numériques.

Au sein de la section ingénierie électronique, vous concevez et développez des circuits électroniques pour nos simulateurs.

Vous parlez couramment Anglais.

Poste basé à Suresnes (92).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, photo, CV et prétentions) à Madame FAIVRE Ressources Humaines Giravions Dorand Industries 5, rue Jean Moulin 92150 Suresnes

GIRAVIONS DORAND

Groupe CESELIA

POUR L'OPERATION
TRAMWAY DE
STRASBOURG

INFRAPLAN, filiale du Groupe SCETAUROUTE, spécialisée dans l'ordonnancement, la planification et la coordination de travaux d'infrastructures linéaires : routes et autoroutes, rails, câbles...

recherche un

INGENIEUR TP

Chargé de la coordination du chantier du tramway, vous en assurez l'organisation et le bon déroulement dans ses différentes phases.

Ce travail implique des relations fréquentes avec les différentes parties concernées par ce projet : maître d'ouvrage, administrations, élus, entreprises, associations de commerçants...

A vos compétences techniques, vous ajoutez l'imagination pour prévoir et anticiper les événements et la créativité pour proposer des solutions à tout type de problème.

Polyvalent, vous savez composer avec les données politiques, juridiques, administratives et financières. Vous êtes un homme de terrain, persuasif, d'un relationnel aisé, rompu aux contacts de haut niveau.

De formation Ingénieur (ESTP, INSA...) confirmé, 4 à 5 ans minimum d'expérience dans le secteur des TP, vous maîtrisez l'outil informatique.

Plusieurs postes à pourvoir en France pour 1992.

Merci d'adresser CV, lettre et prétentions en précisant la référence LM/0292/IN à Catherine MULLER - SCETAUROUTE 2, rue Stephenson 78181 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX

INGENIEURS
COMMERCIAUX

TRANSPAC, l'entreprise qui a bâti le 1er réseau mondial de transmission de données X25, la 1ère messagerie électronique universelle à la norme X400 et qui est l'un des acteurs essentiels de l'EDI, propose des postes d'Ingénieurs Commerciaux pour contribuer au développement de TRANSPAC pour les Services Réseaux et ATLAS 400 :

- sur un secteur d'activité pour un poste basé à ISSY-LES MOULINEAUX (92), Réf. DC/04.02
- sur un secteur géographique pour un poste basé à MERIGNAC (33), Réf. DC/04.01

Votre mission :
- prospection, analyse des besoins du client et proposition d'utilisation de TRANSPAC,
- élaboration de la proposition commerciale,
- suivi de la réalisation technique des contrats,
- présentation des nouveaux services.

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs ou Universitaire (BAC + 5), vous avez quelques années d'expérience dans le domaine de la commercialisation de produits de télécommunications.

Le poste basé à MERIGNAC nécessite de fréquents déplacements dans la région.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence choisie à : TRANSPAC - DPMH - Tour Maine Montparnasse - 33 avenue du Maine - 75755 PARIS Cedex 15.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC
un élan pour vos compétences

Secteurs de Pointe

FLODOR

C'est aussi parce que la Qualité est une fonction clé de l'entreprise que FLODOR est si fort sur son marché. Approche scientifique et rigueur sont sollicitées en permanence. FLODOR (1 Md de CA en France) fait partie du groupe UNICHIPS (3,5 Mds de CA), leader en Europe, qui gère une gamme de produits salés et sucrés très diversifiée.

Responsable Qualité chez les Blondes à croquer !

Le Responsable Qualité est rattaché au Directeur Industriel. Il est en contact permanent avec le Directeur R&D, responsable du contrôle qualité central. Il anime une équipe d'une dizaine de personnes. Il est basé sur le site de production de Péronne en Picardie (800 personnes).

25/28 ans, vous êtes ingénieur avec une première expérience de 2 ans ou IUT de Biologie ou Biochimie avec 5 à 6 ans d'expérience dans l'agro-alimentaire. Vous êtes prêt à saisir une opportunité dans un groupe qui offre des perspectives en France et en Europe. Alors écrivez au Cabinet Sirca, sous référence 330 352 LM, 140 bd Haussmann, 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Syntec Recrutement

VMC

1 700 personnes, 3 usines,

sur le marché des

emballages industriels,

de la verrerie de table

(Vereco, Crestendo...) et

des bocaux à conserves (Le

Parfait), réalise 1 Md de F

de CA dont 30 % à l'export.

Responsable du service achats

Dans le cadre d'un redéploiement de la politique d'achat au sein de VMC, la fonction achat dans l'usine de Reims acquiert une importance stratégique.

En prise directe avec le Directeur de l'Usine, vous prendrez la responsabilité de la négociation et de la décision d'achat pour les familles de produits qui vous seront confiées (achats d'investissement, pièces détachées, emballages...).

Vous élaborerez et mettrez en œuvre les procédures permettant d'optimiser l'efficacité et la rentabilité économique, en synergie avec la Direction des Achats de la Branche Emballage de BSN. Vous gèrerez un budget de 250 MF et animeriez une équipe de 18 personnes, intégrant les acheteurs, le magasin, les gestionnaires de stocks.

Vous avez une FORMATION SUPERIEURE DE HAUT NIVEAU, si possible complétée par une spécialisation en Achats. Vous avez acquis, au cours d'une expérience d'au moins 5 ans en milieu industriel, de solides compétences en marketing achats et gestion des approvisionnements.

Vous avez suffisamment de diplomatie et de conviction pour développer l'impact de votre fonction et en devenir le leader reconnu. Ce poste vous offre la possibilité de participer à notre développement et d'évoluer ensuite au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous la ref. 4025 M, à notre conseil : DEVELOPPEMENT, 2 rue Duffrenoy, 75116 Paris.

BSN

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS ET TROISIEME EUROPEEN

ABG-SEMCA

Nous sommes une société aéronautique de 620 personnes, leader européen dans la conception et la fabrication de systèmes de conditionnement d'air et de pressurisation. Nous recherchons

DEUX INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

(Centrale, Sup Aéro, Arts et Métiers, ENSICA, ENSMA...) en mécanique, thermodynamique ou en mécanique des fluides :

L'un assurera le suivi du développement des vannes hautes températures (suivi d'études, fabrication, essais).

L'autre sera chargé des calculs de circuits de conditionnement d'air et suivi de projets.

Anglais courant impératif. La maîtrise de l'allemand constituera un plus.

Nous vous remercions de faire parvenir un dossier complet (C.V. détaillé, lettre manuscrite et photo) à l'attention de M. J.-C. ROUX, ABG-SEMCA

408, avenue des Etats-Unis - B.P. 2010 - 31016 TOULOUSE CEDEX.

Filiale du N°1 mondial et premier producteur européen sur son marché, cette société internationale dispose de plusieurs unités de production et de plusieurs centres de recherches en France.

Sur son site principal, situé au cœur des Alpes, une centaine d'ingénieurs et techniciens développent des projets scientifiques en collaboration avec les principaux laboratoires européens dans leurs spécialités. Nous recherchons

UN INGENIEUR RECHERCHES STRUCTURALES

pour assister le chef du service Méthodes Physiques dans la gestion de la section Microscopie Electronique. Ses missions principales sont le développement des techniques d'analyse d'images, la prise en charge des projets d'investissements, les relations avec l'extérieur, l'animation d'une section composée de 7 techniciens.

Ingénieur ou Universitaire (Mines, Centrale, Doctorat), ou de formation Matériaux (ENSI, INSA...) vous vous intéressez à l'analyse d'images et à l'informatique qui lui est associée. Vous maîtrisez la langue anglaise.

L'environnement de ce poste est de nature à satisfaire les candidats les plus exigeants.

Henri DEBEURET vous remercie de lui écrire en précisant la référence 802 LM.

CADRICIEL

CADRICIEL - 59 bd. Vivier Merle - 69429 LYON cedex 03
CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

ALCATEL FIBRES OPTIQUES, filiale d'un important groupe industriel français recherche pour ses usines de CONFLANS SAINT-HONORINE (78) et de BEZONS (95)

INGENIEURS PROCESS

Directement rattachés au Chef de Service Développement/Production, ils auront pour mission, avec leurs équipes, d'optimiser et de faire évoluer le processus de fabrication de fibres optiques et des équipements associés.

Les candidats auront de bonnes connaissances dans le domaine des matériaux.

La connaissance de la chimie organique et de l'anglais sera appréciée.

Débutants acceptés.

Poste: Banlieue Nord-Ouest de Paris.

ALCATEL
FIBRES OPTIQUES

Prière d'envoyer votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à : ALCATEL FIBRES OPTIQUES, à l'attention du Responsable des Ressources Humaines, 35 rue Jean-Jaurès 95871 BEZONS Cedex.

INGENIEURS D'AFFAIRES

POUR TRANSPAC, LES ANNEES 90 SERONT LES ANNEES EDI.

TRANSPAC, 1er Réseau Mondial de transmission de données, support de la messagerie ATLAS 400 et Architecte Major de l'EDI propose, dans le cadre de la forte expansion de ses activités, des postes d'Ingénieurs d'Affaires. Au sein de la Direction Commerciale rattachée à la Direction Marketing, vous interviendrez sur un secteur d'activité défini (Industrie, Transport, Distribution, Service, Administration).

Professionnel de la vente de services, dans le domaine des réseaux à valeur ajoutée, vous serez responsable des contacts avec nos partenaires (SSI, groupements professionnels) et vous contribuerez personnellement à l'expansion de notre activité EDI et de notre messagerie ATLAS 400 auprès des clients et prospects concernés.

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez une expérience de 5 ans de la négociation à haut niveau et de management de projets importants.

Si vous voulez rejoindre une entreprise en forte expansion sur un marché porteur, adressez CV, photo et prétentions sous référence DC/04.03 à : TRANSPAC - DPH - Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine - 75755 PARIS Cedex 15.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC
un élan pour vos compétences

Degrémont
TRAITER L'EAU,
PROTEGER
L'ENVIRONNEMENT

Filiale de la Lyonnaise des Eaux-Dumez et leader mondial (2 600 personnes, 2,8 milliards de CA), nous répondons depuis 50 ans à un besoin vital de l'homme en traitant et améliorant la qualité de l'eau. Au-delà d'une forte présence nationale, nous intervenons sur tous les continents à travers un réseau d'une vingtaine de filiales, unique dans la profession. Nous recherchons des :

INGENIEURS D'AFFAIRES

Responsable de l'exécution de contrats "Eaux Municipales" ou "Eaux Industrielles", en France et à l'étranger, vous piloterez la réalisation de nos installations jusqu'à leur réception.

Assisté par les services spécialisés du siège, vous coordonnerez l'exécution et les sous-traitants (Génie Civil, Electricité...). Vous êtes par ailleurs garant de la marge de nos affaires et avez le souci de la satisfaction de nos Clients.

Organisé, vous menez une ou plusieurs affaires de front (de 5 à 500 millions de francs). Autonome, bon gestionnaire, pugnace, vous avez un grand sens relationnel. Ingénieur généraliste, génie chimique, hydraulique... vous avez de 5 à 15 ans d'expérience dans la gestion de contrats acquis si possible chez un ensemblier.

Vous parlez anglais et la connaissance d'une autre langue serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions) sous la référence DE 71, à notre Conseil qui vous garantira la stricte confidentialité.

COGECOM - 2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16.

Fonction Commerciale

PARTICIPEZ À L'AVENIR DU Monde

VOUS ÊTES DIPLOMÉ(e) D'UNE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE. UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE VOUS A FAIT DÉCOUVRIR LES RÉALITÉS DU TERRAIN. VOUS AVEZ ENVIE D'ÉVOLUER DANS UN ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL QUI VOUS ATTIRE.

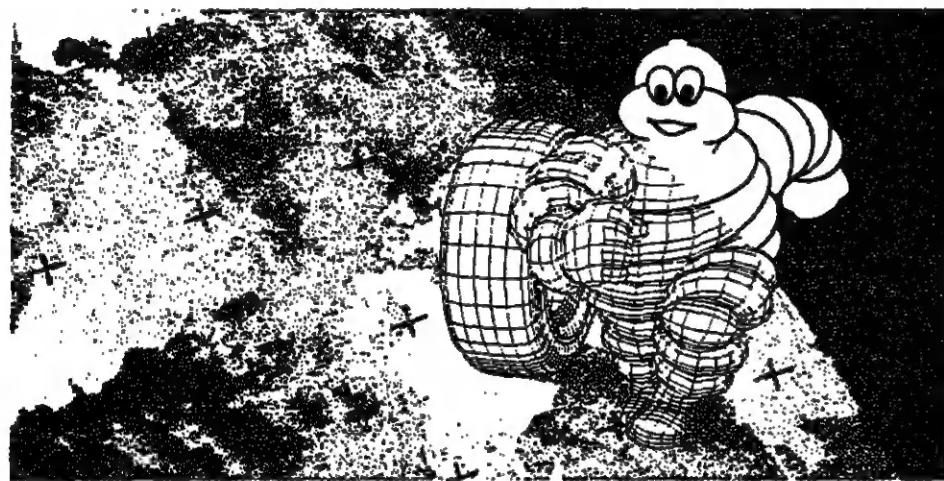
LE MONDE RECRUTE
SIX DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX.

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE COMMERCIALE DU MONDE ET DÉVELOPPEZ DANS UNE RÉGION LA VOTRE PEUT-ÊTRE L'AUDIENCE DE NOTRE QUOTIDIEN ET DES AUTRES PUBLICATIONS DU GROUPE.

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL. VOUS ASSUREREZ EN RÉGION, DANS UN SECTEUR GÉOGRAPHIQUE DÉTERMINÉ, LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DIFFUSION DU MONDE ET DE SES PUBLICATIONS (LE MONDE DIPLOMATIQUE, LE MONDE DE L'ÉDUCATION, DOSSIERS ET DOCUMENTS, LE MONDE DES PHILATELISTES, ETC.). VOUS ANIMEREZ LE RÉSEAU DE VENTE. DÉVELOPPEREZ LE PORTEFEUILLE D'ABONNÉS ET OPTIMISERES LES AUTRES MODES DE PRÉSENCE COMMERCIALE AUPRÈS DES DIFFÉRENTS PUBLICS DU JOURNAL.

ADRESSEZ VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE. SOUS RÉF. LMDIF6. À LA DIRECTION DU PERSONNEL DU JOURNAL LE MONDE, 1 PLACE HUBERT BEUVE MERY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



HEC-ESSEC-ESCP-IEP
Débutants ou première expérience

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux d'exploiter leurs talents de commerçants.

Nous vous proposons, après une formation en France d'environ 2 ans, d'assumer la responsabilité de

À l'issue de votre formation commerciale, vous voulez évaluer la fièvre classique Assistant Chef de Produit, Chef de Produit et vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation et par le développement de nouveaux marchés

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM 56 à MICHELIN, Olivier BRUET - Service du Personnel 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

LA DIRECTION COMMERCIALE
D'UNE DE NOS FILIALES
À L'ÉTRANGER

MICHELIN
Les moyens de se passionner

PARTICIPEZ À L'AVENIR DU Monde

VOUS ÊTES DIPLOMÉ(e) DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. VOUS AVEZ UNE BONNE EXPÉRIENCE DU MARKETING. DE PRÉFÉRENCE DANS LE SECTEUR DE LA PRESSE, DE LA COMMUNICATION OU DE L'ÉDITION. VOUS SOUHAITEZ PARTICIPER AU DÉVELOPPEMENT DE LA DIFFUSION DU MONDE ET DES AUTRES PUBLICATIONS DU GROUPE (LE MONDE DIPLOMATIQUE, LE MONDE DE L'ÉDUCATION, DOSSIERS ET DOCUMENTS, LE MONDE DES PHILATELISTES, ETC.). VOUS APPRÉCIEZ LE TRAVAIL EN ÉQUIPE. VOUS AIMEZ LA CRÉATION QUI REPOSE SUR L'ANALYSE ET LA RÉFLEXION.

LE MONDE RECRUTE
LE RESPONSABLE DE SON SERVICE
"MARKETING-MOYENS
DE PROMOTION DE LA DIFFUSION".

VOUS METTREZ EN PLACE LES OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU GROUPE. VOUS ANIMEREZ UNE ÉQUIPE CHARGÉE, EN AMONT, DES ÉTUDES ET DU MARKETING DE LA DIFFUSION ; EN AVAL, DE LA RÉALISATION DE LA PROMOTION DE LA DIFFUSION.

ADRESSEZ VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE. SOUS RÉF. LMDIF3. À LA DIRECTION DU PERSONNEL DU JOURNAL LE MONDE, 1 PLACE HUBERT BEUVE MERY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Société Industrielle
produits et services
(qualité - formation
professionnelle)

Bases PARIS

INGENIEURS D'AFFAIRES

Poste :

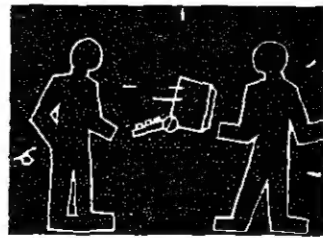
- Vente pays arabes (Maghreb et GCC)
- logistique
- réponses appels d'offres internationaux (Monde moins CEE).

Mi-temps à Tiers-temps
en déplacement.



Envoyer lettre manuscrite + CV +
prétentions sous réf. 1797 à CPE
BP 746 - 75827 PARIS CEDEX 17

36 15
LM



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langue...). Ils sont complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde en couple avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

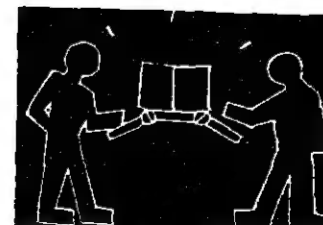
L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

36 17
LM CV

L'INTERACTIVITÉ

Offrez leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 LM CV



LA CONVIVIALITÉ

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour rendre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche

